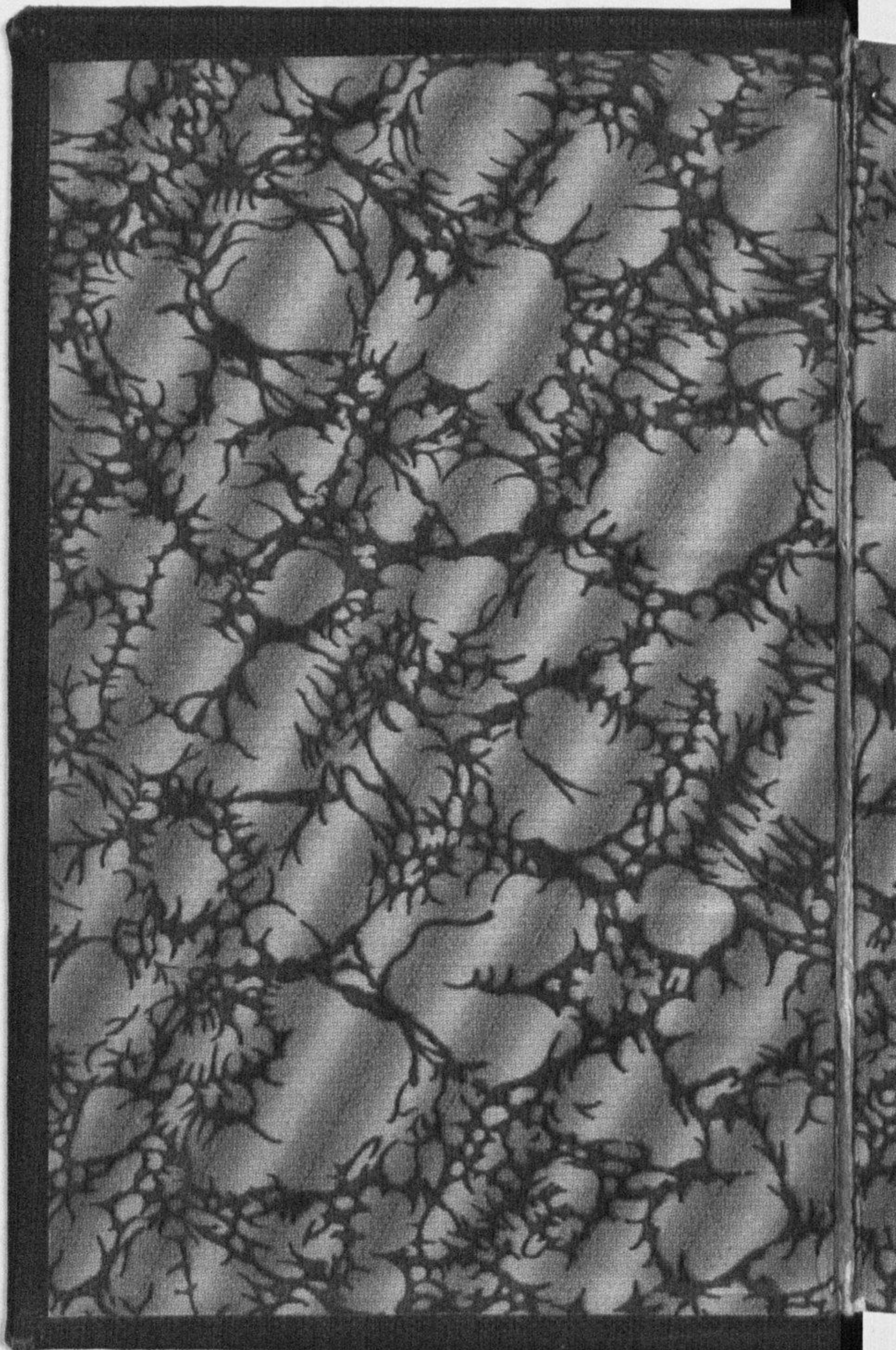
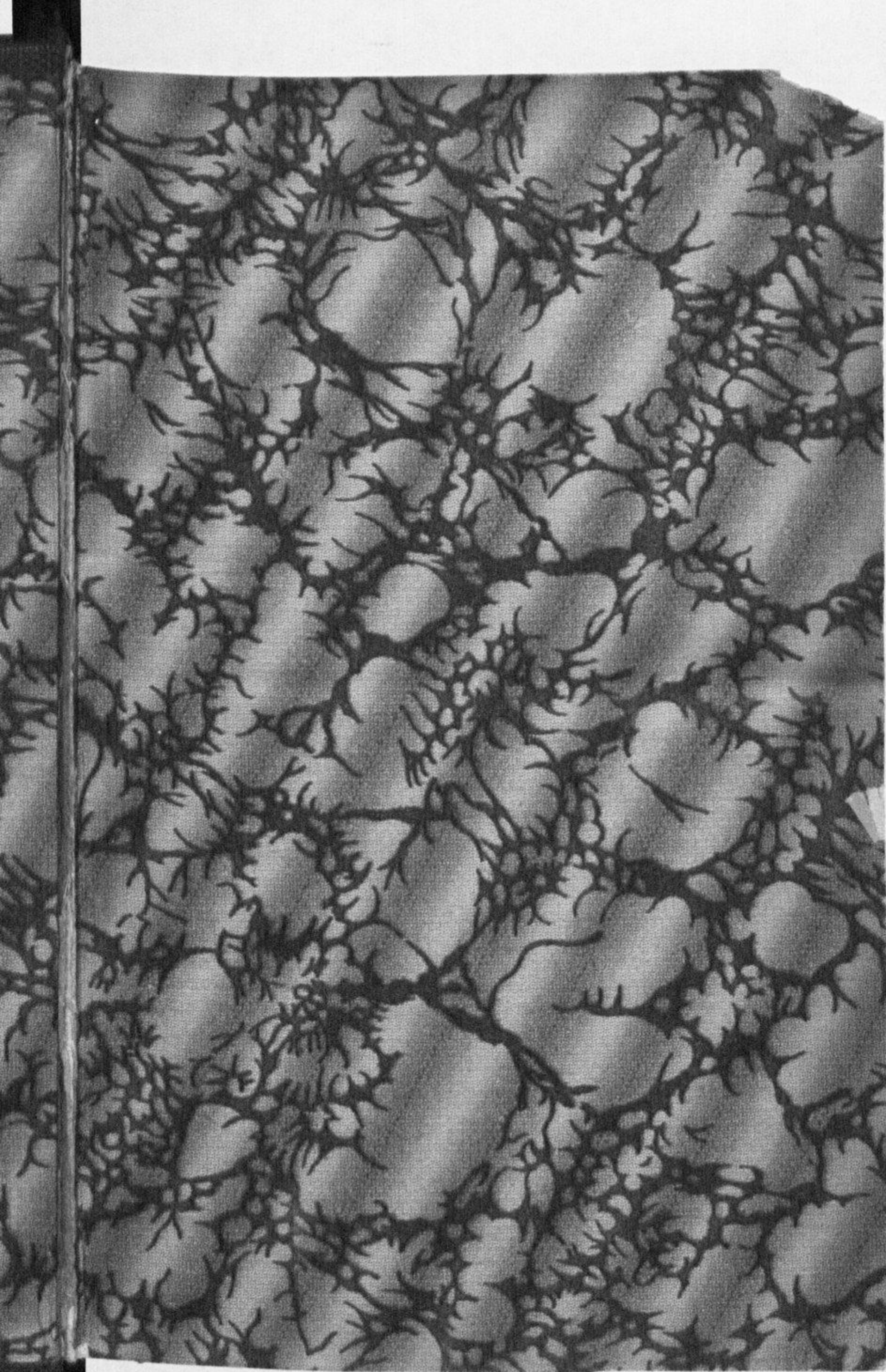
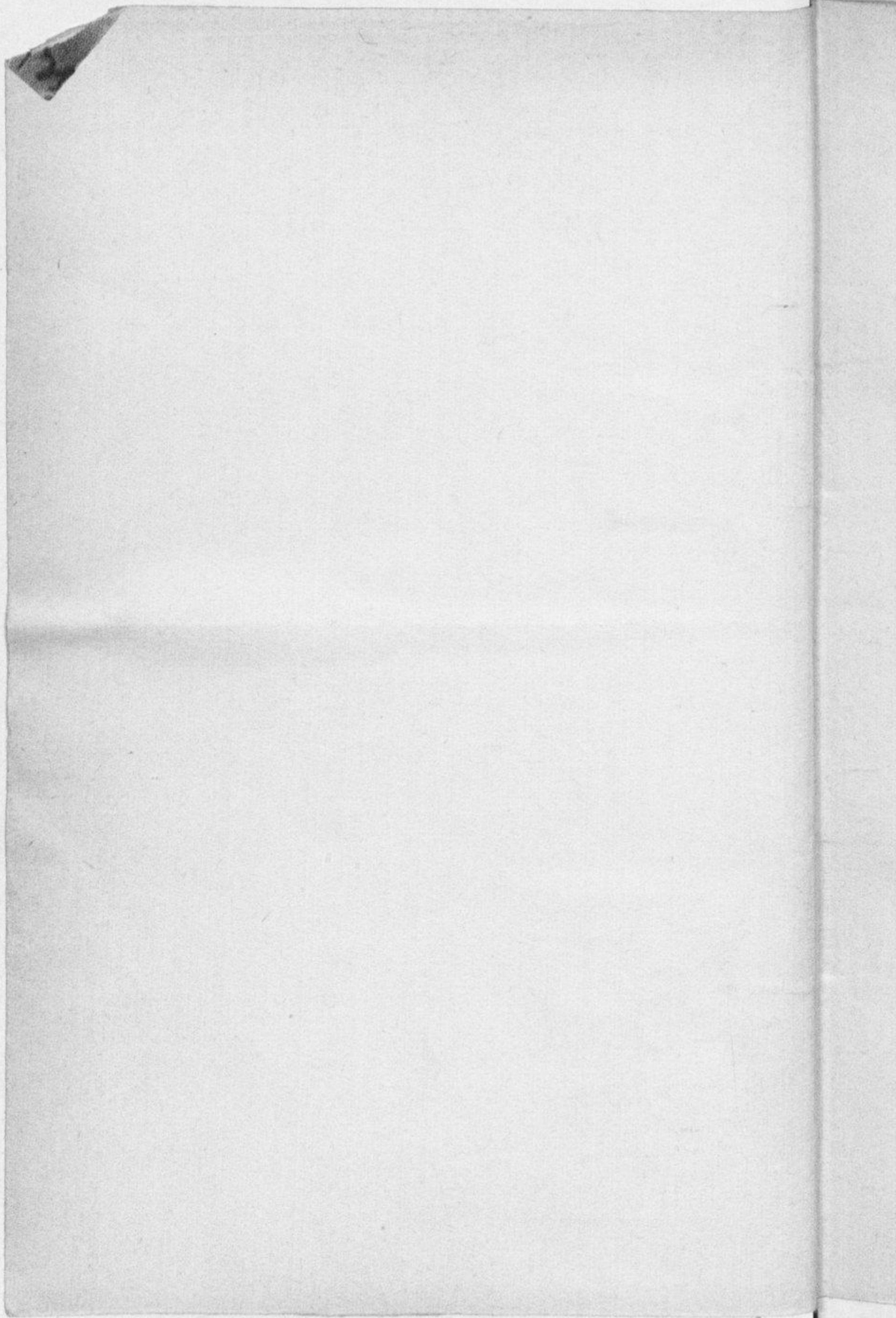
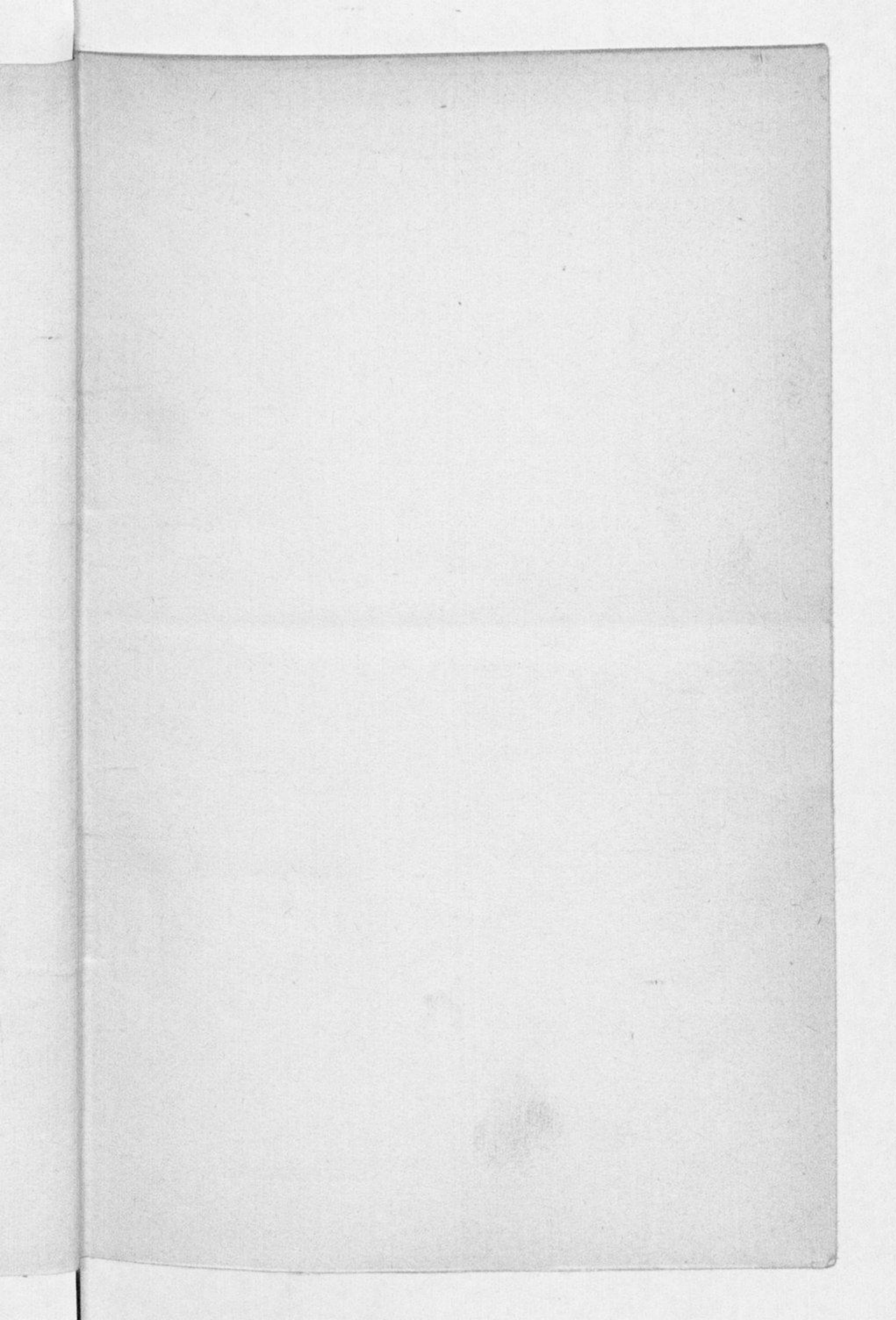


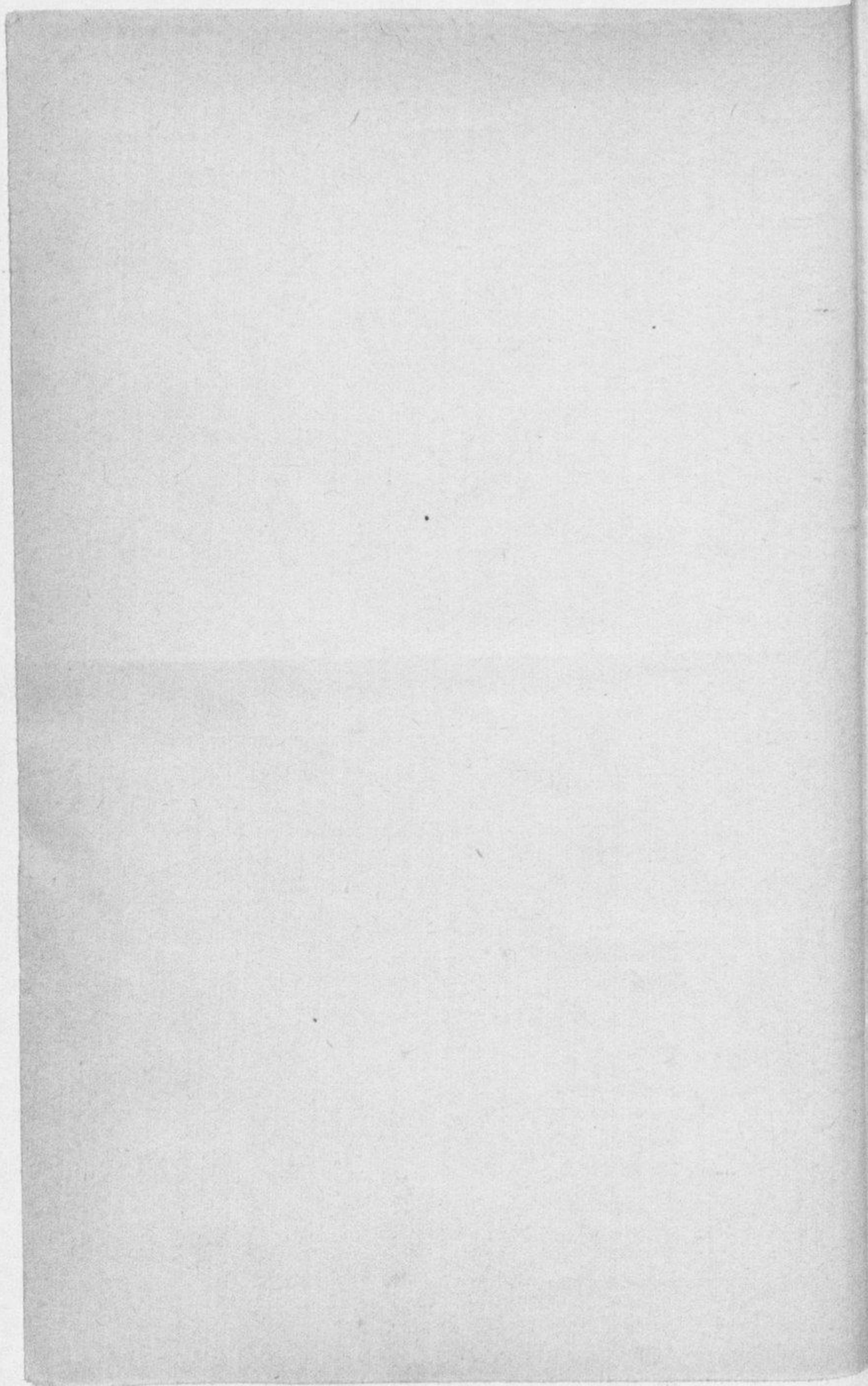
8











39979 /

LÉON TROTSKI

LA RÉVOLUTION TRAHIE

LES CRIMES

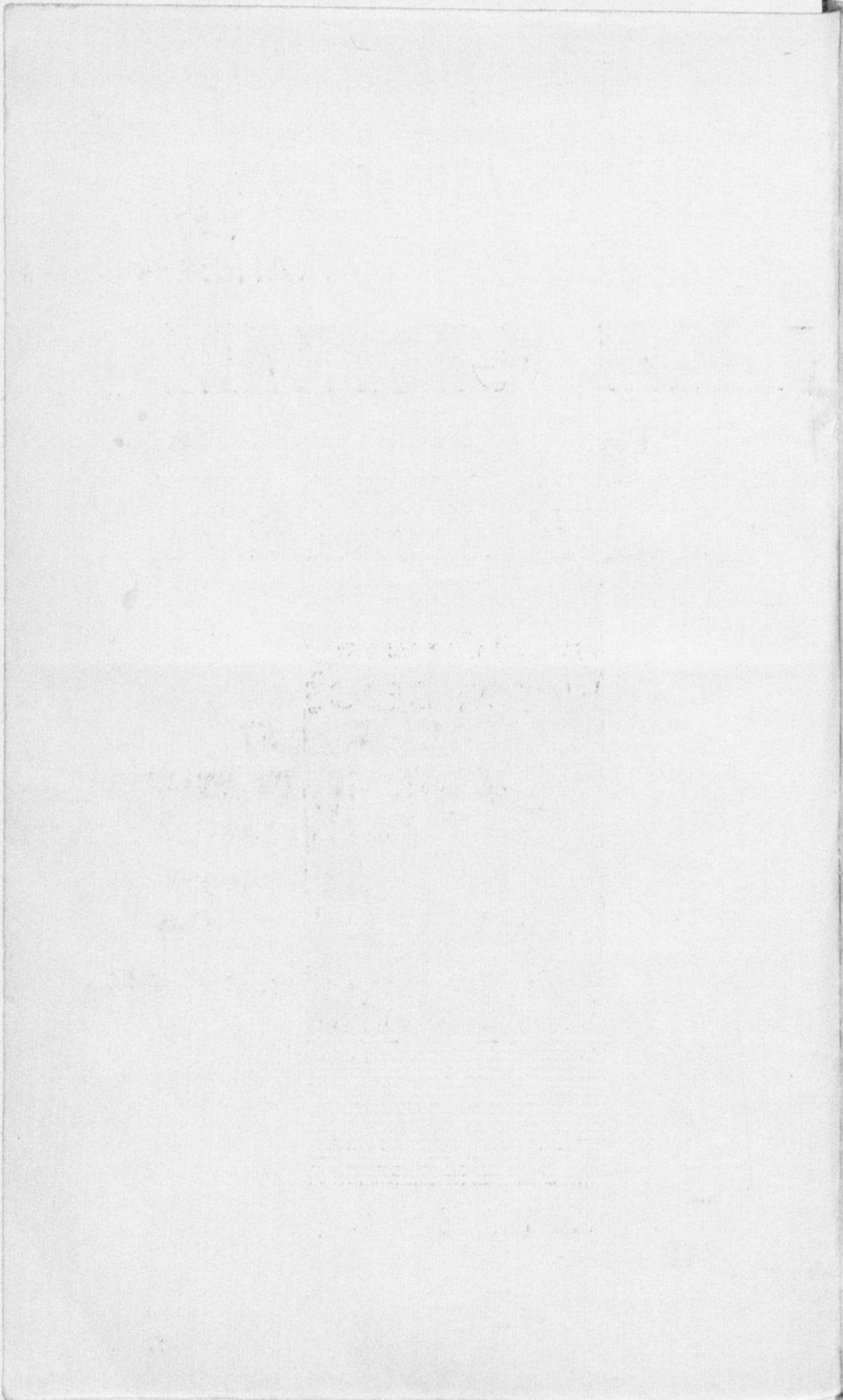
DE

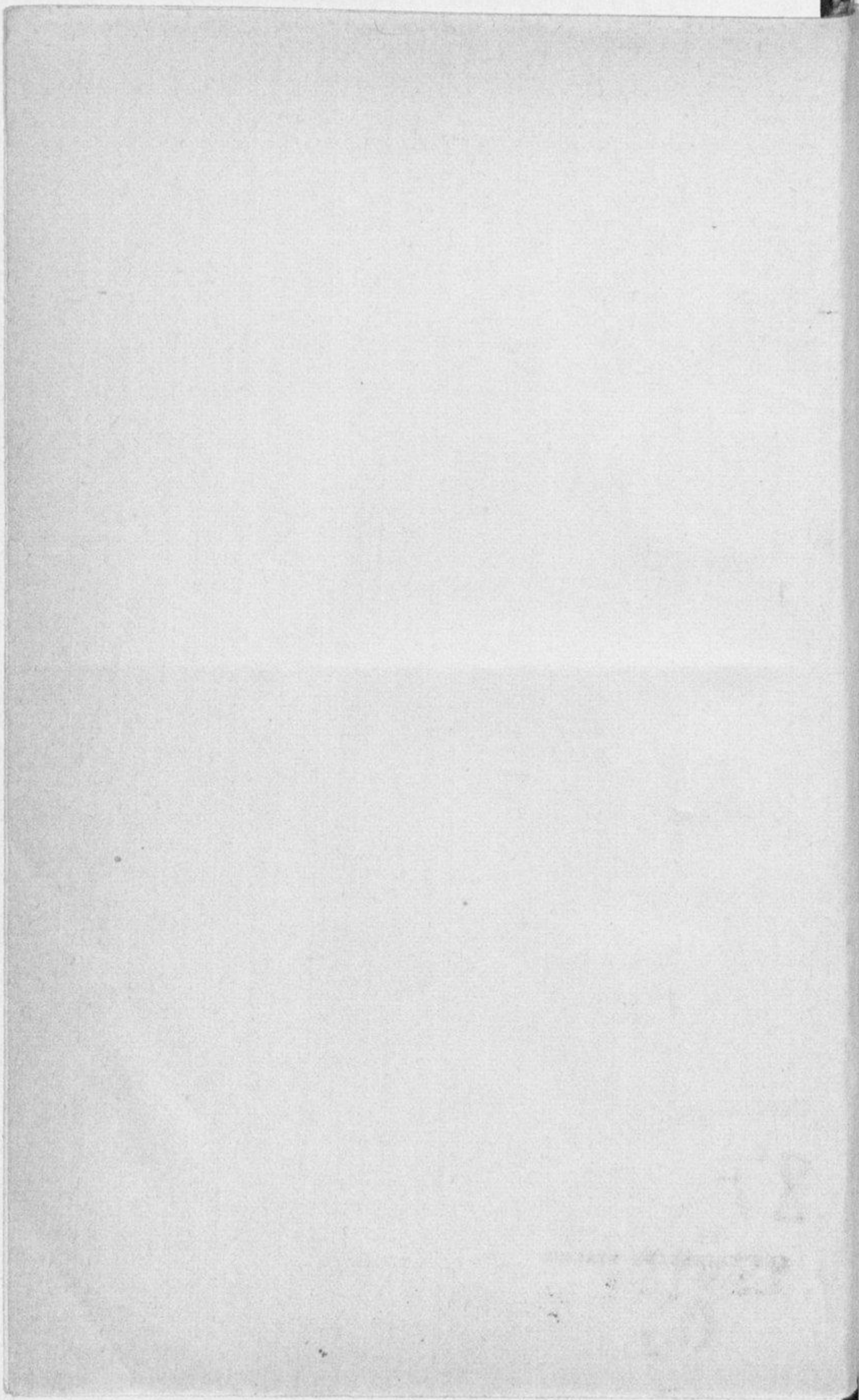
STALINE

Traduit du russe par
VICTOR SERGE

GRASSET

S. P.

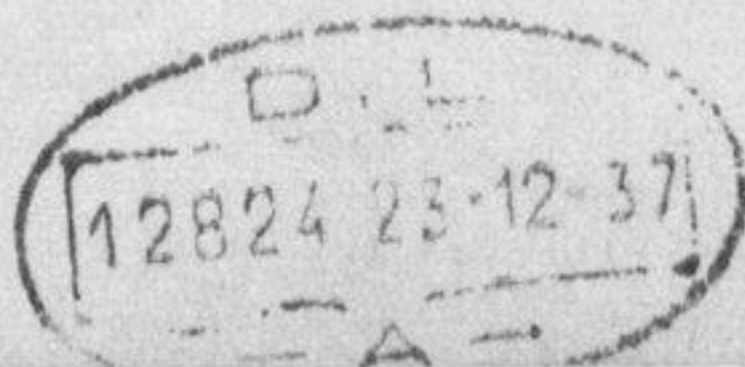




LES CRIMES DE STALINE

W 8° M

25098
(2)



DU MÊME AUTEUR

MA VIE. 3 volumes. (*Rieder, éditeur.*)

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE. 4 volumes.
(*Rieder, éditeur.*)

LA RÉVOLUTION TRAHIE. Tome I. Traduit du russe
par Victor Serge. (*Grasset, éditeur.*)

LÉON TROTSKI

LA RÉVOLUTION TRAHIE

★ ★

LES CRIMES

DE

STALINE

traduit du russe par

VICTOR SERGE

ÉDITIONS

BERNARD GRASSET

61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61

PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE VINGT-
TROIS EXEMPLAIRES SUR ALFA OUTHENIN
CHALANDRE NUMÉROTÉS ALFA 1 A 15 ET
I à VIII.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright by Editions Bernard Grasset, 1937

PRÉFACE

La révolution, dans sa montée, pouvait être brutale et cruelle; elle était véridique. Elle disait tout haut ce qu'elle pensait. La politique de Staline n'est que mensonge. Ainsi se manifeste son esprit réactionnaire. La réaction ment parce qu'elle doit cacher au peuple ses fins véritables. La réaction installée sur les bases d'une révolution prolétarienne ment doublement. On peut dire sans craindre d'exagérer que le régime thermidorien de Staline est le plus mensonger que l'Histoire connaisse. Et depuis quatorze ans, l'auteur de ces lignes est l'objet principal du mensonge thermidorien.

Jusqu'à la fin de 1933, la presse de Moscou et, partant, son ombre, la presse de l'Internationale Communiste, me représentent comme un agent britannique ou américain, m'appelant même « Mister Trotsky ». La Pravda du 8 mars 1929 consacrait tout un article à démontrer que j'étais un allié de l'impérialisme britannique (que l'on ne considérait pas encore à Moscou comme la « démocratie britannique »), non sans établir ma solidarité complète avec Winston Churchill. L'article se terminait par ces mots: « On voit pourquoi la bourgeoisie

lui paie des dizaines de milliers de dollars ! » Il n'était question que de dollars — et non de marks !

Le 2 juillet 1931, la Pravda, à l'aide de facsimilés grossièrement faux qu'elle allait oublier dès le lendemain, me dénonçait comme un allié de Pilsudski et comme un défenseur de la paix de spoliation de Versailles. En ce temps-là, Staline travaillait non au maintien du statu quo, mais à « l'émancipation nationale » de l'Allemagne. En août 1931, les Cahiers du Bolchévisme, revue théorique du Parti communiste français, dénonçaient « un front unique touchant... entre Blum, Paul-Boncour et l'Etat-Major français d'un côté et Trotsky de l'autre ». Je demeurais fermement attaché aux pays de l'Entente !

Le 24 juillet 1933, après l'avènement définitif de Hitler en Allemagne, j'arrivais en France, par Marseille, ayant obtenu un visa du gouvernement Daladier. D'après les révélations rétrospectives des procès de Moscou, j'étais déjà à cette époque un agent de l'Allemagne et m'occupais à préparer la défaite de l'U.R.S.S. et de la France. Au procès Radek-Piatakov en janvier 1937, il fut « établi » que, justement à la fin de juillet 1933, je rencontrai au bois de Boulogne le correspondant de l'agence Tass, Vladimir Romm, afin d'établir par son intermédiaire la liaison entre les terroristes trotskistes russes, Hitler et le Mikado. L'Humanité ne s'en doutait pas; le jour de mon arrivée, elle dénonça mes relations occultes avec M. Daladier. En permettant les intrigues de l'émigration blanche et en invitant Trotsky, — écrivait la feuille de Staline-Cachin-Thorez, « la bourgeoisie française révèle sa vraie politique à l'égard de l'U.R.S.S. : pourparlers par nécessité, sourires obligés, mais dans la coulisse aide et soutien à tous les saboteurs, les interventionnistes, les conspirateurs, les calomniateurs, les renégats de la révolution... De France,

de ce foyer antisoviétique, il pourra attaquer l'U.R.S.S... C'est un point stratégique ! Et voilà pourquoi arrive M. Trotsky ». Toutes les formules du procureur Vychinski sont là, à cette différence près que c'est de concert avec la bourgeoisie française et non avec le fascisme allemand que je me livrais à cette criminelle activité...

Mais peut-être la malchanceuse Humanité n'était-elle pas au courant ? Non, l'organe parisien de Staline exprimait bien les vues de son employeur. Les pesantes idées de la bureaucratie moscovite ne consentaient pas à sortir de leur orbite coutumière. L'alliance avec l'Allemagne, indépendamment du régime intérieur de ce pays, était considérée comme un axiome de la politique étrangère des Soviets. Le 13 décembre 1931 Staline disait à l'écrivain allemand Emil Ludwig : « S'il faut parler de nos sympathies pour une nation, c'est naturellement de notre sympathie pour les Allemands... Nos relations amicales avec l'Allemagne demeurent ce qu'elles ont été jusqu'ici. » Staline eut même l'imprudence d'ajouter : « Des hommes politiques promettent ou déclarent aujourd'hui une chose pour l'oublier ou la nier le lendemain sans même rougir. Nous ne pouvons pas agir de la sorte¹. » On était encore, il est vrai, sous le signe de Weimar. Mais la victoire du fascisme ne changea pas l'orientation de Moscou. Staline fit tout ce qu'il put pour mériter la bienveillance de Hitler. Les Izvestia — organe du gouvernement, — écrivaient le 4 mars 1933 que l'U.R.S.S. était le seul pays du monde qui n'éprouvât aucune hostilité à l'égard de l'Allemagne « et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich ». Le Temps constatait le 8 avril suivant : « Alors que l'arrivée

1. Lénine et Staline sur la Constitution soviétique, Editions d'Etat, Moscou.

de M. Hitler préoccupait vivement l'opinion européenne et était partout très commentée, les journaux moscovites gardaient le silence. » Staline tentait d'obtenir l'amitié du vainqueur en tournant le dos à la classe ouvrière allemande.

Tableau clair dans l'ensemble. Au temps où, selon la version rétrospective inventée plus tard, j'organisais ma collaboration avec Hitler, la presse de Moscou et de l'Internationale Communiste faisait de moi un agent de la France et de l'impérialisme anglo-saxon. Je ne devais être situé du côté des Germano-Nippons que lorsque Hitler eut repoussé la main tendue de Staline, obligeant ce dernier à rechercher l'amitié des « démocraties occidentales », contrairement à ses desseins et à ses calculs antérieurs. Les accusations portées contre moi n'étaient et ne sont que le complément des évolutions diplomatiques. Ces divers changements d'orientation me furent imputés sans que j'y eusse la moindre part. Il y a pourtant une différence fort appréciable entre les deux versions opposées et symétriques de la calomnie. La première, qui faisait de moi un agent de l'Entente, avait surtout un caractère littéraire. Les calomniateurs calomniaient, les journaux répandaient le poison, Vychinski ne sortait pas encore de l'ombre. Il est vrai que le Guépéou fusillait de temps à autre quelque opposant en l'accusant d'espionnage (au profit de la France et de l'Angleterre); mais il ne s'agissait encore que d'obscurs militants assassinés dans les coulisses, à titre expérimental. Staline préparait ses magistrats instructeurs, ses juges et ses bourreaux. Il fallait du temps pour amener la bureaucratie à un tel degré de démoralisation, et l'opinion publique des deux mondes à un tel degré d'avilissement que les énormes impostures judiciaires montées contre les trotskistes devinssent possibles.

On peut suivre, documents en main, toutes les

étapes de cette évolution préparatoire. Staline se heurta plus d'une fois à des résistances qui le firent reculer; mais ce ne fut toujours que pour continuer plus systématiquement son action. Le but politique était de construire une guillotine fonctionnant automatiquement contre tout adversaire de la coterie dirigeante : quiconque n'est pas avec Staline est un stipendié de l'impérialisme. Schématisation grossière, assaisonnée de rancune personnelle, qui est bien dans l'esprit de Staline. Il semble n'avoir pas douté un seul instant que les « confessions » de ses victimes convaincraient l'univers et assureraient à jamais l'intangibilité du régime totalitaire. Il n'en a pas été ainsi. Les procès se sont retournés contre Staline. La cause n'en est pas tant dans la grossièreté des falsifications que dans ce fait : l'étau du système bureaucratique est devenu tout à fait incompatible avec le développement du pays. Sous la pression de contradictions grandissantes, Staline a dû agrandir chaque jour le rayon de l'imposture. L'épuration sanglante se poursuit sans qu'on en voie la fin. La bureaucratie, se dévorant elle-même, invoque avec frénésie on ne sait quelle vigilance. Son cri est celui de la bête blessée à mort.

Rappelons une fois de plus que tous les membres du Bureau politique du temps de Lénine — exception faite du seul Staline, — figurent en tête de la liste des traîtres : de ce nombre celui qui dirigea la défense pendant la guerre civile, deux anciens dirigeants de l'Internationale Communiste, un ancien président du Conseil des Commissaires du peuple, un ancien président du Conseil de la Défense et du Travail, un ancien dirigeant des syndicats soviétiques. Suivent de nombreux membres du Comité Central et du gouvernement. Le dirigeant effectif de l'industrie lourde, Piatakov, était, paraît-il, à la tête du sabotage; le suppléant du commissaire du peuple aux transports, Livschitz, aurait été un agent

du Japon et l'organisateur de déraillements; le chef suprême des services de la Sûreté, Iagoda, serait un gangster et un traître; le suppléant du commissaire du peuple aux affaires étrangères, Sokolnikov, un agent germano-nippon, de même que le publiciste le plus influent du régime, Radek. Et il y a plus : tout le haut commandement de l'armée aurait été au service de l'ennemi. Le maréchal Toukhatchevski, récemment envoyé en Angleterre et en France pour se mettre au courant de la technique militaire des pays amis, aurait vendu à l'Allemagne les secrets dont il était le détenteur... Le chef politique de l'armée, Gamarnik, aurait été un traître. Les représentants des armées française, britannique, tchécoslovaque rendaient récemment hommage à la bonne organisation des manœuvres d'Ukraine, dirigées par le général Iakir. Cet Iakir aurait préparé la conquête de l'Ukraine par Hitler. Chargé de défendre la frontière de l'ouest, le général Ouborévitch se serait préparé à livrer la Russie blanche à l'ennemi. Deux des anciens chefs de l'académie militaire, les généraux Eydeman et Kork, grands capitaines de la guerre civile, auraient instruit leurs élèves en vue de la défaite et non de la victoire. Par dizaines, des officiers supérieurs moins connus, mais à peine moins importants, sont accusés de trahison. Tous ces destructeurs, saboteurs, gangsters, espions auraient poursuivi pendant des années leur œuvre néfaste. Mais si les Iagoda, les Piatakov, les Sokolnikov, les Toukhatchevski et tant d'autres étaient des espions, que valent les Staline, les Vorochilov et autres « chefs » ? Que valent les appels à la vigilance émanant d'un Bureau politique qui s'est révélé si aveugle et si niais ?

De sa dernière « épuration », le régime est sorti si discrédité que la presse mondiale s'est demandé avec sérieux si Staline n'était pas devenu fou.

Hypothèse trop simple ! On estima d'abord que Staline devait sa victoire à une intelligence exceptionnelle. Quand ensuite les réflexes de la bureaucratie devinrent convulsifs, les admirateurs de la veille se demandent si le chef n'a pas perdu la raison. Les deux appréciations sont également fausses. Staline n'est pas un « homme de génie ». Au sens littéral du mot, il n'est même pas intelligent — si l'on entend par intelligence l'aptitude à embrasser les phénomènes dans leur corrélation et leur développement. Mais ce n'est pas non plus un fou. La vague de Thermidor l'a porté sur sa crête. Il a cru que la source de sa force était en lui-même. La caste de parvenus qui avait proclamé son génie s'est promptement corrompue et démoralisée. Le pays de la Révolution d'Octobre réclame un autre régime. La situation de la coterie dirigeante ne lui permet plus une politique raisonnable. La folie n'est pas en Staline, elle est dans le régime qui a épuisé ses possibilités. Cette explication ne comporte cependant pas l'ombre d'une justification morale en faveur de Staline. Il quittera la scène comme un des personnages les plus tarés de l'Histoire.

*
**

Ce livre a été écrit par fragments, en diverses circonstances. Il devait d'abord répondre au procès Zinoviev-Kaménev (août 1936). L'internement de l'auteur en Norvège empêcha la continuation de son travail. Je ne pus reprendre mon manuscrit qu'à bord d'un pétrolier, pendant la traversée de l'Atlantique. A peine avais-je commencé, sur la terre hospitalière du Mexique, à mettre de l'ordre dans mes papiers que fut expédié le procès Piatakov-Radek, qui exigea une analyse particulière. Tout en me livrant à la critique des impostures moscovites, je dus réunir les matériaux de l'enquête

juridique organisée par le comité new-yorkais qui avait pris ma défense. Une partie importante de ce livre prit la forme d'un discours prononcé devant la commission d'enquête qui se rendit en avril dernier de New-York au Mexique pour entendre mes explications. Enfin, au moment où j'allais livrer mon manuscrit aux éditeurs, les agences annoncèrent l'arrestation et l'exécution de huit généraux les plus renommés de l'Armée rouge. L'architecture du livre correspond ainsi au cours des événements. J'ajoute que j'eus maintes et maintes fois, en écrivant ces pages, l'occasion de me rendre compte de l'indigence de notre vocabulaire et de la gamme de sentiments dont nous disposons devant l'énormité des crimes qui s'accomplissent maintenant à Moscou !

L. TROTSKY.

Coyoacan, le 5 juillet 1937.

EN NORVÈGE « SOCIALISTE »

J'ai passé dix-huit mois environ, de juin 1935 à septembre 1936, avec ma femme, à Weksal, village situé à soixante kilomètres d'Oslo. Nous habitons chez Konrad Knudsen, rédacteur d'une feuille ouvrière. Cette résidence nous avait été désignée par le gouvernement norvégien. Notre existence était tout à fait paisible et régulière, on pourrait même dire petite-bourgeoise. On s'était vite habitué à nous. Des rapports presque silencieux, mais bien amicaux, s'étaient établis entre nous et notre entourage. Une fois par semaine, nous allions au cinéma, avec les Knudsen, voir les productions de Hollywood vieilles d'une couple d'années. Nous recevions de temps à autre des visites, principalement l'été; nos visiteurs appartenaient le plus souvent à la gauche du mouvement ouvrier. La T.S.F. nous tenait au courant de ce qui se passait dans le monde; nous avions commencé à nous servir de cette invention magique et insupportable trois ans auparavant. Nous nous étonnions surtout d'entendre les propos administratifs des bureaucrates soviétiques. Ces personnages se sentent dans l'éther comme chez eux. Ils commandent, menacent, se querellent en négligeant les règles de la plus élé-

mentaire prudence pour ce qui concerne les secrets de l'Etat. Les états-majors de l'ennemi tirent sans nul doute l'information la plus précieuse des intempérances de langage des « chefs » soviétiques grands et moyens. Tout ceci se passe dans un pays où être soupçonné d'opposition entraîne le risque d'être aussitôt accusé d'espionnage !... L'arrivée de la poste était, à Weksal, le moment crucial de la journée. Nous attendions avec impatience, vers une heure de l'après-midi, le facteur invalide qui, l'hiver en traîneau, l'été à bicyclette, nous apportait un lourd paquet de journaux et de lettres portant les timbres de toutes les parties du monde. Notre courrier exceptionnel causait bien des insomnies au commissaire de police de Hønefoss, — petite ville voisine, quatre mille habitants, — et même au gouvernement socialiste d'Oslo, ce que nous ne devions apprendre que plus tard.

Comment étions-nous arrivés en Norvège ? Il me semble nécessaire d'en dire quelques mots. Le Parti Ouvrier norvégien appartint pendant un certain temps à l'Internationale Communiste puis rompit avec elle — et ce ne fut pas par la seule faute de l'I. C. — sans s'affilier toutefois à la II^e Internationale, trop opportuniste à son gré... Quand ce parti forma le gouvernement (en 1935), il se ressentait encore de son passé. Je m'empressai de demander le visa d'Oslo, espérant pouvoir poursuivre en paix, dans ce pays calme, mes travaux d'écrivain. Après quelques hésitations et quelques frottements parmi les dirigeants du parti, le visa d'entrée me fut accordé. L'engagement de ne point intervenir dans la vie intérieure du pays, etc., je le signai volontiers, n'ayant nullement l'intention de me mêler de politique norvégienne. Dès mes premiers contacts avec les dirigeants du Parti Ouvrier, je perçus fortement l'odeur de ce conservatisme renfermé dénoncé avec vigueur dans les drames d'Ibsen.

L'organe central du parti, l'*Arbeiderbladet*, invoque il est vrai Marx et Lénine et non la Bible et Luther, mais il demeure tout pénétré de la plate médiocrité bien-pensante qui inspirait à Marx et à Lénine un insurmontable dégoût... Le gouvernement « socialiste » s'appliqua surtout à ressembler le plus possible à ses devanciers réactionnaires. La vieille bureaucratie resta en place tout entière. Était-ce un bien ou un mal? J'eus bientôt l'occasion de me convaincre, par expérience, que de vieux fonctionnaires bourgeois ont parfois plus de largeur de vues et un sentiment plus profond de leur dignité que MM. les ministres « socialistes ». Mention faite d'une visite semi-officielle que me firent Martin Tranmael, le leader du P.O.N. (qui — péché de jeunesse! — appartint autrefois, pendant son séjour aux Etats-Unis, aux I.W.W.), et le ministre de la justice, Trygve Lie, je n'eus pas de rapports personnels avec les milieux gouvernementaux. Je n'eus presque pas de contacts avec les militants, afin de ne point paraître me mêler de politique locale. Nous vivions, ma femme et moi, dans un isolement extrême, sans songer à nous en plaindre. Des rapports tout à fait amicaux s'étaient établis avec les Knudsen, la politique étant, par un accord tacite, exclue de nos entretiens. Je travaillais, dans les moments de trêve que me laissaient les attaques de la maladie, à la *Révolution trahie*, m'efforçant d'y faire ressortir les causes de la victoire de la bureaucratie soviétique sur le parti, les soviets et le peuple et d'y esquisser les perspectives du développement ultérieur de l'U.R.S.S. J'envoyai le 5 août (1936) les premiers exemplaires du manuscrit achevé aux traducteurs américain et français. Le jour même, nous partîmes, avec Konrad Knudsen et sa femme, pour le midi de la Norvège, où nous devions passer deux semaines au bord de la mer. Mais dès le lendemain matin, nous apprenions, en

cours de route, que des fascistes avaient pénétré de force dans ma demeure pour y voler mes archives. Ce n'était pas difficile : la maison n'était pas gardée, les armoires mêmes étaient ouvertes... Les Norvégiens sont si accoutumés au rythme paisible de leur existence que nous n'avions pas réussi à obtenir de nos amis mêmes qu'ils prissent les plus élémentaires précautions. Les fascistes arrivèrent à minuit, montrèrent de faux insignes de police et prétendirent commencer aussitôt la « perquisition ». La fille de nos hôtes trouva ça suspect, ne perdit pas sa présence d'esprit et se mit, les bras étendus, devant la porte de ma chambre en déclarant qu'elle ne laisserait entrer personne. Cinq fascistes, encore inexpérimentés dans ce métier d'imposteurs, se trouvèrent tout décontenancés par le courage d'une jeune fille. Son frère cadet donnait cependant l'alarme. Des voisins dévêtus se montrèrent. Les agresseurs, effrayés, prirent la fuite en emportant quelques documents ramassés au hasard sur la table la plus proche. Dès le lendemain, la police établit sans peine leur identité. Il sembla que la vie normale allait retrouver son calme. Mais continuant notre voyage vers le sud, nous remarquâmes qu'une automobile dans laquelle se trouvaient quatre fascistes, commandés par l'ingénieur N., leur directeur à la propagande, nous suivait. Nous ne réussîmes à nous débarrasser de ces poursuivants qu'à la fin du voyage, en ne laissant pas passer leur voiture sur le transbordeur qui devait nous porter de l'autre côté du fjord. Nous passâmes dix journées assez tranquilles dans l'unique maison de pêcheurs construite au milieu de rochers de la petite île.

Les élections au Storting se rapprochaient. Les adversaires en présence cherchaient à corser leurs programmes peu originaux d'arguments sensationnels. Les feuilles gouvernementales (la Norvège n'a

que trois millions d'habitants; le Parti Ouvrier y publie cependant 35 journaux quotidiens et une dizaine d'hebdomadaires) commencèrent une campagne antifasciste d'ailleurs très modérée. La presse de droite répondit par une campagne extrêmement violente contre moi et contre le gouvernement qui m'avait accordé le visa d'entrée. La presse réactionnaire recueillait mes articles politiques publiés dans divers pays, les faisait traduire en toute hâte et les reproduisait sous des titres sensationnels. Je me trouvai brusquement au centre de la politique norvégienne. L'agression fasciste avait suscité dans les masses ouvrières la plus vive indignation. « Nous sommes obligés de verser de l'huile sur les flots », disaient, d'un air profond, les leaders social-démocrates. — Et pourquoi donc? — « Mais pour que les fascistes ne soient pas mis en pièces... » L'expérience de plusieurs pays d'Europe n'a rien appris à ces gens; ils préfèrent attendre que les fascistes les mettent eux-mêmes en pièces. J'évitai de polémiquer, même dans les conversations privées, car chaque parole imprudente risquait d'être publiée. Il n'y avait vraiment qu'à hausser les épaules et attendre. Nous continuâmes pendant quelques jours à escalader les rochers et à pêcher.

Des nuées beaucoup plus menaçantes s'accumulaient cependant à l'Orient. On s'y préparait à faire connaître au monde que je travaille à la subversion des Soviets de concert avec les nazis! L'attentat de Weksal et la véhémence campagne de la presse fasciste tombaient fort mal à propos pour Moscou. Pouvait-on s'arrêter néanmoins à de pareilles misères? Il se peut, au contraire, que les événements de Norvège aient hâté la mise en scène du procès de Moscou. Inutile de dire que la légation de l'U.R.S.S. à Oslo ne perdait pas son temps. Le 13 août nous arriva en avion le chef de la police criminelle d'Oslo, M. Swen; il venait m'interroger

en qualité de témoin sur le raid des fascistes. Cet interrogatoire si pressé, d'ordre du ministre de la justice, n'annonçait rien de bon. Swen me montra une lettre (d'un contenu tout à fait anodin) adressée par moi à l'un de mes amis de Paris et déjà publiée par la presse norvégienne; il me pria de m'expliquer sur mon activité en Norvège. Le fonctionnaire de la Sûreté motiva ses questions en m'informant que mes agresseurs arguaient du caractère criminel de cette activité. Un avocat fasciste exigeait même mon inculpation en raison de « menées pouvant entraîner la guerre entre la Norvège et d'autres Etats ». L'attitude de M. Swen fut particulièrement correcte. Il se rendait manifestement compte du caractère déplacé des questions qu'on lui dictait pour moi. A la suite de mes longues dépositions, M. Swen déclara à la presse qu'il ne trouvait dans mes actes rien de contraire aux lois ou aux intérêts de la Norvège. Nous pûmes de nouveau penser que « l'incident était clos. » Il ne faisait que commencer. Le ministre de la justice, récemment encore membre de l'Internationale Communiste, n'avait pas la moindre sympathie pour le libéralisme du chef de la police criminelle. Le premier ministre Nygaardsvold se montra moins enclin encore à l'indulgence. Il brûlait du désir de faire preuve de fermeté, et nullement à l'égard des fascistes qui avaient commis le raid de Weksal. Mes agresseurs demeuraient en liberté, sous la protection de la Constitution démocratique.

L'agence soviétique Tass publia le 14 août la découverte d'un complot terroriste des trotskistes et des zinoviévistes. Notre hôte, Konrad Knudsen, l'entendit le premier à la radio. Mais il n'y avait pas d'électricité dans l'île, les antennes étaient fort primitives et, par surcroît de malchance, l'appareil fonctionnait mal ce soir-là. « Groupes trotskistes-zinoviévistes... » « activité contre-révolutionnaire... »

Knudsen n'en put saisir davantage. « Qu'est-ce que cela signifie ? » me demanda-t-il. « Quelque grosse saloperie du côté de Moscou, répondis-je, mais laquelle ? »

A l'aube, arriva un journaliste ami de Christian-sand, petite ville voisine, qui avait pris note du communiqué de l'agence Tass. Prêt à tout, je n'en pouvais croire mes yeux tant la conjonction de la vilénie, de l'impudence et de la bêtise dans ce document me parut invraisemblable. « Le terrorisme, bon, — répétai-je, stupéfait, — ça peut encore se comprendre... mais la Gestapo... Vous êtes bien sûr qu'il a dit : la Gestapo ? » — Oui. — Donc, après la récente agression fasciste, les staliniens m'accusent d'être l'allié des fascistes ? — Sans doute... — Tout de même, il y a des limites à tout ! Un communiqué comme celui-là ne peut être que l'œuvre d'un agent provocateur ivre et du reste illettré ! »

Je dictai sur-le-champ au journaliste ma première déclaration sur le procès annoncé. Il fallait se préparer à la lutte, quelque coup terrible s'appêtait. Le Kremlin ne pouvait pas, sans de fortes raisons, se compromettre au moyen d'une imposture aussi odieuse.

Le procès prit au dépourvu l'opinion mondiale et même l'Internationale Communiste. Le Parti Communiste norvégien, si hostile qu'il me fût, avait convoqué, le 14 août, un meeting de protestation contre l'agression fasciste de Weksal, — quelques heures donc avant que l'agence Tass me joignît moi-même aux fascistes. L'organe français de Staline, *l'Humanité*, publia ensuite un télégramme d'Oslo disant que les fascistes m'ayant fait une « visite » amicale, le gouvernement norvégien avait considéré mon entrevue nocturne avec eux comme une immixtion dans la vie politique du pays. Ces messieurs de *l'Humanité* ont depuis longtemps perdu toute vergogne et sont, en toutes circons-

tances, prêts à tout pour justifier leurs appointements.

Dès ma première déclaration à la presse, j'exigeai une enquête au grand jour sur les accusations de Moscou. J'adressai, pour compléter mes dépositions, à M. Swen, une lettre ouverte. Le gouvernement norvégien savait très bien, y disais-je, quand il m'avait accordé l'asile, que j'étais un révolutionnaire et l'un des protagonistes de la création d'une nouvelle Internationale. Tout en m'abstenant rigoureusement de toute immixtion dans la vie intérieure de la Norvège, je n'avais pas pensé et je continuais à ne pas penser que le gouvernement norvégien fût appelé à contrôler mon activité littéraire dans d'autres pays, et ce, d'autant moins que mes livres et articles n'avaient fait nulle part l'objet de poursuites. Ma correspondance était pénétrée des mêmes idées que mes livres. Ces idées peuvent n'être pas du goût des fascistes et des staliniens, je n'y peux rien. Au cours des derniers jours, un fait nouveau s'est produit qui laisse loin derrière lui tout ce que la presse réactionnaire a écrit sur mon compte. Moscou m'accuse par T.S.F. de crimes inouïs. Si une faible partie de ces accusations correspondait à la vérité, je ne mériterais en vérité ni l'hospitalité du peuple norvégien ni celle d'aucun autre peuple. Mais je suis prêt à répondre immédiatement à ce sujet devant n'importe quelle commission d'enquête impartiale, devant n'importe quel tribunal public. Et je me charge de prouver que mes accusateurs sont les véritables criminels.

La plupart des journaux norvégiens publièrent cette lettre. Notons que la presse norvégienne adopta dès le début, à l'égard du procès de Moscou, l'attitude la plus méfiante. Martin Tranmael et ses collègues avaient trop récemment encore appartenu à l'Internationale Communiste, ils savaient ce que c'est que le Guépéou et quelles sont les méthodes de

cette institution! En outre, l'état d'esprit des masses ouvrières, indignées par l'agression fasciste, m'était tout à fait favorable. La presse de droite avait complètement perdu la tête. Elle affirmait la veille que j'agissais en accord secret avec Staline pour préparer une révolution en Espagne, France, Belgique et aussi, naturellement, en Norvège. Sans renoncer à cette thèse, elle prit désormais la défense de la bureaucratie moscovite contre mes attentats terroristes...

Nous étions rentrés à Weksal pour la fin du procès de Moscou. Le dictionnaire à la main, je déchiffrais dans les journaux d'Oslo les comptes rendus de l'agence Tass. Je me sentais comme dans une maison de fous. Les journalistes nous assiégeaient. L'Agence télégraphique norvégienne publiait encore consciencieusement mes démentis qui se répandaient dans le monde entier. A ce moment arrivèrent deux de mes jeunes amis qui avaient déjà été, auparavant, mes secrétaires : de Tchécoslovaquie, Erwin Wolff, et, de France, Jean van Heijenoort. Ils nous furent d'un concours précieux en ces jours trépidants et inquiets de l'attente de deux dénouements, à Moscou et à Oslo.

Sans l'assassinat des accusés, personne n'eût pris l'accusation au sérieux. J'étais convaincu que tout finirait par des exécutions. J'eus pourtant peine à admettre les faits quand j'entendis le speaker de Paris, dont la voix trembla à ce moment, annoncer que Staline avait fait fusiller tous les accusés, parmi lesquels il y avait quatre membres de l'ancien Comité Central bolchévik. Ce n'est pas la férocité de ce massacre qui me bouleversa : si cruelle qu'elle soit, l'époque des guerres et des révolutions est notre patrie dans le temps. Je fus bouleversé par la froide préméditation de l'imposture, par le gangsterisme moral de la clique dirigeante, par cette tentative de tromper l'opinion

sur la terre entière, en notre génération et en la postérité. « Caïn Djougachvili est au sommet de son destin », dis-je à ma femme, la première minute de stupéfaction passée. La presse internationale accueillit le procès de Moscou avec une défiance manifeste. Les amis professionnels de l'U.R.S.S. se taisaient, désorientés. Moscou stimulait non sans peine le réseau compliqué des organisations « amies », subordonnées ou à demi subordonnées. La machine internationale à fabriquer la calomnie se mettait peu à peu en marche; le graissage ne lui faisait pas défaut. L'appareil de l'Internationale Communiste fournissait naturellement le principal mécanisme de transmission. La gazette communiste norvégienne qui, la veille encore, s'était vue obligée de me défendre contre les fascistes, changea tout à coup de ton. Elle exigeait maintenant mon expulsion et, avant tout, que l'on me fermât la bouche. Les fonctions de la presse actuelle de l'Internationale Communiste sont connues. Les loisirs que lui laisse l'exécution des tâches subalternes de la diplomatie soviétique, elle les emploie à s'acquitter des plus malpropres besoins pour le Guépéou. Le télégraphe fonctionnait sans arrêt entre Moscou et Oslo. Il s'agissait tout d'abord de m'empêcher de dévoiler l'imposture. Ces efforts ne furent pas vains. Un revirement se produisit dans les sphères dirigeantes norvégiennes, revirement que le parti ouvrier ne remarqua pas au premier instant, ne comprit pas ensuite. Nous saurons bientôt quelles en étaient les causes cachées.

Le 26 août, tandis que huit agents en bourgeois occupaient la cour de la maison, le chef de la police Askvig et un fonctionnaire du bureau central des passeports, chargé de la surveillance des étrangers, se présentèrent chez nous. Ces visiteurs importants m'invitèrent à signer l'acceptation des

nouvelles conditions de résidence en Norvège. Je prendrais l'engagement de ne plus traiter dans mes écrits des sujets de politique actuelle et de ne pas donner d'interviews. Je consentirais à ce que toute ma correspondance, à l'arrivée et au départ, fût visée par la police. Sans faire la moindre allusion au procès de Moscou, le document officiel ne mentionnait, pour m'imputer une activité répréhensible, qu'un article sur la politique française, publié par l'hebdomadaire américain *The Nation* et ma lettre ouverte au chef de la police criminelle, M. Swen. Le gouvernement norvégien usait manifestement des premiers prétextes venus pour dissimuler la cause véritable de son changement d'attitude. Je ne compris que plus tard pourquoi il me demandait ma signature; la Constitution du pays ne prévoit aucune restriction à la liberté des personnes, en dehors d'une condamnation régulière; il ne restait à l'ingénieux ministre de la justice qu'à combler cette lacune de la loi fondamentale en m'invitant à solliciter de mon propre gré des menottes et des chaînes. Je refusai catégoriquement. Le ministre me fit dire aussitôt que désormais les journalistes et de façon générale les tiers ne seraient pas autorisés à me voir et que le gouvernement m'assignerait bientôt, ainsi qu'à ma femme, une autre résidence. Je m'efforçai de faire comprendre par lettre au ministre quelques vérités premières; que le fonctionnaire du bureau des passeports n'avait aucune compétence pour contrôler mon activité littéraire; que restreindre ma liberté de communication avec la presse au moment où j'étais l'objet d'accusations malveillantes, c'était prendre le parti des accusateurs. C'était fort juste; mais la légation soviétique avait à sa disposition des arguments plus convaincants.

Le lendemain matin, des agents me conduisirent à Oslo pour y être interrogé, toujours en qualité

de « témoin » dans l'affaire du raid des fascistes. Le juge d'instruction ne s'intéressait guère aux faits; par contre, il m'interrogea pendant deux heures sur mon activité politique, mes relations, mes visiteurs. De longs débats s'engagèrent sur la question de savoir si je critiquais dans mes articles les autres gouvernements. Il va de soi que je ne le contestai pas. Le magistrat estimait que cette façon de faire était en contradiction avec l'engagement, que j'avais pris, d'éviter toute action hostile à d'autres Etats. Je répondis que les gouvernements et les Etats ne peuvent être identifiés que dans les Etats totalitaires. Le régime démocratique ne considère pas la critique d'un gouvernement comme une attaque contre l'Etat. Que resterait-il autrement du parlementarisme? La seule interprétation sensée de l'engagement que j'avais pris c'était que j'avais promis de ne point avoir en Norvège d'activité illégale, clandestine. Mais il ne pouvait me venir à l'esprit que, me trouvant en Norvège, je ne pourrais publier dans d'autres pays des articles nullement en contradiction avec les lois de ce pays. Le juge avait sur ces sujets d'autres idées ou, tout au moins, d'autres directives, pas tout à fait intelligibles sans doute, mais, comme nous allions le voir, suffisantes pour motiver mon internement.

Du palais de justice je fus conduit chez le ministre de la justice qui me reçut entouré de ses hauts fonctionnaires. Je fus de nouveau invité à signer la demande de surveillance policière, très légèrement modifiée, que j'avais refusé de signer la veille. « Si vous voulez m'arrêter, demandai-je, pourquoi voulez-vous que je vous y autorise? — Mais, me répondit le ministre d'un air entendu, il y a, entre l'arrestation et la liberté complète, une situation intermédiaire. — Ce ne peut être qu'une équivoque ou un piège : je préfère l'arrestation ! »

Le ministre me fit cette concession et donna sur-le-champ les ordres nécessaires. Les agents repoussèrent brutalement Erwin Wolff qui m'avait jusque-là accompagné et se préparait à rentrer avec moi. Quatre policiers, en uniforme, cette fois, me ramenèrent à Weksal. Dans la cour, j'en vis d'autres qui, tenant van Heijenoort par les épaules, le poussaient dehors. Ma femme sortit, alarmée. On me gardait dans la voiture fermée afin de préparer au logis notre isolement de la famille Knudsen. Les agents occupèrent la salle à manger et coupèrent le téléphone. Nous étions donc prisonniers. La maîtresse de maison nous apportait les repas sous la surveillance de deux policiers. Les portes de nos chambres demeuraient toujours entr'ouvertes. Le 2 septembre, nous fûmes transférés à Sundby, village de Storsand, à 36 kilomètres d'Oslo, au bord d'un fjord. Nous devions passer là trois mois et vingt jours sous la surveillance de treize policemen. Notre courrier passait par le bureau central des passeports qui ne voyait pas de raisons de se hâter. Personne n'était admis à nous voir. Pour justifier ce régime, contraire à la Constitution norvégienne, le gouvernement dut promulguer une loi spéciale. Quant à ma femme, on l'arrêta sans même tenter d'expliquer son arrestation.

Les fascistes norvégiens pouvaient, semble-t-il, chanter victoire. En réalité, ils n'étaient pas les vainqueurs. Le secret de mon internement était simple. Le gouvernement de Moscou avait menacé de boycotter le commerce norvégien et fait tout de suite sentir par des actes le sérieux de cette menace. Les armateurs s'étaient précipités dans les ministères : « Faites ce qu'il vous plaira, mais rendez-nous les commandes soviétiques ! » La flotte marchande du pays, quatrième au monde par son importance, tient dans la vie publique une place décisive, et les armateurs font la politique, quels

que soient les ministères. Staline usait du monopole du commerce extérieur pour m'empêcher de démasquer son imposture. La finance norvégienne lui vint en aide. Les ministres socialistes dirent pour se justifier : « Nous ne pouvons tout de même pas sacrifier à Trotsky les intérêts vitaux du pays! » Telle fut la cause de mon arrestation.

Le 17 août, c'est-à-dire après les révélations sensationnelles des fascistes, après les accusations de Moscou, Martin Tranmael écrivait dans l'*Arbeiderbladet* que « Trotsky s'en est strictement tenu, pendant son séjour dans notre pays, aux conditions qui lui avaient été posées à son arrivée ». Or, Tranmael, en sa qualité de rédacteur en chef de ce journal, connaissait mieux que quiconque mon activité littéraire et notamment les articles qui allaient, dans quelques jours, fournir la matière du rapport du bureau des passeports. Mais sitôt ce rapport approuvé par le gouvernement (qui l'avait commandé à la suite d'une commande de Moscou...), Tranmael comprit que Trotsky était dans tout ceci le grand coupable. Pourquoi en effet n'avait-il pas renoncé à ses idées ou tout au moins à les exprimer ? Il eût pu alors jouir paisiblement des bienfaits de la démocratie norvégienne.

Peut-être ne sera-t-il pas superflu de placer ici une brève digression historique. Le 16 décembre 1928, à Alma-Ata (Asie centrale), un chargé de mission spéciale du Guépéou, arrivé de Moscou, exigea que je prisse l'engagement de m'abstenir de toute activité politique et me menaça de mesures de coercition dans le cas contraire. J'écrivis au Comité Central : « Exiger que je renonce à toute activité politique c'est exiger que j'abandonne la lutte pour les intérêts du prolétariat international, lutte que je soutiens sans cesse depuis trente-deux ans, c'est-à-dire depuis le début de ma vie consciente... La puissance historique de l'opposition vient de ce

qu'en dépit de sa faiblesse extérieure en ce moment, elle tâte le pouls du processus historique mondial, voit clairement le dynamisme des forces sociales, prévoit le lendemain et le prépare consciemment. Renoncer à l'activité politique, ce serait renoncer à préparer le lendemain... Dans notre message au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste, nous écrivions, nous, opposants, prévoyant l'ultimatum qui m'est adressé aujourd'hui : « Une bureaucratie complètement démoralisée pourrait seule exiger l'abandon par les révolutionnaires de leur activité politique. Et de méprisables renégats pourraient seuls y consentir. » Je n'ai rien à changer à ces mots. » En réponse à cette déclaration, le Bureau politique décida de me bannir et de m'envoyer en Turquie. Je payai donc de l'exil mon refus de renoncer à l'activité politique. Le gouvernement norvégien exigeait maintenant que je paie mon exil de l'abandon de toute activité politique. Non, Messieurs les démocrates, je n'y puis consentir.

Dans ma lettre citée au Comité central, j'exprimais la conviction que le Guépéou se préparait à m'emprisonner. Je me trompais. Le Bureau politique se borna à me bannir. Mais ce que Staline n'avait pas osé faire en 1928, les « socialistes » norvégiens le firent en 1936. Ils m'emprisonnèrent pour avoir refusé de cesser une activité politique qui fait le sens même de ma vie. L'organe officieux du gouvernement se justifia en disant que les temps où les grands émigrés Marx, Engels, Lénine pouvaient écrire ce qu'ils voulaient contre les gouvernements des pays qui leur donnaient asile, sont bien révolus. « Nous avons aujourd'hui de tout autres rapports dont la Norvège doit tenir compte. » Il est incontestable que le capitalisme des monopoles a bousculé sans merci la démocratie et ses garanties. La phrase mélancolique de Martin Tranmael ne nous laisse pas entrevoir comment les

socialistes comptent tirer parti de cette démocratie si malmenée pour transformer la société ? Il faut ajouter d'ailleurs que dans aucun autre pays démocratique il n'eût été possible de se moquer des normes légales avec autant de cynisme qu'en Norvège « socialiste » ! Nous fûmes internés le 28 août ; un décret royal fut promulgué le 31, qui donnait au gouvernement le droit d'« interner » les étrangers « indésirables ». En admettant même la légalité de ce décret, — contestée par les juristes, — nous avons été pendant trois jours sous le régime d'un coup de force. Mais ce n'était que le commencement et les choses devaient se dérouler selon la maxime : de plus en plus fort...

*
**

Les premiers jours d'internement nous parurent des jours de bienfaisant repos après l'extraordinaire tension nerveuse de la semaine « moscovite ». Il était bon de demeurer seuls, sans nouvelles, sans télégrammes, sans lettres, sans appels téléphoniques. Mais dès que nous reçûmes les premiers journaux, l'internement nous devint une torture... La place que tient le mensonge dans notre vie sociale est vraiment déconcertante ! Les faits les plus simples sont le plus souvent déformés. Je ne fais pas allusion aux déformations banales résultant des contradictions sociales, des menus antagonismes et de l'imperfection psychologique. Infiniment plus redoutable, le mensonge servi par de puissants mécanismes gouvernementaux qui s'imposent à tout et à tous. Nous l'avions déjà vu à l'œuvre pendant la guerre. Il n'existait pas encore de régimes totalitaires. Le mensonge lui-même conservait un élément de dilettantisme et de timidité. Nous sommes loin de là, aujourd'hui, à notre époque du mensonge absolu, complet, totalitaire,

servi par les monopoles de la presse et de la radio afin d'emprisonner la conscience sociale. Nous fûmes, il est vrai, privés de radio pendant les premières semaines de notre détention. Nous étions placés sous la surveillance du directeur du bureau central des passeports, M. Konstad, que la presse libérale qualifiait poliment de demi-fasciste. Il joignait à un arbitraire capricieux des manières grossièrement provocantes. Préoccupé par l'unité du style policier, M. Konstad estima que la radio était incompatible avec le régime des internés. La tendance libérale l'emporta néanmoins au sein du gouvernement et nous reçûmes un appareil. Beethoven nous réconciliait avec bien des choses. Mais il était rare. Nous avions le plus souvent à entendre Goebbels, Hitler ou quelque orateur de Moscou. Notre petit logement bas de plafond se remplissait aussitôt des ondes opaques du mensonge. Les orateurs de Moscou, parlant diverses langues, mentaient à des heures diverses de la nuit et du jour, toujours sur le même sujet : ils expliquaient comment et pourquoi j'avais organisé l'assassinat de Kirov à l'existence duquel, de son vivant, je n'avais pas pensé davantage qu'à celle de quelque général chinois. L'orateur, invariablement dénué de savoir et de talent, enfilait des phrases auxquelles le mensonge donnait seule une gluante cohérence. « Allié à la Gestapo, Trotsky entend provoquer la défaite de la démocratie en France, la victoire du général Franco en Espagne, la chute du socialisme en U.R.S.S. et avant tout la perte de notre grand, de notre génial, de notre bien-aimé... » La voix de l'orateur était morne et pourtant effrontée. De toute évidence, ce calomnieux standardisé se moquait de la France, de l'Espagne et du socialisme. Il pensait à son beefsteak. Au bout de quelques minutes, ce supplice devenait intolérable. On se demandait ensuite, plusieurs fois

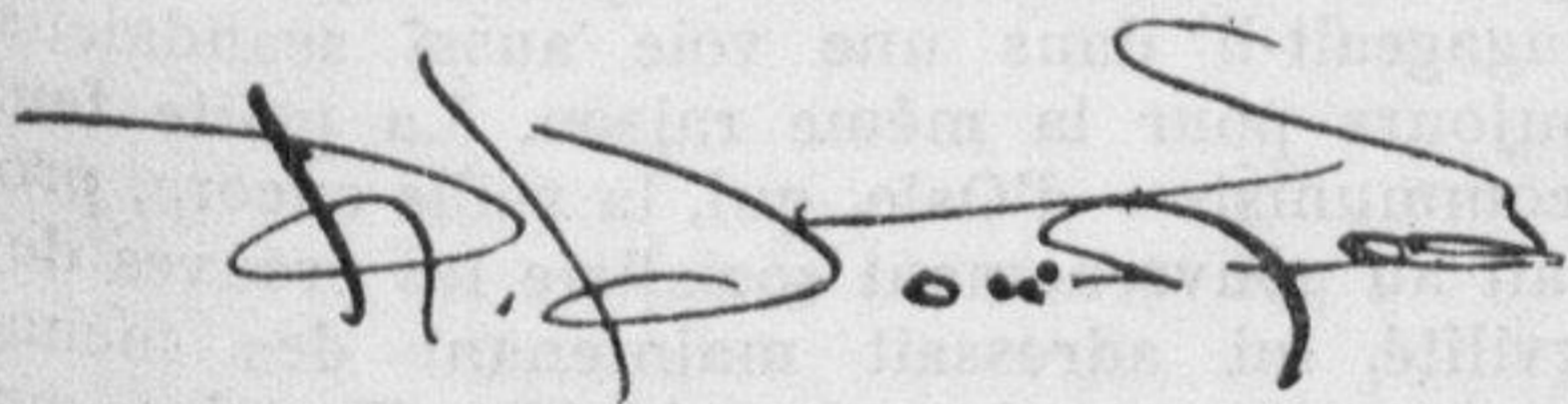
par jour, avec humiliation : est-il possible que l'humanité soit si bête? Et tout aussi souvent, nous nous répétions, ma femme et moi, cette phrase : « On ne pouvait tout de même pas les croire si vils. »

Staline ne recherche nullement la vraisemblance. A cet égard, il a pleinement assimilé la technique psychologique du fascisme, qui consiste à étouffer la critique sous la cohésion et la masse du mensonge. Objecter? Démentir? Les arguments ne faisaient pas défaut. Dans nos papiers, dans nos mémoires, nous avions, ma femme et moi, des données inappréciables pour démasquer le faux. Nuit et jour, à tout instant, nous nous souvenions de faits, de centaines de faits, de milliers de faits dont chacun anéantissait quelque accusation ou quelque « aveu spontané ». A Weksal, avant l'internement, j'avais pendant trois jours dicté en russe une brochure sur le procès de Moscou. Je n'avais plus de secours technique, il fallait maintenant que j'écrive à la main. Là n'était pas la difficulté principale. Pendant que je notais mes objections, vérifiant avec soin les textes cités, les faits, les dates et murmurant des centaines de fois en mon for intérieur : Mais n'est-il pas indigne de répondre à de pareilles infamies? — les rotatives du monde entier débitaient à toute allure, par millions de feuilles, de nouveaux mensonges apocalyptiques et le speaker moscovite empoisonnait l'éther.

Quel serait le sort de ma brochure? La laisserait-on passer? L'imprécision de notre situation était particulièrement pénible. Le président du conseil et le ministre de la justice penchaient visiblement pour un emprisonnement complet. Les autres ministres craignaient la résistance de l'opinion. Les questions que je posai pour connaître quels droits m'étaient laissés restèrent toutes sans réponse. Si au moins j'avais su que tout travail littéraire

m'était interdit, y compris tout travail de légitime défense, j'aurais momentanément déposé les armes et lu Hegel : il était là, sur l'étagère. Mais non, le gouvernement ne m'interdisait rien en termes nets. Il se bornait à confisquer les manuscrits que j'envoyais à mon avocat, à mon fils, à mes amis. Après avoir âprement travaillé à la rédaction d'un document, il m'arrivait d'attendre impatiemment une réponse du destinataire. Une semaine s'écoulait, parfois deux. Puis se montrait à midi un gradé de la police qui m'apportait un papier signé Konstad et signifiant que telles lettres et tels documents ne pourraient pas être expédiés. Pas d'explications, rien qu'une signature. Mais quelle signature ! Elle vaut d'être reproduite ici dans toute sa grandeur originale :

Oslo, 1. september 1936.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Krog', written in a cursive, somewhat stylized script.

Point n'était besoin d'être graphologue pour voir à qui le gouvernement s'en remettait de notre destin !

M. Konstad n'exerçait d'ailleurs que le contrôle de notre vie spirituelle (radio, correspondance, journaux). Nos personnes étaient confiées à deux hauts fonctionnaires de la police, MM. Askvig et Jonas Lie. L'écrivain norvégien Helge Krog, à qui l'on peut se fier, les appelle tous deux des fascistes. Ils furent plus corrects que Konstad. Mais l'aspect politique de tout ceci n'en est point modifié. Les fascistes tentent un raid sur ma demeure. Staline m'accuse d'être l'allié des fascistes. Pour m'empêcher de réfuter ses impostures, il obtient de ses alliés

démocrates mon internement. Et il en résulte que l'on nous enferme, ma femme et moi, sous la surveillance de trois fonctionnaires fascistes. Aucune fantaisie de joueur d'échecs n'imaginera meilleure disposition des pièces.

Je ne pouvais pourtant pas subir passivement des accusations abominables. Que me restait-il à faire? Tenter de poursuivre devant les tribunaux les staliniens et les fascistes du pays, qui m'avaient calomnié dans la presse, afin de démontrer à la barre la fausseté des accusations moscovites. Mais, répondant à ma tentative, le gouvernement promulgua le 29 octobre une nouvelle loi d'exception autorisant le ministre de la justice à interdire à un « étranger interné » toute action en justice. Le ministre s'empressa bien entendu d'user de son nouveau droit. La première illégalité servit ainsi à justifier la deuxième. Pourquoi le gouvernement s'engageait-il dans une voie aussi scandaleuse? Toujours pour la même raison. La petite feuille « communiste » d'Oslo, qui, la veille encore, prodiguait au gouvernement socialiste les preuves de sa servilité, lui adressait maintenant des menaces d'une arrogance invraisemblable. Trotsky ayant attenté « au prestige des tribunaux soviétiques », cela entraînerait pour la Norvège les conséquences économiques les plus fâcheuses! Le prestige des tribunaux soviétiques? Mais il ne pouvait pâtir que si je réussissais à démontrer devant la justice norvégienne la fausseté des accusations moscovites. C'est ce dont, au Kremlin, on avait mortellement peur. Je tentai de poursuivre mes calomniateurs dans d'autres pays, en Tchécoslovaquie, en Suisse. La suite ne se fit pas attendre : le ministre de la justice m'informa le 11 novembre par une lettre grossière (car les ministres socialistes norvégiens semblent considérer la grossièreté comme un attribut du pouvoir fort) qu'il m'était interdit d'in-

tenter des actions en justice où que ce fût. Pour défendre mes droits dans un autre pays, je devais d'abord « quitter la Norvège ». Ces mots impliquaient une menace à peine voilée d'expulsion, c'est-à-dire de livraison au Guépéou. Et telle est l'interprétation que je donnai à ce document dans une lettre à mon avocat en France, Gérard Rosenthal. La censure norvégienne laissa passer ma lettre, confirmant ainsi sa teneur. Mes amis, alarmés, se mirent à frapper à toutes les portes en quête, pour moi, d'un visa. Le résultat de ces efforts fut que les portes du lointain Mexique s'ouvrirent devant moi... Mais nous en reparlerons.

L'automne était pluvieux et brumeux. Il serait difficile de rendre l'atmosphère de Sundby, maison en bois dont la moitié de l'étage était occupée par de lourds et lents policemen qui fumaient la pipe, jouaient aux cartes et nous apportaient à midi les journaux débordants de calomnies ou les messages de Konstad, avec sa fatale signature. Et ensuite? Quelle issue? Dès le 15 septembre j'avais tenté d'avertir l'opinion publique, par la presse, qu'après la débâcle politique du premier procès, Staline serait bien obligé d'en monter un deuxième. Je prédisais que, cette fois, le Guépéou tenterait de transporter la base d'opérations du complot à Oslo. Je tentais ainsi de lui barrer la route, d'empêcher la deuxième mise en scène, peut-être de sauver les inculpés. En vain! Mon message fut confisqué. J'écrivis, sous forme d'une lettre à mon fils, une réponse à la brochure de l'avocat anglais Pritt, œuvre d'un sycophante. Mais comme ce « conseiller de Sa Majesté » défendait avec zèle le Guépéou, le gouvernement norvégien se crut obligé de défendre M. Pritt; mon travail fut retenu. J'écrivis à la Fédération Syndicale Internationale, en lui rappe-

lant, entre autres choses, la tragique destinée de l'ancien leader des syndicats soviétiques, Tomski, et en exigeant une intervention énergique. Le ministre de la justice confisqua cette lettre. Le nœud coulant se resserrait chaque jour. On nous priva bientôt des promenades que nous faisons au dehors. Aucun visiteur n'était admis. La censure retenait les lettres et même les télégrammes pendant une semaine et plus. Des ministres se permettaient d'outrager, dans des interviews à la presse, ceux qu'ils emprisonnaient ainsi. L'écrivain Helge Krog note que le gouvernement se montrait de plus en plus haineux contre moi et il ajoute : « Il n'est pas rare de voir les gens prendre en haine ceux à l'égard de qui ils se sentent coupables... » Quand je me retourne aujourd'hui sur cette période d'internement, il faut bien que je dise que jamais, nulle part, au cours de toute ma vie — et j'ai vu bien des choses, — je n'ai été persécuté avec autant de misérable cynisme que par le gouvernement « socialiste » norvégien. Pendant quatre mois, ces ministres, prodiguant les grimaces de l'hypocrisie démocratique, me tinrent à la gorge pour m'empêcher de protester contre le plus grand crime que l'Histoire connaisse !

A HUIS CLOS

Le gouvernement pensa d'abord faire juger, deux semaines avant les élections, les fascistes qui avaient pénétré chez moi; ç'eût été un atout dans la campagne électorale. La presse gouvernementale affirmait qu'ils encouraient des années de prison. Mais quand nous fûmes emprisonnés, le gouvernement fit remettre le procès jusqu'après les élections et le ministre de la justice ne vit plus dans toute

l'affaire qu'un « exploit de gamins ». Saintes règles de l'équité! L'affaire vint au rôle du tribunal du district de Drammen. Je fus convoqué le 11 décembre en qualité de témoin. Le gouvernement qui ne s'attendait à rien de bon de ma part, ni pour lui-même, ni pour ses menaçants alliés de Moscou, exigea que les débats eussent lieu à huis clos et ne rencontra naturellement pas d'objection. Les accusés, représentants typiques d'une jeunesse petite-bourgeoise déclassée, étaient libres. « Témoin » et plaignant, j'arrivai entouré d'une douzaine de policemen. Les bancs du public étaient déserts; les agents y prirent place. Les piteux héros du raid nocturne étaient assis à ma droite; ils m'écoutèrent avec une attention soutenue. Les bancs de gauche étaient occupés par dix-huit jurés, ouvriers et petits-bourgeois. Derrière la cour, enfin, avaient pris place de hauts fonctionnaires. Le huis clos me permit de répondre à toutes les questions avec une entière liberté. Le président ne m'interrompit pas une seule fois au cours de ma déposition qui, avec la traduction de l'allemand, dura près de quatre heures; je lui en donnai pourtant plusieurs occasions. Je n'ai pas de compte rendu sténographique de ces débats, mais je réponds de l'exactitude à peu près littérale du texte suivant, noté tout de suite d'après un canevas préparé à l'avance. Je parlai sous la foi du serment. J'assume toute la responsabilité de ce que je dis. Le gouvernement « socialiste » norvégien a tenu au huis clos; j'entends ouvrir portes et fenêtres.

Autour de l'internement

Après les questions d'identité, l'avocat des fascistes, M. W..., commence l'interrogatoire.

— Quelles conditions furent posées au témoin à son arrivée en Norvège? Le témoin a-t-il tenu ses

engagements? Quelle a été la cause de son internement?

— J'ai pris l'engagement de ne pas intervenir dans la politique norvégienne et de ne pas avoir dans ce pays d'activité hostile à d'autres pays. J'ai irréprochablement rempli ces engagements. Le bureau central des passeports a dû convenir que je ne me mêlais pas des affaires du pays. Quant aux autres pays, mon activité a été celle d'un publiciste. Tout ce que j'écris a, il est vrai, un caractère marxiste et par conséquent révolutionnaire. Mais le gouvernement qui, lui-même, invoque parfois Marx, connaissait ma pensée quand il m'accorda le visa. Mes ouvrages et mes articles paraissent toujours sous ma signature et n'ont fait nulle part l'objet de poursuites.

— Le ministre de la justice n'a-t-il pas expliqué au témoin le sens précis de ses engagements, lors de sa visite à Weksal?

— J'ai en effet reçu, peu de temps après mon arrivée, la visite du ministre de la justice. Il était accompagné de Martin Tranmael, le leader du Parti Ouvrier norvégien, et de M. Kolbjerson, journaliste officieux. Le ministre me dit avec un sourire timide qu'il espérait qu'il n'y aurait pas dans mon activité « d'épines » (*Stachel*) dirigées contre d'autres Etats. Le mot « épines » ne me parut pas clair, mais comme le ministre parlait un assez mauvais allemand, je n'insistai pas. Les choses se présentaient ainsi quant au fond : les philistins réactionnaires s'imaginent que je me prépare à faire de la Norvège une base d'opérations pour des complots, des transports d'armes, etc. Sur ces points je pouvais, la conscience tranquille, rassurer MM. les philistins et les « socialistes » comme les autres. Je ne pouvais pas penser que les inadmissibles « épines » pourraient se rapporter à la critique politique. Je considérais la Norvège comme un pays civilisé et

démocratique... et je ne veux pas, aujourd'hui encore, renoncer à cette opinion.

— Le ministre de la justice n'a-t-il pas averti le témoin qu'il ne lui était pas permis de publier des articles d'actualité politique?

— Une interprétation de ce genre eût paru inconvenante au ministre lui-même. Je suis un écrivain politique depuis déjà quarante ans. C'est mon métier, Messieurs les jurés et les juges, et ce métier fait le sens de ma vie. Le gouvernement pouvait-il exiger que je paie mon visa d'un renoncement à mes convictions et au droit de les exposer?... Non, le gouvernement se calomnie après coup... Au surplus, tout de suite après l'explication un peu mystérieuse sur les « épines » du ministre de la justice, M. Kolbjerson me demanda un interview pour l'*Arbeiderbladet*. Je plaisantai, m'adressant au ministre de la justice : « Mais ne va-t-on pas voir dans cet interview une immixtion dans la politique norvégienne? » Le ministre me répondit textuellement : « Non, nous vous avons donné un visa, il faut que nous vous fassions connaître à notre opinion publique. » C'était, semble-t-il, assez clair. J'exposai ensuite, en présence de Martin Tranmael et du ministre de la justice, et avec leur approbation tacite, que le gouvernement soviétique avait prêté à l'Italie une aide criminelle au cours de la guerre italo-éthiopienne; que le gouvernement de Moscou était en général devenu un facteur conservateur; que la caste dirigeante de Moscou falsifie systématiquement l'Histoire pour s'y faire une plus belle place; que la guerre européenne est inévitable si la révolution ne l'empêche pas... Et bien d'autres choses. Je doute que l'on puisse trouver dans cet interview à l'*Arbeiderbladet*, publiée le 26 juillet 1935, des roses, mais les épines n'y manquent pas ! Permettez-moi aussi de rappeler que mon autobiographie a été publiée il y a quelques mois par les

Editions du Parti Ouvrier. La préface de cet ouvrage condamne sans ménagement le culte byzantin du « chef » infailible, l'arbitraire bonapartiste de Staline et de sa clique et expose la nécessité de renverser la caste bureaucratique. Il est encore dit dans ces pages que la lutte contre le bonapartisme soviétique est la cause de ma troisième émigration. En d'autres termes, si je consentais à renoncer à cette lutte, je n'aurais pas de raison de rechercher l'hospitalité norvégienne... Ce n'est pourtant pas tout, Messieurs les juges et les jurés ! Le 21 août, une semaine avant mon internement, l'*Arbeiderbladet* donnait en première page un long interview de moi intitulé : *Trotsky montre que les accusations de Moscou sont imaginées et fabriquées*. Il faut croire que les membres du gouvernement lurent mes révélations sur les faux de Moscou. La décision d'internement rendue une semaine plus tard invoquait non cet interview d'actualité, fait exclusivement d'épines, mais de vieux articles de moi publiés en France et aux Etats-Unis.

« L'imposture saute aux yeux. Je puis enfin invoquer le témoignage du ministre des Affaires étrangères, M. Koht, qui déclarait dans une réunion électorale, une dizaine de jours avant mon internement, que « le gouvernement savait sans nul doute que Trotsky continuerait à écrire ses articles politiques, mais estimait devoir rester fidèle au principe démocratique du droit d'asile ». Le discours de M. Koht a été publié par l'organe officiel du gouvernement. Vous l'avez tous lu. Le témoignage public du ministre des affaires étrangères inflige un démenti catégorique au ministre de la justice. Afin de cacher au dernier moment la vérité à l'opinion publique, le ministre de la justice a confisqué chez mes secrétaires la lettre dans laquelle je relatais le premier interview politique que j'avais accordé avec son concours ; il a brutalement expulsé de Nor-

vège mes deux collaborateurs. Pourquoi ? Ils ne sont même pas des émigrés. Leurs passeports sont en règle. Et, — ce qui a beaucoup plus d'importance, — ce sont des hommes irréprochables.

« Messieurs les jurés, le gouvernement norvégien, en m'offrant l'asile, m'a tendu un piège. Je ne puis pas m'exprimer autrement. N'est-il pas monstrueux de voir un bureau appelé à contrôler les passeports — les passeports ! — contrôler mon activité scientifique et littéraire, déployée d'ailleurs dans d'autres pays ? S'il n'avait dépendu que de MM. Trygve Lie et Konstad, ni le *Manifeste Communiste* ni le *Capital*, ni les autres œuvres classiques de la pensée révolutionnaire, n'eussent jamais vu le jour : car ce sont des œuvres d'émigrés politiques ! Le gouvernement produit, comme l'exemple le plus pernicieux de ma funeste activité, un article légalement publié en France et aux Etats-Unis dans l'hebdomadaire bourgeois *The Nation*. Je suis convaincu que ni Léon Blum ni le président des Etats-Unis n'ont demandé contre mes articles l'intervention du directeur du bureau des passeports. C'est Moscou qui a demandé des mesures contre moi ; mais le gouvernement norvégien refuse d'en convenir pour ne pas avouer sa dépendance. Et c'est pourquoi il a justifié son arbitraire par le faux.

L'avocat W. — Quelle est l'attitude du témoin à l'égard de la IV^e Internationale ?

— J'en suis partisan, je suis en un certain sens l'initiateur de ce courant international et j'en assume la responsabilité.

— Le témoin se consacre donc au travail révolutionnaire pratique ?

— Il n'est pas facile de séparer la théorie de la pratique et telle n'est nullement mon intention. Mais mes conditions d'existence en Europe « démocratique » ne me permettent pas, à mon vif regret, d'intervenir dans le travail pratique. Quand

la conférence pour la IV^e Internationale qui se tint l'été dernier m'élut, en mon absence, membre du bureau, titre plus honorifique que pratique, je dois le dire, je déclinai par lettre cet honneur, justement pour ne pas donner aux Konstad des divers pays l'occasion de répandre des racontars policiers... Quant aux bobards de la presse réactionnaire qui m'accuse d'avoir fomenté l'insurrection en Espagne, les grèves en France et en Belgique, etc., je ne puis que hausser les épaules. A la vérité, l'initiative de la sédition en Espagne appartient aux coreligionnaires politiques des accusés et de leur avocat. Certes, si j'avais la possibilité de me rendre en Espagne pour m'y consacrer à des travaux pratiques, je le ferais immédiatement. Je consacrerai volontiers toutes mes forces à aider les ouvriers d'Espagne à vaincre et anéantir le fascisme. Je suis par malheur réduit à me contenter d'écrire et de donner par lettres quelques conseils quand des personnes ou des groupes veulent bien m'en demander...

« Que veut en définitive l'avocat fasciste ? Nous sommes devant le tribunal, c'est-à-dire devant une institution appelée à punir l'infraction aux lois. Ai-je enfreint la loi ? Quelle loi ? Vous n'ignorez pas, Messieurs les jurés, qu'un autre avocat fasciste, M. H..., a invité le Parquet à ouvrir contre moi une instruction motivée par mon activité soit littéraire soit terroriste. Cette plainte a été par deux fois repoussée. Le procureur Sund, gardien des lois de ce pays, a déclaré à la presse que les matériaux dont il dispose ne lui permettent ni de me reprocher une infraction aux lois ni d'ouvrir une instruction contre moi. Cette déclaration date du 26 septembre, cinq semaines après le procès de Moscou, près d'un mois après mon internement. Je dois rendre hommage à la fermeté et au courage de M. le procureur ! Sa déclaration exprime la méfiance à l'égard des

accusa
mesu

norvè

L'a

et qui

—

secrét

cusez

visite

texte

prime

ne me

me bo

L'a

seil ?

—

(Sig

—

donne

de pé

tation

adopt

et le

larbin

pas c

Seign

circo

tous

par

dont

dérol

dans

lutio

de p

renfe

mes

de p

qui

accusations formulées à Moscou et condamne les mesures prises contre moi par le gouvernement norvégien. C'est assez, je pense.

L'avocat W. — Le témoin connaît-il cette lettre et qui l'a écrite ?

— Cette lettre, je l'avais dictée à l'un de mes secrétaires et elle a manifestement été volée — excusez le mot — par MM. les accusés au cours de la visite qu'ils me firent sans y avoir été invités... Le texte montre que, répondant à une question, j'exprime mon opinion sur la confiance que mérite ou ne mérite pas un certain M. X... que je connais. Je me borne à donner un conseil, cette fois encore.

L'avocat W. (ironiquement). — Rien qu'un conseil ? Ne serait-ce pas un peu plus qu'un conseil ?

— Vous voulez dire : un ordre ?

(*Signe d'assentiment.*)

— Dans les partis nazis, le « chef » décide et ordonne... incontestablement, même lorsqu'il s'agit de pénétrer la nuit, par effraction, dans une habitation. L'Internationale Communiste dégénérée a adopté des mœurs de ce genre. L'obéissance passive et le culte qu'on en impose font des esclaves et des larbins et non des révolutionnaires. Je ne dirige pas d'institutions, je ne suis pas un chef, oint du Seigneur. Mes conseils sont toujours extrêmement circonspects et relatifs, — car il est malaisé de peser tous les facteurs à distance, — et ils sont accueillis par les intéressés selon la capacité de convaincre dont ils sont empreints... Les jeunes gens qui m'ont dérobé cette lettre espéraient visiblement trouver dans mes archives les preuves de complots, de révolutions et d'autres méfaits. L'ignorance en matière de politique est mauvaise conseillère. Mes lettres ne renferment rien que l'on ne puisse trouver dans mes articles. Mes archives complètent mon activité de publiciste sans la contredire en rien. Même ceux qui veulent m'accuser...

Le président. — Vous n'êtes accusé de rien. Vous êtes ici en qualité de témoin.

— Je le sais fort bien, Monsieur le Président, mais M. l'avocat...

L'avocat W. — Nous n'accusons de rien; nous nous bornons à nous défendre.

— Naturellement. Mais vous défendez une agression nocturne commise contre moi en exploitant et amplifiant toutes espèces de calomnies contre moi, quelle qu'en soit la source. Je me défends contre cette « défense »-là !

Le président. — C'est votre droit. Vous pouvez refuser de répondre aux questions susceptibles de vous porter préjudice.

— Il n'y en a pas, Monsieur le Président ! Je suis prêt à répondre à toutes les questions que l'on voudra me poser, de quelque côté que ce soit. Je ne suis pas intéressé au huis clos, loin de là ! Je doute que l'on puisse, dans toute l'Histoire, trouver un appareil à fabriquer la calomnie comparable pour la puissance à celui qui est mis en action contre moi. Le budget de cette agence-là se chiffre par millions-or. MM. les fascistes et les prétendus « communistes » puisent leurs accusations à la même source : au Guépéou. Leur collaboration contre moi est un fait que l'on observe à chaque pas et notamment à ce procès. Mes archives donnent l'un des meilleurs démentis à toutes les insinuations et calomnies dirigées contre moi.

Le président. — Veuillez préciser.

— Permettez-moi d'entrer un peu dans le détail. Mes archives, concernant mon activité depuis janvier 1928, se trouvent à l'étranger. Les documents plus anciens sont en nombre relativement limité. Mais pour ce qui est des neuf dernières années, toutes les lettres que j'ai reçues et les copies de toutes mes réponses (il s'agit de milliers de lettres !) sont à ma disposition. Je puis à n'importe quel moment

mettre cette documentation à la disposition de n'importe quelle commission impartiale, de n'importe quel tribunal. Cette correspondance n'a ni lacunes ni blancs. Elle se déroule d'un jour à l'autre, irrévocablement complète et, par son caractère continu, traduit toute ma pensée et toute mon activité. Elle ne laisse place à aucune calomnie... Vous me permettrez peut-être de donner un exemple emprunté à un domaine familier à MM. les jurés. Supposez un homme pieux qui, toute sa vie, s'efforce de vivre selon la Bible. Voici qu'à un certain moment ses ennemis, usant de faux documents ou de faux témoignages, l'accusent de s'occuper clandestinement de propagande antireligieuse. Que dira le calomnié ? « Voici ma famille, voici mes amis, voici ma bibliothèque, ma correspondance pour de longues années, voici toute ma vie. Relisez toutes mes lettres écrites aux personnes les plus différentes et sur les sujets les plus variés, interrogez les centaines de personnes avec lesquelles j'ai été en rapport pendant de longues années et vous vous convaincrez que je n'ai pas pu avoir une activité contraire à toute ma personnalité morale. » Cette argumentation sera convaincante pour tout homme honnête et raisonnable. (*Signes d'assentiment du président et de plusieurs jurés.*) Ma situation est analogue à celle que je viens de décrire. J'ai pendant quarante ans défendu par la parole et l'acte les idées du marxisme révolutionnaire. Ma fidélité à cette doctrine est démontrée, j'ose le croire, par toute ma vie et plus particulièrement par les conditions dans lesquelles je suis aujourd'hui placé ; elle m'a valu beaucoup d'ennemis. Pour paralyser l'influence des idées que je défends et qui trouvent une confirmation grandissante dans les événements de notre époque, mes ennemis cherchent à me noircir personnellement : ils voudraient m'imputer le terrorisme individuel ou, ce qui est pire,

l'intelligence avec la Gestapo... Ici la méchanceté empoisonnée devient bêtise. Quiconque a du sens critique et connaît mon passé et mon présent n'a besoin d'aucune enquête pour écarter ces sales accusations. Quant à ceux qui s'étonnent ou doutent, je leur propose d'entendre de nombreux témoins, d'étudier les documents politiques les plus importants et notamment mes archives pour la période de mon activité que le Guépéou s'efforce de noircir. Le Guépéou se rend un compte exact de l'importance de mes archives et ne regarde pas aux moyens pour s'en emparer.

Le président. — Qu'est-ce que le Guépéou ? MM. les jurés ignorent la signification de ce mot.

— Le Guépéou, c'est la police politique de l'U.R.S.S., qui fut en son temps une arme défensive de la révolution populaire, mais est devenue l'arme défensive de la bureaucratie soviétique contre le peuple. La haine que me porte la bureaucratie vient de ce que je combats ses privilèges monstrueux et son arbitraire criminel. Et cette lutte fait justement le fond de ce que l'on appelle le « trotskisme ». Afin de me désarmer en présence de la calomnie, le Guépéou tente de s'emparer de mes archives, fût-ce par le vol, l'effraction, l'assassinat.

Le procureur. — Qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer ?

— Le 10 octobre dernier, j'écrivais pour la deuxième ou la troisième fois à mon fils qui habite Paris: « Je ne doute pas que le Guépéou ne fasse l'impossible pour s'emparer de mes archives. Je te prie de confier immédiatement les documents déposés à Paris à quelque institution scientifique, peut-être à l'Institut hollandais d'Histoire Sociale ou, mieux encore, à quelque institution américaine. »¹

1. Les dépositions écrites de mon fils, faites à l'instruction le 19 novembre 1936, m'apprennent qu'il avait confié à l'Institut d'Histoire Sociale une partie de mes archives

Mon fils ayant aussitôt confié une partie des papiers à l'Institut d'Histoire Sociale, cet Institut fut immédiatement cambriolé. Les malfaiteurs découpèrent une porte au chalumeau, travaillèrent sur place une grande partie de la nuit, fouillèrent tous les casiers et ne prirent rien, rien, pas même l'argent que l'on avait oublié là, sauf quatre-vingts kilos de papiers m'appartenant. Leur façon d'agir les démasque tout aussi bien que si le chef du Guépéou avait laissé sur les lieux sa carte de visite. Tous les journaux français, sauf bien entendu l'*Humanité*, qui est l'organe officieux du Guépéou, ont exprimé en termes nets ou voilés la conviction que ce cambriolage a été exécuté sur l'ordre de Moscou. Rendant justice à la technique du Guépéou, la police parisienne a constaté que les cambrioleurs français ne disposaient pas d'un outillage aussi perfectionné. Par chance, les agents parisiens du Guépéou s'étaient trop pressés : le premier envoi de papiers fait à l'Institut d'Histoire Sociale ne comprenait que le vingtième environ des documents déposés à Paris et c'étaient surtout de vieux journaux ne représentant qu'un intérêt historique; les cambrioleurs n'ont pris, heureusement, que peu de lettres... Mais ils ne s'en tiendront pas là. J'attends d'autres attentats, plus énergiques, peut-être ici même, en Norvège. Je me permets en tout cas d'attirer l'attention des juges sur ce fait que le Guépéou a cambriolé les locaux contenant mes archives peu de temps après que j'eus nommé l'Institut d'Histoire Sociale dans une lettre qui a passé par le bureau des passeports. Ne suis-je pas en droit de supposer que le Guépéou a des agents dans les bureaux norvégiens appelés à contrôler ma correspondance ?

avant de recevoir ma lettre du 10 octobre. Mon fils s'inspirait de mes lettres antérieures dans lesquelles j'avais plusieurs fois exprimé, sous une forme moins catégorique, il est vrai, les mêmes craintes.

S'il en est ainsi, le contrôle devient une complicité directe avec les cambrioleurs. L'exploit parisien des agents de Staline m'a pour la première fois suggéré que l'initiative du raid de ces messieurs (geste vers les accusés) pourrait aussi appartenir au Guépéou...

Le président. — Sur quoi basez-vous cette suspicion ?

— Je ne fais que formuler une hypothèse. Je me suis plus d'une fois demandé : Qui a suggéré à ces jeunes gens l'idée du raid chez moi ? Qui les a pourvus d'un appareil perfectionné en usage dans l'armée, pour surveiller mes communications téléphoniques ? Les nazis norvégiens ne sont encore, les récentes élections le prouvent, qu'un groupement insignifiant. J'ai d'abord pensé que la Gestapo y était pour quelque chose et qu'elle cherchait par ce moyen à repérer mes amis politiques d'Allemagne. Je tiens encore pour quasi certaine son intervention dans cette affaire.

Le président. — Et quelles sont vos raisons ?

— Quelques semaines avant le raid, MM. les fascistes visitaient souvent notre cour et même notre appartement en se présentant comme des acquéreurs possibles de la maison... L'attitude de ces acquéreurs excita plusieurs fois mon attention : me rencontrant dans la cour ou dans la maison, ils feignaient de ne pas me voir, n'ayant pas le front de me saluer. De façon générale, le courage de ces jeunes gens était au-dessous de leurs mauvaises intentions et c'est ce qui les fit renoncer à leur tâche devant la résistance d'une jeune fille courageuse, Hjordis Knudsen... Quelques jours avant le raid, un étranger en costume tyrolien s'introduisit dans notre cour et, quand il me vit, se détourna. Interrogé sur ce qu'il cherchait, il répondit bêtement : « Je voudrais acheter du pain », et se recommanda comme un touriste autrichien ; mais un Autrichien qui était justement notre hôte, l'ayant poliment

éconduit, me dit ensuite : « Ce prétendu Autrichien parle l'allemand du Nord. » Je ne doute pas, Messieurs les jurés, que ce touriste suspect n'ait joué un rôle dans la préparation du raid...

L'accusé principal R. H... — C'était un Mecklembourgeois, touriste et portant une culotte tyrolienne. Il n'avait pas plus de 18 ans... Il n'avait rien à voir avec notre plan. Nous le rencontrâmes par hasard à l'hôtel...

— Fort bien. L'accusé reconnaît avoir été en relations avec le Mecklembourgeois qui se faisait, on ne sait pourquoi, passer pour Autrichien. Quant à son âge, ce touriste n'avait pas moins de 23 ans. Il n'avait pas à chercher du pain chez nous, alors qu'il y a des boulangeries. Vous l'auriez rencontré par hasard à l'hôtel ? Je n'y crois pas. Je dis que l'accusé ne dit vrai qu'en parlant d'une culotte tyrolienne... Que les fascistes, surtout allemands, n'aient que haine contre moi, ils l'ont suffisamment montré. Quand la presse française fit sa campagne contre moi, les matériaux les plus importants lui arrivaient d'Allemagne: Quand la Gestapo découvrit à Berlin un paquet de vieilles lettres de moi, antérieures au nazisme, Goebbels fit placarder dans le pays entier des affiches dénonçant mon activité criminelle. Mes amis politiques d'Allemagne sont condamnés à des dizaines d'années de prison.

L'avocat W. — Y a-t-il longtemps de cela ?

— On les arrête et on les condamne sans cesse et rien n'a changé à cet égard au cours des derniers mois. Dès les premières années de mon exil, j'avais maintes fois démontré dans mes écrits que la politique de l'Internationale Communiste en Allemagne préparait la victoire des nazis. La trop fameuse théorie de la « troisième période » était alors en vogue. Staline avait accouché de cette formule : « La social-démocratie et le fascisme sont des frères jumeaux et non des antagonistes. » Des deux, la

social-démocratie était considérée comme l'ennemi le plus dangereux. Les staliniens, dans leur lutte contre elle, en arrivèrent à soutenir Hitler (lors du plébiscite en Prusse). Toute la politique de l'Internationale Communiste ne fut qu'une suite de crimes. J'exigeais le front unique avec la social-démocratie, la création de milices ouvrières, une action sérieuse et non théâtrale contre les bandes armées de la réaction. On pouvait très bien en 1929-1932 mater le mouvement hitlérien. Mais il eût fallu une politique de défense révolutionnaire et non de stupidité bureaucratique et de fanfaronnades. Les nazis suivaient avec attention les dissensions intérieures de la classe ouvrière et se rendaient nettement compte du danger qu'eût présenté pour eux une politique hardie de front unique. On comprendrait bien, à cet égard, que la Gestapo ait tenté de mettre la main, avec le concours de ses amis politiques en Norvège, sur ma correspondance... Mais une autre explication est tout aussi plausible. Le Guépéou, en préparant le procès de Moscou, ne pouvait pas manquer de s'intéresser à mes archives. Organiser un raid avec des « communistes », ç'eût été se mettre trop en vue. Il était plus commode de se servir des fascistes. Le Guépéou a d'ailleurs des agents dans la Gestapo, comme la Gestapo en a au sein du Guépéou. Les uns ou les autres ont pu se servir de ces jeunes gens pour l'exécution de leurs plans.

L'accusé R. H. (avec chaleur). — Nous n'étions en contact ni avec la Gestapo ni avec le Guépéou !

— Je n'affirme pas que les accusés savaient qui se sert d'eux. La destinée de la jeunesse fasciste est de servir de chair à canon à des forces qu'elle ignore.

L'avocat W. (présentant des numéros du *Bulletin de l'Opposition* publié en russe). — Le témoin est-il l'éditeur de cette publication ?

— L'éditeur au sens formel, non. Mais le prin-

principal collaborateur. En tout cas, j'assume l'entière responsabilité de cette publication.

L'avocat W. (après que le tribunal eut donné lecture, sur sa demande, de divers extraits du *Bulletin* contenant une vive critique de la bureaucratie soviétique). — J'attire l'attention du tribunal sur le fait que le témoin a écrit ces articles pendant son séjour en Norvège; il s'efforçait ainsi de ruiner le régime établi dans un pays ami de la Norvège.

— Je constate avec intérêt que les fascistes norvégiens défendent contre moi le régime de Staline. Ils me reprochent aussi, avec le directeur du bureau des passeports, d'avoir critiqué la politique de Léon Blum en France. Ils défendent visiblement tous les régimes existants excepté celui de leur pays, se réservant ici le droit de faire un coup de force. L'agression dont j'ai été l'objet de leur part peut paraître un épisode assez insignifiant, si on la considère isolément. Mais si on y réfléchit, on y voit la première escarmouche d'une guerre civile.

(*L'avocat W. lève les bras avec une expression de stupeur démonstrative.*)

— Oh ! je sais bien que tout cela se fait au nom de l'« ordre » ! Le général Franco s'est mutiné au nom de l'« ordre ». Hitler prépare la guerre mondiale pour sauver l'« ordre » contre le bolchevisme. Les fascistes sauvent l'ordre en instituant un désordre sanglant. Pour commencer, les fascistes norvégiens ont tenté de mettre le désordre dans mes papiers. Mais c'est parce qu'ils sont encore trop faibles pour commettre d'autres crimes.

L'avocat W. — Le *Bulletin* est-il interdit en Russie ?

— Evidemment.

L'avocat W. — Il y est pourtant dit que ses idées ont de nombreux partisans en U.R.S.S. Le témoin s'est donc occupé, pendant son séjour en Norvège, de l'envoi illégal du *Bulletin* en Russie.

— Personnellement, je ne m'en suis pas occupé du tout. Je ne doute cependant pas que le *Bulletin* et ses idées pénètrent en U.R.S.S. Comment ? Par les voies les plus différentes. Il y a toujours à l'étranger des centaines sinon des milliers de citoyens soviétiques, — diplomates, représentants commerciaux, marins, hommes d'affaires, techniciens, étudiants, artistes, sportsmen. Nombre d'entre eux lisent le *Bulletin*, en secret, il est vrai, mais plus volontiers que la presse officielle soviétique. J'ai même entendu dire que Litvinov rapportait toujours dans sa poche le dernier numéro du *Bulletin*. Je ne l'affirmerais pourtant pas sous la foi du serment, d'autant moins que je n'ai nulle envie d'exposer ce diplomate soviétique à des ennuis. (*Sourires.*) Les grands dignitaires du Kremlin sont les abonnés les plus fidèles du *Bulletin* avec lequel ils ont souvent polémique dans leurs discours; autre chose serait de dire s'ils l'ont fait avec bonheur. Les citoyens soviétiques, trouvant ces discours dans la presse, s'efforcent d'y lire entre les lignes. C'est peu de chose au total, mais c'est quelque chose...

« Je saisis cette occasion d'indiquer que le *Bulletin* paraît depuis huit ans, laps de temps que j'ai passé principalement en Turquie et en France. Jusqu'en 1933, le *Bulletin* paraissait en Allemagne; Hitler l'interdit dès son arrivée au pouvoir. Le *Bulletin* paraît en ce moment en France, conformément aux lois françaises sur la presse. Le gouvernement turc, bien qu'entretenant avec le Kremlin les relations les plus amicales, ne tenta jamais de gêner mon activité littéraire. L'honneur de cette initiative appartient, après Hitler, aux fascistes norvégiens et ensuite au gouvernement norvégien.

L'avocat W. (présentant au témoin le n° 48 du *Bulletin*). — Le témoin est-il l'auteur de l'éditorial non signé de ce numéro ?

— M. l'avocat s'intéresse aussi à cet article ? Je suis bien obligé de faire à ce propos un rapprochement assez sensationnel. Le chef de la police norvégienne, M. Askvig, ici présent, est venu il y a quelques semaines à Sundby, où je suis interné, me poser de la part du bureau des passeports cette même question concernant l'éditorial du *Bulletin* de février 1936. Je lui ai demandé si M. Konstad se livrait à une instruction ? dans quelle affaire ? en vertu de quelle loi ? J'ai trouvé insolente la question de M. Konstad et refusé d'y répondre. Le même numéro du *Bulletin* est aujourd'hui entre les mains de l'avocat...

Le président. — Le défenseur a le droit de connaître tous les matériaux de l'instruction.

— Je l'entends bien, Monsieur le Président.

— Mais qui a introduit ce numéro du *Bulletin* parmi les matériaux de l'instruction ?

Le procureur. — La défense a demandé qu'il fût joint au dossier ; je m'y opposais, ne voyant pas de rapport entre cette pièce et l'affaire.

— Ainsi, Messieurs les jurés et les juges, le directeur du bureau des passeports a tenté d'obtenir illégalement de moi, par l'intermédiaire de la police, des renseignements utiles au défenseur de ceux qui m'ont cambriolé. N'est-ce pas scandaleux ? Et c'est à ce monsieur que le gouvernement « socialiste » confie le soin de surveiller ma correspondance !... Quant à cet article, je n'ai pas la moindre raison de nier devant ce tribunal que j'en suis l'auteur. Il a du reste été publié sous ma signature dans divers journaux d'Europe et d'Amérique. Il est entièrement consacré à la persécution des trotskistes en U.R.S.S. J'ai écrit des dizaines d'articles de ce genre. M. l'avocat ne veut, semble-t-il, admettre en aucun cas que je puisse critiquer la police stalinienne. Je ne m'en étonne pas : les fascistes veulent

mes papiers en Norvège, le Guépéou les vole à Paris et l'unité des procédés engendre la solidarité des intérêts.

(Après lecture d'extraits de l'article incriminé, l'avocat W. présente au témoin un livre publié en français : L. Trotsky, *Défense du Terrorisme*, Paris, 1936¹.)

— La préface de ce livre, datée de 1936 et par conséquent écrite en Norvège, appartient-elle au témoin ?

— La question est superflue : la préface est signée et datée. Le livre fut écrit en 1919 et parut alors en plusieurs langues. L'origine de cet ouvrage est la suivante : le théoricien de la II^e Internationale, Karl Kautsky, avait écrit un livre contre le « terrorisme » des bolchéviks. Je pris la défense de mon parti. Il ne s'agit pas, bien entendu, du terrorisme individuel que, marxistes, nous avons toujours repoussé, mais de l'action révolutionnaire des masses. Je ne sais pas si ce livre est criminel ou non, du point de vue du bureau des passeports, mais le ministre actuel de la justice, le président du conseil et d'autres membres du gouvernement norvégien appartenaient à l'Internationale Communiste à l'époque où précisément cet ouvrage fut publié. Ils l'ont tous lu, certainement. Autre chose serait de savoir ce qu'ils en ont retenu et compris...

(Sur demande de l'avocat W., lecture est donnée de plusieurs passages de la préface du livre cité.)

— On voit que les accusés ont eu bien tort de voler mes papiers : j'exprime avec beaucoup plus de force et de plénitude, dans mes livres, le caractère révolutionnaire de mon programme. Les médications mêmes du bureau des passeports de

1. Ed. Nouvelle Revue Critique.

Norvège ne me guériront pas de mes idées subversives...

L'avocat W. (présentant un autre livre de Léon Trotsky, *La Révolution trahie*). — Le témoin a-t-il écrit ce livre au cours de son séjour en Norvège ?

— Oui, et j'ai eu le bonheur de le finir et d'expédier deux manuscrits, destinés aux traductions française et américaine, avant mon internement. Les autres exemplaires manuscrits tombèrent entre les mains du bureau des passeports qui, deux mois durant, avec la collaboration de savants et de diplomates, se demanda si j'avais écrit là une œuvre scientifique ou politique. Ce n'est qu'en recevant les exemplaires de l'édition française que M. Konstad se rendit compte que ses efforts éclairés s'étaient dépensés en vain, — non sans me causer un préjudice matériel et moral considérable. Il n'est pourtant venu à l'esprit de personne, ailleurs qu'en Norvège, de protester contre la publication de ce travail. J'ai pu, au contraire, constater avec satisfaction qu'il avait trouvé bon accueil auprès du public français.

L'avocat W. — Le témoin entend-il par bon accueil une diffusion rapide ?

— Pas uniquement, je pense aussi à l'écho que le livre a suscité dans la presse des tendances les plus variées. Mes conclusions politiques sont naturellement condamnées sans ménagement par la plupart des publications. Mais presque tous les critiques recommandent le livre à l'attention des lecteurs. M. Caillaux, ancien président du Conseil et qui, comme on s'en doute, n'est pas de mes amis politiques, s'est exprimé l'un des premiers dans ce sens. Je pourrais citer bien d'autres avis... Mais n'est-il pas stupéfiant, n'est-il pas risible, Messieurs les jurés, que je sois en quelque sorte obligé de défendre devant un tribunal norvégien mon droit de publier des livres en France ? Le gouvernement nor-

végien s'est mis dans une situation dont il ne peut plus se tirer dignement.

(Sur invitation de l'avocat, le témoin traduit du français en allemand quelques passages du livre où il est parlé du renversement inévitable de la bureaucratie bonapartiste par les masses laborieuses de l'U.R.S.S.)

L'avocat W. — Je souligne que ces pages ont été écrites en Norvège.

— Et je souligne, moi, que l'oligarchie soviétique trouve dans les fascistes norvégiens des défenseurs vigilants et, je l'espère, désintéressés. Staline et M. Quisling ont en tout cas collaboré pour me faire interner.

Le procès de Moscou

(Après une suspension d'audience d'une demi-heure, l'avocat W. pose au témoin une question concernant le procès des Seize, dont il présente le compte rendu en langue allemande. Le procureur estime que la question est étrangère à la cause; d'autant plus que le raid des fascistes sur l'habitation de Trotsky eut lieu avant que le procès de Moscou eût été annoncé. Le président opine dans le même sens.)

— J'insiste de toutes mes forces auprès du tribunal pour que M. l'avocat ait la possibilité de me poser toutes les questions qui lui paraissent utiles et surtout en ce qui concerne le procès de Moscou. Il est vrai que ce procès eut lieu après l'agression dont j'ai été l'objet. Mais il est possible que l'agression n'ait été qu'un épisode dans la préparation du procès des Seize, de même que le vol de mes papiers à Paris fait certainement partie de la préparation de nouveaux procès (contre Radek, Piatakov, des Allemands...) Le tribunal est d'ailleurs intéressé à connaître la personnalité morale et politique d'un témoin.

Le président. — Le témoin étant disposé à répondre aux questions, le tribunal ne s'y oppose pas.

L'avocat W. — Que peut dire le témoin sur les causes de ce procès ?

— La question est posée en termes trop obscurs. Nous sommes devant un tribunal. L'avocat est un juriste. Il ne s'agit pas des causes. La question devrait être formulée avec précision : les accusations formulées contre moi au procès de Moscou sont-elles vraies ? Je réponds : Non, elles sont mensongères. Elles ne renferment pas un mot de vérité ! Et il ne s'agit pas d'une erreur judiciaire, mais d'une imposture consciente. Le Guépéou a préparé ce procès pendant dix années au moins. C'est dire qu'il en a commencé la préparation bien avant l'assassinat de Kirov (1^{er} décembre 1934) qui ne fut qu'un « accident » au cours de cette préparation. Je n'ai pas plus de part à l'assassinat de Kirov que tout autre personne ici présente. Pas plus, Messieurs les jurés ! L'organisateur responsable de l'imposture judiciaire de Moscou, ce crime politique le plus grand de notre temps et peut-être de tous les temps, c'est Staline. (*Dans la salle règne une attention concentrée.*) J'ai conscience de la gravité de mes paroles et de la responsabilité que j'assume. Je pèse chaque mot, Messieurs les jurés.

« On trouve à tout instant dans la presse des articles qui réduisent la question à l'antagonisme personnel de Staline et de Trotsky.

« Lutte pour le pouvoir », « rivalité », dit-on. Ces explications, il faut les écarter comme superficielles, sottes et même absurdes. Par dizaines de milliers, les prétendus trotskistes ont été durement persécutés en U.R.S.S. au cours des treize dernières années, arrachés à leurs travaux, à leur famille, privés de feu et de tout, parfois tués, — et ce serait par suite d'une rivalité personnelle entre Staline et Trotsky ? *La Révolution trahie*, ce livre qui a tant

ému M. l'avocat, fut écrit *avant* le procès de Moscou dont il donne, de l'aveu de la presse, l'explication politique et historique véritable. Je ne pourrai en parler ici que très brièvement. Je conçois l'embaras d'un étranger, et surtout d'un juriste étranger, devant le procès de Moscou. Il est, en effet, impossible d'admettre que toute la vieille garde du bolchévisme soit devenue fasciste. Le cours même du procès semble celui d'un cauchemar. Et l'on ne comprend pas quel besoin a eu le gouvernement soviétique de cette fantasmagorie et comment il a obtenu des accusés qu'ils s'accusent eux-mêmes mensongèrement.

Permettez-moi de dire qu'il n'est pas possible d'aborder le procès de Moscou avec les critères habituels du bon sens. Le bon sens s'appuie sur l'expérience quotidienne de la vie normale et paisible. Or, la Russie a fait une révolution sociale d'une immense ampleur. Elle est encore très loin d'avoir acquis un nouvel équilibre intérieur. Les rapports sociaux, de même que les idées, y sont encore effervescents. Il convient avant tout de se rendre compte de la contradiction fondamentale qui déchire aujourd'hui la société soviétique. Le but de la révolution était d'établir une société sans classes, c'est-à-dire sans privilégiés et sans déshérités. Une société de ce genre n'aurait pas besoin de la coercition étatique. Les fondateurs du régime supposaient que toutes les fonctions sociales seraient accomplies par les citoyens eux-mêmes, sans bureaucratie professionnelle dominant l'ensemble des citoyens. Diverses causes historiques dont je ne parlerai pas ici ont fait que la structure réelle de la société soviétique d'aujourd'hui est en contradiction flagrante avec cet idéal. Une bureaucratie absolutiste s'est érigée au-dessus du peuple. Elle a le pouvoir et elle dispose des richesses du pays. Elle jouit de privilèges inouïs et qui s'accroissent chaque année. La

situation de la caste dirigeante est fausse à la base. Cette caste est tenue de dissimuler ses privilèges, de mentir au peuple, de justifier à l'aide de formules communistes des rapports et des faits qui n'ont rien à voir avec le communisme. L'appareil bureaucratique ne permet à personne d'appeler les choses par leur nom. Il exige au contraire que l'on use en toutes circonstances d'un langage « communiste » conventionnel qui sert à camoufler la vérité. Les traditions du parti et ses chartes fondamentales sont en contradiction absolue avec la réalité. L'oligarchie gouvernante oblige dès lors les historiens, les économistes, les sociologues, les professeurs, les instituteurs, les agitateurs, les juges à interpréter les documents et la réalité, le passé et le présent de façon à les accorder, tout au moins en apparence. Le mensonge obligatoire pénètre toute l'idéologie officielle. Les gens pensent une chose, ils en écrivent et en disent une autre. L'écart entre la parole et la réalité grandissant sans cesse, les formules les plus sacrées doivent être revisées chaque année. Consultez les diverses éditions d'un même livre, par exemple d'une encyclopédie, et vous y verrez formuler sur les mêmes personnes, sur les mêmes faits des jugements différents à chaque nouvelle édition, tantôt de plus en plus élogieux, tantôt de plus en plus injurieux. Sous le knout de la bureaucratie, des milliers d'hommes accomplissent systématiquement une œuvre de falsification « scientifique ». Toute velléité de critique ou d'objection, la moindre dissonance sont considérées comme les pires crimes. On peut dire, sans craindre d'exagérer, que la bureaucratie a pénétré d'un esprit inquisitorial toute l'atmosphère politique de l'U.R.S.S. Le mensonge, la calomnie, le faux, ne sont pas des armes occasionnelles contre les adversaires politiques, mais découlent organiquement de la fausse situation de la bureaucratie dans la société soviétique.

La presse de l'Internationale Communiste, telle que vous la connaissez, n'est à cet égard que l'ombre de la presse soviétique. Mais la réalité se fait sentir à chaque pas, compromet le mensonge officiel et réhabilite au contraire la critique d'opposition. D'où la nécessité de recourir à des moyens de plus en plus énergiques pour démontrer l'infailibilité de la bureaucratie. On commença par relever les opposants de leurs fonctions, on continua en les déportant, on finit par leur refuser tout travail. Ils furent l'objet de calomnies de plus en plus empoisonnées. Les articles de polémique ayant lassé le public et n'inspirant plus aucune confiance, il a fallu des procès sensationnels. Il ne restait vraiment plus qu'à accuser les opposants de crimes non contre les privilèges de la nouvelle aristocratie, mais contre les intérêts du peuple. A chaque nouvelle étape, les accusations de ce genre revêtent un aspect plus monstrueux. Telle est l'atmosphère politique, telle est la psychologie sociale qui ont rendu possible la fantasmagorie judiciaire de Moscou. Au procès de Zinoviev, la bureaucratie a atteint son apogée — ou plutôt non, elle est tombée au plus bas...

Si d'une façon générale ce procès se préparait depuis longtemps, bien des choses nous obligent à penser qu'il fut monté quelques semaines, peut-être même quelques mois plus tôt que ne le voulaient les metteurs en scène. L'impression produite par le raid de ces messieurs — les accusés d'ici, — contrariait par trop les vues de Moscou. La presse de partout parlait, non sans raison, des rapports entre les nazis norvégiens et la Gestapo. Un procès allait avoir lieu, au cours duquel se révélerait dans toute sa gravité l'antagonisme qui m'oppose aux fascistes. Il fallait à tout prix effacer l'impression d'une entreprise malheureuse. Staline exigea vraisemblablement du Guépéou que le procès de Moscou fût hâté. Les données officielles montrent que les

« aveux » les plus importants furent obtenus des accusés au cours de la dernière semaine de l'instruction, à la veille même du procès, entre le 7 et le 14 août. Il était difficile, dans une si grande hâte, de bien accorder les dépositions entre elles et avec les faits. Les régisseurs comptaient d'ailleurs sur les repentirs des accusés pour combler les brèches de l'accusation. Du moment que les seize accusés s'avouaient coupables de l'assassinat de Kirov ou de la préparation d'autres attentats et que certains ajoutaient même qu'ils avaient été en relations avec la Gestapo, pourquoi le procureur se fût-il préoccupé de preuves superflues ou même d'écarter les contradictions grossières, les anachronismes, les absurdités ? L'absence de contrôle endort l'attention, l'irresponsabilité engendre l'incurie. Le procureur Vychinski n'est pas seulement sans scrupule, il est aussi dénué de tout talent. Il remplace la preuve par l'invective. Son acte d'accusation, son réquisitoire accumulent les contradictions. Je ne peux pas, cela va de soi, analyser ou même énumérer ces contradictions en ce moment. Mon fils aîné, Léon Sédov, que le Borgia moscovite a mêlé à cette affaire pour arriver par lui jusqu'à moi (il pensait sans doute qu'il serait souvent plus difficile à mon fils qu'à moi d'établir les alibis), a récemment publié à Paris un *Livre rouge*¹ consacré au procès de Moscou. Les 120 pages de ce document font pleinement ressortir l'inconsistance totale de l'accusation sous l'angle des faits, de la psychologie et de la politique. Mon fils n'a cependant pas pu mettre à profit la dixième partie des documents dont je dispose (lettres, pièces, témoignages, souvenirs personnels). Devant n'importe quel tribunal, les accusateurs de Moscou eussent été démasqués comme des falsificateurs que nul crime ne fait reculer quand

1. Editions populaires, 15, passage Dubail, Paris.

il s'agit de défendre les intérêts de la nouvelle caste privilégiée.

Il s'est trouvé en Occident des juristes (en Angleterre, M. Pritt, en France, M. Rosenmark) pour délivrer au Guépéou, en se fondant sur les aveux « sans réticence » des accusés, un certificat de moralité. Ces avocats de Staline regretteront un jour leur zèle hâtif, car la vérité, en se frayant un chemin à travers tous obstacles, emportera bien des réputations. Les Pritt trompent l'opinion publique en présentant les choses comme si seize personnes, soupçonnées d'appartenir à une bande de malfaiteurs, avaient fini par passer des aveux donnant, en dépit de l'absence de preuves matérielles, un tableau convaincant de la préparation de l'assassinat de Kirov et d'autres attentats. En réalité, les accusés et les groupes d'accusés du procès des Seize ne furent liés entre eux ni par l'affaire Kirov ni par aucune autre affaire. Les documents officiels nous apprennent que 104 « gardes-blancs » inconnus (parmi lesquels il y avait pas mal d'opposants) furent d'abord fusillés à la suite de l'assassinat de Kirov, puis que l'on fusilla 14 personnes, accusées à tort ou à raison d'appartenir au groupe de Nikolaïev, qui avait tué Kirov. Bien que ces quatorze aient fait des « aveux complets », pas un d'entre eux n'avait nommé aucun des accusés du futur procès des Seize. L'affaire Zinoviev-Kaménev est une entreprise de Staline, bâtie sans relation avec les précédents procès Kirov. Les « aveux » des Seize, obtenus en plusieurs phases successives, ne donnent nullement le tableau d'une activité terroriste poursuivie par qui que ce soit. On voit au contraire les accusés, guidés par l'accusateur, éluder avec soin toutes les questions concrètes de temps et de lieu... On vient de me montrer ici le compte rendu officiel du procès de Moscou. Mais ce petit livre accable en réalité les organisateurs de l'imposture judiciaire ! De page en page, les

accusés, en proie à une sorte d'hystérie, dénoncent leurs propres crimes sans rien pouvoir en dire de précis. Ils n'ont rien à en dire, Messieurs les jurés ! car ils n'ont pas commis de crimes. Leurs aveux devaient permettre à la camarilla dirigeante d'en finir avec ses adversaires et, de ce nombre, avec moi, son « ennemi N° 1 »...

Quelles raisons pouvaient donc avoir les accusés de se charger de crimes qu'ils ne commirent point et d'aller ainsi au-devant de leur propre perte ? nous demandent les avocats du Guépéou. Objection profondément malhonnête. Les accusés ont-ils passé librement leurs aveux, de leur propre gré ? On a, des années durant, resserré de plus en plus l'étau qui les broyait, pour ne leur laisser à la fin d'autre espoir de salut qu'une soumission absolue, qu'une prostration totale, qu'une servilité hystérique en présence du bourreau dont ils répéteront désormais tous les mots et tous les gestes. La capacité de résistance du système nerveux de l'homme est limitée ! Le Guépéou n'a pas eu besoin de tortures physiques ou de médications spéciales pour amener les accusés à ne plus attendre leur salut, dans une situation intolérable, que d'une complaisance sans limites dans la calomnie contre eux-mêmes ; il a suffi, pour les mener là, des humiliations, des souffrances, des tortures morales subies pendant dix ans (pendant treize ans, pour certains) par les accusés les plus marquants et leurs proches. On ne s'explique le cauchemar des « aveux » que si l'on ne perd pas de vue un seul instant que ces accusés abjurèrent maintes fois leurs convictions au cours des années précédentes : devant les commissions de contrôle du parti, devant les assemblées, de nouveau devant les commissions et enfin devant un tribunal. Chaque fois qu'on l'exigea, ils avouèrent précisément ce qu'on voulait qu'ils avouassent. Ce fut d'abord sur des questions de

programme. L'opposition lutta longtemps pour l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture. Réduite à s'engager dans la voie indiquée par l'opposition, après lui avoir longtemps résisté, la bureaucratie accusa l'opposition de s'être dressée contre l'industrialisation et la collectivisation ! C'est là toute la mécanique du stalinisme ! On exigea dès lors des opposants qui voulaient se faire réintégrer dans le parti qu'ils reconnussent avoir commis une « faute » commise en réalité par la bureaucratie. La possibilité de cette manœuvre jésuitique venait de ce que les idées de l'opposition n'étaient connues que de quelques dizaines ou centaines de milliers de personnes et surtout des couches supérieures de la société et demeuraient ignorées des masses populaires, car la bureaucratie empêchait inexorablement la diffusion de nos écrits. Un long et douloureux marchandage mettait toujours en présence, dans les coulisses, les opposants repentis et les fonctionnaires des commissions de contrôle, organismes du Guépéou en réalité : quelle « faute » reconnaître et de quelle façon ? Les jésuites des commissions de contrôle finissaient par l'emporter. Les dirigeants du parti savaient parfaitement que ces actes d'abjuration n'avaient pas la moindre valeur morale et que leur seul objet était d'affirmer devant les masses le dogme de l'infaillibilité des chefs. La bureaucratie en lutte pour le pouvoir absolu exigeait par la suite du même militant, depuis longtemps repentis, — qui avait en d'autres termes renoncé à tout droit de critique, — de nouvelles abjurations plus humiliantes encore. A la première tentative de résistance, l'inquisiteur répondait : « Ainsi tous vos repentis ont été jusqu'ici non sincères ! Vous ne voulez pas aider le parti à combattre ses ennemis ! Vous vous replacez de l'autre côté de la barricade ! » Que pouvaient encore faire les capitulars, c'est-à-dire les oppo-

sants de l'avant-veille qui s'étaient déjà calomniés eux-mêmes? Résister? Trop tard. Ils étaient englués. Le retour à l'opposition leur était impossible. L'opposition n'eût pas cru à leur sincérité. Ils n'avaient d'ailleurs plus de volonté politique. Ecrasés par leurs abjurations antérieures, toujours menacés, et menacés encore dans leurs proches, ils s'agenouillaient à chaque étape, sous le chantage policier, tombant de plus en plus bas. Au premier procès Zinoviev-Kaménev, les accusés, après avoir subi les pires tortures morales, consentent à reconnaître que la responsabilité *morale* des actes terroristes leur incombe, en leur qualité d'ex-opposants. Cet aveu va servir tout de suite au Guépéou de point de départ pour un nouveau chantage. La presse officielle exige dès lors — sur un signe de Staline, — des arrêts de mort. Le Guépéou organise devant le tribunal des manifestations où l'on crie : « Mort aux assassins ! » Les condamnés sont ainsi préparés à de nouveaux aveux. Kaménev résista plus longtemps que Zinoviev. On monta pour lui, le 27 juillet 1935, un nouveau procès, à huis clos, pour qu'il comprît bien que son seul espoir de salut, l'ombre plutôt d'un espoir de salut était dans une complaisance sans limite envers les puissants. Coupé du monde extérieur, sans assurance intérieure, sans défense, sans perspectives, sans une lueur de clarté, Kaménev fut brisé. Les accusés qui continuaient, en dépit de ces tortures sans nom, à défendre leur dignité, le Guépéou les fusillait sans jugement ni publicité. Staline « sélectionna » et « dressa » par ces moyens les accusés du récent procès de Moscou. Telle est la réalité, Messieurs les jurés. Tout le reste n'est que mensonge et mystification...

Pourquoi ces choses ? demanderez-vous. Pour étouffer toute opposition, toute critique, pour démoraliser et salir quiconque résiste à la bureaucratie

ou se borne à ne pas chanter sa louange. Et ce n'est pas en dernier lieu que cette besogne diabolique est dirigée contre moi. Mais je dois sur ce point revenir encore une fois en arrière. En 1928, après les premières arrestations en masse dans le parti, la bureaucratie n'osait même pas songer à la suppression physique de l'opposition. Elle ne pouvait cependant pas s'attendre à la voir capituler. Je continuais, en déportation, à diriger la lutte. La coterie dirigeante ne trouva finalement pas d'autre solution que de me bannir et de m'expulser à l'étranger. A la séance du Bureau politique (dont je reçus, par des amis, un compte rendu que je publiai aussitôt), Staline avait dit: « A l'étranger, Trotsky sera isolé; il faudra qu'il collabore à la presse bourgeoise et cela nous permettra de le compromettre; la social-démocratie prendra sa défense, et nous le discréditerons aux yeux du prolétariat mondial; s'il fait des révélations, nous le dénoncerons comme un traître. » Ce rusé calcul manquait de perspicacité. Staline ne tenait pas compte de la force et de la signification des idées. J'ai publié à l'étranger des ouvrages qui servent à la formation des jeunes. Des groupes qui partagent mes idées se sont formés dans tous les pays. Des publications se sont créées sur la base du programme que je défends. Une conférence internationale s'est récemment tenue sous l'égide de la IV^e Internationale. Ce mouvement ne cesse de grandir sous les coups de ses ennemis. Tandis que l'Internationale Communiste est en proie au trouble et au désarroi. Or, Staline ne pourrait pas garder, sans autorité internationale, le commandement de la bureaucratie et dès lors le pouvoir sur le peuple. La croissance de la IV^e Internationale constitue pour lui un péril grave et dont l'annonce pénètre de plus en plus souvent dans l'U.R.S.S. Enfin, la coterie dirigeante craint plus que toute chose les traditions encore vivantes de la

Révolution d'Octobre, inévitablement hostiles à la nouvelle caste privilégiée. Tout ceci explique pourquoi Staline et son groupe ne cessèrent pas un instant de me combattre personnellement. Depuis treize ans, toute abjuration doit invariablement contenir quelque déclaration contre moi. Des déclarations individuelles et collectives de ce genre, on peut en compter plusieurs dizaines de milliers. Sans condamner Trotsky, sans calomnier Trotsky, aucun ex-opposant ne pouvait penser à se faire réintégrer dans le parti ou même à obtenir un morceau de pain. D'année en année, les abjurations devenaient plus humiliantes, les injures contre Trotsky plus grossières, les calomnies plus mensongères. Les futurs accusés, comme leurs juges reçurent cette formation. C'est par degrés qu'ils arrivèrent à leur démoralisation actuelle. L'organisateur, le responsable de cette démoralisation — et je déplore de nouveau d'avoir à le déclarer à huis clos — c'est Staline ! Le récent procès ne nous est pas tombé du ciel, oh non ! Il résume une longue série de fausses abjurations dirigées contre moi. Quand Staline comprit l'erreur qu'il avait commise en me bannissant, il tenta de la réparer par les méthodes qui lui sont propres. L'imposture judiciaire qui a frappé de stupeur l'opinion publique n'était en réalité qu'un chaînon inévitable dans une longue suite d'actes. Elle était prévue et publiquement annoncée.

Le récent procès se fondait sur une accusation de terrorisme. Quant à moi, Messieurs les jurés, je ne m'arrêterais pas devant la propagande et l'application du terrorisme individuel si je pouvais le croire susceptible de contribuer à la libération de l'humanité. Mes ennemis m'ont souvent accusé et persécuté en raison des idées que j'exprime; c'est ce que vient de faire le gouvernement norvégien. Mais personne, jusqu'ici, ne m'a accusé de cacher

mes idées. Si je m'élève invariablement contre le terrorisme individuel, — et ce n'est pas d'hier, c'est depuis les premiers jours de mon activité révolutionnaire, — c'est que je le considère non seulement comme inefficace, mais encore comme funeste au mouvement ouvrier. Deux partis terroristes connus dans le monde entier ont agi en Russie, la *Narodnaya Volia* (la Volonté du Peuple) et le Parti Socialiste-Révolutionnaire. Marxistes russes, nous nous sommes formés en tant que parti de masses au cours d'une lutte intransigeante contre le terrorisme individuel. Notre argument principal était que cette méthode désorganise bien davantage le parti révolutionnaire que le gouvernement. Ce n'est pas sans raison que la bureaucratie bonapartiste de l'U.R.S.S. recherche avidement les attentats, les invente même pour les imputer ensuite à ses adversaires politiques. L'assassinat de Kirov n'a pas ébranlé un seul instant le pouvoir absolu de la bureaucratie; il lui a donné au contraire la possibilité souhaitée d'exterminer par centaines les hommes qu'elle redoute, de couvrir de boue ses adversaires et de semer le trouble dans la conscience des travailleurs. Les résultats de l'aventure de Nikolaïev ont entièrement confirmé — et pouvait-il en être autrement ? — la vieille condamnation marxiste du terrorisme à laquelle je suis demeuré fidèle pendant quarante ans et que je ne songe nullement à réviser aujourd'hui...

Si des tendances terroristes se font jour dans certains milieux de la jeunesse soviétique, ce n'est pas par suite de l'activité politique de l'opposition, mais au contraire du fait de la défaite de l'opposition, de l'étouffement de toute pensée, de toute protestation, par un effet du désespoir et de la colère. Le Guépéou s'empare avidement de toute aspiration au terrorisme, la cultive, crée aussitôt une sorte d'organisation clandestine dans laquelle le malheur-

reux terroriste est entouré de toutes parts d'agents provocateurs. Ce fut le cas de Nikolaïev. Les documents officiels publiés font indéniablement ressortir, pour peu que l'on prenne la peine de les confronter avec attention, que Iagoda, Staline et Kirov lui-même étaient informés de la préparation d'un attentat à Léninegrad. Il s'agissait pour le Guépéou d'y impliquer les chefs de l'opposition, de découvrir ensuite le complot à la veille de l'action et d'en récolter le bénéfice politique... Nikolaïev était-il lui-même un agent du Guépéou ? Avait-il deux visages ? Je n'en sais rien. Il tira en tout cas sans attendre que Staline et Iagoda aient eu le temps de faire entrer en jeu leurs adversaires politiques. Dès les premiers mois de 1935, je démasquai, en me fondant sur les seuls documents officiels, la provocation policière dans l'affaire Kirov. (Je publiai une brochure intitulée : *L'assassinat de Kirov et la bureaucratie soviétique.*) J'écrivais que l'échec de cette intrigue, qui coûta la vie à Kirov, loin d'arrêter Staline, l'obligerait à monter une affaire plus grosse encore. Point n'était besoin pour le prévoir du don de prophétie : il suffisait de connaître les circonstances, les faits et les hommes...

De l'assassinat de Kirov le Guépéou ne put tirer, comme je l'ai indiqué, qu'un avantage : l'aveu par tous les accusés — sous la menace du revolver — qu'une responsabilité morale leur incombait dans l'attentat de Nikolaïev. Ni les accusés, ni l'opinion publique, ni les juges n'étaient préparés à davantage. Partie remise n'était pas perdue. Staline avait fermement décidé de se faire du cadavre de Kirov un capital. Le Guépéou se mit à sortir périodiquement ce cadavre pour de nouvelles accusations, de nouveaux aveux, de nouvelles exécutions... Après une nouvelle préparation psychologique de dix-huit mois pendant laquelle les accusés les plus importants restèrent tous en prison, le Guépéou leur pré-

senta son ultimatum : il fallait qu'ils aidassent à faire remonter jusqu'à Trotsky l'accusation de terrorisme. La question ne fut posée qu'ainsi à l'instruction qui précéda le procès des Seize. « Vous n'êtes plus dangereux pour nous, — disaient en somme les agents de Staline à Zinoviev, à Kaménev et aux autres prisonniers, — vous le savez. Mais Trotsky ne s'est pas rendu. Il nous combat sur le terrain international. La guerre se rapproche (car les bonapartistes font toujours vibrer la corde du patriotisme). Nous devons à tout prix venir à bout de Trotsky et ce à bref délai. Le compromettre. L'impliquer dans le terrorisme, le rattacher à la Gestapo... » — « Mais, — devaient répondre les perpétuels accusés, — personne ne nous croira. Nous ne ferons que nous compromettre nous-mêmes sans l'atteindre... » Le marchandage dut suivre cette ligne. Quelques candidats indociles à l'accusation furent fusillés sans jugement pour que les autres comprissent qu'ils n'avaient pas le choix. « Que l'on vous croie ou non, — devaient répondre les juges d'instruction, — ce n'est pas votre affaire. Vous n'avez qu'à prouver que toutes vos déclarations antérieures n'ont pas été hypocrites, que vous êtes réellement dévoués au parti (c'est-à-dire à la caste dirigeante) et prêts pour lui à tous les sacrifices. » Si l'envie les prenait d'être francs — et ils n'avaient aucune raison de se gêner entre quatre murs, — les juges d'instruction pouvaient ajouter : « Les initiés vous croiront-ils ? Cela n'a guère d'importance. Fort peu se décideront à protester. Les démentis des fascistes nous serviront plutôt. La démocratie ? Elle se taira. Les démocraties française et tchèque seront muettes comme des carpes par considérations de patriotisme. Léon Blum dépend des communistes dont la confrérie fera tout ce que nous lui commanderons. Les « Amis de l'U.R.S.S. » ? Ils avaleront tout, ne serait-ce que

pour ne pas convenir de leur aveuglement. La bourgeoisie internationale qui connaît en Trotsky le théoricien de la révolution permanente ne peut pas être intéressée à le soutenir contre nous. La presse de la IV^e Internationale est encore faible. Les masses n'entendront donc que ce que nous dirons et non ce que répondra Trotsky. » Tel fut le calcul de Staline et tout était loin d'y être faux. Les accusés capitulèrent finalement une fois de plus et consentirent à jouer les rôles tragiques et déshonorants qu'on leur imposait.

Ils ne consentirent pas tous à avouer tout ce que l'on exigeait d'eux. La gradation des aveux atteste justement quelle lutte désespérée se joua derrière les coulisses à la veille du procès. Je néglige ici les jeunes gens suspects que j'aurais fait entrer en Russie et dont je n'avais en réalité jamais entendu parler auparavant. D'entre les vieux révolutionnaires, pas un n'a reconnu avoir été en rapports avec la Gestapo : le Guépéou n'a pas réussi à les amener à s'avilir à ce point. Smirnov et Goltzman ont nié toute participation au terrorisme. Mais tous les accusés, tous sans exception, ont avoué que Trotsky avait, de l'étranger, adressé des appels clandestins au terrorisme, donné des instructions terroristes et même envoyé en U.R.S.S. des exécutants. *Ma participation au terrorisme est donc un coefficient commun à tous les aveux* C'est le minimum auquel le Guépéou ne pouvait pas renoncer. Il ne laissait à ses victimes une chance de vie qu'à la condition d'en obtenir ce minimum. Le but véritable de toute cette imposture se révèle ainsi à nous. Le secrétaire de l'Internationale Ouvrière Socialiste, Frédéric Adler, mon vieil adversaire irréconciliable, écrit : « Le but pratique de toute cette entreprise constitue le chapitre le plus ignoble du procès. Il s'agit de priver Trotsky de l'asile en Norvège, d'organiser

contre lui une véritable chasse à l'homme et de lui rendre l'existence impossible sur la terre entière... »

Considérons, Messieurs les jurés, le coefficient commun des aveux tel qu'il est dans les dépositions de l'accusé Goltzman, témoin principal contre moi et mon fils. En novembre 1932, Goltzman arriva, d'après son récit, à Copenhague, afin de me voir. Il rencontra, dans le vestibule de l'Hôtel Bristol, mon fils qui me l'amena. Je lui exposai, au cours d'une longue conversation, le programme du terrorisme. C'est peut-être la seule déposition contenant des précisions de temps et de lieu. Et comme Goltzman refuse obstinément d'admettre une liaison quelconque avec la Gestapo ou une participation au terrorisme, ses dépositions doivent nous paraître les plus dignes de foi. Qu'en est-il en réalité? Goltzman ne m'a jamais rendu visite ni à Copenhague ni ailleurs. Mon fils n'est pas venu à Copenhague quand j'y étais et n'a d'ailleurs jamais franchi la frontière danoise. Enfin, l'hôtel Bristol, où Goltzman aurait rencontré mon fils en 1932, a été démoli en 1917 ! Un concours heureux de circonstances (visas, témoignages, télégrammes, etc.) permet de réduire à néant tous les éléments matériels du récit de l'accusé le plus avare de ses aveux. Or, Goltzman ne fait pas exception. Les autres aveux sont taillés sur le modèle. Le *Livre rouge* de mon fils les a démasqués. D'autres révélations suivront. J'aurais pu, de mon côté, soumettre depuis longtemps à la presse, à l'opinion publique, à une commission d'enquête impartiale ou à un tribunal indépendant, des faits, des documents, des témoignages, des considérations politiques et psychologiques réfutant à fond l'amalgame moscovite. Mais j'ai les mains liées. Le gouvernement norvégien a fait du droit d'asile un piège. Au moment où le Guépéou m'accable sous des accusations extraordinairement infâmes, le gou-

vernement de ce pays me met sous les verrous et me coupe les communications avec l'extérieur.

Je dois relater ici un épisode de peu d'importance qui peut cependant donner une explication de ma situation actuelle. L'été dernier, quelques semaines avant le procès de Moscou, le ministre des affaires étrangères de Norvège, M. Koht, invité à Moscou, y fut particulièrement fêté. J'en parlai à mon hôte, le journaliste Konrad Knudsen, que vous avez déjà entendu en qualité de témoin. Vous savez qu'en dépit de profondes divergences de vues politiques, nous entretenons des relations d'amitié. Nous ne parlions pas de politique, sinon pour échanger quelques informations, évitant toute discussion de principe. « Savez-vous, lui demandai-je sur un ton à demi plaisant, pourquoi l'on reçoit si bien Koht à Moscou ? — Pourquoi ? — C'est de ma tête qu'il s'agit. — Comment l'entendez-vous ? — Moscou insinue ou dit carrément à M. Koht : Nous fréterons vos bateaux, nous achèterons vos harengs, mais à une condition : que vous nous vendiez Trotsky... » Très attaché à son parti, Knudsen fut vexé de m'entendre parler ainsi. « Pensez-vous donc, me demanda-t-il, que nous allons faire commerce de nos principes ? » — « Mon cher Knudsen, lui dis-je, je ne dis pas que le gouvernement norvégien se prépare à me vendre, je dis seulement que le Kremlin voudrait conclure ce marché... » Je ne veux pas dire qu'un marchandage net eut lieu entre Litvinov et Koht. Je tiens même à reconnaître qu'en ce qui me concerne, le ministre Koht s'est tenu avec plus de dignité, pendant la campagne électorale, que d'autres ministres. Mais diverses circonstances me révélaient que le Kremlin poursuivait en Norvège une action suivie, à la fois économique et politique, d'une certaine envergure. Le sens en apparut clairement quand éclata le procès de Moscou. Il n'y

a pas lieu de douter que la campagne de la presse réactionnaire contre moi ait été alimentée de Moscou par des voies détournées. Le Guépéou fournissait, par des truchements, mes articles « subversifs » à la presse réactionnaire. Ses agents de la section norvégienne de l'Internationale Communiste mettaient en circulation les rumeurs et les racontars. L'objectif était de troubler le pays à la veille des élections, d'intimider le gouvernement et de le préparer ainsi à céder à un ultimatum. Les armateurs norvégiens, inspirés par la légation soviétique, et avec eux d'autres capitalistes intéressés, exigeaient du gouvernement qu'il réglât sans délai l'affaire Trotsky, faute de quoi le chômage risquerait de s'accroître... De son côté, le gouvernement ne souhaitait rien tant que de se rendre à la merci de Moscou. Il ne lui fallait qu'un prétexte. Pour couvrir sa capitulation, le gouvernement m'accusa, sans le moindre fondement, d'enfreindre les engagements que j'avais signés en arrivant. La vérité est qu'il espérait améliorer, en m'internant, la balance commerciale du pays !

L'attitude du ministre de la justice a été particulièrement déloyale. A la veille de mon internement, il me téléphona à l'improviste. La cour de l'habitation était déjà occupée par la police. La voix du ministre était suave. « J'ai reçu votre lettre, me dit-il, et je trouve que vous êtes souvent dans le vrai. Je ne vous demande qu'une chose : ne communiquez pas votre lettre à la presse, absterneez-vous de répondre au communiqué officiel d'aujourd'hui. Le conseil des ministres se réunit ce soir et j'espère que nous reviendrons sur la décision prise. » Je répondis que j'attendrais naturellement une décision définitive. Le lendemain j'étais arrêté, on fouillait mes secrétaires, on commençait par saisir les cinq copies de ma lettre qui étaient en leur possession et dans laquelle je rap-

pelais au ministre qu'il avait assisté à l'un des interviews accordés par moi à la presse. M. le ministre craignait que la divulgation de ce fait ne lui fît du tort auprès des électeurs. Tel est ce gardien des lois!

Le gouvernement soviétique n'a pas osé, vous le savez, exiger mon extradition ni avant ni pendant le procès. Pouvait-il en être autrement? Une demande d'extradition eût dû être motivée devant un tribunal norvégien et ç'eût été, pour les juges de Moscou, se mettre eux-mêmes au pilori. Il ne me restait qu'à poursuivre les prétendus communistes et les fascistes norvégiens qui répétaient les calomnies moscovites. Le jour de mon internement, le ministre de la justice m'avait donné l'assurance que j'aurais la possibilité de me défendre contre les accusations dont j'étais l'objet. Mais les actes du ministre de la justice sont en contradiction flagrante avec ses paroles. En promulguant contre moi des lois d'exception, le gouvernement norvégien n'a-t-il pas signifié à tous mes calomniateurs stipendiés : « Vous pouvez désormais calomnier impunément et commodément Trotsky dans toutes les parties du monde, puisque nous le tenons bâillonné et ne lui permettrons pas de se défendre ! »

Messieurs les jurés, j'ai été cité, devant ce tribunal, en qualité de témoin dans l'affaire du cambriolage de mon appartement. Le gouvernement a eu l'amabilité de me faire accompagner jusqu'ici par une forte escouade de policiers. Dans l'affaire du vol de mes archives à Paris, le gouvernement norvégien a pourtant saisi ma déposition destinée au magistrat instructeur de Paris. Pourquoi cette différence de traitements? Ne serait-ce pas parce que, dans le premier cas, le gouvernement est en présence des fascistes norvégiens qu'il tient pour ses ennemis et, dans le second, en présence des gangsters du Guépéou qu'il considère maintenant

comme de ses amis ? J'accuse le gouvernement norvégien de fouler aux pieds les principes les plus élémentaires du droit. Le procès des Seize ouvre une série de procès analogues où se joueront non seulement mon honneur et ma vie et ceux des miens, mais aussi l'honneur et la vie de centaines de personnes. Comment peut-on dans ces conditions m'interdire, à moi, accusé principal et témoin le plus informé, m'interdire de faire connaître ce que je sais ? C'est entraver sciemment la marche de la vérité. Quiconque, par menaces ou violence, empêche un témoin de dire la vérité commet un crime grave sévèrement puni par la loi norvégienne, j'en suis convaincu. Il est fort possible que le ministre de la justice prenne contre moi, après ma déposition d'aujourd'hui, de nouvelles mesures : les ressources de l'arbitraire sont inépuisables. Mais j'ai promis de vous dire la vérité, toute la vérité, et j'ai tenu parole.

Le président demande aux parties si elles ont encore des questions à poser au témoin et, sur leur réponse négative, demande au témoin s'il est disposé à confirmer sa déposition sous la foi du serment.

— N'appartenant à aucune religion, je ne puis faire de serment religieux ; mais sachant bien l'importance de ma déposition, je suis prêt à la confirmer devant vous sous serment, c'est-à-dire à assumer la pleine responsabilité juridique de chacune de mes paroles.

L'assistance se lève. Le témoin répète, la main tendue, la formule du serment. Il quitte ensuite la salle d'audience pour être ramené par les policiers à Sundby, lieu de son internement.

L'ATLANTIQUE

28 décembre 1936. — J'écris ces lignes à bord du pétrolier norvégien *Ruth* qui se dirige d'Oslo vers un port du Mexique, encore indéterminé. Nous avons dépassé hier les Açores. La mer, houleuse les premiers jours, ne me permettait pas d'écrire. Je lisais avidement des ouvrages sur le Mexique. Notre planète est si petite et nous la connaissons si mal ! Depuis que le *Ruth*, sorti des détroits, avait obliqué vers le sud-ouest, l'Océan devenait de plus en plus calme; je pouvais commencer la mise à jour de mes notes sur mon séjour en Norvège. Les premiers jours se sont écoulés ainsi, abrégés par un travail soutenu et par les conjectures sur le Mexique. Nous avons encore devant nous une douzaine de jours de navigation. Un officier de police norvégien nous accompagne, M. Jonas Lie, qui passa quelque temps dans la Sarre, à la disposition de la Société des Nations. Nous sommes quatre à table : le capitaine, l'officier de police, ma femme et moi. Pas d'autres passagers. La mer, à cette époque de l'année, est tout à fait calme. Derrière nous quatre mois de captivité, devant nous l'Océan et l'inconnu. Nous demeurons à bord de ce bâtiment sous la protection du pavillon norvégien, c'est-à-dire prisonniers. Nous n'avons pas le droit d'user de la T.S.F. Nos revolvers sont chez le policier. Les conditions de notre débarquement au Mexique sont discutées par radio sans que nous en soyons informés. Le gouvernement socialiste ne badine pas sur les principes... de l'internement.

Aux élections qui ont précédé de peu notre départ, le Parti Ouvrier norvégien a vu s'accroître considérablement le nombre de ses suffrages. Kon-

rad Knudsen, contre lequel tous les partis bourgeois faisaient bloc en affectant de voir en lui mon « complice » et que son parti ne défendait guère, a été élu avec une forte majorité. Vote indirect de confiance pour moi... Le gouvernement, appuyé par la population qui votait contre les attentats réactionnaires au droit d'asile, résolut naturellement d'en finir avec ce droit, pour satisfaire la réaction. La mécanique parlementaire est tout entière fondée sur de semblables quiproquos entre les électeurs et les élus !

Les Norvégiens sont à juste titre fiers d'Ibsen, leur poète national. Ibsen fut, il y a trente-cinq ans, ma grande admiration. Je lui consacrai l'un de mes premiers articles. Au pays du poète, dans une prison démocratique, j'ai relu ses drames. Bien des choses m'y paraissent naïves et vieilles. Mais combien de poètes d'avant guerre subissent victorieusement l'épreuve du temps ? Toute l'histoire antérieure à 1914 nous paraît aujourd'hui un peu simple et provinciale. Ibsen pourtant me sembla plein de fraîcheur nordique et dès lors attirant. Je relus avec plaisir *L'Ennemi du Peuple*. La haine d'Ibsen pour la bigoterie protestante, la stupide médiocrité, l'hypocrisie rassise, me fut plus compréhensible depuis que je connaissais le premier gouvernement socialiste de la patrie du poète. Le ministre de la justice m'ayant fait, à Sundby, une visite inattendue, me répliqua : « Ibsen, on peut l'interpréter de bien des façons ! » — « De quelque façon qu'on l'interprète, il sera toujours contre vous ! Souvenez-vous du bourgmestre de *L'Ennemi du Peuple*... » — « Vous pensez que c'est moi ? » — « En mettant les choses au mieux, Monsieur le ministre, votre gouvernement a tous les défauts des gouvernements bourgeois sans en avoir les qualités. » En dépit d'une certaine tonalité littéraire, nos entretiens n'étaient pas très amicaux. Quand

le docteur Stockman, frère du bourgmestre, se fut convaincu que le bien-être de sa petite ville natale reposait sur l'exploitation d'eaux minérales empoisonnées, le bourgmestre le chassa de son emploi, les journaux se fermèrent devant lui, ses concitoyens le dénoncèrent comme l'ennemi du peuple. « Nous verrons encore, s'exclama le Dr Stockman, si la bassesse et la lâcheté sont assez fortes pour fermer la bouche à l'honnête homme, à l'homme libre ! » J'avais mes raisons de citer ces paroles à mes géôliers socialistes.

« Nous avons fait une sottise en vous accordant un visa », me dit sans façon le ministre de la justice vers la mi-décembre. — « Et cette sottise, vous vous préparez à la réparer en commettant un crime ? Franchise pour franchise. Vous agissez à mon égard comme Noske et Scheidemann à l'égard de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Vous frayez la voie au fascisme. Si les ouvriers de France et d'Espagne ne vous sauvent pas, vous serez, vous et vos collègues, des émigrés, dans quelques années, tout comme vos prédécesseurs social-démocrates. » C'était fort juste, mais les clefs de notre prison demeuraient entre les mains du bourgmestre Stockman.

Je n'avais plus d'espoir de trouver asile dans un autre pays. Les pays démocratiques croient se prémunir contre la dictature en s'assimilant certains des pires usages des dictatures. Pour le révolutionnaire, le droit d'asile s'est depuis longtemps transformé en une sorte de grâce. Le procès de Moscou et l'internement en Norvège aggravaient ma situation. On conçoit quelle bonne nouvelle nous apporta le télégramme du nouveau monde qui nous annonçait que le lointain Mexique se déclarait prêt à nous offrir l'hospitalité. Nous allions sortir de l'impasse, sortir de Norvège. Au retour du tribunal, je dis à l'officier de police qui m'accompagnait : « Faites

savoir au gouvernement que nous sommes prêts, ma femme et moi, à quitter la Norvège dès que possible. Toutefois, je tiens, avant de demander les visas mexicains, à m'assurer des conditions de sécurité du voyage. Il m'est indispensable de consulter à ce sujet mes amis : le député Konrad Knudsen, le directeur du théâtre populaire Haakon Meyer et l'émigré allemand Walter Held. Je trouverai avec leur concours des compagnons de voyage et pourrai assurer la conservation de mes archives. » Le ministre de la justice, venu le lendemain à Sundby, en compagnie de trois hauts fonctionnaires de la police, fut manifestement stupéfait de mes exigences. « Même dans les prisons du tsar, lui dis-je, on donnait aux déportés la possibilité de voir leurs proches ou leurs amis pour régler avant de partir leurs affaires personnelles... » — « Oui, oui, répondit le ministre sur un ton détaché, mais les temps ont changé... » Il s'abstint de préciser en quoi.

Il revint le 18 décembre pour me dire que les entrevues demandées m'étaient refusées, que l'on avait reçu, sans que je les aie demandés, les visas mexicains (je ne sais pas encore comment) et que nous serions embarqués le lendemain, ma femme et moi, sur un bateau marchand, le *Ruth*, où la cabine-lazaret nous était réservée. J'avoue que je refusai de serrer la main de ce ministre en prenant congé de lui... Il serait injuste de ne pas noter que le gouvernement ne réussissait à agir de la sorte qu'en faisant violence à la pensée et à la conscience du parti. Il entra en conflit avec les fonctionnaires et les magistrats libéraux ou simplement consciencieux et se voyait obligé de faire appel aux plus réactionnaires. L'énergie policière de M. Nigorswold ne suscitait aucun enthousiasme parmi les ouvriers. Je me souviens avec respect et reconnaissance des efforts tentés par des militants ouvriers aussi re-

marquables que Scheflo, Konrad Knudsen, Haakon Meyer pour obtenir un changement d'attitude du gouvernement à mon endroit. Et je dois nommer ici Helge Krog qui trouva des accents d'une indignation profonde pour flétrir les procédés des autorités norvégiennes.

Il ne nous restait, abstraction faite d'une nuit troublée, que quelques heures pour emballer nos affaires et nos papiers. Jamais encore aucun de nos départs n'avait été si hâtif, jamais nous n'avions connu pareil isolement, éprouvé pareille indignation, été devant tant d'inconnu. Nous nous regardions par moments, pleins de doute, nous demandant ce que cela signifiait, quelle était la cause de tout cela; puis nous nous précipitions, chacun de son côté, avec un paquet ou une liasse de papiers. « Ne serait-ce pas un piège? » interrogeait ma femme. — « Je ne le pense pas, » répondais-je sans en être bien convaincu. Sous la véranda, des policemen, la pipe à la bouche, clouaient des caisses. Le brouillard s'effilochoit au-dessus du fjord.

Notre départ fut entouré du plus grand secret. Les journaux reçurent un communiqué sur notre prochain transfèrement, afin de tromper leur vigilance. Le gouvernement ne craignait pas de ma part un refus de partir, il craignait que le Guépéou ne réussît à placer sur le bateau une machine infernale. Nous ne pouvions pas considérer ces craintes comme chimériques. Notre sécurité coïncidait en l'occurrence avec celle d'un bâtiment norvégien et de son équipage. Nous fûmes reçus, à bord du *Ruth*, avec curiosité, mais sans la moindre hostilité. L'armateur arriva, un vieil homme. Il mit aimablement à notre disposition sa cabine personnelle, située à côté de celle du capitaine, ce qui nous évita de voyager dans le lazaret du bord, pièce obscure, pourvue de trois couchettes, sans table, que l'attention du gouvernement nous réservait. J'eus ainsi la

possibilité de travailler en route... Nous emportions malgré tout d'attachants souvenirs du beau pays des forêts et des fjords, des neiges ensoleillées de janvier, du ski, des traîneaux, des enfants aux cheveux dorés et aux yeux bleus, d'un peuple un peu fermé et lourd, mais honnête et sérieux. Adieu, Norvège!

Episode significatif.

30 décembre. — Nous avons fait plus de la moitié de la traversée. Le capitaine est d'avis que nous serons à Vera-Cruz le 8 janvier si l'océan ne nous prive pas de sa bienveillance. Le 8 ou le 10, que nous importe? Le calme règne à bord. Pas de dépêches de Moscou, l'air nous semble purifié. Nous ne sommes pas pressés. Il est temps néanmoins de revenir au procès.

On est confondu de voir avec quelle persévérance Zinoviev, entraînant Kaménev après lui, prépara pendant des années sa propre perte, — combien tragique! Staline ne fût probablement jamais devenu le secrétaire général du parti, si Zinoviev ne l'avait proposé pour cette fonction. Il voulait tirer parti de la discussion sur les syndicats de l'hiver 1920-21 pour continuer la lutte contre moi. Staline lui parut, à bon escient, l'homme qu'il fallait pour une action cachée. C'est alors que, déconseillant cette nomination, Lénine prononça la phrase mémorable : « Je ne le recommande pas, ce cuisinier-là ne nous fera que des plats épicés! » Paroles prophétiques! La délégation de Pétrograd, dirigée par Zinoviev, l'emporta au congrès, d'autant plus facilement que Lénine refusa le combat. Il ne voulait pas attribuer trop d'importance à sa propre antipathie; tant que le vieux Bureau politique serait au pouvoir, le secrétaire général ne pourrait être qu'un personnage subalterne.

Quand Lénine tomba malade, Zinoviev prit l'initiative de la lutte contre moi. Il pensait que l'épais Staline resterait son chef d'état-major. Le secrétaire général ne s'avancait à cette époque que très prudemment. Les masses l'ignoraient complètement. Il n'avait d'autorité que chez certains fonctionnaires du parti, et encore n'était-il pas aimé de ceux-là mêmes. Il fut très hésitant en 1924. Zinoviev le poussait. Staline avait besoin de Zinoviev et de Kaménev pour couvrir politiquement son activité cachée : tel fut l'agencement du triumvirat. Zinoviev se montrait le plus actif; il remorquait son futur bourreau.

En 1926, quand Zinoviev et Kaménev, après avoir pendant trois ans et demi tramé avec Staline des complots contre moi, se mirent en opposition avec les bureaux du parti, ils m'apprirent des choses fort édifiantes et me donnèrent de précieux avertissements :

— Vous pensez, disait Kaménev, que Staline réfléchit maintenant à la façon de répondre à vos critiques? Vous vous trompez. Il se demande comment vous détruire... D'abord moralement, ensuite physiquement si c'est possible. Vous calomnier, monter une provocation, fabriquer un complot militaire, organiser un attentat. Croyez-moi, ce n'est pas une hypothèse : il nous arriva, au triumvirat, de parler en toute franchise, bien que les relations personnelles fussent quelquefois tendues à se rompre. Staline combat sur un tout autre terrain que nous. Vous ne connaissez pas cet Asiatique...

Kaménev le connaissait bien, lui. Ils avaient commencé ensemble leur action révolutionnaire, au début du siècle, dans les organisations du Caucase, été déportés ensemble; revenus ensemble à Pétersbourg en mars 1917, ils avaient donné à l'organe central du parti, la *Pravda*, l'orientation opportuniste qui fut la sienne jusqu'au retour de Lénine.

— Rappelez-vous, continuait Kaménev, l'arrestation de Sultan-Galiev, l'ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Tartare, en 1923. Ce fut la première arrestation d'un membre influent du parti, et Staline en prit l'initiative. Nous y consentîmes par malheur, Zinoviev et moi. Staline parut dès lors avoir goûté le sang... Sitôt que nous eûmes rompu avec lui, nous rédigeâmes une sorte de testament contenant cet avertissement : en cas de mort « accidentelle », considérer Staline comme le coupable. Ce document est déposé en lieu sûr. Je vous conseille d'en faire autant. On peut s'attendre à tout de la part de cet Asiatique...

Zinoviev me disait dans les premières semaines de notre brève collaboration politique (1926-27) :

— Vous croyez que Staline n'a pas réfléchi à votre suppression physique ? Il y a pensé maintes fois. Il n'a été arrêté que par cette considération que les jeunes eussent rendu le triumvirat responsable, l'eussent peut-être accusé lui-même, eussent pu recourir aux attentats. Il tenait pour nécessaire de détruire d'abord les cadres de la jeunesse d'opposition. On verrait ensuite. La haine qu'il nous porte, surtout à Kaménev, s'explique du fait que nous savons trop de choses sur lui...

Laissons s'écouler cinq années... Le 31 octobre 1931, la *Rote Fahne*, l'organe du Parti communiste d'Allemagne, publie que le général Tourkoul de l'armée blanche, prépare l'assassinat de Trotsky en Turquie. Ces renseignements ne pouvaient lui parvenir que du Guépéou. Comme j'avais été expulsé en Turquie par Staline, cette information semblait préparer à Staline une sorte d'alibi moral pour le cas où l'entreprise du général Tourkoul serait couronnée de succès. J'écrivis le 4 janvier 1932, au Bureau politique, que Staline ne réussirait pas si facilement à éluder ses responsabilités. Le Guépéou

était fort capable de pousser les Blancs, par le truchement de ses agents provocateurs, à commettre un attentat qu'il dévoilerait par ailleurs dans ses organes de l'Internationale Communiste. J'écrivais : « Staline a fini par conclure que le bannissement de Trotsky a été une faute. Il pensait que, privé d'un secrétariat et privé de ressources, Trotsky serait l'impuissante victime de la calomnie bureaucratique organisée à l'échelle internationale. Le bureaucrate s'est trompé. Il est apparu, contrairement à son attente, que les idées ont leur propre force, sans appareil et sans ressources... Staline comprend parfaitement l'immense danger que constituent pour lui personnellement, pour son autorité artificielle, pour sa puissance bonapartiste, l'irréductible fermeté idéologique et la croissance obstinée de l'opposition de gauche. Staline estime qu'il faut réparer la faute commise... Non certes par des moyens ressortissant à l'idéologie : c'est sur un tout autre terrain qu'il combat. Il ne vise pas les idées de l'adversaire, il vise sa nuque... Dès 1924, il pesait le pour et le contre de ma suppression. » « Je l'appris — écrivais-je — par Zinoviev et Kaménev, quand ils passèrent à l'opposition de gauche; je l'appris avec des détails tels, en de telles circonstances que le doute n'était pas permis... Si Staline obligeait Zinoviev et Kaménev à démentir leurs déclarations sur ce sujet, personne ne pourrait les croire. » Le système des déclarations fausses et des faux démentis prospérait déjà à Moscou.

Dix jours après que j'eus envoyé cette lettre de Turquie à Moscou, mes amis politiques français firent remettre par une délégation conduite par Naville et Franck un message à l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, Dovgalevsky. « *La Rote Fahne*, y était-il dit, a publié qu'un attentat se préparait contre Trotsky. Le gouvernement soviétique s'est

donc reconnu informé. » Comme, d'après l'entre-filet publié, les plans du général Tourkoul reposaient sur « la mauvaise organisation des mesures de sécurité prises par les autorités turques », le message de Naville-Franck rendait d'avance responsable le gouvernement soviétique et exigeait qu'il intervînt pratiquement.

Moscou s'émut de ces démarches. Le 2 mars, le Comité Central du Parti Communiste français envoya à ses militants les plus responsables un document confidentiel reproduisant la réponse du C. C. du P. C. de l'U.R.S.S. Staline, loin de nier que le communiqué de la *Rote Fahne* émanât de ses bureaux, s'en faisait un mérite et m'accusait d'...ingratitude. Sans toucher à la question de ma sécurité, le message affirmait que mes attaques contre le C. C. préparaient mon rapprochement avec les « social-fascistes ». Staline n'avait pas encore imaginé de m'accuser d'alliance avec les fascistes et ne prévoyait pas sa propre alliance contre moi avec les « social-fascistes ». La réponse de Staline était suivie d'un démenti de Kaménev et Zinoviev, daté du 13 février 1932 et écrit, comme il y était maladroitement avoué, sur exigence de Iaroslavski et Chkiriátov, membres de la Commission centrale de Contrôle et grands inquisiteurs chargés de réprimer l'opposition. Zinoviev et Kaménev déclaraient dans le style habituel de ces sortes de documents que mon information n'était que « mensonge infâme, à seule fin de compromettre notre parti... Il va de soi que jamais pareille chose ne put être envisagée... et que nous n'avons jamais rien dit de semblable à Trotsky. » Le démenti se terminait sur une note plus élevée : « En affirmant qu'on pourrait, dans le parti bolchévik, nous obliger à faire des déclarations mensongères, Trotsky use manifestement d'un procédé de maître chanteur. »

Tout cet épisode, assez éloigné à première vue,

présente, considéré avec attention, un intérêt considérable. D'après l'acte d'accusation du procès Zinoviev, j'aurais, en mai 1931, puis en 1932, transmis à Smirnov, par mon fils Léon Sédov et par Iouri Gaven, la recommandation de passer à l'action terroriste et de bloquer sur cette base avec le groupe Zinoviev. Toutes mes recommandations, nous le verrons maintes fois, étaient immédiatement exécutées par les capitulars, c'est-à-dire par des hommes qui avaient rompu avec moi et me combattaient depuis longtemps. D'après la version officielle, la capitulation de Zinoviev, Kaménev et autres n'était qu'une ruse de guerre employée afin de s'introduire dans les sanctuaires de la bureaucratie. Si l'on accepte pour un moment cette version, réfutée, nous le verrons bientôt, par des centaines de faits, ma lettre du 4 janvier 1932 au Bureau politique devient une énigme tout à fait indéchiffrable. Si, en effet, j'avais, en 1931-32, dirigé l'organisation d'un « bloc » terroriste avec Kaménev et Zinoviev, je ne me serais pas efforcé de compromettre aussi irrémédiablement mes alliés aux yeux de la bureaucratie. Leur grossier démenti, destiné aux profanes, ne pouvait naturellement pas tromper Staline — qui savait bien, lui, que ses anciens alliés m'avaient livré toute la vérité! Cela seul suffisait à priver à jamais Kaménev et Zinoviev de la confiance du cercle dirigeant. Que fût-il demeuré de leur « ruse de guerre »? J'eusse dû être tout à fait privé de raison pour torpiller ainsi le « centre terroriste ».

De son côté, le démenti de Kaménev et Zinoviev atteste, par son ton et son contenu, tout ce que l'on voudra, sauf une collaboration avec moi. Et ce n'est pas un document isolé. Nous verrons encore, surtout par l'exemple de Radek, que la fonction principale des capitulars consistait à me noircir d'année en année, de mois en mois, devant l'opi-

nion publique soviétique et étrangère. Comment eussent-ils pu espérer vaincre sous la direction de celui qu'ils discréditaient sans relâche? Voilà ce que l'on ne saurait comprendre. Ici la « ruse de guerre » se retourne complètement contre elle-même. En réalité, le démenti Zinoviev-Kaménev, du 13 février 1932, communiqué à toutes les sections de l'Internationale Communiste, n'est qu'une des minutes de leurs futures dépositions d'août 1936; mêmes injures contre moi qu'ils traitent d'ennemi du bolchévisme et surtout d'ennemi du « camarade Staline »; même affirmation de mon désir de servir la « contre-révolution »; même affirmation enfin qu'ils font cette déclaration de leur plein gré, en dehors de toute contrainte... Et pourrait-il en être autrement? Ne faut-il pas être un « maître chanteur » pour admettre l'hypothèse même d'une contrainte dans la « démocratie » de Staline? Les intempérances de style, pourtant, révèlent assez l'inspiration de ce document, précieux en vérité. Il réfute par avance l'invention du « centre trotskiste-zinoviéviste » de 1932 et nous offre l'occasion de jeter en passant un coup d'œil dans le laboratoire où se préparaient les aveux sur commande des futurs procès.

Zinoviev et Kaménev.

31 décembre. — L'année qui se termine sera dans l'histoire celle de Caïn.

Les avertissements de Zinoviev et Kaménev sur les calculs et les desseins secrets de Staline permettent de se demander s'ils ne formèrent pas eux-mêmes des desseins semblables à l'égard de Staline quand toutes les autres possibilités de lutte leur furent ôtées.

Tous deux avaient fait bien des volte-face dans

la dernière période de leur vie et perdu en route bien des principes. Pourquoi ne pas admettre que, les conséquences de leurs propres abjurations les amenant au désespoir, ils aient à un certain instant réellement penché pour le terrorisme?

Ils auraient ensuite, dernière capitulation, consenti à aller au-devant des suggestions du Guépéou et à m'impliquer dans leur complot, pour rendre service au régime avec lequel ils se seraient de nouveau décidés à tenter une réconciliation? Certains de mes amis ont formé cette hypothèse. Je l'ai pesée maintes fois sans le moindre parti pris, sans passion personnelle. Et je suis toujours arrivé à conclure à une inconsistance totale.

Zinoviev et Kaménev étaient des natures profondément différentes. Zinoviev, agitateur et Kaménev, propagandiste. Zinoviev se laissait principalement guider par son flair politique. Kaménev réfléchissait et analysait. Zinoviev, toujours enclin à s'emballer. Kaménev, au contraire, péchant par excès de circonspection. Zinoviev, tout entier absorbé par la politique, sans goût ni intérêt pour le reste. Kaménev, doublé d'un jouisseur et d'un esthète. Zinoviev vindicatif. Kaménev débonnaire. Je ne sais pas quels furent leurs rapports dans l'émigration. En 1917, l'opposition à la Révolution d'Octobre les rapprocha. Dans les premières années qui suivirent la victoire, Kaménev eut plutôt à l'égard de Zinoviev une attitude ironique. L'opposition contre moi les rapprocha par la suite, puis l'opposition contre Staline. Ils devaient vivre côte à côte, sans cesse nommés ensemble, les treize dernières années de leur vie. En dépit de leurs dissemblances, ils avaient, outre une expérience commune acquise dans l'émigration, sous la direction personnelle de Lénine, à peu près le même diapason de pensée et de volonté. L'analyse de Kaménev complétait le flair de Zinoviev; ils trouvaient en tâton-

nant la solution commune. Plus prudent, Kaménev se laissait parfois entraîner par Zinoviev plus loin qu'il n'eût souhaité aller, mais ils se retrouvaient toujours à la fin sur la même ligne de retraite. Proches l'un de l'autre par leurs valeurs personnelles, ils se complétaient par leurs différences. Tous les deux étaient profondément et jusqu'au bout dévoués au socialisme. Telle est l'explication de leur tragique alliance.

Je n'ai pas de raison d'assumer pour eux une responsabilité morale ou politique quelle qu'elle soit. A l'exclusion d'une courte période (1926-1927), ils furent toujours pour moi des adversaires acharnés. Je n'avais pas grande confiance en eux. Intellectuellement, ils étaient, il est vrai, l'un et l'autre, supérieurs à Staline. Mais ils manquaient de caractère. C'est justement ce qu'a en vue Lénine, lorsqu'il écrit dans son Testament que Zinoviev et Kaménev ne furent « pas par hasard » en 1917 des adversaires de l'insurrection : ils ne résistaient pas à la pression de l'opinion publique de la bourgeoisie. Ce n'est pas par hasard non plus qu'ils se laissèrent tous les deux entraîner parmi les thermidoriens quand se précisèrent en U.R.S.S. de profonds changements sociaux connexes à la formation d'une bureaucratie privilégiée (1922-1926). Leur pénétration théorique de l'évolution en cours dépassait de beaucoup celle de leurs alliés de l'époque, y compris Staline. Ainsi s'explique leur tentative de se détacher de la bureaucratie et de la combattre. En juillet 1926, Zinoviev déclarait à une assemblée plénière du Comité Central : « Trotsky a eu raison contre nous sur la question de la contrainte bureaucratique. » Il reconnut même alors que la faute qu'il avait commise en me combattant avait été « plus grave » que celle de 1917 ! La pression des privilégiés acquérait cependant une puissance irrésistible. Ce n'est « pas par hasard »

que Zinoviev et Kaménev capitulèrent en 1927, entraînant après eux nombre de militants plus jeunes et d'une moindre autorité. Ils s'employèrent ensuite avec zèle à noircir l'opposition. Mais en 1931-1932, quand le pays entier se trouva bouleversé par les terribles conséquences de la collectivisation forcée, Zinoviev et Kaménev, de même que beaucoup d'autres capitulars, troublés, se redressèrent un peu et murmurèrent entre eux que la nouvelle politique gouvernementale était pleine de dangers. Ils se firent prendre, furent convaincus d'avoir eu connaissance d'un document d'esprit critique émanant de l'opposition de droite, furent exclus pour ce crime — aucune autre accusation n'ayant été formulée contre eux — et, par surcroît, déportés. En 1933, Zinoviev et Kaménev se repentirent une fois de plus et s'avilirent à jamais devant Staline. Pas d'outrages qu'ils ne jetèrent à l'opposition et, singulièrement, qu'ils ne me jetèrent à moi. S'étant désarmés de la sorte, ils se trouvèrent à la merci de la bureaucratie qui put, dès lors, exiger d'eux n'importe quels aveux. Leur sort ultérieur ne devait être que la conséquence de leurs capitulations et de leurs humiliations successives.

Certes, ils manquèrent de caractère. Il ne faudrait pourtant pas trop simplifier cette constatation. La résistance des matériaux se mesure à l'action des forces destructrices. J'ai pu entendre de paisibles petits-bourgeois s'exclamer au début du procès : « Impossible de comprendre Zinoviev !... Quel manque de caractère ! » « Avez-vous, répondais-je, mesuré la pression qu'il a subie pendant des années ? » La comparaison, si fréquente sous la plume des intellectuels avec Danton, Robespierre et d'autres personnages de la Révolution française est fort inintelligente. Les tribuns de la Révolution française tombaient sous le couteau de la justice en sortant du combat, dans la force de l'âge, les

nerfs presque intacts et n'ayant plus le moindre espoir de salut. La comparaison avec l'attitude de Dimitrov au procès de Leipzig est encore plus déplacée. A côté de Torgler, Dimitrov faisait preuve, par contraste, de résolution et de courage. Mais les révolutionnaires de tous les pays et plus particulièrement les Russes, sous l'ancien régime, firent maintes fois preuve d'une fermeté égale, en des circonstances infiniment plus difficiles. Dimitrov se trouvait face à face avec l'ennemi de classe le plus exécré. Il n'y avait et il ne pouvait y avoir contre lui aucune preuve. L'Etat nazi, se constituant à peine, n'était pas encore à même de recourir à des impostures totalitaires. Dimitrov se sentait soutenu par l'immense appareil de l'Etat soviétique et de l'Internationale Communiste. De toutes parts, la sympathie des masses populaires allait à lui. Il avait des amis parmi les assistants. Un courage moyen lui suffisait dans ces conditions pour se comporter en « héros ». Quoi de semblable avec la situation de Kaménev et Zinoviev devant le tribunal et le Guépéou ? Depuis dix ans, ils avaient vécu au milieu des lourdes nuées de la calomnie stipendiée. Depuis dix ans, ils avaient oscillé entre la vie et la mort, d'abord au sens politique du mot, puis au sens moral, puis enfin au sens physique. Trouverait-on, dans l'Histoire entière, beaucoup d'exemples d'une destruction aussi raffinée, aussi systématique des facultés de résistance, des nerfs, de toutes les fibres de l'âme ? Du caractère, Zinoviev et Kaménev en eussent eu à revendre en temps de paix. Mais l'époque des plus vastes bouleversements sociaux et politiques exigea de ces hommes, assurés par leurs dons de jouer un rôle dirigeant dans la révolution, une fermeté tout à fait extraordinaire. La disproportion entre leurs capacités et leur force de volonté eut de tragiques résultats.

On peut suivre sans peine, par les documents,

les articles et les livres, mes relations avec Zinoviev et Kaménev. Le *Bulletin de l'Opposition* pour 1929-1937 suffit à montrer quel abîme nous sépara depuis leur capitulation. Nous n'eûmes plus ni relations, ni correspondance, ni tentatives de contact d'aucune sorte et il ne pouvait pas en être autrement. Je ne cessai pas de recommander aux opposants, dans mes lettres et mes articles, de rompre impitoyablement avec les capitulards, par souci de défense morale et politique. Ce que je puis dire des opinions et des desseins de Zinoviev et Kaménev dans les huit dernières années de leur vie n'est donc pas un témoignage direct. Je dispose cependant d'un nombre suffisant de documents et de faits vérifiables; et je connais si bien les participants de ces affaires, leur caractère, leurs relations mutuelles, l'ensemble des circonstances qu'il m'est permis de le dire en toute assurance : l'accusation de terrorisme, formulée contre Kaménev et Zinoviev, est, du commencement à la fin, une abominable imposture policière; elle ne renferme pas le moindre grain de vérité.

La seule lecture du compte rendu du procès invite tout lecteur sensé à se demander ce que peuvent être en définitive ces extraordinaires accusés ? De vieux politiques expérimentés luttant pour un programme défini et capables d'user de moyens appropriés à leurs fins, — ou des victimes de l'Inquisition, dont le comportement est dicté non par leur propre raison et leur propre volonté, mais par les intérêts des inquisiteurs ? Avons-nous affaire à des hommes normaux dont la mentalité présente une certaine unité exprimée par des actes et des paroles, — ou à des détraqués faisant choix des chemins les moins rationnels et motivant leur attitude à l'aide des arguments les moins adéquats ? Ces questions se rapportent avant tout à Kaménev et Zinoviev. Quels furent les mobiles — et il en

fallait d'une grande puissance — de leur prétendue action terroriste ? Au premier procès, — celui de janvier 1935, — Zinoviev et Kaménev, niant toute participation à l'assassinat de Kirov, reconnaissent, à titre de compensation, leur « responsabilité morale » pour les tendances terroristes et, interrogés sur les raisons de leur opposition, parlent du désir de... « restaurer le capitalisme ». N'y eût-il rien de plus que cet « aveu » contre nature, le mensonge de la justice stalinienne serait déjà démasqué. Qui croira, en effet, que Kaménev et Zinoviev aient eu un si grand désir de restaurer le capitalisme par eux renversé qu'ils fussent disposés à sacrifier à cette fin leurs têtes et bien d'autres ? La confession des accusés, en janvier 1935, révèle si grossièrement la commande de Staline qu'elle afflige les moins exigeants des « amis de l'U.R.S.S. ».

Au procès des Seize, en août 1936, il n'est plus question, du tout, de « restauration du capitalisme ». Le mobile du terrorisme est uniquement dans la « soif du pouvoir ». L'accusation substitue une version à une autre, comme s'il s'agissait de solutions successives apportées à un problème d'échecs; et ces versions se succèdent au milieu du silence, sans même être commentées. Les accusés répètent maintenant, à la suite du procureur, qu'il ne leur restait aucun programme, mais que l'insurmontable désir de conquérir à tout prix le pouvoir les possédait. On se demande comment l'assassinat des chefs eût pu porter au pouvoir des hommes qui, par leurs abjurations répétées, avaient réussi à se discréditer, à se couvrir de boue, à s'avilir et à perdre ainsi à tout jamais la possibilité de jouer encore un rôle politique dirigeant ?

Si la fin poursuivie par Zinoviev et Kaménev est invraisemblable, leurs moyens sont encore plus dénués de sens. Les dépositions les plus réfléchies,

celles de Kaménev, soulignent que l'opposition s'était complètement détachée des masses, avait perdu ses principes, s'était ainsi privée de toute espérance de rayonnement futur et en était arrivée *pour ces raisons* à penser au terrorisme. On voit sans peine combien ce tableau est avantageux à Staline qui le commanda de toute évidence. Seulement, si les dépositions de Kaménev sont susceptibles de rabaisser l'opposition, elles sont tout à fait insuffisantes pour justifier le terrorisme. Car une fraction révolutionnaire qui se sent isolée au sens politique du mot se voue au bûcher en engageant l'action terroriste. Nous le savons trop bien, nous, Russes, par l'expérience de la *Narodnaya Volia* (la Volonté du Peuple, 1879-1883), et par celle des socialistes-révolutionnaires dans les années de réaction (1907-1909). Zinoviev et Kaménev s'étaient formés à travers ces expériences qu'ils avaient maintes fois commentées dans la presse du parti. Ces vieux bolchéviks pouvaient-ils oublier et répudier les vérités premières du mouvement révolutionnaire russe, pour la seule raison qu'ils avaient grande envie du pouvoir? Voilà ce qu'il est vraiment impossible d'admettre.

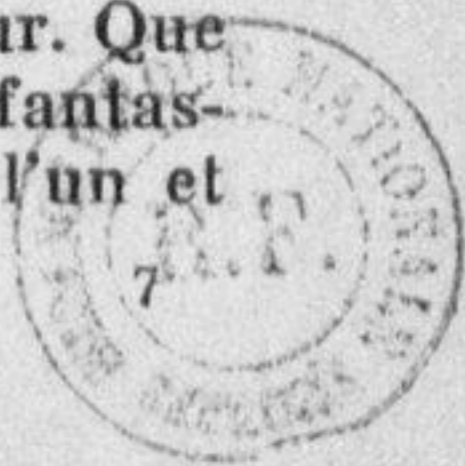
Envisageons pourtant, pour un instant, l'hypothèse que Zinoviev et Kaménev aient réellement nourri l'espoir d'arriver au pouvoir en se traînant au grand jour dans la boue et en recourant anonymement au terrorisme (ce serait en somme les considérer comme des psychopathes !) Quels pouvaient être en pareil cas les mobiles des terroristes exécutants, non des leaders dissimulés dans les coulisses, mais des combattants du rang appelés à payer inévitablement de leur sang le sang d'autrui? On ne conçoit sans idéal et sans foi que le sicaire payé assuré à l'avance de l'impunité. Le sacrifice du terroriste est impossible dans ces conditions. L'assassinat de Kirov fut représenté au procès des Seize

comme une petite partie du plan comportant l'élimination de tous les dirigeants. Entreprise terroriste systématique de grande envergure dont l'exécution eût exigé des dizaines ou des centaines de combattants trempés, dévoués, fanatiques. De tels hommes ne tombent pas du ciel. Il faut les sélectionner, les éduquer, les organiser. Il faut les pénétrer profondément de la conviction qu'il n'y a pas de salut en dehors du terrorisme. Outre les terroristes actifs, il faut des réserves sur lesquelles on ne peut compter que si des milieux étendus de la jeune génération ont de réelles sympathies pour le terrorisme. Sympathies qui ne pourraient être créées que par une propagande d'autant plus passionnée et soutenue que toute la tradition du marxisme russe lui est contraire. Tradition qu'il eût été nécessaire de vaincre en lui opposant une nouvelle doctrine. Zinoviev et Kaménev, qui ne pouvaient renoncer en silence à tout leur passé antiterroriste, pouvaient moins encore envoyer leurs partisans au calvaire sans critique, sans polémiques, sans conflits, sans scissions... et sans dénonciations. Une transformation aussi radicale de l'idéologie, embrassant des centaines et des milliers de révolutionnaires, n'eût pu se faire sans laisser de nombreuses traces matérielles (documents, lettres, etc.). Où sont-elles ? Où est la propagande ? Où sont les publications ? Que reste-t-il des débats et des luttes intestines ? Les matériaux du procès n'y font pas la moindre allusion.

Pour Vychinski comme pour Staline, les accusés n'existent pas en tant que personnes humaines. Les problèmes de leur psychologie politique disparaissent dès lors. Un des accusés ayant tenté d'expliquer que « l'émotion » l'empêcha de tirer — paraît-il — sur Staline, Vychinski répond aussitôt en invoquant de prétendus obstacles matériels :

« Telle est la cause évidente, objective, le reste est psychologie. » — « Psychologie » ! — Quel mépris sans bornes ! Les accusés n'ont pas de psychologie ; en d'autres termes ils n'en peuvent avoir. Leurs aveux ne sont pas commandés par des mobiles humains normaux. La psychologie de la coterie dirigeante se soumet sans partage, par le truchement mécanique de l'Inquisition, la mentalité des accusés. Le procès évoque un tragique guignol. Les accusés sont tirés par des fils ou par des cordes qu'ils ont autour du cou. Pas de place pour la psychologie ! Mais sans psychologie terroriste, l'action terroriste est inconcevable.

Admettons cependant sans réserves l'absurde version de l'accusation. Poussés par la « soif du pouvoir », les chefs capitulaires deviennent des terroristes. Des centaines d'hommes, subjugués à leur tour par la « soif du pouvoir » de Zinoviev et Kaménev, portent docilement leur tête sur le billot. Et c'est... après alliance avec Hitler ! L'œuvre criminelle, invisible, il est vrai, à l'œil nu, acquiert des proportions colossales : organisation d'attentats contre tous les « chefs », sabotage partout, espionnage. Cela ne dure pas un jour ou un mois, mais près de cinq ans ! Tout se passe sous le masque du dévouement au parti ! Impossible de se représenter criminels plus froids, plus cruels, plus endurcis. Et quoi ? A la fin de 1936, ces scélérats se renient tout à coup, faisant piteusement amende honorable, les uns après les autres ! Pas un ne défend ses idées ou ses méthodes de combat. Ils surenchérissent les uns sur les autres pour se noircir mutuellement. L'accusation n'a pas la moindre preuve en dehors de leurs aveux. Les terroristes, les saboteurs et les fascistes d'hier se prosternent devant Staline en lui jurant un brûlant amour. Que sont-ils donc, à la fin des fins, ces accusés fantastiques ? Des criminels ? des psychopathes ? l'un et



l'autre ? Non. Ce sont des clients de Vychinski-Iagoda. Les hommes ont ce visage-là quand ils ont passé par les laboratoires du Guépéou. Les récits que Zinoviev et Kaménev font de leurs crimes contiennent exactement autant de vérité que les affirmations de leur amour pour Staline. Victimes d'un système totalitaire qui ne mérite que la malédiction.

*Pourquoi ils ont avoué des crimes
qu'ils n'avaient pas commis ?*

1^{er} janvier 1937. — Les deux sirènes du pétrolier ont tout à coup retenti cette nuit; le canon d'alarme a tiré deux fois : le *Ruth* saluait la nouvelle année. Personne ne nous a répondu. Au cours de toute la traversée nous n'avons rencontré, je crois, que deux bateaux. Nous suivons, il est vrai, une route inaccoutumée. Mais l'officier de police fasciste qui nous accompagne a reçu de son ministre socialiste, Trygve Lie, un télégramme de félicitations. Il ne lui manque que les félicitations de Iagoda et de Vychinski!

Ma plus simple défense contre les accusations de Moscou devrait être la suivante : « Voilà déjà presque dix ans que, loin de porter la moindre responsabilité pour Kaménev et Zinoviev, je les dénonce comme des traîtres. Ces capitulards, déçus et perdus dans leurs intrigues, en sont-ils réellement arrivés au terrorisme ? Je ne peux pas le savoir. Le certain c'est qu'ils ont voulu acheter leur grâce

en me compromettant. » Cette explication serait entièrement véridique, ne contiendrait pas un mot de mensonge; mais ne donnant que la moitié de la vérité, elle serait fausse. En dépit de ma rupture déjà ancienne avec les accusés, je n'en puis douter un seul instant : les vieux bolchéviks que j'ai connus de si longues années dans le passé (Zinoviev, Kaménev, Smirnov) n'ont ni commis ni pu commettre les crimes qu'ils ont « avoués ». Les profanes trouveront cette affirmation paradoxale ou tout au moins superflue. « Pourquoi, demanderont-ils, compliquer sa propre défense en défendant contre eux-mêmes des ennemis mortels ? N'est-ce pas du don - quichottisme ? » Nullement. Il faut pour mettre un terme à la suite ininterrompue des impostures moscovites démontrer le mécanisme politique et psychologique des « confessions volontaires ».

En 1931, fut joué à Moscou un procès des menchéviks fondé tout entier sur les aveux des accusés. Je connaissais personnellement deux d'entre eux, l'historien Soukhanov et l'économiste Groman; le premier, d'assez près. Bien que l'acte d'accusation semblât par endroits fantaisiste, il ne me fut pas possible d'admettre que de vieux hommes politiques que je considérais, malgré l'irréductible divergence de nos idées, comme honnêtes et sérieux, pussent tant mentir sur eux-mêmes et sur autrui. Sans doute, me disais-je, le Guépéou a-t-il arrangé le dossier, ajouté pas mal de choses, beaucoup inventé, mais il doit y avoir des faits réels au fond. Je me souviens que mon fils, qui habitait alors Berlin, me dit plus tard, au cours d'une entrevue en France : « Le procès des menchéviks paraît être une falsification totale. » — « Mais que penser des dépositions de Soukhanov et de Groman ? — répondis-je, — ce ne sont tout de même ni des arrivistes à vendre, ni des gredins ! » A titre d'explication,

sinon d'excuse, j'ajoute que depuis longtemps je ne suivais plus les publications des menchéviks; que depuis 1927, j'avais vécu hors de tout milieu politique (en Asie centrale et en Turquie); je manquais tout à fait de contacts vivants. L'erreur que je commis dans mon jugement sur le procès des menchéviks ne résultait pas, en tout cas, de ma confiance dans le Guépéou (car je savais depuis 1931 que cette institution dégénérée n'était plus qu'une bande de misérables), mais de la confiance que je portais à certains des accusés. Je sous-estimais les progrès réalisés par la technique de la démoralisation et de la corruption; et je surestimais la capacité de résistance morale de certaines victimes du Guépéou.

Les révélations postérieures et les procès qui suivirent avec leurs confessions rituelles levèrent le voile, au moins pour les hommes capables de pensée, sur les secrets de l'inquisition, bien avant le procès Zinoviev-Kaménev. J'écrivais en mai 1936, dans le *Bulletin de l'Opposition* : « Une longue série de procès politiques a montré avec quel zèle les accusés se chargent de crimes qu'ils n'ont point commis. Ces accusés qui semblent tenir un rôle s'en tirent avec des peines fort légères, souvent fictives. Et c'est précisément contre cette « justice » indulgente qu'ils font des aveux. Pourquoi le pouvoir a-t-il besoin de ces aveux mensongers ? Parfois pour atteindre un tiers manifestement étranger à l'affaire; parfois pour couvrir ses propres crimes, répressions sanglantes que rien ne justifie; enfin, pour créer une atmosphère propice à la dictature bonapartiste... Obtenir d'un inculpé des aveux fantaisistes pour atteindre une autre personne par ricochet, c'est depuis longtemps le système du Guépéou, c'est-à-dire de Staline. » Ces lignes parurent trois mois avant le procès Zinoviev-Kaménev (qui eut lieu en août 1936) où je fus pour

la première fois désigné comme l'organisateur d'un complot terroriste.

Tous les accusés dont les noms me sont connus ont appartenu autrefois à l'opposition, puis, effrayés à l'idée d'une scission ou intimidés par les persécutions, ont tenté de se faire à tout prix réintégrer dans le parti. La coterie dirigeante exigeait d'eux qu'ils proclamassent erroné leur programme. Pas un ne le croyait tel; au contraire, ils étaient tous convaincus que les événements avaient démontré la justesse des vues de l'opposition. Ils signèrent pourtant à la fin de 1927 une déclaration dans laquelle ils s'accusaient faussement de « déviations » et d'« erreurs », péchés graves contre le parti; ils faisaient en même temps l'éloge des nouveaux chefs pour lesquels ils n'avaient pas la moindre estime. Nous avons déjà là en germe les confessions des futurs procès...

La première capitulation ne devait être qu'un commencement. Le régime devenait de plus en plus totalitaire, la lutte contre l'opposition se faisait acharnée, les accusations de plus en plus monstrueuses. La bureaucratie ne pouvait pas admettre de discussions politiques, car il s'agissait de ses privilèges. Pour mettre ses adversaires en prison, les déporter ou les fusiller, il ne lui suffisait plus de les accuser de « déviations » politiques. Il fallait imputer à l'opposition le désir de scinder le parti, de désorganiser l'armée, de renverser le pouvoir des Soviets, de restaurer le capitalisme. Pour donner quelque force à ces accusations devant le peuple, la bureaucratie exhiba sans cesse d'exposants présentés à la fois comme des accusés et des témoins. Les capitulars devenaient peu à peu des faux témoins professionnels contre l'opposition et contre eux-mêmes. Mon nom figurait invariablement dans toutes les abjurations comme celui de « l'ennemi principal » de l'U.R.S.S., c'est-

à-dire de la bureaucratie soviétique; sans cette mention, l'abjuration n'était pas recevable. Il fut d'abord question de mes déviations social-démocrates; puis on parla des conséquences contre-révolutionnaires de ma politique; puis de mon alliance de fait sinon en droit avec la bourgeoisie contre l'U.R.S.S., etc., etc. Le capitulard qui tentait de résister à ces exigences s'entendait répondre : « Ainsi vos précédentes déclarations n'étaient pas sincères; vous êtes donc, en secret, notre ennemi. » Les abjurations successives devenaient un boulet rivé aux pieds du capitulard et ce boulet allait le noyer...¹

A l'approche des difficultés politiques, on arrêtait et déportait les ex-opposants sous des prétextes insignifiants ou fictifs; il s'agissait d'user leurs nerfs, de tuer en eux le sentiment de la dignité, de briser leur volonté. Après chaque peine, on ne pouvait se faire amnistier qu'au prix d'une humiliation accrue. Il fallait publier : « Je reconnais avoir trompé le parti, avoir été malhonnête envers le pouvoir, avoir été en réalité un agent de la bourgeoisie : je romps définitivement avec les contre-révolutionnaires trotskistes... », etc. Pas à pas, se faisait ainsi « l'éducation », s'accomplissait la démoralisation de dizaines de milliers de membres du parti, — et aussi celle du parti tout entier, des accusateurs tout autant que des accusés.

L'assassinat de Kirov porta la décomposition de la conscience du parti au degré le plus grave (décembre 1934). Après plusieurs communiqués officiels contradictoires et mensongers, la bureaucratie dut se contenter d'une demi-mesure, à savoir de l'aveu consenti par Zinoviev et Kaménev, qu'une

1. Voir *La Révolution trahie*, en se rappelant que ce livre fut écrit avant le procès Zinoviev.

« responsabilité morale » leur incombait dans cet acte terroriste. Cet aveu fut obtenu à l'aide du simple argument suivant : « En ne nous aidant pas à imputer à l'opposition tout au moins la responsabilité morale des attentats terroristes, vous révéleriez votre sympathie pour le terrorisme et nous vous traiterions en conséquence. » A chaque nouvelle étape de la capitulation, les victimes se retrouvaient devant la même alternative de renoncer à toutes les abjurations précédentes et d'engager avec la bureaucratie une lutte sans espoir, sans drapeau, sans organisation, sans autorité personnelle, — ou de descendre encore un échelon en s'accusant et en accusant autrui de nouvelles infamies. Telle fut cette progression dans la bassesse ! On pouvait, en déterminant son coefficient approximatif, prévoir à coup sûr les abjurations de l'étape suivante. Je l'ai maintes fois fait dans la presse.

Le Guépéou a bien des ressources complémentaires pour atteindre ses fins. Les révolutionnaires ne faisaient pas tous preuve d'une égale fermeté dans les prisons du tsar ; il y en avait qui se repentaient ; d'autres trahissaient ; des troisièmes sollicitaient des grâces. Les archives d'autrefois ont été étudiées et classées. Les dossiers les plus importants sont conservés au secrétariat de Staline. Il suffirait parfois d'en tirer un papier pour que tel haut fonctionnaire plongeât aux abîmes...

D'autres bureaucrates, — ceux-là se comptent par centaines, — se trouvaient parmi les Blancs au temps de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. La fleur de la diplomatie soviétique d'aujourd'hui est dans ce cas : Troyanovski, Maisky, Khintchouk, Souritz. La fleur du journalisme aussi : Koltsov, Zasslavski et bien d'autres. Le redoutable accusateur Vychinski, bras droit de Staline, est dans ce cas. La jeune génération n'en sait rien, la vieille fait semblant de l'avoir oublié. Il

suffirait d'évoquer à haute voix le passé d'un Troyanovski pour que la réputation du diplomate s'effondrât. Staline peut, dès lors, exiger de Troyanovski toutes les déclarations, tous les témoignages dont il a besoin : les Troyanovski n'ont rien à lui refuser.

L'abjuration d'une personnalité marquante est d'ordinaire précédée des faux témoignages de dizaines de personnes appartenant à son entourage. Le Guépéou commence par arrêter les secrétaires, les sténographes, les dactylos de celui qu'il vise et leur promet la liberté, voire des faveurs contre des dépositions compromettant leur patron de la veille. Dès 1924, le Guépéou réduisit mon secrétaire Glasman au suicide. En 1928, le chef de mon secrétariat, l'ingénieur Boutov, répondit par la grève de la faim aux efforts que l'on faisait pour lui imposer des témoignages mensongers contre moi : il mourut en prison, au cinquantième jour de son jeûne. Deux de mes autres collaborateurs, Sermux et Posnanski, n'ont pas quitté depuis 1929 la prison et la déportation. J'ignore ce qu'ils sont devenus. Tous les secrétaires sont loin d'avoir leur courage. La plupart se sont laissé démoraliser par les capitulations de leurs patrons et par l'atmosphère corruptrice du régime. Pour arracher à un Smirnov, à un Mratchkovski des confessions mensongères, on s'est prévalu des dénonciations — fausses — de leurs collaborateurs proches et éloignés, de leurs anciens amis, de leurs proches. La victime désignée se trouve à la fin tellement empêtrée dans un réseau de faux témoignages que toute résistance lui paraît vaine.

Le Guépéou surveille avec attention la vie privée des hauts fonctionnaires. On arrête souvent les femmes avant de s'en prendre aux maris, futurs accusés. Elles ne figurent généralement pas aux procès, mais elles aident, à l'instruction, les ma-

gistrats instructeurs à briser la résistance de leurs époux. Il arrive souvent qu'un emprisonné entre dans la voie des « aveux » par crainte de révélations intimes qui le compromettraient aux yeux de sa femme et de ses enfants. On retrouve jusque dans les comptes rendus officiels les traces de ces jeux de coulisses !

Le matériel humain le plus abondant est fourni aux amalgames judiciaires par la nombreuse catégorie des mauvais administrateurs, responsables vrais ou faux des échecs économiques, imprudents dans le maniement des fonds de l'Etat. La frontière entre le licite et l'illicite est fort indistincte en U.R.S.S. Outre leur traitement officiel, les administrateurs reçoivent des primes non officielles et à demi légales. En temps normal, on ne songe pas à le leur reprocher. Mais le Guépéou a la possibilité de mettre à toute heure sa victime devant l'alternative de périr sous l'inculpation de dilapidation ou de vol ou de tenter une dernière chance de salut en jouant à l'opposant entraîné par Trotsky dans la voie de la trahison.

Le docteur Ciliga, communiste yougoslave qui passa cinq années dans les prisons de Staline, raconte que des résistants étaient amenés plusieurs fois par jour dans la cour où avaient lieu les exécutions, puis reconduits dans leurs cellules. Le procédé agit. On n'use pas du fer rouge. On n'use probablement pas des médicaments spécifiques. L'action « morale » des promenades de ce genre est suffisante.

Les naïfs demandent : comment Staline n'a-t-il pas peur de voir ses victimes dénoncer le faux à l'audience ? Ce risque est tout à fait insignifiant. La plupart des accusés tremblent non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs proches. Il n'est pas si simple de se décider à un effet d'audience quand on a une femme, un fils, une fille

entre les mains du Guépéou. D'ailleurs, comment dénoncer l'imposture ? Il n'y a pas eu de tortures physiques. Les aveux « passés de plein gré » par chaque accusé ne font que continuer ses abjurations précédentes. Comment faire croire à l'assistance et à l'humanité entière que l'on n'a fait depuis dix ans que se calomnier soi-même ?

Smirnov a tenté de démentir à l'audience les « aveux » qu'il avait consentis à l'instruction. On lui a aussitôt opposé le témoignage de sa femme, ses propres dépositions, les affirmations de tous les autres accusés. Tenons compte aussi de l'hostilité de la salle. Les télégrammes et les relations de journalistes complaisants donnent l'impression d'un « débat public ». En réalité, la salle est bondée d'agents du Guépéou qui se mettent à rire aux instants les plus dramatiques et applaudissent aux sorties les plus grossières du procureur. Les étrangers ? Ce sont des diplomates indifférents, ignorant le russe, ou des journalistes du genre Duranty, venus là avec une opinion toute faite. Un correspondant français nous a montré Zinoviev jetant un regard avide sur l'auditoire et, n'y voyant pas un visage sympathique, baissant la tête avec résignation. Ajoutez que les sténos sont du Guépéou, que le président peut interrompre l'audience à tout moment, que les agents qui forment l'assistance poussent des clameurs. Tout a été prévu. Les rôles sont étudiés. L'accusé qui, à l'instruction, s'est résigné à sa tâche déshonorante ne voit pas de raison de changer d'attitude à l'audience : ce ne serait que pour perdre sa dernière chance de salut.

*
**

Le salut ? Zinoviev et Kaménev, de l'avis de MM. Pritt et Rosenmark, ne pouvaient espérer sau-

ver leur vie en avouant des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Et pourquoi pas ? Les accusés de plusieurs procès précédents avaient obtenu la vie en s'accusant mensongèrement. La plupart de ceux qui suivaient, dans tous les pays du monde, le procès de Moscou espéraient la grâce des condamnés. De même en U.R.S.S. Le *Daily Herald*, organe du parti dont le groupe parlementaire est honoré de la présence de M. Pritt, nous donne sur ce point un témoignage des plus intéressants. Dès le lendemain de l'exécution des Seize, ce journal écrivait : « Les seize fusillés d'aujourd'hui ont compté sur la grâce jusqu'au dernier moment... On pensait généralement que le décret promulgué cinq jours auparavant, et qui leur donnait le droit de signer un recours en grâce, avait pour but de les épargner. » Ainsi, même à Moscou, on espéra jusqu'au dernier moment. Les dirigeants entretenaient et nourrissaient ces espérances. Les assistants relatent que les condamnés accueillirent la sentence de mort avec calme, comme si elle allait de soi; ils comprenaient qu'elle seule pouvait donner du poids à leurs confessions théâtrales. Ils ne comprenaient pas, ils s'évertuaient plutôt à ne pas comprendre que l'exécution seule pouvait donner du poids à la sentence de mort. Kaménev, le plus calme d'entre eux, semble avoir eu des doutes profonds quant à l'issue de tout ce marchandage inégal. Lui aussi dut se demander cent fois : Staline osera-t-il ? Staline osa.

Dans les premiers mois de 1923, Lénine, malade, pensait à engager contre Staline une lutte décisive. Il craignait que je ne fusse enclin à céder et m'avertit le 5 mars : « Staline conclura un compromis véreux et trahira ensuite. » Cette formule définit à merveille la méthodologie politique de Staline, notamment à l'égard des Seize. Le compromis, il le conclut avec eux par le truchement des juges

d'instruction; puis il les trahit — aidé du bourreau...

Les accusés connaissaient ses méthodes. Au début de 1926, quand Zinoviev et Kaménev rompirent publiquement avec Staline, on se demanda, dans l'opposition de gauche, avec lequel des deux groupes on pourrait bloquer. Mratchkovski, un des héros de la guerre civile, dit : « Ni avec l'un ni avec l'autre: Zinoviev prendra la fuite, Staline trahira. » Phrase ailée! Zinoviev devint notre allié et prit bientôt la fuite, en effet. Mratchkovski en fit autant comme beaucoup d'autres. Ces « fuyards » tentèrent de se rallier à Staline qui consentit avec eux à un « compromis véreux » et les trahit ensuite. Les accusés burent jusqu'à la lie la coupe des humiliations. Puis on les abattit.

Rien de compliqué, on le voit, dans cette machination. Elle n'exige qu'un régime totalitaire, c'est-à-dire la suppression de toute liberté de critique; la subordination militaire des accusés, des magistrats instructeurs, des experts, du procureur, des juges à une seule personne; le monolithisme de la presse dont les clameurs terrorisent les accusés et hypnotisent l'opinion publique.

« *La soif du pouvoir* ».

3 janvier. — A en croire Vychinski (août 1936), le « centre unifié » n'avait aucun programme. Il n'était mû que par la « seule soif du pouvoir ». Cette soif, je l'éprouvais bien entendu plus que d'autres. Les stipendiés de l'Internationale Communiste et certains journalistes bourgeois ont maintes fois développé le thème de mon ambition. Ces messieurs ont cherché dans mon impatient désir de m'emparer du gouvernail de l'Etat l'ex-

plication de mon activité — inattendue — de terroriste. L'explication par la « soif du pouvoir » se case assez bien dans la tête étroite du philistin moyen.

Quand, au début de 1926, la « nouvelle opposition » (Zinoviev-Kaménev) engagea des pourparlers avec mes amis et moi, sur une action commune, Kaménev me dit au cours du premier entretien que nous eûmes en tête à tête : « Le bloc n'est réalisable, cela va de soi, que si vous avez l'intention de lutter pour le pouvoir. Nous nous sommes plusieurs fois demandés si vous n'étiez pas fatigué et décidé à vous borner désormais à la critique par l'écrit sans engager cette lutte ? » En ce temps-là, Zinoviev, le grand agitateur, et Kaménev, le « politique avisé », selon le mot de Lénine, étaient encore complètement sous l'emprise de l'illusion qu'il leur serait facile de recouvrer le pouvoir. « Dès que l'on vous verra à la tribune à côté de Zinoviev, — me disait Kaménev, — le parti s'exclamera : le voilà le Comité Central ! Le voilà le gouvernement ! Le tout est de savoir si vous vous disposez à former un gouvernement ? » Sortant de trois années de lutte dans l'opposition (1923-1926), je ne partageais à aucun degré ces espérances optimistes. Notre groupe (« trotskiste ») s'était déjà fait une idée assez achevée du deuxième chapitre de la révolution — Thermidor — et du désaccord croissant entre la bureaucratie et le peuple, de la dégénérescence nationale-conservatrice des dirigeants en passe de devenir des nationaux-conservateurs, de la profonde répercussion des défaites du prolétariat mondial sur les destinées de l'U.R.S.S. La question du pouvoir ne se posait pas à moi isolément, c'est-à-dire en dehors de ces processus essentiels. Le rôle de l'opposition dans les temps à venir devenait nécessairement un rôle préparatoire. Il fallait former de nouveaux

cadres et attendre les événements. C'est ce que je répondis à Kaménev : « Je ne me sens nullement « fatigué », mais je suis d'avis que nous devons nous armer de patience pour un temps assez long, pour toute une période historique. Il n'est pas question aujourd'hui de lutter pour le pouvoir, mais de préparer les instruments idéologiques et l'organisation de la lutte pour le pouvoir en vue d'un nouvel essor de la révolution. Quand surviendra cet essor, je n'en sais rien. » Les lecteurs de mon autobiographie, de mon *Histoire de la Révolution russe*, de ma critique de la Troisième Internationale, de la *Révolution trahie*, n'apprendront rien de ce dialogue avec Kaménev. Je ne le mentionne ici que parce qu'il jette une lumière suffisante sur la bêtise et l'absurdité de l'« intention » que nous prêtent les faux monnayeurs moscovites : faire rétrograder la révolution vers son point de départ d'octobre 1917 — au moyen de quelques coups de revolver !

Dix-huit mois de combats au sein du parti firent justice des illusions de Zinoviev et Kaménev. Mais de cette expérience, ils tirèrent une conclusion diamétralement opposée à la mienne. « S'il n'est pas possible, déclare Kaménev, d'arracher le pouvoir au groupe dirigeant, il ne nous reste qu'à nous soumettre. » Zinoviev arrivait à la même conclusion, après de grandes hésitations. C'est à la veille du XV^e congrès, où fut prononcée l'exclusion de l'opposition — peut-être même pendant ce congrès, en décembre 1927, — que j'eus ma dernière conversation avec Zinoviev et Kaménev. Nous avions tous à fixer notre destinée pour de longues années ou pour le restant de notre vie. A la fin du débat qui se déroula en termes réservés, mais en réalité profondément pathétiques, Zinoviev me dit : « Vladimir Illitch (Lénine) nous a prévenus dans son Testament que le conflit Trotsky-Staline pour-

rait scinder le parti. Songez à la responsabilité que vous assumez ! — Mais notre plate-forme est-elle juste ou non ? — Plus juste que jamais à cette heure ! (Zinoviev et Kaménev allaient dans quelques jours la désavouer publiquement.) — S'il en est ainsi, dis-je, l'âpreté même de la lutte des bureaux contre nous atteste qu'il ne s'agit pas de désaccords momentanés, mais bien de contradictions sociales. Lénine écrivait aussi dans son Testament que si les divergences de vues au sein du parti coïncidaient avec des différends de classes, aucune force ne nous épargnerait la scission, — et la capitulation moins que toute autre chose ! » Je me souviens qu'après un échange de répliques, je revins de nouveau sur le Testament, dans lequel Lénine rappelait qu'en 1917 Zinoviev et Kaménev avaient reculé devant l'insurrection « pour des raisons qui n'étaient point fortuites ». « L'heure est aussi grave aujourd'hui en un certain sens et vous vous préparez à commettre une faute du même genre, la plus grande peut-être de votre vie ! » Cet entretien fut le dernier. Nous ne devions plus échanger une seule lettre, un seul message, ni directement ni indirectement. Je ne cessai pas pendant les dix années suivantes de flétrir la capitulation de Zinoviev et de Kaménev qui, ayant été un coup terrible pour l'opposition, devait avoir pour Zinoviev et Kaménev eux-mêmes des conséquences infiniment plus graves que je ne pouvais le prévoir à la fin de 1927.

Le 26 mai 1928, j'écrivais d'Alma-Ata à mes amis : « Le parti aura encore besoin de nous et grandement. Ne nous énervons pas en nous disant que « tout se fera sans nous », ne nous tourmentons pas et ne tourmentons pas autrui en vain, mais apprenons, attendons, veillons avec vigilance, ne laissons pas la rouille des ressentiments personnels contre les calomniateurs et les canailles re-

couvrir notre politique, — voilà quelle doit être notre attitude. »

Il ne sera pas exagéré de dire que les idées exprimées dans ces lignes constituent le motif essentiel de mon activité. Dès ma jeunesse, j'appris du marxisme le dédain de ce subjectivisme superficiel qui s'évertue à stimuler l'Histoire avec un petit aiguillon. J'ai toujours vu dans la fausse impatience révolutionnaire la source de l'opportunisme et du penchant aux aventures. J'ai écrit des centaines d'articles contre ceux qui « présentent la note à l'Histoire avant l'échéance » (mai 1909). En mars 1931, je citais avec sympathie le mot de feu mon compagnon de lutte Koté Tsintsadzé, mort en déportation : « Malheur à ceux qui ne savent pas attendre ! » Je repousse l'accusation d'impatience comme beaucoup d'autres accusations... Je sais attendre. Que signifie d'ailleurs le mot attendre, en l'occurrence ? Préparer l'avenir. Toute l'activité du révolutionnaire ne se réduit-elle pas à cela ?

Pour le parti du prolétariat, le pouvoir est le moyen de la transformation sociale. Le révolutionnaire qui n'aspirerait pas à mettre au service de son programme l'appareil de contrainte de l'Etat ne serait bon à rien. Sous ce rapport, la lutte pour le pouvoir n'est pas une fin en soi, mais correspond à toute l'action révolutionnaire : éducation et rassemblement des masses laborieuses. La conquête du pouvoir, découlant tout naturellement de cette action et devant à son tour la servir, peut procurer une satisfaction personnelle. Mais il faut une stupidité et une vulgarité tout à fait exceptionnelles pour aspirer au pouvoir pour le pouvoir. N'en sont capables que les hommes qui ne sauraient servir à rien de meilleur.

« *La haine de Staline* ».

4 janvier. — Il me reste à parler de ma prétendue « haine » pour Staline. Il en a beaucoup été question au procès de Moscou, comme de l'un des mobiles de ma politique. Sur les lèvres d'un Vy-chinski, dans les éditoriaux de la *Pravda* ou des organes de l'Internationale Communiste, les digressions sur ma haine de Staline font pendant aux panégyriques du « chef ». Staline est le créateur de la « vie heureuse ». Ses adversaires déchus ne peuvent que l'envier et le « haïr ». Profonde psychanalyse des larbins !

Envers la caste d'avidés parvenus qui opprime le peuple « au nom du socialisme », je n'éprouve qu'hostilité irréductible, haine, si l'on veut. Mais ce sentiment n'a vraiment rien de personnel. J'ai suivi de trop près toutes les phases de la dégénérescence de la révolution et de l'usurpation presque automatique de ses conquêtes, j'ai cherché trop opiniâtrément et minutieusement l'explication de ces phénomènes dans les conditions objectives pour concentrer ma pensée et mon sentiment sur une personne déterminée. Mon poste d'observation ne me permettait pas d'identifier la stature réelle de l'homme avec l'ombre géante qu'elle projetait sur l'écran de la bureaucratie. Je me crois donc en droit de dire que je n'ai jamais placé Staline assez haut en mon for intérieur pour pouvoir le haïr.

A ne point tenir compte d'une rencontre fortuite et sans entretien, à Vienne, en 1911, chez Skobélev, qui devait devenir plus tard ministre du gouvernement provisoire, je ne connus Staline qu'après mon arrivée à Pétrograd, au sortir d'un camp de concentration canadien, en mai 1917. Ce n'était alors pour moi qu'un militant de l'état-

major bolchévique, moins marquant que d'autres. Il n'est pas orateur. Son écriture est terne. Sa polémique grossière et vulgaire. A l'époque des grands meetings, des manifestations imposantes, des luttes, il n'existait guère au sens politique du mot. Aux conférences des leaders bolchéviques, il demeurait dans l'ombre. Sa pensée, lente, ne parvenait pas à suivre les événements. Zinoviev et Kaménev, le jeune Sverdlov, Sokolnikov même prenaient plus de part aux débats que Staline qui passa toute l'année 1917 dans l'expectative. Les historiens qui ont depuis tenté de lui attribuer en 1917 un rôle quasi dirigeant (qu'il aurait rempli par l'organe d'un « comité insurrectionnel » qui n'exista jamais) ne sont que falsificateurs impudents.

Après la prise du pouvoir, Staline acquit quelque assurance, tout en restant au second plan. Je remarquai bientôt que Lénine le poussait. Je pensai, sans m'en préoccuper, que Lénine s'inspirait de considérations pratiques et non d'une sympathie personnelle. Je connus peu à peu ces considérations. Lénine appréciait en Staline la fermeté du caractère, l'opiniâtreté, la ruse même, dans une certaine mesure, comme une qualité indispensable au militant. Il n'attendait de lui ni des idées, ni de l'initiative politique, ni des facultés créatrices. Il m'arriva pendant la guerre civile d'interroger Sérébriakov, membre du Comité Central, délégué avec Staline au Conseil révolutionnaire du front sud, sur le point de savoir si leur présence simultanée à cet endroit était bien utile ? Sérébriakov ne se fût-il pas tiré d'affaire tout seul, afin d'économiser nos forces ? Sérébriakov réfléchit un moment et me répondit : « Non, je ne sais pas me montrer aussi exigeant que Staline, ce n'est pas mon genre. » Lénine appréciait hautement chez Staline cette capacité d'« impérieuse exigence ». Staline se sentit d'autant plus d'assurance que l'ap-

pareil de l'Etat — fait pour « exiger » — s'affermis-
missait. Ajoutons : et d'autant plus que l'Etat
dépouillait l'esprit de 1917.

La coutume officielle actuelle qui met Staline
sur le même plan que Lénine est tout bonnement
inconvenante. A considérer sa personnalité, Staline
ne saurait même être comparé à Mussolini ou Hit-
ler. Quelle que soit l'indigence idéologique du fas-
cisme, les deux chefs victorieux de la réaction,
l'Italien et l'Allemand, ont dû, dès le début, faire
preuve d'initiative, soulever les masses, frayer des
voies nouvelles. On ne saurait rien dire de sembla-
ble de Staline. Il est sorti des bureaux et ne se con-
çoit pas sans eux. Il ne voit les masses qu'à travers
les bureaux. Staline ne commença à s'élever au-
dessus du parti que lorsque l'aggravation des con-
tradictions sociales, sous le régime de la Nep, per-
mit à la bureaucratie de s'élever au-dessus de la
société. Il fut d'abord surpris de sa propre éléva-
tion. Il ne s'avança qu'en hésitant, avec circonspec-
tion, toujours prêt à la retraite. Zinoviev et Kamé-
nev, et aussi, à un moindre degré, Rykov, Boukha-
rine, Tomski le soutenaient et l'encourageaient
pour me faire pièce. Nul d'entre eux ne pensait
alors que Staline leur passerait sur le corps. Au
sein du « triumvirat », Zinoviev se montrait pru-
dent et protecteur à l'égard de Staline; Kaménev
le traitait avec une pointe d'ironie. Je me souviens
que Staline employa une fois au C. C. le mot « ri-
goriste » d'une façon tout à fait impropre (sa lan-
gue est souvent impropre). Kaménev me jeta un
regard malicieux comme s'il eût voulu dire : « Rien
à faire, prenons-le tel qu'il est. » Boukharine était
d'avis que Koba, — Staline porta ce sobriquet dans
l'action clandestine, — « avait du caractère »
(Lénine disait de Boukharine lui-même qu'il était
« plus mou que cire ») et que « nous » avions
besoin d'hommes de cette trempe; s'il est igno-

rant et peu cultivé, « nous » lui viendrons en aide. Cette conception fut à la base du bloc Staline-Boukharine qui se forma après la désagrégation du triumvirat. Les circonstances sociales et d'ordre personnel contribuèrent ainsi à l'élévation de Staline.

En 1923 ou 24, Ivan Nikititch Smirnov, fusillé par la suite avec Zinoviev et Kaménev, m'objectait dans une conversation privée : « Staline, candidat à la dictature ? Mais c'est un homme tout à fait terne et insignifiant. » — « Terne, oui, insignifiant, non », répondis-je. J'eus sur le même sujet, deux ans plus tard, des discussions avec Kaménev qui, malgré l'évidence, affirmait que Staline n'était un chef qu'« à l'échelle d'un arrondissement ». Il y avait dans cette appréciation ironique un élément de vérité, mais rien qu'un élément. Certains aspects de l'intellect tels que la ruse, la perfidie, l'aptitude à exploiter les bas instincts sont extrêmement développés chez Staline et, joints à un caractère fort, lui donnent des armes puissantes. Pas dans toute lutte évidemment. La lutte des masses pour leur émancipation exige d'autres qualités. Mais s'il s'agit de sélectionner des privilégiés, de leur assurer une cohésion fondée sur l'esprit de caste, de réduire les masses à l'impuissance et de les discipliner, les qualités de Staline deviennent en vérité inappréciables et c'est à juste titre qu'elles en ont fait l'homme de Thermidor.

Considéré en bloc, il reste pourtant médiocre. Il n'est capable ni de généralisations ni de prévoyance. Son intelligence manque d'éclat, d'élan et même de capacité logique. Chacune des phrases de ses discours a une fin pratique; jamais le discours dans son entier ne s'élève à la hauteur d'une construction logique. Cette faiblesse fait sa force. Il y a des tâches historiques qui ne peuvent être accomplies que si l'on renonce aux généralisations; il y a

des époques où les généralisations et la prévision excluent le succès immédiat; telles sont les époques de déclin, d'abaissement, de réaction. Helvetius disait que toute époque réclame des grands hommes à sa taille et les invente s'ils font défaut. Marx écrivit, à propos du général Changarnier, aujourd'hui oublié : « Tout à fait dépourvu de grands hommes, le parti de l'ordre devait naturellement attribuer à un seul homme la force qui manquait à sa classe entière et enfler ainsi cet homme jusqu'à en faire un monstre. » Pour en finir avec les citations, on peut appliquer à Staline le mot d'Engels sur Wellington : « Il est grand à sa façon, aussi grand qu'on peut l'être sans cesser d'être une médiocrité. » La grandeur individuelle est en définitive une fonction sociale.

Si Staline avait pu prévoir où le mènerait la lutte contre le « trotskisme », il se fût sans doute arrêté en chemin malgré la perspective de vaincre tous ses adversaires. Mais il ne prévit rien. Les prédictions de ses adversaires qui lui annonçaient qu'il deviendrait l'homme de Thermidor, le fossoyeur du parti et de la révolution lui paraissaient des jeux d'imagination. Il croyait en la force des bureaux, capable de résoudre tous les problèmes. Le manque d'imagination créatrice, l'incapacité de généraliser et de prévoir ont tué en lui le révolutionnaire. Ces traits lui ont permis de couvrir de l'autorité d'un vieux révolutionnaire la montée de la bureaucratie thermidorienne.

Staline a systématiquement démoralisé les bureaux. Ceux-ci l'ont stimulé en retour. Les traits de caractère qui lui ont permis d'organiser les impostures judiciaires et les assassinats légaux les plus abominables de l'Histoire étaient dans sa nature. Mais il a fallu des années de toute-puissance totalitaire pour leur donner cette importance apocalyptique. J'ai parlé de sa ruse et de son man-

que de scrupule. Dès 1921, Lénine nous mettait en garde contre la nomination de Staline au poste de secrétaire général : « Ce cuisinier-là ne nous fera que des plats épicés. » En 1923, dans une conversation intime avec Kaménev et Dzerjinski, Staline leur avouait que son plaisir le plus grand était de choisir sa victime, de préparer sa vengeance, de frapper et puis d'aller se coucher... « Il est mauvais, me disait Krestinski, il a les yeux jaunes. » La bureaucratie même ne l'aima pas, jusqu'au moment où elle eut besoin de lui.

Plus le pouvoir de la bureaucratie devenait absolu, et plus s'accroissaient les traits criminels du caractère de Staline. Kroupskaïa, qui se joignit en 1926, pour peu de temps, à l'opposition, me racontait avec quelle profonde méfiance, quelle âpre hostilité Lénine, dans la dernière période de sa vie, considéra Staline. Ses sentiments ne devaient trouver dans son Testament qu'une expression très atténuée. « Volodia me disait : « Il (Staline) manque d'honnêteté élémentaire, tu comprends, de l'honnêteté la plus ordinaire... » La dernière lettre que dicta Lénine rompait toutes les relations personnelles ou de camaraderie avec Staline. On conçoit ce qu'il fallut d'amertume au malade pour en arriver là ! Le « stalinisme » authentique ne devait pourtant se donner libre cours qu'après la mort de Lénine.

Non, la haine personnelle est un sentiment trop étroit, trop domestique, trop intime pour pouvoir influencer une lutte historique qui dépasse incomparablement tous ses participants. Que Staline mérite le châtement le plus sévère, pour avoir été le fossoyeur de la révolution et l'organisateur de crimes sans nom, cela va de soi. Mais ce châtement n'est pas un but en soi et n'impose pas de méthodes particulières. Il doit être — et sera ! — la conséquence de la victoire de la classe ouvrière

sur la bureaucratie. Je n'entends pas, ce disant, diminuer la responsabilité personnelle de Staline. Au contraire, l'étendue sans exemple de ses crimes est telle que l'idée d'y répondre par un acte terroriste ne viendra à aucun révolutionnaire sérieux. L'effondrement du stalinisme, dû à la victoire révolutionnaire des masses, nous procurera seul une satisfaction à la fois politique et morale. Et cet effondrement est inévitable.

Je dois ajouter, pour en finir avec la « haine » et la « soif du pouvoir », qu'en dépit des grandes épreuves des derniers temps, je suis infiniment loin de la psychologie du « désespoir » que m'attribuent la presse soviétique, les procureurs staliens et les inintelligents « amis de l'U.R.S.S. » à l'étranger. Pas un seul jour, en treize ans, je ne me suis senti ni brisé ni vaincu. Pas un seul jour je n'ai cessé de considérer de haut la calomnie et les calomniateurs. L'école des grands bouleversements historiques m'a formé et appris, je crois, à mesurer les événements à leur rythme intérieur et non à l'aune courte de nos destinées personnelles. Je ne puis éprouver qu'une commisération teintée d'ironie pour les hommes capables de voir la vie en noir parce qu'ils ont perdu leur très précieux portefeuille ministériel. Le mouvement que je sers a passé sous mes yeux par des flux et des reflux suivis de nouveaux flux. Il subit en ce moment un profond recul. Mais les conditions objectives de l'économie et de la politique mondiale impliquent pour lui la possibilité d'un flux prodigieux, qui dépassera de loin tous les précédents. Prévoir clairement cet avenir, s'y préparer à travers toutes les difficultés du présent, contribuer à la formation des nouveaux cadres marxistes, il n'y a rien pour moi au-dessus de cette tâche... Le lecteur excusera ces digressions personnelles nécessitées par l'imposture judiciaire.



5 janvier, dix-septième jour de navigation. — Après la défaite épisodique des ouvriers pétersbourgeois en juillet 1917, le gouvernement Kérenski dénonça Lénine, Trotsky et d'autres bolchéviks (exception faite de Staline parce que personne ne s'intéressait à lui à ce moment) comme les agents de l'état-major allemand. L'accusation reposait sur les dépositions du sous-lieutenant Ermolenko, agent du contre-espionnage russe. La première séance de la fraction bolchévik du Soviet, après les « révélations », fut dominée par un sentiment pénible, de stupeur et presque de cauchemar. Lénine et Zinoviev se cachaient depuis la veille. Kaménev était arrêté. « Rien à faire, disais-je, les ouvriers ont subi une défaite, le parti bolchévik est rejeté dans l'illégalité. Le rapport des forces est modifié du coup. Tout ce qu'il y a de trouble et d'obscur remonte à la surface. Le sous-officier Ermolenko inspire Kérenski qui le dépasse à peine. Nous aurons à subir cette phase imprévue... Mais quand les masses comprendront quel lien existe entre la calomnie et les intérêts de la réaction, elles se tourneront vers nous. » Je ne pouvais pas prévoir que Joseph Staline, membre du Comité central du parti bolchévik, reprendrait au bout de dix-huit ans la calomnie des Ermolenko-Kérenski!

Pas un des accusés vieux-bolchéviks n'a reconnu avoir eu des « intelligences » avec la Gestapo. Ils n'ont cependant pas ménagé les confessions. Kaménev, Zinoviev et d'autres n'ont hésité à suivre jusqu'au bout le Guépéou que par un reste de respect humain doublé de bon sens. Leurs dialogues avec le procureur au sujet de la Gestapo per-

met de se représenter le marchandage qui avait précédé à l'instruction. « Vous voulez salir et anéantir Trotsky ? — devait dire Kaménev, — nous vous aiderons. Nous sommes prêts à le présenter comme l'organisateur d'attentats terroristes. La bourgeoisie s'y retrouve mal et elle n'est pas la seule : bolchévisme, terrorisme, assassinats, soif du pouvoir, soif de vengeance... On y croira... Mais personne ne croira que Trotsky soit lié à Hitler ou que nous le soyons, Kaménev, Zinoviev, Smirnov. En franchissant toutes les bornes de la vraisemblance nous risquons de compromettre l'accusation même de terrorisme qui, vous le savez aussi, n'a pas non plus un fondement de granit. En outre l'« intelligence » avec la Gestapo rappelle par trop les accusations portées contre Lénine et Trotsky en 1917... »

Les arguments que nous prêtons ici à Kaménev, bien que suffisamment convaincants, n'ébranlèrent pas Staline : il fit intervenir la Gestapo. De prime abord, on le croirait aveuglé par le ressentiment ; ce n'est peut-être pas à tort, mais c'est trop unilatéral. Staline n'avait pas le choix, lui non plus. L'accusation de terrorisme ne suffisait pas. La bourgeoisie eût pu se dire simplement : « Les bolchéviks s'exterminent les uns les autres ; attendons la suite. » Pour ce qui est des ouvriers, bon nombre eussent pu faire ce raisonnement : la bureaucratie monopolise les richesses et le pouvoir ; elle étouffe toute parole critique ; Trotsky n'a peut-être pas tort de faire appel au terrorisme. Les jeunes les plus ardents, apprenant que des hommes dont ils connaissent bien les noms se prononcent pour le terrorisme eussent pu s'engager dans cette voie qu'ils ignorent encore. Staline devait envisager les conséquences périlleuses de la partie qu'il engageait. C'est pourquoi les arguments de Kaménev et des autres accusés n'eurent point d'effet sur lui. Il

fallait qu'il noyât ses adversaires dans la boue. Il ne pouvait rien imaginer de plus efficace que la liaison avec la Gestapo. Le terrorisme et l'alliance avec Hitler! L'ouvrier qui le croira sera à jamais immunisé contre le « trotskisme ». La difficulté n'est que de le faire croire...

La matière du procès, même sous la forme travaillée et falsifiée que lui donne le compte rendu officiel (édité en plusieurs langues par le Commissariat de la Justice) constitue une telle accumulation de contradictions, d'anachronismes et de nonsens que le seul résumé systématique du procès-verbal anéantirait toute l'accusation. Ce n'est pas par hasard. Le Guépéou travaille sans contrôle. Il ne craint ni contestations, ni révélations, ni imprévu. La solidarité complète de la presse lui est assurée. Les juges d'instruction comptent bien davantage sur l'intimidation que sur leur propre ingéniosité. Même en tant que faux, le procès est grossier, mal monté, incroyablement bête par moments. On est obligé de constater que le tout-puissant procureur Vychinski, ancien avocat provincial menchévik, lui ajoute un surcroît de bêtise...

Le dessein en demeure plus monstrueux encore que l'exécution. Ainsi le fait que le témoin capital cité contre moi, le seul vieux bolchévik qui m'ait, paraît-il, visité à l'étranger, Goltzman, ait eu le malheur de nommer, comme ayant assisté à l'entrevue, mon fils qui n'alla jamais à Copenhague et de choisir pour lieu de rendez-vous un hôtel Bristol depuis longtemps inexistant, ce fait et d'autres analogues ont en droit une signification décisive. Mais l'homme doué de quelque sens moral et psychologique ne s'arrête pas à ces petits « défauts » d'une grande imposture. La frappe de la fausse pièce peut être plus ou moins réussie. Point n'est besoin de la considérer de près s'il suffit de prendre la pièce en main pour s'apercevoir de sa légèreté

ou de la faire sonner pour entendre le son louche de l' « amalgame ». L'affirmation selon laquelle je me serais allié à la Gestapo pour tuer le fonctionnaire stalinien Kirov est tellement idiote qu'elle fait perdre à l'observateur droit et sensé le désir même d'analyser les détails du faux de Staline.

L'envoi de terroristes en U.R.S.S.

6 janvier. — Entrés la nuit dans le golfe du Mexique. Température de l'eau, 27° C. On étouffe dans la cabine. L'officier de police et le capitaine règlent par T.S.F. les conditions de mon débarquement (sans doute à Tampico et non à Vera-Cruz comme on le pensait il y a quelques jours).

Un des chapitres les plus déshonorants de l'histoire de la diplomatie soviétique se rattache à la préparation des impostures judiciaires : et c'est l'initiative de Litvinov dans la lutte contre les terroristes. Le roi Alexandre de Yougoslavie et M. Barthou furent tués le 9 octobre 1934, à Marseille. L'attentat avait été organisé par des nationalistes croates et bulgares qui ont partie liée avec l'Italie et la Hongrie. Le marxisme répudie les méthodes terroristes, mais il ne s'ensuit pas que les marxistes puissent tendre la main aux polices afin d'exterminer les « terroristes ». Telle fut néanmoins l'attitude de Litvinov à Genève. Tout en citant Marx, on l'entendit lancer cet appel : « Policiers de tous les pays, unissez-vous ! » — Il est impossible, disais-je alors à mes amis, que cette infamie n'ait pas un but précis. Staline n'a pas besoin de la S.D.N. pour se débarrasser de ses ennemis de l'intérieur. Qui est visé dans le discours de Litvinov ? Je ne pouvais pas m'abstenir de répondre que ce discours me visait. Je ne savais pas ce qui se préparait. Mais il m'apparut dès lors que ce serait quelque vaste imposture qui me con-

cernerait ainsi ou autrement, la police internationale, inspirée par Litvinov, devant aider Staline à parvenir jusqu'à moi.

La machination est aujourd'hui évidente. Les tentatives de Litvinov en vue de créer une Sainte-Alliance contre les « terroristes » coïncident avec la préparation du premier amalgame autour de l'affaire Kirov. Litvinov avait reçu ses instructions de Staline *avant* l'assassinat de Kirov, c'est-à-dire dans les chaudes journées où le Guépéou préparait l'attentat de Léninegrad, comptant y impliquer l'opposition. Le dessein se révéla compliqué et rencontra divers obstacles. Nikolaïev tira trop tôt. Le consul de Lettonie n'avait pas réussi à établir un lien entre les terroristes et moi. Le tribunal international contre le terrorisme n'a pas encore été créé. Du grand dessein d'arriver jusqu'à moi par la S.D.N., il ne reste pour le moment que les discours scandaleux d'un diplomate soviétique travaillant à unir contre le « trotskisme » toutes les polices du monde.

La semaine « terroriste » de Copenhague (novembre 1932) se rattache étroitement à l'idée du tribunal international. S'il existe à Moscou un centre terroriste qui agit, inspiré par moi de l'étranger au moyen de messages dont les magistrats ne parviennent pas à se saisir, la possibilité de m'inculper devant le tribunal international demeure problématique. Il fallait absolument me faire envoyer de l'étranger des terroristes en chair et en os. Voilà pourquoi de jeunes inconnus m'auraient visité à Copenhague, un Berman, un Fritz David; et il m'aurait suffi d'un entretien pour les transformer en terroristes et en agents de la Gestapo par la même occasion. Les envoyant en Russie, chargés de tuer le plus grand nombre possible de chefs dans le plus court délai, je les aurais cependant invités à ne pas entrer en relations avec le centre terro-

riste de Moscou... pour des raisons d'illégalité : car la façon la plus sûre de sauvegarder le centre « terroriste » c'était évidemment de le tenir à l'écart des attentats... C'est également afin de préparer contre moi des témoignages susceptibles de servir devant le tribunal de la S.D.N. que vint me voir, toujours à Copenhague, Goltzman qui eut la malchance de rencontrer, dans un hôtel depuis longtemps disparu, mon fils, lequel se trouvait à ce moment à Berlin. Quant à Olberg et aux deux Lourié, Moïse et Nathan, je les aurais jetés dans l'action terroriste sans les voir. En vérité, la semaine de Copenhague n'apporte pas à ceux qui l'ont inventée les lauriers des grands imaginatifs... Mais que pouvaient-ils concevoir d'autre ?



Kaménev affirma avec insistance devant les juges que tant que Trotsky serait à l'étranger, des terroristes continueraient inévitablement à pénétrer en U.R.S.S. « Politique avisé » jusqu'au plus bas de sa déchéance, Kaménev visait ainsi le but principal de Staline : rendre mon existence impossible dans tous les pays capitalistes. Trotsky à l'étranger, — terrorisme en U.R.S.S. ! Kaménev tournait la question des milieux dans lesquels je pourrais recruter des exécutants. Il y a pourtant deux sortes de Russes à l'étranger : des émigrés blancs et des fonctionnaires soviétiques. Après m'avoir expulsé en Turquie, le Guépéou tenta, par l'organe des sections de l'Internationale communiste, d'établir des rapports entre les « trotskistes » étrangers, et plus particulièrement les Tchèques, et l'émigration blanche. Mes premiers articles publiés à l'époque mirent fin à ces intrigues. Tous

les groupements de l'émigration blanche, quels qu'ils soient et si hostiles qu'ils puissent être envers Staline, se sentent infiniment plus près de lui que de moi et ne le cachent point. Quant aux cercles soviétiques de l'étranger, ils sont très restreints et tellement surveillés qu'il ne peut être question d'aucune activité organisée dans leur sein. Il suffit de rappeler que Blumkine fut passé par les armes pour m'avoir visité une seule fois, peu de temps après mon arrivée à Constantinople; ce fut ma seule rencontre avec un citoyen soviétique au cours de mes années d'exil.

Quels sont donc les cinq « terroristes » que j'aurais envoyés à Moscou et qui ne révélèrent leurs intentions qu'à l'audience ? Ce sont tous des intellectuels juifs, originaires non de l'U.R.S.S., mais des pays limitrophes qui ont appartenu jadis à l'Empire (Lithuanie, Lettonie). Leurs familles ont fui devant la révolution bolchévique, mais les jeunes gens, grâce à leur capacité d'adaptation, à leur connaissance des langues et notamment du russe, avaient fini par se caser assez confortablement dans les bureaux de l'Internationale Communiste. Sortis tous de la petite bourgeoisie, sans attaches avec la classe ouvrière, sans expérience révolutionnaire, sans instruction théorique sérieuse, les fonctionnaires de l'I. C., toujours zélés pour appliquer la dernière circulaire, sont devenus pour le mouvement ouvrier un véritable fléau. D'aucuns, échouant dans leur carrière, ont flirté par moments avec l'opposition. Dans mes articles et mes lettres, j'ai maintes fois mis mes amis politiques en garde contre ces personnages-là. Et ce serait précisément à ces commis de l'I. C. que j'aurais, du premier coup et même sans les voir, confié mes desseins terroristes les plus secrets et, par la même occasion, mes intelligences avec la Gestapo. Absurde ? Mais le Guépéou n'a pas trouvé d'autre milieu, à

l'étranger, où j'eusse pu recruter des « terroristes ». Et sans envoi d'émissaires en U.R.S.S., ma participation au complot eût gardé un caractère trop abstrait.

Une absurdité entraîne l'autre : cinq intellectuels juifs se trouvent être des agents de la Gestapo (Olberg, Berman, David, les deux Lourié) ! On sait suffisamment que les intellectuels juifs, dans le monde entier et notamment en Allemagne, se sont souvent tournés vers la Troisième Internationale, non par intérêt pour le marxisme ou le communisme, mais parce qu'ils y cherchaient un appui contre l'antisémitisme. Chose compréhensible. Mais quels mobiles psychologiques ou politiques pouvaient bien amener cinq intellectuels juifs-russes à s'engager dans la voie du terrorisme contre Staline... de concert avec Hitler ? Les accusés eux-mêmes ont pris grand soin d'éluder cette énigme. Vychinski ne s'en est pas soucié. Elle mérite pourtant l'attention. La « soif du pouvoir » me guidait. Admettons-le. Qu'est-ce qui guidait ces cinq inconnus ? Ils donnaient leurs têtes. Pourquoi ? Pour la gloire d'Hitler ?

Les mobiles de Trotsky ne sont d'ailleurs pas aussi clairs qu'il plaît à MM. Rosenmark, Pritt et autres avocats étrangers du procureur soviétique de le penser. Il apparaît que, par haine de Staline, je faisais précisément ce dont Staline avait le plus besoin. Depuis 1927, j'avais non des dizaines mais des centaines de fois écrit que la logique du bonapartisme inciterait Staline à imputer à l'opposition un complot militaire ou un attentat terroriste. Depuis mon arrivée à Constantinople j'avais maintes fois répété et politiquement motivé ces avertissements dans la presse. Sachant que Staline ne pouvait se passer d'attentats contre sa personne « sacrée », je me serais mis à les lui fournir ; j'aurais fait choix d'exécutants occasionnels et mani-

festement douteux; pour allié, je me serais donné Hitler; j'aurais choisi des juifs pour collaborer avec la Gestapo; afin que cette collaboration ne restât pas secrète, — ce qu'à Dieu ne plaise ! — j'en aurais parlé à droite et à gauche. Ma conduite aurait été en un mot exactement telle que l'exige l'imagination moyenne d'un agent provocateur du Guépéou !

AU MEXIQUE

Le 9 janvier, par un chaud matin tropical, notre pétrolier entra dans le port de Tampico. Nous ne savions pas encore ce qui nous attendait. Nos passeports et nos revolvers demeuraient entre les mains du policier fasciste norvégien qui, même dans les eaux mexicaines, maintenait pour nous le régime établi par son gouvernement « socialiste ». Je l'avertis et j'avertis le capitaine que nous ne consentirions à débarquer que si nous étions accueillis par des amis, n'ayant pas la moindre raison de nous fier davantage aux vassaux norvégiens du Guépéou sous les tropiques que sur le parallèle d'Oslo. Mais tout s'arrangea. Peu après que le pétrolier se fut arrêté, une vedette du gouvernement nous amenait les représentants des autorités locales et centrales, des journalistes mexicains et étrangers, des amis sûrs. De ce nombre, Frida Rivera, la femme du grand peintre, retenu par la maladie dans une clinique; Max Shachtman, publiciste marxiste et ami politique qui nous avait rendu visite en Turquie, en France, en Norvège; George Novak, le secrétaire du Comité Trotsky de New-York. Bonne rencontre, après quatre mois d'internement et d'isolement. Le policier norvé-

gien, qui nous restituait nos passeports et nos revolvers, observait, manifestement gêné, la courtoisie dont faisait preuve à notre égard un chef de la police mexicaine. Ce n'est pas sans émoi que nous débarquâmes sur la terre du nouveau monde, chaude en janvier. Les tourelles des puits de pétrole rappelaient Bakou. A l'hôtel, notre ignorance de l'espagnol nous pesa tout de suite. A dix heures du soir, nous quitions Tampico pour la capitale, en wagon spécial, accompagnés par le général Mujica, représentant du ministre des voies et communications. Le contraste entre la Norvège septentrionale et le Mexique tropical ne se faisait pas uniquement sentir dans le climat. Sortis d'une atmosphère d'arbitraire écœurant et de lassante incertitude, nous rencontrions partout l'attention et l'hospitalité. Nos amis de New-York nous informaient avec optimisme sur l'action de leur Comité, la méfiance croissante de l'opinion envers le procès de Moscou, les perspectives de contre-procès. La conclusion unanime était qu'il fallait au plus tôt publier un livre sur les impostures judiciaires de Staline. Un nouveau chapitre de notre vie s'ouvrait sous les auspices les plus favorables... Mais qu'en sera-t-il plus loin ?

Nous observions avec avidité le paysage tropical. Près de Cardenas, entre Tampico et San Luis de Potosi, deux locomotives remorquèrent notre train vers les hauteurs. L'air se rafraîchissait; nous fûmes vite délivrés du sentiment d'oppression qui s'empare des Nordiques dans la chaude humidité du golfe. Nous arrivâmes dans la matinée du 11 à Lecheria où nous pûmes embrasser Diego Rivera, à qui plus qu'à tout autre nous devons notre libération. Plusieurs amis l'accompagnaient : Fritz Bach, communiste suisse d'autrefois, devenu professeur au Mexique; Hidalgo, qui fit la guerre civile sous Zapata; quelques jeunes. A midi, les

autos nous menaient à Coyoacan, faubourg de Mexico, où nous descendions dans la maison bleue de Frida Rivera; au milieu de la cour, un oranger.

Dans un télégramme de remerciements au président Cardenas, envoyé de Tampico, j'avais répété ma ferme intention de m'abstenir de toute intervention dans la politique mexicaine. Je ne doutais pas que les prétendus « amis de l'U.R.S.S. » au Mexique seraient bientôt renforcés par des dirigeants du Guépéou, afin de s'opposer par tous les moyens à la prolongation de mon séjour dans ce pays. D'Europe, nous recevions avertissement sur avertissement. Pouvait-il en être autrement? Staline risquait trop, s'il ne risquait pas tout. Son premier calcul, fondé sur la surprise et la promptitude, ne s'était réalisé qu'à demi. Mon départ pour le Mexique changeait brusquement le rapport des forces au désavantage du Kremlin. J'obtenais la possibilité d'en appeler à l'opinion. Comment finira cette histoire? devaient se demander avec inquiétude ceux qui connaissaient trop bien la fragilité de leurs faux judiciaires.

Un des symptômes de l'inquiétude de Moscou sautait aux yeux : les communistes mexicains me consacraient des numéros entiers de leur hebdomadaire et publiaient même des numéros spéciaux remplis de matériaux, vieux et neufs, provenant toujours des égouts du Guépéou et du Komintern. Mes amis disaient : « N'y faites pas attention, cette feuille est traitée avec le mépris qu'elle mérite. » Je ne songeais d'ailleurs pas à polémiquer avec les valets, quand j'avais à m'en prendre à leurs maîtres. Le secrétaire de la Confédération Syndicale, Lombardo Toledano, avait une attitude tout à fait indigne. Avocat, faisant de la politique en dilettante, étranger au prolétariat et à la révolution, ce monsieur, s'étant rendu à Moscou en 1935, en était revenu « ami » de l'U.R.S.S., désintéressé,

comme il sied. Le rapport de Dimitrov au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, sur la politique des « fronts populaires », document révélant une sorte de torpeur en théorie et en politique, Toledano l'avait égalé au... *Manifeste Communiste*. Depuis mon arrivée au Mexique, ce monsieur me calomnie avec un sans-gêne d'autant plus grand qu'il compte sur l'impunité en raison de l'engagement que j'ai pris de ne point me mêler des affaires du pays. Les menchéviks russes furent de vrais chevaliers en comparaison avec les arrivistes, entichés d'eux-mêmes, de cette sorte! Parmi les journalistes étrangers, le correspondant du *New York Times* à Mexico, M. Kluckhohn, se distingua tout de suite. Sous prétexte d'interviews, il tenta à plusieurs reprises de m'imposer de véritables interrogatoires. Les sources de son zèle étaient faciles à deviner.

J'ai publié que l'action de la section mexicaine de la Quatrième Internationale n'engage aucunement ma responsabilité. J'attribue trop de prix à mon nouvel asile pour me permettre la moindre imprudence. J'avertissais en même temps mes amis du Mexique et des Etats-Unis qu'il fallait nous attendre à une « défense » tout à fait extraordinaire de la part des agents de Staline dans les deux pays. La coterie dirigeante de Moscou luttant pour sa « réputation » internationale et son pouvoir ne s'arrêtera devant rien; à plus forte raison, ne s'arrêtera-t-elle pas devant la dépense de quelques dizaines de millions de dollars pour l'achat des consciences.

J'ignore si Staline a hésité avant de monter un nouveau procès. Je pense qu'il a dû hésiter. Mon arrivée au Mexique ne pouvait cependant pas mettre fin sur-le-champ à ces représentations judiciaires. Il fallait, au plus vite, couvrir mes prochaines révélations par de nouvelles accusations sensationnelles.

L'affaire Radek-Piatakov se préparait depuis le mois d'août. Comme on pouvait le prévoir, la base du complot était, cette fois, à Oslo : il importait en effet de faciliter au gouvernement norvégien mon expulsion. Mais les cadres géographiques du faux, vieillis, furent hâtivement complétés de nouveaux éléments : par Vladimir Romm, j'aurais, voyez-vous, tenté de saisir les secrets du gouvernement de Washington, et par Karl Radek, tenté de fournir du pétrole au Japon en cas de guerre avec les Etats-Unis. C'est uniquement faute de temps que le Guépéou ne réussit pas à m'organiser une rencontre avec un émissaire japonais au parc Chapultepec, à Mexico !

Le 19 janvier (1937), nous reçûmes le premier câblogramme annonçant le prochain procès. J'y répondis le 21 par un article. Le procès s'ouvrit le 23 à Moscou. Ce fut, de même qu'en août, une semaine de cauchemar. Bien qu'après le procès de 1936, le mécanisme de ces affaires eût dû nous apparaître clairement, notre horreur s'accrut plutôt. Les dépêches de Moscou paraissaient délirantes. Il fallait en relire chaque ligne pour nous convaincre que des hommes réels s'agitaient derrière ce délire imprimé. Certains de ces hommes m'étaient bien connus pour n'être pas pires, mais plutôt meilleurs que beaucoup d'autres. L'appareil totalitaire les avait empoisonnés de mensonge avant de les écraser. Ils s'accusaient mensongèrement pour donner aux gouvernants la possibilité d'en accuser mensongèrement d'autres. Staline entendait obliger l'humanité à croire à des crimes impossibles. De nouveau, nous en arrivions à nous demander : se peut-il que les gens soient si bêtes ? Certes, non. Mais les faux de Staline sont tellement monstrueux qu'ils paraissent à leur tour des crimes impossibles. Comment convaincre l'humanité que cette « impossibilité » apparente est la terrible

réalité ? Lutte inégale. D'un côté le Guépéou, les tribunaux, la diplomatie, les agences payées, les journalistes de l'espèce de M. Duranty, les avocats de la sorte de M. Pritt. De l'autre, un « accusé » isolé, tout juste sorti d'une prison socialiste, jeté dans un pays lointain, sans presse à lui, sans ressources. Je ne doutai pourtant pas un instant que les organisateurs tout-puissants de l'amalgame n'allassent au-devant d'une catastrophe. La spirale des faux, portant la marque de Staline, embrassait déjà trop de monde, de faits, de points géographiques, et elle continuait à s'élargir. Tout le monde ne consent pas à être trompé. La Ligue française des Droits de l'Homme, avec son président ingénu, M. Victor Basch, semble, il est vrai, fort disposée à avaler le deuxième ou le dixième procès de Moscou avec autant de gentillesse qu'elle en a mis à avaler le premier. Mais les faits sont plus éloquents que les efforts émouvants de certains défenseurs douteux du « droit ». Les faits se fraient un chemin.

Pendant les procès, la Thémis moscovite s'est mis un bandeau sur les yeux et bouché les oreilles. Je ne comptais pas, bien entendu, sur l'effet immédiat de mes révélations, disposant de moyens techniques par trop insuffisants. Mon but était de donner, dans le domaine des faits, un point d'appui à la pensée des plus perspicaces et d'éveiller l'esprit critique ou tout au moins le doute chez les autres. La vérité, ayant conquis la conscience des meilleurs, élargira peu à peu son champ d'action. A la fin, la spirale de la vérité se trouvera plus large que celle du faux. Tout ce qui s'est passé depuis le cauchemar de janvier 1937 n'a fait que me confirmer dans cette attente optimiste.

A LA VEILLE DU DEUXIÈME PROCÈS

21 janvier. — Coyoacan. Le 19 janvier, l'agence Tass a annoncé pour le 23, le début d'un nouveau procès de « trotskistes » (Radek, Piatakov et d'autres...). On savait depuis longtemps qu'il se préparait, mais on se demandait si le gouvernement soviétique se déciderait à le monter, après l'impression extrêmement défavorable produite par le procès Zinoviev. Ce gouvernement répète la manœuvre dont il usa à l'occasion du procès des Seize : en quatre jours, les organisations ouvrières internationales n'auront pas le temps d'intervenir, les témoins gênants, qui se trouvent à l'étranger, ne pourront pas se faire connaître, les étrangers indésirables ne pourront pas même tenter de se rendre à Moscou. Quant aux « amis » éprouvés et rétribués, ils ont été invités à temps, de manière à louer par la suite la justice de Staline-Vychinski. Au moment où ces lignes paraîtront dans la presse, le procès sera fini, les sentences auront peut-être été exécutées. Le dessein des régisseurs est tout à fait clair : surprendre l'opinion et lui faire violence. Il n'en est que plus important de faire la lumière sur la funeste machination, ses fins et ses méthodes, avant qu'elle ait commencé. On voudra bien retenir qu'au moment où j'écris ceci, l'acte d'accusation n'a pas encore été publié et l'on n'a même pas donné aux journaux la liste complète des accusés.

Le procès des Seize eut lieu dans la seconde quinzaine d'août 1936. A la fin de novembre se déroula tout à coup, au fond de la Sibérie, un deuxième procès de « trotskistes », complétant celui de Zinoviev-Kaménev et préparant celui de Radek-

Piatakov. Le point le plus faible du procès des Seize (qui n'en eut pas de forts, exception faite du mauser des bourreaux), c'était l'accusation monstrueuse de liaison avec la Gestapo. Extrêmement grave, elle ne reposait que sur les dires d'inconnus aussi douteux que les Olberg et les David, dires qui ne reposaient à leur tour sur rien. Un deuxième procès devenait nécessaire pour confirmer le premier. Mais avant de se décider à une grande représentation à Moscou, on fit une répétition en province. Cette fois, elle eut lieu à Novosibirsk, à bonne distance de l'Europe, des journalistes étrangers, des regards importuns en général. Le procès de Novosibirsk fut remarquable en ce qu'on y vit paraître sur la scène un ingénieur allemand, agent faux ou vrai de la Gestapo; puis on établit à l'aide des « confessions » rituelles sa liaison avec des « trotskistes » sibériens, faux ou vrais, qui m'étaient en tout cas parfaitement inconnus. Le chef principal de l'accusation n'était pas, cette fois, le terrorisme, mais le « sabotage de l'industrie ».

Quels sont ces ingénieurs et ces techniciens allemands, arrêtés dans tous les coins du pays et visiblement destinés à incarner la liaison des trotskistes et de la Gestapo? Je ne puis que formuler ici une hypothèse. Les Allemands qui, étant donnés les rapports actuels de l'Allemagne et de l'U.R.S.S., se décident à demeurer au service du gouvernement soviétique, peuvent être à priori divisés en deux groupes : agents de la Gestapo, agents du Guépéou. Un certain nombre de détenus appartiennent à la fois, probablement, aux deux groupes : des agents de la Gestapo se font passer pour communistes et pénètrent dans le Guépéou; des communistes, instruits par le Guépéou, se font passer pour fascistes afin de connaître les secrets de la Gestapo. Tous ces agents suivent un étroit sentier entre deux

abîmes. Peut-on s'imaginer personnages plus appropriés à tous les amalgames, à toutes les impostures judiciaires ?

Il est beaucoup plus difficile de comprendre, à première vue, l'affaire Piatakov-Radek-Sérébriakov. Au cours des huit-neuf dernières années, ces hommes, les deux premiers surtout, ont servi de leur mieux la bureaucratie, traqué l'opposition, chanté le los des chefs, été à la fois les serviteurs et les ornements du régime. Pourquoi Staline a-t-il eu besoin de leurs têtes ?

Fils d'un gros raffineur de sucre ukrainien, Piatakov a reçu une solide instruction, musicale notamment; il connaît plusieurs langues, il s'est appliqué à l'économie politique et est devenu un spécialiste des questions bancaires. Par rapport à Zinoviev et Kaménev, il appartient à la jeune génération, n'ayant aujourd'hui que 46 ans. Dans l'opposition, ou plutôt dans les diverses oppositions, il a occupé une place marquante. Pendant la guerre mondiale, il a combattu Lénine avec Boukharine, qui était alors à l'extrême-gauche, surtout sur le « droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes ». Lors de la paix de Brest-Litovsk, Piatakov, Boukharine, Radek, Iaroslavski, feu Kouybihev, appartinrent à la fraction des « communistes de gauche ». Pendant la première phase de la guerre civile, Piatakov fut, en Ukraine, un adversaire résolu de ma politique militaire. A partir de 1923, il se joignit aux « trotskistes » et fut de notre noyau dirigeant. Il est l'un des six militants nommés par Lénine dans son Testament (Trotsky, Staline, Zinoviev, Kaménev, Boukharine, Piatakov). Notant ses grandes capacités, Lénine ajoute que l'on ne peut le tenir pour sûr en politique, car, de même que Boukharine, il a une intelligence formaliste, dénuée de souplesse dialectique. A la différence de Boukharine, ses qualités d'administrateur

sont exceptionnelles et il a eu l'occasion de les manifester sous le régime soviétique. Vers 1925, Piatakov se trouva fatigué de l'opposition et plus généralement de la politique. Son travail d'administrateur lui donnait des satisfactions suffisantes. Par inertie et relations personnelles, il resta « trotskiste » jusqu'à la fin de 1927, mais, dès la première vague de répression, rompit décidément avec ce passé, déposa ses armes d'opposant et obtint tout de suite droit de cité dans la bureaucratie. Tandis que Zinoviev et Kaménev, en dépit de leurs abjurations, demeuraient à l'arrière-plan, Piatakov fut admis au Comité Central et reçut le portefeuille de sous-secrétaire d'Etat à l'industrie lourde. Par son instruction, ses aptitudes, sa pensée systématique, l'envergure de ses conceptions d'organisateur, il dépasse de loin le chef officiel de l'industrie lourde, Ordjonikidzé, qui use davantage de l'autorité et dont l'autorité est davantage celle du Bureau politique, de la contrainte, de l'engueulade, du commandement... Et voici qu'en 1936, l'homme qui a pendant près de douze ans dirigé l'industrie, se révèle n'être en réalité qu'un « terroriste », un saboteur et un agent de la Gestapo. Qu'est-ce à dire ?

Radek — il a 54 ans aujourd'hui — n'est qu'un journaliste. Il a toutes les brillantes qualités de cette sorte d'hommes, et aussi tous ses défauts. Son instruction est plutôt celle d'un grand lecteur. La connaissance du mouvement ouvrier polonais, la participation, pendant de longues années, au mouvement social-démocrate allemand, la lecture attentive de la presse internationale, principalement anglaise et américaine, ont élargi ses horizons, conféré une grande mobilité à sa pensée, armée d'un nombre infini d'exemples, de comparaisons et, en fin de compte, d'anecdotes. Mais ce que Lassalle appelait « la force physique de l'in-

tellect » lui fait défaut. Dans les divers groupements politiques, Radek fut plutôt un hôte qu'un véritable militant. Sa pensée est trop impulsive et mobile pour une action systématique. Ses articles apprennent beaucoup, ses paradoxes peuvent présenter une question sous un jour imprévu, mais il ne fut jamais une personnalité politique. La rumeur qui lui prête à certaines époques une influence décisive au commissariat des Affaires étrangères est dénuée de fondement. Le Bureau politique appréciait le talent de Radek, mais ne prit jamais Radek trop au sérieux.

A partir de 1923, Radek hésita entre l'opposition de gauche en Russie et celle de droite du communisme allemand (Brandler, Talheimer). Au moment de la rupture entre Zinoviev et Staline, il tenta d'amener l'opposition de gauche à faire bloc avec Staline. Il appartint ensuite pendant deux ou trois ans à l'opposition de gauche (« trotskiste ») et avec elle au bloc d'opposition (Trotsky-Zinoviev). Mais ici même il ne cessa pas d'évoluer tantôt vers la droite, tantôt vers la gauche. En 1929, il capitule, et ce n'est certes pas avec arrière-pensée, — c'est avec dévouement, définitivement, non sans brûler tous ses vaisseaux pour devenir le publiciste le plus renommé de la bureaucratie. Pas d'accusation qu'il ne jette à l'opposition, pas d'éloge qu'il ne décerne à Staline. Pourquoi donc est-il, lui aussi, sur le banc des accusés ?

Deux des autres accusés, non moins importants, appartiennent à la même génération que Piatakov. Sérébriakov est l'un des plus remarquables des ouvriers bolchéviks, du nombre assez restreint des bâtisseurs du parti dans les années difficiles de l'entre deux révolutions (1905-1917). Du temps de Lénine, il appartint au Comité Central, dont il fut même, à une certaine époque, le secrétaire. Son tact et sa finesse lui permirent de jouer un rôle

important dans la liquidation de bien des conflits au sein du parti. Tranquille, d'humeur égale, dépourvu d'ambition, Sérébriakov avait parmi les camarades de larges sympathies. Jusqu'à la fin de 1927, il fut un des dirigeants de l'opposition de gauche, à côté de Smirnov I. N., le fusillé du procès des Seize. Il facilita incontestablement au plus haut point notre rapprochement avec le groupe Zinoviev (« l'opposition de 1926 ») et contribua à aplanir les frottements au sein du bloc ainsi constitué. La pression thermidorienne devait le briser comme beaucoup d'autres. Ayant renoncé à toute activité politique, Sérébriakov capitula devant la coterie dirigeante, d'une façon, il est vrai, plus digne que celle de certains, mais non moins décidée. De déportation, il rentra à Moscou, fut envoyé en mission aux Etats-Unis et s'acquitta paisiblement de ses tâches de haut fonctionnaire des chemins de fer. Comme nombre de capitulards, il avait à demi oublié son passé d'opposant. Mais sur l'ordre du Guépéou, des accusés du procès des Seize déclarèrent qu'il était en relations avec un « terrorisme » auquel ils étaient eux-mêmes complètement étrangers...

Sokolnikov, le quatrième des accusés, rentra de Suisse en Russie en avril 1917, dans le prétendu wagon plombé, et fut tout de suite un des militants en vue du parti bolchévik. Pendant les mois décisifs de l'année révolutionnaire, Sokolnikov rédige avec Staline l'organe central du parti. Et tandis que Staline, contrairement à la légende fabriquée depuis, adopte à tous les moments critiques une attitude d'expectative ou d'hésitation, fortement marquée dans les procès-verbaux du C. C. publiés depuis, Sokolnikov poursuit énergiquement la politique que l'on appelait alors celle de « Lénine et Trotsky ». Pendant la guerre civile, il remplit les plus hautes fonctions et commande un moment la

8^e armée, au front sud. Pendant la Nep, commissaire du peuple aux finances, il crée un tchervonietz assez stable; plus tard, il représente l'U.R.S.S. à Londres. Très doué, pourvu d'une solide instruction, voyant les choses à l'échelle internationale, Sokolnikov est pourtant, ainsi que Radek, sujet à de grandes hésitations. Sur les questions économiques les plus importantes, ses sympathies allaient à la droite du parti. Jamais il n'entra dans le bloc d'opposition formé en 1926-1927. Il proclama son adhésion à la politique officielle au XV^e Congrès qui prononça l'exclusion de l'opposition de gauche (fin 1927). Aussitôt réélu au C. C. De même que les capitulars en général, il ne devait plus jouer de rôle politique. Mais à la différence de Zinoviev et de Kaménev, personnalités trop éminentes, que Staline redoutait jusque dans l'humiliation, Sokolnikov, comme Radek et Piatakov, fut promptement assimilé par la bureaucratie, en qualité de haut fonctionnaire soviétique. N'est-il pas stupéfiant de le voir accuser des pires crimes contre l'Etat, après dix années de paisible travail ?¹

En août, les seize accusés, surenchérissant sur le procureur et entre eux, exigeaient la peine capitale. Terroristes dangereux la veille, ils n'étaient plus que des flagellants et recherchaient la couronne du martyr. Piatakov et Radek publièrent à ce moment dans la *Pravda* des articles forcenés réclamant pour chacun des accusés plusieurs

1. Les derniers télégrammes mentionnent parmi les accusés, Mouralov, l'un des héros de la Révolution de 1905, bâtisseur de l'Armée rouge, puis suppléant du commissaire du peuple à l'agriculture; Bogouslavski, ancien président du soviet de Voronège, puis président du « Conseil restreint des Commissaires du peuple », qui est à Moscou la commission la plus importante du gouvernement; Drobnis, président du soviet de Poltava, fusillé autrefois par les Blancs, mais à la hâte, et qui en réchappa, blessé. Le pouvoir des soviets n'a tenu en 1918-21 que grâce aux hommes de cette trempe (Note du trad. : Tous ces hommes ont été fusillés.).

morts. Au moment où ces lignes-ci paraîtront dans la presse, l'agence Tass aura publié, sans doute, que Radek et Piatakov, confessant leurs propres crimes fantaisistes, exigent à leur tour la peine de mort...

Pour donner à ses procès d'inquisition tout au moins une apparence convaincante, Staline doit y faire figurer des vieux bolchéviks connus et faisant autorité. « Il est impossible que ces révolutionnaires trempés se calomnient si monstrueusement eux-mêmes », se dira le niais moyen. « Il est d'autre part impossible que Staline fusille ses camarades s'ils n'ont commis aucun crime ». C'est sur l'incompétence, la candeur et la crédulité de l'homme moyen que s'édifient les calculs du principal organisateur des procès de Moscou, ce César Borgia de notre temps.

Au procès des Seize, Staline a jeté ses atouts les plus forts, Zinoviev et Kaménev. Dans sa médiocrité, sous-jacente à sa ruse primitive, il comptait fermement que les aveux de Zinoviev et Kaménev, sanctionnés par des exécutions, convaincraient l'univers. Il n'en fut pas ainsi. On ne fut pas convaincu. Les plus perspicaces demeurèrent incrédules. Leur incrédulité, confirmée par la critique, s'étend à des milieux de plus en plus larges. Les dirigeants soviétiques ne sauraient en aucun cas l'admettre : leur réputation nationale et internationale s'élève ou tombe avec la cote des procès de Moscou.

Dès le 15 septembre de l'an dernier, deux semaines après mon internement en Norvège, j'écrivais dans un message à la presse : « Le procès de Moscou, vu dans le miroir de l'opinion mondiale, est un redoutable fiasco... La coterie dirigeante ne s'y résignera pas. De même qu'après l'effondrement du premier procès Kirov (janvier 1935), elle dut en préparer un second (août 1936), elle ne man-

quera pas de découvrir maintenant, pour soutenir les accusations qu'elle formule contre moi, de nouveaux attentats, de nouveaux complots, etc. » Le gouvernement norvégien confisqua ma déclaration, mais les événements la confirmèrent. Il fallait un deuxième procès pour sanctionner le premier, combler les lacunes, en masquer les contradictions, déjà révélées par la critique.

Radek, Piatakov, Sérébriakov, Sokolnikov sont, si nous réservons Rakovski, que l'on ne touche *pas encore*,¹ les capitulards survivants les plus marquants. Staline a visiblement décidé de les sacrifier pour combler les lacunes de son premier procès. Pas seulement à cette fin, d'ailleurs. Il ne s'agissait, au procès des Seize, que de terrorisme, et des années de terrorisme se réduisaient en fait à l'assassinat de Kirov, personnage politique de second plan, par l'inconnu Nikolaïev (avec le concours immédiat du Guépéou, comme je le démontrerai dès 1934). Ce crime, plus de 200 exécutions, avec ou sans procès, l'avaient déjà payé ! On ne pouvait tout de même pas se servir indéfiniment du cadavre de Kirov pour exterminer toute l'opposition, d'autant plus que les opposants authentiques, ceux qui n'ont point capitulé, n'ont pas quitté depuis 1928 les prisons et la déportation. Le nouveau procès nécessite donc de nouvelles accusations : sabotage économique, espionnage, tentative de restauration du capitalisme, tentatives « d'extermination en masse des ouvriers » ! Sous ces rubriques on peut mettre tout ce que l'on veut. Si Piatakov, qui, pendant deux périodes quinquennales, dirigea en fait l'industrialisation, se révèle le grand organisateur du sabotage, que dire des simples mortels ? La bureaucratie va tenter, che-

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, Rakovski a disparu dans les prisons. (N. d. T.).

min faisant, d'imputer ses échecs économiques, ses faux calculs, ses dilapidations, ses abus aux... trotskistes dont le rôle, en U.R.S.S., est exactement celui qu'on attribue aux communistes en Allemagne. On imagine quelles infamies, quelles insinuations et quelles accusations vont m'être adressées !

Le nouveau procès semble devoir résoudre encore un problème. Le « terrorisme trotskiste » débute, d'après le procès des Seize, en 1932, ce qui rend inaccessibles au bourreau les trotskistes emprisonnés depuis 1928. Je suis porté à croire que l'on obligera les accusés de l'affaire en cours à confesser des crimes ou des desseins criminels se rapportant au temps où ils n'avaient pas encore abjuré. En ce cas, des centaines de vieux opposants tomberont automatiquement sous les revolvers.

Mais peut-on admettre que Radek, Piatakov, Sokolnikov, Sérébriakov — et d'autres — entrent dans la voie des aveux après la tragique expérience des Seize ? Zinoviev et Kaménev avaient l'espoir du salut. On les a trompés. On leur a payé de la mort physique des aveux qui signifiaient leur fin morale. Radek et ses coaccusés n'ont-ils pas compris cette leçon ? Nous le saurons ces jours prochains. Il serait erroné pourtant de croire que ces nouvelles victimes ont à choisir. Depuis plusieurs mois d'inquisition, ces hommes voient lentement, inexorablement la mort descendre sur eux. Ceux qui refusent de confesser ce qu'on leur dicte sont fusillés sans jugement. A Radek, à Piatakov, aux autres, on laisse l'ombre d'une chance. — Mais vous avez fusillé Zinoviev et Kaménev ? — Oui, nous les avons fusillés, parce que c'était nécessaire, parce qu'ils étaient des ennemis dissimulés, parce qu'ils ont refusé d'avouer leurs rapports avec la Gestapo, parce que..., etc. Nous n'avons pas besoin de vous fusiller, par contre. Vous devez nous aider

à liquider à jamais l'opposition et à compromettre Trotsky. Ce service vous vaudra la vie. Nous vous donnerons même du travail dans quelque temps... etc. — Certes, après ce qui s'est passé, ni Radek ni Piatakov ne peuvent accorder grande créance à de semblables promesses. Ils restent pris entre une mort inévitable et certaine et... une mort masquée de quelques lueurs d'espoir. En pareil cas les hommes, surtout les hommes traqués, torturés, humiliés, épuisés, penchent vers la lueur d'espoir...

DISCOURS AU MEETING DE L'HIPPODROME A NEW-YORK

Je devais, le 9 février 1937, prendre la parole, par téléphone, à un meeting de New-York, consacré aux procès de Moscou. Mes amis me prévirent qu'il fallait nous attendre au sabotage de la part des « amis » de Moscou qui, s'ils n'ont pas la sympathie des masses, ont par contre réussi à s'installer dans certains services administratifs et techniques. Ce qui arriva. Des forces mystérieuses s'interposèrent entre mes sept mille auditeurs new-yorkais et moi. Les explications confuses qui me furent données par les techniciens intéressés ont été parfaitement réfutées par des spécialistes sérieux. L'explication véritable tient en peu de lettres : Guépéou. Prévoyant le sabotage, j'avais envoyé d'avance le texte de mon discours aux organisateurs de la réunion. Lu devant un auditoire attentif, ce texte ne devait pas demeurer inopérant. Le meeting de l'Hippodrome de New-York fut pour beaucoup dans la constitution de la Commission d'enquête.

**

« Chers auditeurs, camarades et amis ! »

« Ma première parole doit être pour vous prier d'excuser ma déplorable prononciation anglaise. Ma seconde parole, pour remercier le comité qui me donne la possibilité de vous parler des procès de Moscou. Je ne sortirai pas un instant de mon sujet, trop vaste par lui-même. Je n'en appellerai ni aux passions ni aux nerfs, mais à la seule raison, ne doutant pas que la raison soit du côté de la vérité.

« Le procès Zinoviev-Kaménev a suscité un mouvement d'effroi, de désarroi, d'indignation ou tout au moins de stupeur. Le procès Radek-Piatakov n'a fait qu'accroître ces sentiments. Voilà l'incontestable. Douter de la justice, en l'occurrence, c'est soupçonner l'imposture. Conçoit-on soupçon plus accablant à l'égard d'un gouvernement qui se place sous l'égide du socialisme ? Le gouvernement soviétique ne devrait-il pas chercher à dissiper ces soupçons ? Le devoir des vrais amis de l'U.R.S.S. ne devrait-il pas être de dire fermement aux gouvernants de Moscou de dissiper à tout prix la méfiance que la justice de Moscou inspire à l'Occident ?

« Répondre : « Nous avons notre justice et le reste ne nous intéresse pas », ce n'est pas éclairer les masses dans un esprit socialiste, c'est faire une politique de prestige à base de bluff à la manière d'Hitler ou de Mussolini.

« Les « amis de l'U.R.S.S. », convaincus du bien-fondé des procédures judiciaires de Moscou (et combien sont-ils, ceux-là ? On déplore de ne pouvoir recenser les consciences !), même ces inébranlables « amis » de la bureaucratie doivent exiger avec nous la formation d'une commission d'en-

quête faisant autorité. Les gouvernants de Moscou devraient offrir à une commission de ce genre toutes les preuves dont ils disposent. Elles ne sauraient évidemment faire défaut puisque les procès Kirov ont entraîné l'exécution de 49 personnes, — sans compter quelque cent cinquante autres fusillés sans jugement.

« Rappelons que deux avocats, M. Pritt, de Londres, et M. Rosenmark, de Paris, se sont portés garants devant l'opinion internationale du bien-fondé des verdicts de Moscou. Ceci, pour ne point compter comme un garant le journaliste Duranty. Mais qui répondra de ces répondants ? Les deux avocats remercient le gouvernement soviétique d'avoir mis à leur disposition tous les éclaircissements nécessaires. Ajoutons que M. Pritt, « conseiller de S. M. britannique », fut invité à Moscou en temps opportun, alors que la date d'ouverture du procès était tenue rigoureusement secrète. Le gouvernement soviétique n'a donc pas tenu pour indigne de sa part de recourir par un biais au concours d'avocats et de journalistes étrangers ne méritant aucune confiance particulière. Mais quand l'Internationale Socialiste et l'Internationale Syndicale proposèrent d'envoyer des avocats à Moscou, la presse soviétique les accusa — ni plus ni moins ! — de défendre des assassins et la Gestapo. Vous savez probablement que je ne suis pas un partisan de ces Internationales. Mais n'est-il pas évident que leur autorité morale est infiniment supérieure à celle d'avocats souples d'échine ? Ne sommes-nous pas en droit de constater que le gouvernement de Moscou consent à négliger son prestige en présence d'experts et de sommités dont l'approbation lui est acquise d'avance ? Il est prêt à faire de M. Pritt, « conseiller de S. M. », un conseiller du Guépéou. Il répond par de basses injures à toute tentative de contre-épreuve impliquant quel-

que garantie d'objectivité et d'impartialité. Le fait n'est pas contestable et il est accablant !

« Cette conclusion n'est-elle pas fausse ? Rien de plus facile que de la démentir : que le gouvernement de Moscou mette donc à la disposition d'une commission d'enquête internationale des données sérieuses, concrètes, précises sur tous les points obscurs des procès Kirov. Il n'y a rien dans ces procès, hélas ! en dehors de ces points obscurs... C'est justement pourquoi Moscou fait l'impossible pour me faire taire, moi qui suis le principal accusé. Sous la redoutable pression économique de Moscou, le gouvernement norvégien m'avait interné, prenant prétexte d'un article sur la France que j'avais publié dans la revue américaine *The Nation* ! Qui le croira ? Quel bonheur que la généreuse hospitalité du Mexique, accordée sur l'initiative de son président, le général Cardenas, nous ait permis, à ma femme et à moi, d'affronter le deuxième procès en liberté ! De nouveau pourtant, tous les leviers sont mis en mouvement pour m'obliger à me taire. Pourquoi craint-on tellement à Moscou la voix d'un seul ? Parce que je sais la vérité, toute la vérité. Parce que je n'ai rien à cacher. Parce que je suis prêt à comparaître devant une commission d'enquête impartiale et publique, avec des documents et des faits, pour lui découvrir toute la vérité. Et je déclare : Si cette commission me trouve coupable d'une faible partie des crimes que m'impute Staline, je prends à l'avance l'engagement de me livrer aux bourreaux du Guépéou. C'est clair, je l'espère. Vous l'avez tous entendu. Je le déclare à la face du monde. Je demande à la presse de porter ces paroles dans les coins les plus reculés de la planète. Mais si la commission établit — vous m'entendez bien ? — que les procès de Moscou sont des impostures conscientes et préméditées, bâties sur les nerfs et

les ossements humains, je ne demanderai pas à mes accusateurs de s'offrir volontairement aux balles. La honte éternelle dans la mémoire des générations leur suffira ! Les procureurs du Kremlin m'entendent-ils ? Je leur jette mon défi au visage. J'attends leur réponse !

« Et je réponds incidemment aux sceptiques superficiels qui vont interrogeant : « Pourquoi devrions-nous croire Trotsky plus que Staline ? » Se livrer ici à des conjectures psychologiques serait absurde. La confiance personnelle n'est pas en question. Parlons de contre-épreuve ! Je propose la contre-épreuve ! J'exige la contre-épreuve !



« Le procès Zinoviev-Kaménev fut centré sur le « terrorisme ». Celui de Piatakov-Radek mit au premier plan, non le terrorisme, mais les intelligences des trotskistes avec l'Allemagne et le Japon pour la préparation de la guerre, le démembrement de l'U.R.S.S., le sabotage de l'industrie, l'extermination des ouvriers... Comment expliquer cette discordance frappante ? On nous avait dit, après l'exécution des Seize, que les confessions de Zinoviev, de Kaménev et des autres fusillés, étaient sincères et correspondaient aux faits. Zinoviev et Kaménev avaient du reste requis contre eux-mêmes la peine de mort ! Pourquoi n'ont-ils rien dit du principal : de l'alliance des trotskistes avec le Japon et l'Allemagne et du plan de démembrement de l'U.R.S.S. ? Pouvaient-ils omettre de semblables « détails » ? Pouvaient-ils, eux qui étaient les leaders du prétendu « centre », ignorer ce que savaient les accusés du deuxième procès, figures de second plan ? Cette énigme est simple : le nouvel amalgame fut conçu après l'exécution des Seize,

au cours des cinq derniers mois, en réponse aux échos défavorables de la presse étrangère. Le point le plus faible du procès des Seize était dans l'accusation formulée à l'adresse des vieux bolchéviks, d'avoir eu des intelligences avec la Gestapo. Ni Zinoviev ni Kaménev ni Smirnov, aucun des accusés ayant un nom politique, n'admit cette liaison: ils s'arrêtèrent tous à cette extrême limite de l'abaissement! Je serais donc entré en rapports avec la Gestapo, par l'intermédiaire d'inconnus louches comme Olberg, Berman, Fritz David, à des fins aussi capitales que l'obtention d'un passeport du Honduras pour Olberg! Le tout paraissait trop bête. Personne n'y pouvait croire. Tout le procès était compromis. Il fallait, à tout prix, corriger la faute du régisseur, combler la brèche. Ejev remplaça Iagoda. Un nouveau procès fut mis à l'ordre du jour. Staline décidait de répondre à peu près en ces termes aux critiques: Vous ne croyez pas que Trotsky soit entré en rapports avec la Gestapo par Olberg, pour un passeport du Honduras? Eh bien, je vais vous démontrer que le but de son alliance avec Hitler est de provoquer la guerre, de refaire le partage du monde. — Mais pour cette deuxième mise en scène les principaux acteurs faisaient défaut, Staline les ayant déjà massacrés. Il ne lui restait qu'à attribuer les premiers rôles à des figures de second plan. Je ne crois pas superflu d'indiquer que Staline tenait à la collaboration de Radek et de Piatakov. Or, il ne restait plus d'hommes connus que l'on pût, ne fût-ce que par leur lointain passé, rattacher au « trotskisme ». Ce sort échut dès lors à Piatakov et Radek. La version concernant mes rapports avec la Gestapo par l'intermédiaire de petits personnages suspects fut écartée. La question fut tout de suite posée à l'échelle mondiale. Il ne s'agissait plus d'un passeport du Honduras, mais du démembrement de

l'U.R.S.S. et même de la défaite des Etats-Unis ! En cinq mois, ce fut comme si un ascenseur phénoménal tirait le complot des caves malpropres de la police pour le porter sur les hauteurs où se décident les destinées des puissances. Zinoviev, Kaménev, Smirnov, Mratchkovski étaient descendus dans la tombe sans se douter de ces plans grandioses, de ces alliances, de ces perspectives... Tel est le mensonge fondamental du dernier amalgame !

« Pour masquer un tant soit peu la contradiction criante entre les deux procès, Piatakov et Radek déposèrent qu'ils formaient un centre « parallèle »... en raison de la méfiance de Trotsky envers Zinoviev et Kaménev. On inventerait malaisément explication plus absurde et plus fausse ! Le fait est que je n'ai eu aucune confiance envers Zinoviev et Kaménev depuis leur capitulation ; et que depuis fin 1927, je n'ai eu avec eux aucun rapport. Mais j'avais moins de confiance encore envers Radek et Piatakov ! Dès 1929, Radek avait livré au Guépéou l'opposant Blumkine, qui fut passé par les armes sans jugement, en secret. J'écrivais alors, à l'étranger, dans le *Bulletin de l'Opposition* : « Radek, ayant perdu les derniers vestiges d'un équilibre moral, ne s'arrête plus devant aucune ignominie. » Je ne m'exprimais pas sensiblement mieux sur le compte de Piatakov dans la presse et dans mes lettres privées. Sans doute est-il pénible d'avoir à citer ces jugements portés sur les tragiques victimes de Staline, mais il serait criminel de voiler ici la vérité pour des raisons de sentiment... Radek et Piatakov considérèrent toujours Zinoviev et Kaménev de bas en haut et ne se trompaient pas. Ce n'est pas tout. Pendant le procès des Seize, le procureur appela Smirnov « le leader des trotskistes en U.R.S.S. ». L'accusé Mratchkovski, pour prouver combien il m'était proche, déclara que l'on ne communiquait avec moi que

par son entremise et le procureur appuya cette affirmation. Comment se fait-il que ni Zinoviev ni Kaménev, ni le « leader trotskiste » Smirnov, ni Mratchkovski, mon familier, n'aient rien su des plans dont j'informais Radek, — ce Radek que je flétrissais publiquement comme un traître ? Voilà le mensonge capital du récent procès. Il se révèle au premier coup d'œil. Nous en connaissons l'origine. Nous en voyons les fils cachés. Nous voyons la main grossière qui les tire.

« Radek et Piatakov se sont repentis des pires crimes. Ces crimes, cependant, du point de vue des accusés — et non des accusateurs — n'ont aucun sens. Par le terrorisme, le sabotage et l'alliance avec les impérialistes, ils entendaient, paraît-il, restaurer le capitalisme en U.R.S.S. Pourquoi ? Pendant toute leur vie, ils avaient combattu le capitalisme. Seraient-ils mus par des mobiles personnels ? Par la soif du pouvoir, l'esprit de lucre ? Mais sous aucun régime, Piatakov et Radek ne pouvaient espérer des situations plus hautes que celles qu'ils occupaient avant leur arrestation. Peut-être se sacrifiaient-ils si absurdement par amitié pour moi ? Hypothèse insensée. Tous leurs propos, leurs discours, leurs écrits, leurs actes des huit dernières années, à mon égard, sont d'ennemis endurcis. Le terrorisme ? Mais les opposants pouvaient-ils, après l'expérience révolutionnaire de la Russie, ne pas prévoir que le terrorisme servirait seulement de prétexte à l'extermination des meilleurs militants ? Ils le savaient, ils le prévoyaient, ils l'avaient déclaré des centaines de fois. Nous n'avions pas besoin du terrorisme. Par contre, la coterie dirigeante en avait le plus grand besoin. Le 4 mars 1929, — il y a huit ans, — j'écrivais dans un article sur la politique de Staline : « Il ne lui reste plus (à Staline) qu'à mettre du sang entre le parti officiel et l'opposition. Il

faut à tout prix qu'il rattache l'opposition à des attentats, à une préparation d'insurrection, etc. » Souvenez-vous que le bonapartisme ne s'est jamais passé de la fabrication policière des complots !

« L'opposition devrait ne compter que des crétins pour s'imaginer que l'alliance avec Hitler ou le Mikado, tous les deux voués d'ailleurs à la défaite dans la prochaine guerre, pacte tout à fait insensé, pourrait valoir aux marxistes autre chose que la honte et le désastre. En revanche, l'alliance des trotskistes avec Hitler est au plus haut point nécessaire à Staline. Voltaire disait qu'il faudrait inventer Dieu s'il n'existait pas. Le Guépéou pense que, s'il n'y a pas d'intelligences avec l'ennemi, il faut en inventer.

« Les procès de Moscou sont fondés sur l'absurde. Version officielle, à partir de 1931, les trotskistes organisent un complot monstrueux et tous font le contraire de ce qu'ils disent, comme au commandement. Des centaines de personnes sont initiées, mais pendant des années, il ne se produira entre elles ni divergences de vues, ni scissions, ni dénonciations et pas une lettre ne sera saisie, — jusqu'à l'heure des confessions unanimes ! Alors s'accomplit un autre miracle. Des hommes qui ont préparé les assassinats, la guerre, le démembrement de l'U.R.S.S., criminels endurcis, se repentent tout à coup, en août 1936, et ce n'est pas accablés par les preuves, car il n'y a pas de preuves contre eux, c'est pour des raisons mystiques que des psychologues hypocrites déclarent propres à l'« âme russe ». Songez-y : hier, ils faisaient dérail-ler les trains, ils empoisonnaient les ouvriers sur un signe insaisissable de Trotsky. Aujourd'hui, pris de haine contre Trotsky, ils le rendent responsable de leurs crimes. Hier, ils ne pensaient qu'à tuer Staline. Aujourd'hui, ils chantent ses louanges. Sommes-nous donc dans une maison de fous ? Non,

disent MM. Duranty. Maison de fous ? Nullement. L' « âme russe ». Menteurs ! Vous calomniez l'âme russe ! Vous calomniez l'âme humaine !

« La simultanée et l'unanimité des confessions, ce n'est pas ici la seule monstruosité. La pire monstruosité, c'est que de leur propre aveu les conjurés aient fait en politique exactement ce qui devait les perdre, ce qui était rigoureusement nécessaire à la coterie dirigeante. Devant le tribunal, ils disent ce que pourraient dire les agents les plus serviles de Staline. Des hommes normaux, obéissant à leur propre volonté n'eussent jamais pu se comporter à l'instruction et devant les juges comme le firent Zinoviev, Kaménev, Radek, Piatakov et autres. La fidélité aux convictions, le sentiment de leur dignité politique, le simple instinct de conservation les eussent contraints à se défendre, à défendre leurs intérêts, leur vie. La seule question raisonnable se pose en ces termes : « Qui a amené ces hommes à un état dans lequel tous les réflexes normaux sont réduits à l'impuissance — et par quels moyens ? » La jurisprudence connaît un principe fort simple qui donne la clef de bien des secrets : *Is fecit cui prodest*, cherche à qui le crime profite. Toute l'attitude des accusés est dictée non par leurs intérêts et par leurs idées, mais par les intérêts des dirigeants. Le faux complot, les confessions, le procès théâtral, les exécutions tout à fait réelles, — une seule main a tout fait. Laquelle ? *Cui prodest* ? La main de Staline ! Assez de bavardages, de mensonges, de boniments sur l'âme russe ! Nous avons vu juger non des militants, non des conspirateurs, mais des mannequins qui étaient entre les mains du Guépéou ! Ils jouaient des rôles appris d'avance. L'objet de ces honteuses représentations : écraser toute opposition, empoisonner à sa source même toute pensée critique, consacrer à jamais le régime totalitaire de Staline.

« Je pourrais produire ici un grand nombre de témoignages et de documents détruisant de fond en comble les dépositions de divers accusés : Smirnov, Mratchkovski, Dreitzer, Radek, Vladimir Romm, de tous ceux qui, en un mot, ont tenté de préciser des faits ou des circonstances de temps et de lieu. Mais ce travail ne peut être fait avec utilité que devant une commission d'enquête à laquelle participeraient des juristes et qui disposerait d'assez de temps pour prendre connaissance des témoignages et étudier les documents.

« Le peu que j'en dis permet, je l'espère, de prévoir le cours de l'enquête à poursuivre. D'une part, l'accusation est en elle-même fantastique : toute la vieille génération bolchévique est accusée d'une abominable trahison qui n'a ni but ni sens. A l'appui de cette accusation, le procureur ne dispose pas d'une seule preuve matérielle, bien qu'il y ait eu des dizaines de milliers de perquisitions et d'arrestations. L'absence complète de preuves est contre Staline la preuve la plus redoutable ! Les exécutions ne sont justifiées que par des aveux arrachés par contrainte. Dès qu'un fait est mentionné dans ces aveux, il s'écroule au premier examen. Le Guépéou n'est pas seulement coupable de faux, il est encore coupable de bêtise, de maladresse, de grossièreté dans la confection du faux. L'impunité démoralise. L'absence de contrôle paralyse la critique. Les faussaires bâclent leur besogne. Ils comptent sur l'effet sommaire des aveux et des fusillades. A confronter attentivement les accusations, fantaisistes dans leur ensemble, et les déclarations manifestement fausses des accusés sur des questions de fait, que reste-t-il de tous ces aveux monotones ? L'odeur étouffante d'une cuisine judiciaire inquisitoriale, — et rien de plus.

« Bien des auditeurs répètent sans doute volontiers : « Que les aveux soient faux, c'est évident,

mais comment Staline réussit-il à les obtenir ? Voilà le mystère. » De fait, le mystère n'est pas aussi profond qu'il le paraît. Avec une technique plus simple, l'Inquisition obtenait de ses victimes tous les aveux souhaitables. Le droit criminel des pays démocratiques a justement renoncé aux méthodes moyenâgeuses parce qu'elles menaient non à la vérité, mais à la dictée des inquisiteurs. Les procès du Guépéou ont un caractère profondément inquisitorial : et tel est tout le mystère des aveux.

« Il y a peut-être en ce monde bon nombre de héros capables d'endurer toutes les tortures physiques et morales et de consentir à celles de leurs femmes et de leurs enfants... Je n'en sais rien... Mes observations personnelles m'apprennent que la capacité de résistance des nerfs de l'homme est limitée. Avec le Guépéou, Staline peut acculer sa victime à tant d'horreur désespérante, d'humiliation, de honte que l'acceptation du crime le plus hideux, entraînant une perspective d'exécution ou laissant une faible chance de vie, devient la seule solution. A ne point considérer le suicide, que préféra Tomski ! Ioffé y avait eu recours auparavant ainsi que deux collaborateurs de mon secrétariat, Glazman et Boutov, ainsi que le secrétaire de Zinoviev, Bogdan, ainsi que ma fille Zénaïde et bien d'autres. Le suicide ou la prostration morale, pas d'autre alternative. Et n'oubliez pas que, dans les prisons du Guépéou, le suicide est le plus souvent un luxe inaccessible !

« Les procès de Moscou ne déshonorent pas la révolution, car ils sont les fruits de la réaction. Ils ne déshonorent pas la vieille génération bolchévik ; ils attestent seulement que les bolchéviks sont faits de chair et de sang et qu'ils ne tiennent pas indéfiniment sous menace de mort. Les procès de Moscou déshonorent le régime politique qui les a engendrés : un bonapartisme sans conscience ni

scrupule ! Les fusillés sont tombés en le maudissant.

« Que ceux qui en ont envie déplorent, les larmes aux yeux, la démarche hésitante de l'Histoire : deux pas en avant, un pas en arrière. Les larmes ne serviront à rien. Nous devons, selon le mot de Spinoza, comprendre et non rire ou pleurer. Essayons de comprendre ! Quels sont les principaux accusés ? De vieux bolchéviks, bâtisseurs du parti, de l'Etat soviétique, de l'Armée rouge, de l'Internationale communiste. Qui a requis contre eux ? Vychinski, avocat bourgeois, reteint en menchévik après la révolution de février 1917, rallié au bolchévisme après l'affermissement de la victoire. Qui insultait les accusés dans la *Pravda* ? Zasslavski, l'ancien collaborateur du journal des banques de Petrograd, Zasslavski que Lénine, dans ses articles, qualifia invariablement de « gredin ». L'ancien rédacteur de la *Pravda*, le vieux bolchévik Boukharine, est arrêté; l'animateur de la *Pravda* d'aujourd'hui est Michel Koltsov, chroniqueur bourgeois qui passa chez les Blancs la plus grande partie de la guerre civile. Sokolnikov, combattant de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile, a été condamné comme traître. Rakovski attend d'être jugé. Tous deux ont représenté l'U.R.S.S. à Londres. Ils sont remplacés là par Maïski, menchévik de droite qui, pendant la guerre civile, appartint à un gouvernement blanc sur le territoire de Koltchak. Troïanovski, ambassadeur à Washington, déclare les trotskistes contre-révolutionnaires. Lui-même, dans les premières années de la Révolution d'Octobre, appartint au Comité Central du parti menchévik et ne se rallia aux bolchéviks que lorsque ceux-ci se mirent à distribuer des emplois lucratifs. Avant de devenir ambassadeur, Sokolnikov avait été commissaire du peuple aux finances. Ce poste est aujourd'hui occupé par

Grinko, qui en 1917-18, faisait partie du Comité de Salut public des Blancs formé pour combattre les Soviets. Ioffé, premier ambassadeur des Soviets à Berlin, fut un des meilleurs diplomates soviétiques; plus tard conduit par la persécution au suicide. Qui le remplaça à Berlin? D'abord, un opposant repent, Krestinski, puis Khintchouk, ancien menchévik, membre du Comité contre-révolutionnaire du Salut public, et enfin Souritz, qui passa, lui aussi, l'année 1917 de l'autre côté de la barricade. Ces énumérations pourraient être prolongées sans fin.

« Le renouvellement en grand des cadres, surtout frappant en province, a des causes sociales profondes. Lesquelles? Il est temps de se rendre enfin compte qu'une nouvelle aristocratie s'est formée en U.R.S.S. La Révolution d'Octobre se déroulait sous le signe de l'égalité. La bureaucratie établit une inégalité monstrueuse. La révolution a supprimé la noblesse. La bureaucratie crée des notables. La révolution a aboli les rangs et les ordres. La bureaucratie ressuscite les maréchaux, les généraux, les colonels. La nouvelle aristocratie dévore une part énorme du revenu national. Sa situation en présence du peuple est fautive et mensongère. Ses chefs sont tenus de cacher la réalité, de tromper les masses, de se masquer, de faire passer pour noir ce qui est blanc. Toute la politique de la nouvelle aristocratie n'est dès lors qu'imposture. Imposture aussi la nouvelle Constitution.

« La crainte de la critique est la crainte des masses. La bureaucratie a peur du peuple. La lave révolutionnaire n'est pas encore bien refroidie. La bureaucratie ne peut pas verser le sang des mécontents qui la critiquent pour la seule raison qu'ils exigent la restriction de ses privilèges. Les fausses accusations contre l'opposition ne sont donc pas occasionnelles, mais systématiques et commandées par la condition de la caste gouvernante. Sou-

venons-nous de l'attitude des thermidoriens à l'égard des jacobins. Aulard écrit dans son *Histoire de la Révolution française* : « Ils ne se contentèrent pas d'avoir tué Robespierre et ses amis; ils les calomnièrent en les présentant aux yeux de la France comme des royalistes et des traîtres vendus à l'étranger. » Staline n'a rien inventé. Il n'a fait que substituer le mot *fasciste* au mot *royaliste*.

« Quand les staliniens nous qualifient de « traîtres », il n'y a pas que de la haine, il y a aussi une certaine sincérité dans l'injure. Ils tiennent que nous avons trahi les intérêts de la caste sacrée des généraux et des maréchaux, la seule capable, à leur avis, de construire le socialisme, — et qui en réalité ne fait que compromettre l'idée socialiste. De notre côté, nous considérons les staliniens comme traîtres aux intérêts des masses populaires soviétiques et du prolétariat mondial. Il serait absurde d'expliquer une lutte aussi vaste par des motifs personnels. Il ne s'agit pas seulement de programmes différents, mais d'intérêts sociaux opposés qui se heurtent de plus en plus irréductiblement.

*
**

« Mais quel est votre diagnostic, général ? — allez-vous me demander. — Quelle est votre perspective ? Je vous ai avertis que je ne parlerai que des procès de Moscou. Mon livre récent, *La Révolution trahie*, est consacré à l'analyse sociale et aux perspectives. En deux mots : les conquêtes essentielles de la Révolution d'Octobre, c'est-à-dire les formes nouvelles de la propriété, ne sont pas encore abolies; mais elles sont déjà entrées en conflit avec le despotisme politique. Le socialisme est inconcevable sans l'activité spontanée des masses et l'épanouissement de la personne humaine. Le stalinisme empêche l'un et l'autre. Un conflit déclaré entre le

peuple et la nouvelle tyrannie est inévitable. Dès lors le régime stalinien est condamné. Sera-t-il suivi d'une contre-révolution capitaliste ou d'une démocratie ouvrière ? L'Histoire n'a pas encore tranché la question. Sa solution dépend aussi de l'activité du prolétariat mondial. Si nous admettions un instant le triomphe du fascisme en Espagne, puis en France encerclée, le pays soviétique serait voué à une désagrégation plus profonde, qui de la superstructure politique finirait par gagner les assises de la société. En d'autres termes : la défaite du prolétariat européen signifierait infailliblement le naufrage de l'U.R.S.S. Si, au contraire, les travailleurs d'Espagne l'emportent sur le fascisme, si la classe ouvrière française s'engage dans la voie de son émancipation, les masses opprimées de l'U.R.S.S. se redresseront et relèveront la tête. La dernière heure du despotisme stalinien sonnera.

« Mais la démocratie soviétique ne triomphera pas automatiquement. Cela dépend quelque peu de vous. Il faut aider les masses. Et pour commencer : leur dire la vérité. Ou aider la bureaucratie démoralisée contre le peuple, ou aider les forces du progrès, les forces du peuple contre la bureaucratie. Les procès de Moscou nous donnent le signal. Malheur à qui ne l'entend pas ! Le procès de Leipzig, après l'incendie du Reichstag, eut sans doute une grande importance. Mais il mettait en question le fascisme que nous méprisons parce qu'il incarne les ténèbres et la barbarie. Les procès de Moscou ont lieu sous l'égide du socialisme. Nous n'abandonnerons pas le drapeau du socialisme aux maîtres faussaires ! Si notre génération s'est révélée trop faible pour bâtir le socialisme sur la terre, nous passerons du moins à nos enfants un drapeau sans tache. La lutte à soutenir dépasse de loin en importance les personnes, les fractions et les partis. L'avenir de l'humanité s'y décide. Cette lutte sera

dure. Et longue. Que ceux qui recherchent le calme et le confort s'écartent de nous. Aux époques de réaction, il est certes plus commode de s'entendre avec la bureaucratie que de rechercher la vérité. Mais à ceux pour qui le socialisme n'est pas un vain mot, pour qui c'est le contenu de leur vie morale, en avant ! Ni les menaces ni les persécutions, ni les violences ne nous arrêteront. Ce sera peut-être sur nos ossements, mais la vérité l'emportera. Nous lui ouvrirons un chemin. Elle vaincra. Et sous les coups implacables du sort, je me sentirais heureux comme aux meilleurs jours de ma jeunesse, si je contribuais au triomphe de la vérité. Car le plus haut bonheur humain n'est point dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir ! »

L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE A COYOACAN

Lors des premiers « procès Kirov » (décembre 1934-janvier 1935), le rapprochement entre Paris et Moscou était déjà en bonne voie. La discipline « nationale » de la presse française n'est que trop connue. Les représentants de la presse étrangère, américaine notamment, ne pouvaient pas me trouver en raison de mon « incognito ». J'étais donc isolé. Au premier procès Zinoviev-Kaménev, je répondis par une courte brochure, publiée et répandue à tirage restreint. Moscou constata le fait avec satisfaction; il facilitait la mise en scène du futur grand procès dont la préparation allait prendre encore dix-huit mois. Au cours de ce laps de temps, l'amitié de Staline et des partis du front populaire se fortifia au point que le Guépéou put compter avec certitude sur la neutralité bienveillante non

seulement des radicaux, mais aussi des socialistes. En effet, le *Populaire* ferma complètement ses colonnes aux révélations sur l'activité du Guépéou en U.R.S.S. et même en France. La fusion des « syndicats rouges » avec les réformistes mit dans l'entretemps le sceau du silence sur les lèvres de la Confédération Générale du Travail. Si Léon Blum diffère la brouille avec Thorez, Léon Jouhaux s'efforce de vivre en bons termes avec l'un et l'autre. Le secrétaire de la II^e Internationale, Frédéric Adler, fit tout ce qu'il put pour la vérité. Mais à peu d'exceptions près, l'Internationale Socialiste boycotta son propre secrétaire. Une fois de plus dans l'Histoire, les organisations dirigeantes devinrent les instruments d'un complot contre les intérêts des masses ouvrières et les exigences de leur conscience. Jamais encore, peut-être, ce complot n'avait été aussi cynique. Staline put donc croire qu'il jouerait à coup sûr.

Il se trompa. Une résistance sourde, pas toujours bien intelligible, se fit jour au sein des masses. Celles-ci ne pouvaient pas admettre tranquillement que le vieil état-major bolchévik fût tout à coup accusé d'alliance avec le fascisme et exterminé. Les intellectuels avancés les plus honnêtes et les plus perspicaces alertèrent les esprits. Ici se révéla l'importance des groupes qui se placent sous l'égide de la IV^e Internationale. Ils ne forment pas, ils ne peuvent pas former dans la période de réaction que nous traversons, des organisations de masses. Ce sont les cadres, les ferments de l'avenir. Ils se sont constitués dans la lutte contre les partis ouvriers dirigeants d'une époque de déclin. Aucune fraction, dans l'histoire du mouvement ouvrier, n'a été persécutée avec tant d'acharnement, accablée sous tant de calomnies empoisonnées, que celle dite des « trotskistes ». Ce qui a fait sa trempe politique, lui a inculqué l'esprit de sacrifice, l'a accoutumée

à remonter le courant. Nos jeunes cadres persécutés apprennent beaucoup, pensent sérieusement, considèrent avec honnêteté leur programme. Pour la capacité de s'orienter dans une situation politique et d'en pressentir les dénouements, ils surpassent déjà de beaucoup les chefs les plus « autorisés » des Internationales socialiste et communiste. Ils sont profondément dévoués à l'U.R.S.S., c'est-à-dire à ce qui perdure en U.R.S.S. de la Révolution d'Octobre et, à la différence de la plupart des « amis de l'U.R.S.S. » sauront bien le prouver aux heures difficiles. Mais ils détestent la bureaucratie soviétique comme leur pire ennemi. Les faux et les amalgames ne sauraient les tromper. Chacun de ces groupes fut lui-même en quelque circonstance la victime de quelque faux, non suivi d'exécutions, il est vrai, mais accompagné de tentatives d'assassinat moral et souvent de violences physiques. Derrière les faux de l'Internationale Communiste, on découvrait invariablement le Guépéou. Les procès de Moscou ne surprirent donc pas les « trotskistes » de l'étranger. Ils furent les premiers à donner le signal de la résistance; tout de suite soutenus du reste par la sympathie de divers milieux et groupements de la classe ouvrière et des intellectuels avancés.

Il s'agissait essentiellement d'arriver à instituer une enquête publique sur les crimes judiciaires de Moscou. Il ne pouvait être question, dans les conditions présentes, de former à cette fin une commission avec l'appui des organisations ouvrières officielles. Restait à faire appel à des personnalités autorisées, connues, irréprochables. Le comité américain « de défense de Trotsky » posa la question en ces termes; le Comité français pour l'enquête sur les procès de Moscou suivit cet exemple. Les agents de Staline alléguèrent aussitôt dans le monde entier que l'enquête serait « partielle ». Ces gens

ont leur conception propre de l'impartialité : celle-ci, Iagoda l'incarne pour eux, qui prépara le procès Zinoviev-Kaménev. Le comité de New-York tenta vainement d'amener la légation soviétique, le parti communiste des Etats-Unis, les « Amis de l'U.R.S.S. » à participer à l'enquête. Des aboiements rauques répondaient dans les deux mondes à ses invitations. Les défenseurs les plus zélés de l'impartialité attestaient ainsi leur solidarité avec la justice de Staline-Iagoda.

Mais il y a longtemps qu'on l'a dit : « Les amis aboient, la caravane passe. » Une commission s'est formée. John Dewey, philosophe et pédagogue, l'un des vétérans du libéralisme américain, s'est trouvé tout naturellement à sa tête. A côté de lui se sont placés Suzanne La Follette, écrivain d'esprit libre, Benjamin Stolberg, publiciste de gauche, le vieux marxiste de gauche allemand, Otto Ruhle, Carlo Tresca, militant anarchiste connu, Edwards Alsworth Ross, le plus marquant des sociologues américains, le rabbin Edward L. Israël et d'autres personnalités. Contrairement aux affirmations absurdes de la presse, pas un des membres de la commission n'était et n'est de mes amis politiques. Otto Ruhle, qui, en sa qualité de marxiste, m'est plus proche qu'aucun autre au sens politique du mot, fut un adversaire irréductible de l'Internationale Communiste au temps même où j'appartenais à sa direction. Mais il s'agit de tout autre chose. Le tribunal de Moscou m'a accusé non de « trotskisme », non de défendre, en d'autres termes, le programme de la révolution permanente, mais de m'être allié à Hitler et au Mikado, c'est-à-dire d'avoir trahi le trotskisme. Si même les membres de la commission avaient été sympathiques au trotskisme (ce qui, je le répète, n'est nullement le cas), ils n'eussent pu en aucun cas se montrer indulgents pour mes intelligences avec l'impérialisme japonais con-

tre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Chine. Son hostilité au fascisme, Otto Ruhle l'a prouvée par l'œuvre de sa vie entière et plus particulièrement par son exil. Il est certes moins disposé à se montrer indulgent envers les alliés d'Hitler que des fonctionnaires qui maudissent et bénissent au commandement de leurs chefs. La partialité des membres de la commission consiste à ne pas croire sur parole Iagoda, Vychinski, Staline lui-même. Ils veulent des preuves, ils en réclament. Et ce n'est pas leur faute si Staline leur refuse ce qu'il n'a pas.

La commission parisienne, qui reçoit ses directives de celle de New-York, est présidée par des hommes qui sont nettement pour moi des adversaires politiques : M^e Modigliani, avocat italien, membre de l'Exécutif de la II^e Internationale, M^e Delépine, membre de la Commission administrative permanente du parti de Léon Blum. Des autres membres de la commission (Mme César Chabrun, présidente du Comité de secours aux condamnés politiques, M. Galtier-Boissière, directeur du *Crapouillot*, M. Mathé, ancien secrétaire du syndicat des travailleurs des P.T.T., M. Jacques Madaule, écrivain catholique), aucun n'est trotskiste. J'ajoute que je n'ai jamais eu de relations personnelles avec aucun des membres des commissions de New-York et de Paris.

La commission de New-York décida avant toutes choses de me faire entendre par une sous-commission afin de savoir si je dispose réellement de matériaux susceptibles de justifier une enquête ultérieure. La sous-commission fut formée de Mme La Follette, MM. J. Dewey, B. Stolberg, O. Ruhle et Carlton Beals, journaliste. Ce dernier y remplaça des personnes de plus d'autorité empêchées au dernier moment de se rendre au Mexique. M^e John Finerty, avocat, ancien militant révolutionnaire

irlandais, défenseur de Sacco et Vanzetti et aussi de Tom Mooney, fut invité en qualité de conseiller juridique. J'invitai de mon côté M^e Albert Goldman, de Chicago, à assurer ma défense. La presse stalinienne le dénonça comme trotskiste, cette fois avec raison. Loin d'avoir jamais caché sa solidarité politique avec moi, Goldman allait la proclamer hautement pendant l'enquête. Peut-être aurais-je mieux fait d'inviter M^e Pritt à se charger de mes intérêts?

Dès son arrivée au Mexique, la sous-commission invitait le parti communiste, les syndicats, toutes les organisations ouvrières du pays à participer à l'instruction avec le droit de poser toutes questions et d'exiger la vérification de toute allégation. Les prétendus « communistes » et les « amis » officiels de l'U.R.S.S. répondirent par des refus démonstratifs dont la couardise tentait de donner le change par la hauteur du ton. De même que Staline ne peut faire appeler à la barre que des accusés dont on a au préalable tiré toutes les confessions désirables, les amis étrangers du Guépéou ne prennent la parole que lorsqu'ils sont certains de n'être point contredits. Ni l'un ni les autres ne supportent le libre dialogue.

La sous-commission pensa d'abord à faire choix, pour ses travaux, d'une salle de réunions de Mexico. Le parti communiste menaça de manifester. Ce parti est, il est vrai, assez insignifiant; mais le Guépéou dispose de fonds considérables et de moyens techniques. Les autorités mexicaines entendaient ne contrarier en rien les travaux de la sous-commission, mais le service de protection des séances publiques leur eût imposé de grands efforts. De sa propre initiative, la sous-commission décida de siéger chez Diego Rivera, dans une salle pouvant contenir une cinquantaine de personnes. Les représentants de la presse et des organisations ouvriè-

res y furent admis sans considération de tendance. Plusieurs syndicats mexicains envoyèrent des délégués.

La sous-commission siégea du 10 au 17 avril. Le professeur Dewey, ouvrant ses travaux, dit : « Si Léon Trotsky est coupable de ce dont on l'accuse, aucune condamnation ne saurait être trop sévère... Mais la gravité extrême de ces accusations est pour nous une raison de plus d'assurer à l'accusé le droit de présenter toutes les preuves dont il dispose afin de les réfuter. Le fait que M. Trotsky a repoussé ces accusations n'intéresse pas en lui-même la commission. Le fait qu'il a été condamné sans être entendu intéresse au plus haut point la conscience du monde... » Rien mieux que ces paroles n'exprime l'esprit dans lequel la commission aborda sa tâche. Non moins caractéristiques, ces passages de la conclusion de M. Dewey où, parlant en son nom propre, il expliqua pourquoi il avait accepté la lourde responsabilité de présider les débats. « J'ai consacré ma vie à une œuvre d'éducation que je conçois comme la diffusion des connaissances dans l'intérêt de la société. Si j'ai finalement accepté le poste responsable que j'occupe, c'est parce que je pensais ne pouvoir me comporter autrement sans manquer à l'œuvre de ma vie. » Nul des assistants ne méconnut la portée morale de ces mots, si remarquables dans leur simplicité, prononcés par un vieillard de 78 ans.

Ma brève réponse contient notamment les passages suivants : « Je me rends parfaitement compte que les membres de la commission s'inspirent dans leur activité de considérations de beaucoup plus importantes et profondes que celles qui ont trait à la destinée d'un homme. Je n'en éprouve pour eux que plus de respect et de reconnaissance! » — « Je sollicite votre indulgence pour mon parler anglais; c'est là, je me permets de le préciser d'avance, mon

point le plus faible. Quant au reste je ne demande aucune indulgence. Je suis aussi peu enclin que possible à vous demander une confiance à priori. La commission a pour objet de tout vérifier du commencement à la fin. Mon devoir est de l'y aider. Je m'efforcerai de m'acquitter consciencieusement de ce devoir à la face du monde. »

La commission aborda sa tâche avec une extraordinaire largeur de vues, justifiée par la nature même des accusations de Moscou. Un sténographe assermenté prenait note des débats dont le compte rendu, qui compte 250.000 mots, paraîtra bientôt en Amérique et en Grande-Bretagne. Quiconque voudra connaître la vérité ou, tout au moins, s'en rapprocher, devra commencer par comparer les deux comptes rendus sténographiques de Moscou et de Coyoacan.

Les deux premières séances furent consacrées à ma biographie politique et plus particulièrement à mes rapports avec Lénine. J'eus de nouveau l'occasion de constater que la massive campagne poursuivie depuis douze ans par l'Internationale Communiste a porté jusque dans l'esprit d'hommes honnêtes et qui pensent. Plusieurs des membres de la sous-commission ignoraient l'histoire réelle du parti bolchévik et surtout celle de sa dégénérescence. La réfutation des inventions et des légendes forgées par les historiens de Moscou eût exigé un travail plus fouillé, plus de temps et... une langue anglaise plus déliée que la mienne. Il se peut que cette première partie de l'interrogatoire n'ait pas donné un tableau politique assez achevé. Il ne me restait qu'à m'en référer à mes divers ouvrages et à demander qu'ils fussent joints au dossier.

Les deux séances suivantes furent entièrement consacrées à mes relations avec les principaux accusés des deux grands procès. Je m'efforçai de faire ressortir devant la sous-commission que les accu-

sés avaient été non des trotskistes, mais les pires ennemis du trotskisme et les miens en particulier. Les faits et les textes que je produisais soufflèrent à tel point les faussaires moscovites que les membres de la commission en demeuraient manifestement tout surpris. En exposant, pour répondre aux questions de mon défenseur, l'histoire des groupements et des relations personnelles au sein du parti bolchévique, dans les dix dernières années, je m'étonnai moi-même plus d'une fois que Staline ait osé tenter de présenter Zinoviev, Kaménev, Raké et Piatakov comme mes amis politiques ! Mais la clef de l'énigme est bien simple : en ce cas comme en d'autres l'impudence du mensonge est directement proportionnée à la puissance de l'Inquisition. Staline n'a pas seulement obligé mes ennemis à se déclarer mes amis, il les a contraint à réclamer pour eux-mêmes la peine de mort pour châtier cette amitié imaginaire. Vychinski, disposant de ce confort judiciaire, devait-il encore, après cela, se préoccuper de faits, de chiffres, de chronologie, de psychologie ?

Près de trois séances furent consacrées à l'analyse et à la réfutation des charges les plus importantes énoncées contre moi : de la prétendue visite de Goltzman à Copenhague, en novembre 1932 ; de mon prétendu rendez-vous avec Vladimir Romm au bois de Boulogne à la fin de juillet 1933 ; enfin du prétendu voyage en avion qu'aurait fait Piatakov en Norvège, pour me voir, en décembre 1935. Sur ces trois points décisifs, je présentai les originaux de ma correspondance à ces moments, divers documents officiels (passeport, visas, demandes faites par télégramme, photographies, etc.), et plus d'une centaine de témoignages légalisés, provenant de tous les points de l'Europe. Tous les détails de ma vie dans ces trois courtes périodes, d'un intérêt capital, furent élucidés avec une telle minutie que

les faussaires n'y sauraient trouver où glisser une épingle. J'ajoute que mes preuves écrites font en ce moment l'objet des vérifications de la commission parisienne. L'enquête de Coyoacan atteint ici son point culminant. Les membres de la commission, les journalistes, le public avaient également conscience du fait que l'établissement de mon alibi dans les trois seuls cas où l'accusation précise les circonstances de lieu et de temps, porte un coup mortel à la justice moscovite tout entière. M. Beals, dont le rôle mérite que j'y revienne encore brièvement, a tenté, il est vrai, de soutenir la version officielle de Moscou et de découvrir des contradictions dans mes réponses. Je ne pouvais que lui en être reconnaissant, quelles que fussent ses intentions. Ma situation était trop avantageuse : je parlais à des gens intelligents et honnêtes qui demandaient à connaître la vérité ; j'exposais les faits tels qu'ils étaient en me fondant sur des documents incontestables : journaux, livres, lettres, mémoire des hommes, logique, psychologie, tout me venait en aide. Après que j'eus répondu à toutes les questions de M. Beals, ce singulier commissaire se tut, tout à fait désorienté. Ses inspireurs, dans le public, ne cessaient de lui faire passer des petits papiers. Aux profondeurs des consciences, le procès était déjà jugé. Ce n'était, sans doute, que dans la petite salle d'une maisonnette bleue de Coyoacan. Mais le reste n'est qu'une question de temps et de moyens d'impression.

Les six séances suivantes furent prises par l'étude du sabotage, de mon attitude envers l'économie soviétique, de mes relations avec mes amis politiques de l'U.R.S.S., du terrorisme, de la défense de l'U.R.S.S., de l'action de la IV^e Internationale et enfin de mon attitude envers le fascisme. Je n'eus pas la possibilité de mettre à contribution la vingtième partie de mes matériaux. La principale diffi-

culté était de promptement sélectionner les documents les plus frappants, les textes les plus brefs, les arguments les plus simples. Deux collaborateurs de longue date me furent en ces circonstances d'un secours précieux : Jan Frankel et Jean van Heijenoort. Les membres de la commission se montrèrent en apparence tout à fait réservés. Il me semblait néanmoins que les faits et les arguments les touchaient et pénétraient leur conscience.

Conformément à la procédure anglo-saxonne, la direction de l'interrogatoire passa, dans la seconde partie de la session, de mon défenseur, Albert Goldman, au conseiller juridique de la commission, M. D. Finerty. Les staliniens allaient l'accuser de se montrer, dans l'accomplissement de ses fonctions, « trop modéré ». Il se peut qu'il le fut. Pour moi, je ne souhaitais rien tant que des questions posées sans ménagement, avec méfiance, dans un esprit combattif. Mais la situation de M. Finerty n'était pas commode. Mes dépositions et mes documents détruisaient entièrement l'accusation. Du point de vue formel, il ne pouvait plus être question que d'une vérification critique de mes dépositions et documents. C'était partiellement la tâche de la sous-commission de Paris et surtout de la commission plénière de New-York. Dans la phase qui nous occupe, les inspirateurs mêmes de M. Beals ne surent poser aucune question qui pût, fût-ce indirectement, renforcer la thèse du tribunal de Moscou.

M. Finerty et plusieurs membres de la commission tentèrent en vain d'élucider si le « régime stalinien » est bien en réalité profondément différent du « régime de Lénine et de Trotsky ». Les rapports entre le parti, les soviets et le régime intérieur du parti à divers moments furent étudiés avec une grande attention. La plupart des membres de la commission tendaient manifestement à conclure

que la bureaucratie stalinienne, chargée de tous les crimes dont je l'accuse, est le fruit inévitable de la dictature révolutionnaire. Je ne pouvais naturellement admettre que la question fût posée en ces termes. La dictature du prolétariat n'est pas pour moi un principe absolu déterminant logiquement des conséquences bienfaisantes ou malfaisantes; c'est un phénomène historique qui, selon les circonstances intérieures et extérieures, peut évoluer dans le sens de la démocratie ouvrière et de l'abolition complète de l'autorité ou dégénérer en un mécanisme d'oppression bonapartiste. La profonde différence entre les méthodes de pensée de la démocratie formelle et de la dialectique en présence des problèmes historiques, ressortira avec force de ces passages de l'interrogatoire de Coyoacan, montrant combien la plupart des membres de la commission sont éloignés du « trotskisme ».

Lecture fut faite à la douzième séance de la lettre de démission de M. Beals, conçue en termes fort équivoques. Cette manifestation ne fut une surprise pour personne. Dès son arrivée à Mexico, M. Beals, ancien correspondant de l'agence soviétique Tass, s'était mis à collaborer avec MM. Lombardo Toledano, Klukhohn et d'autres « amis » du Guépéou. Ses collègues de la commission ignoraient son adresse. Plusieurs des questions qu'il me posa ne se rapportaient aucunement aux procès de Moscou, mais tendaient à me compromettre aux yeux des autorités mexicaines; elles constituaient des provocations voulues. M. Beals ayant épuisé ses faibles moyens, il ne lui restait qu'à se retirer. Il fit part de l'intention qu'il en avait à ses amis journalistes qui le publièrent aussitôt dans la presse mexicaine avec une louable imprudence, trois jours avant que M. Beals ne démissionnât. Inutile de dire que la presse payée par Staline tira parti de cette démission préparée avec soin. Les agents de

Moscou essayaient parallèlement de contraindre d'autres membres de la commission à démissionner, à l'aide d'arguments dont on ne trouve mention ni sous la rubrique philosophie ni sous la rubrique morale. Cette histoire sera contée en son temps.

La treizième et dernière séance fut consacrée à deux plaidoyers : celui de mon avocat et le mien propre. On trouvera dans les pages suivantes le texte intégral du mien. Il permettra, je l'espère, au lecteur, même ignorant du compte rendu sténographique et des documents, de conclure s'il reste grand'chose des amalgames de Moscou après les débats de Coyoacan ?

L'objet immédiat de la sous-commission, nous l'avons dit, était de connaître si j'avais réellement à ma disposition des données justifiant une instruction ultérieure. M. John Dewey donna lecture le 9 mai, à un meeting de New-York, de son rapport à la Commission internationale. En voici le titre :

« M. TROTSKY, témoin. — C'est une règle admise par les tribunaux que le comportement du témoin entre en ligne de compte dans l'appréciation de la valeur du témoignage. Nous nous inspirons de ce principe en donnant notre impression sur l'attitude et le comportement de M. Trotsky. Il nous a paru, pendant toute la durée des débats, très désireux de collaborer avec la commission dans la recherche de la vérité sur toutes les phases de sa vie et de son activité politique et littéraire. Il répondait à toutes nos questions avec empressement et toutes les apparences de la sincérité et de la bonne volonté. » La conclusion pratique du rapport dit : « La sous-commission vous soumet le compte rendu littéral des débats ainsi que les preuves documentaires fournies. Ce compte rendu nous convainc que M. Trotsky a pleinement justifié la nécessité d'une instruction. Nous recommandons pour ces raisons

la continuation jusqu'au bout des travaux de la commission. »

Je ne puis pour l'instant rien exiger de plus. La Commission internationale de New-York reprendra ses travaux. Le verdict qu'elle a à formuler entrera dans l'Histoire¹.

NÉCESSITÉ D'UNE ENQUÊTE

Il n'est pas niable que les procès Zinoviev et Piatakov aient suscité parmi les ouvriers et dans les milieux avancés du monde une très vive méfiance. Plus que jamais cependant la clarté et le sérieux convaincant des débats eussent été indispensables à la justice soviétique. Les principaux accusés étaient, comme les accusateurs, connus du monde entier. Leurs buts et leurs mobiles devaient découler de leur caractère, de leur passé, des circonstances politiques. La plupart d'entre eux ont été fusillés : il faut donc que leur culpabilité ait été irréfutablement démontrée. Or, exception faite des gens qu'un télégramme impératif de Moscou suffit toujours à convaincre, l'opinion publique des pays d'Occident a nettement refusé sa confiance aux procureurs et aux bourreaux de Staline. Loin

1. Les chapitres qui suivent, « Le Pourquoi de ces Procès » compris, ont été lus par l'auteur devant la Commission d'Enquête sur les procès de Moscou. Ils constituent son discours final devant cette commission, après que celle-ci l'eût interrogé durant plusieurs journées. Le compte rendu sténographique de cet interrogatoire a paru à New-York : *The Case of Leon Trotsky, Report of hearings on the charges made against him in the Moscow trials, by the Preliminary Commission of Inquiry, Harper & Brothers, 617 pages.* Prochainement paraîtra un deuxième volume édité par la Commission, donnant le compte rendu de ses travaux. (N.d.T.)

de là. L'inquiétude et la méfiance grandissent, devant de l'horreur et du dégoût. Nul ne pense à une erreur judiciaire. Les gouvernants de Moscou n'ont certes pas fusillé par erreur Zinoviev, Kaménev, Smirnov, Piatakov, Sérébriakov et tant d'autres. La méfiance envers la justice du procureur Vychinski signifie que l'on suspecte Staline d'avoir organisé, à des fins politiques, une imposture judiciaire. Aucune autre interprétation n'est possible.

L'opinion publique ne serait-elle pas émue par des sympathies préconçues en faveur des accusés? Cet argument a été évoqué plus d'une fois à propos de Francisco Ferrer en Espagne, de Sacco et Vanzetti ou de Mooney en Amérique. Il ne saurait jouer en ce qui concerne les accusés de Moscou. Il faut le dire nettement, l'opinion la plus éclairée n'avait plus ni confiance ni estime pour les principaux d'entre eux, en raison de leurs nombreuses abjurations antérieures et plus encore de leur attitude devant les juges. L'accusation les présentait, avec leur propre concours, non comme des capitulards, mais comme des « trotskistes » camouflés en capitulards. Cette caractéristique, dans la mesure où elle fut admise, ne pouvait prédisposer en leur faveur. Enfin, le « trotskisme » lui-même n'est en ce moment au sein du mouvement ouvrier qu'une petite minorité en lutte contre tous les autres partis ou courants.

La situation des accusateurs était infiniment plus avantageuse. Derrière eux, l'U.R.S.S. Les progrès de la réaction dans le monde, surtout sous ses formes les plus barbares, le fascisme, ont orienté les sympathies des milieux démocratiques même très modérés vers l'U.R.S.S. Sympathies d'ailleurs sommaires. Mais c'est justement pourquoi les amis officiels et officieux de l'U.R.S.S. ne sont pas, en règle générale, enclins à examiner les contradictions intérieures du régime soviétique, prêts au contraire

à considérer d'avance toute opposition aux dirigeants de Moscou comme un concours volontaire ou involontaire à la réaction mondiale. Tenons également compte des relations diplomatiques et militaires de l'U.R.S.S., considérées dans leur contexte international; les sentiments nationaux et patriotiques prédisposent dans divers pays (la France, la Tchécoslovaquie et, dans une moindre mesure l'Angleterre, les Etats-Unis) les masses démocratiques en faveur du gouvernement soviétique, antagoniste de l'Allemagne et du Japon. Il est superflu de rappeler que Moscou dispose en outre de puissants moyens pondérables et impondérables pour influencer l'opinion des couches les plus différentes de la société... L'agitation faite autour de la nouvelle Constitution soviétique, « la plus démocratique du monde », ne s'est pas fortuitement déployée à la veille du procès; et elle a réchauffé les sympathies. Le gouvernement soviétique bénéficiait par avance d'une immense supériorité de crédit. Les accusateurs allaient néanmoins échouer dans leur tentative de convaincre une opinion étrangère abordée par surprise. Les procès ont sensiblement amoindri l'autorité du gouvernement de l'U.R.S.S. Des adversaires résolus du « trotskisme », des alliés de Moscou et même de nombreux amis traditionnels de la bureaucratie soviétique ont réclamé la contre-épreuve. Rappelons l'initiative de l'Internationale Socialiste et de l'Internationale Syndicale en août 1936. La réponse du Kremlin, d'une grossièreté sans exemple, fut un signe de profond désappointement. On avait compté sur une victoire complète. Frédéric Adler, secrétaire de l'I.O.S. et dès lors adversaire irréconciliable du « trotskisme », compara les procès de Moscou à des procès en sorcellerie. Otto Bauer, théoricien réformiste qui s'est cru en droit d'affirmer dans la presse que Trotsky spéculait sur la future guerre (affirmation à la fois inexacte

et dénuée de sens!) a dû, en dépit de ses sympathies pour la bureaucratie soviétique, convenir que les procès de Moscou sont des impostures judiciaires. Le *New York Times*, extrêmement prudent et fort éloigné du trotskisme, a conclu en ces termes :

« C'est à Staline de prouver la culpabilité de Trotsky et non à Trotsky d'établir son innocence. » Petite phrase lapidaire qui réduit à néant le pouvoir persuasif des procédures judiciaires de Moscou.

Si les considérations diplomatiques, patriotiques et « antifascistes » ne s'y opposaient, la méfiance envers les procureurs de Moscou se fût exprimée plus ouvertement et plus brutalement encore. Un exemple secondaire, hautement édifiant, l'attestera. Paru en octobre dernier à Paris, mon livre *La Révolution trahie*, sortait des presses à New-York il y a quelques semaines. Pas un des critiques qui en ont parlé, — et ce sont presque tous des adversaires, — à commencer par M. Caillaux, n'a rappelé que l'auteur a été « convaincu » d'intelligences avec le fascisme et l'impérialisme japonais contre la France et les Etats-Unis. Personne, absolument personne ne croit devoir confronter mon argumentation politique avec les accusations du Kremlin. Comme s'il n'y avait eu à Moscou ni procès ni exécutions! Ce seul fait, pour peu que l'on y réfléchisse, prouve que ceux qui pensent, et même dans un pays aussi sensible et intéressé que la France, loin de s'assimiler des accusations monstrueuses, les ont vomies, sans dissimuler leur écœurement.

Nous ne pouvons malheureusement pas dire ce que pense et ressent la population opprimée de l'U.R.S.S. Mais partout ailleurs les masses laborieuses sont prises d'un tragique désarroi qui empoisonne leur pensée et paralyse leur volonté. Ou toute la vieille génération des dirigeants du

bolchévisme, à l'exception d'un seul, a trahi, passant du socialisme au fascisme, — ou les gouvernants actuels de l'U.R.S.S. ont organisé contre les bâtisseurs du parti bolchévik et de l'Etat soviétique une comédie judiciaire à base de faux. La question ne se pose pas autrement : ou le Bureau politique de Lénine était formé de traîtres ou celui de Staline est formé de faussaires. Pas de troisième possibilité. Et c'est justement pourquoi l'opinion avancée ne peut pas, sans commettre une sorte de suicide, éluder le problème et le devoir de le faire comprendre aux masses.

L'ENQUÊTE EST-ELLE POSSIBLE AU POINT DE VUE POLITIQUE ?

L'objection est souvent faite de source officieuse que le travail d'une commission d'enquête pourrait porter à l'U.R.S.S. un préjudice politique et faire le jeu du fascisme. Cette objection unit, pour m'exprimer par euphémisme, la stupidité à l'hypocrisie. Si l'on admet un instant que les accusations sont fondées et que des dizaines d'hommes n'ont pas été fusillés pour rien, le gouvernement puissant qui les a exécutés peut sans peine ouvrir ses dossiers d'instruction, combler les lacunes des comptes rendus, dissiper les doutes, effacer les contradictions. En ce cas, la contre-épreuve ne peut qu'accroître son autorité.

Mais que faire si l'on découvre le faux manifeste de l'accusation ? Ne conviendra-t-il pas d'éviter alors, par prudence politique, une enquête risquée ? Cette crainte, rarement exprimée tout haut et sans réticence, se fonde sur l'arrière-pensée pusillanime

que les forces de la réaction ne peuvent être combattues qu'à l'aide de fictions, de mirages et de mensonges. Le meilleur moyen d'éviter le mal serait de ne point le nommer. Si le gouvernement soviétique actuel est capable de recourir à de sanglantes mises en scène judiciaires pour tromper son propre peuple, il ne peut pas être l'allié de la classe ouvrière mondiale dans sa lutte contre la réaction. A la première grande secousse historique, son inconsistance intérieure devra se manifester. Plus tôt l'abcès sera crevé, plus vite se produira la crise inévitable et plus il y a de chances que les forces vives de l'organisme sauront la surmonter. Fermer les yeux sur le mal, c'est au contraire le refouler aux profondeurs de l'organisme et préparer une vaste catastrophe historique.

Staline commença par rendre un service inappréciable à Hitler en lançant la théorie et la pratique du « social-fascisme ». Il lui a rendu un deuxième service en ordonnant les procès de Moscou. Ces procès où l'on a foulé aux pieds et couvert de boue les plus hautes valeurs morales ne pourront plus être rayés de la conscience de l'humanité. On ne peut aider les masses à cicatriser leurs plaies qu'en faisant la pleine lumière, par la vérité tout entière.

La résistance de certains « amis de l'U.R.S.S. » à l'enquête, résistance scandaleuse par elle-même, dérive du fait que les défenseurs les plus zélés de la justice moscovite n'ont pas d'assurance intérieure. Leurs craintes secrètes, ils les déguisent sous des arguments tout à fait insuffisants et même indignes. L'enquête, disent-ils, serait « une intervention dans les affaires de l'U.R.S.S. » ! Comme si la classe ouvrière de tous les pays n'avait pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. ! L'Internationale Communiste continue à répéter que « l'U.R.S.S. est la patrie de tous les

travailleurs ». Etrange patrie à la destinée de laquelle il serait interdit de s'intéresser ! Si les masses ouvrières perdent confiance en leurs chefs, ceux-ci sont tenus de leur fournir la documentation et les explications nécessaires au contrôle de leurs actes. Les procureurs, les juges, les membres du Bureau politique de l'U.R.S.S. ne sauraient faire exception à cette règle élémentaire. Quiconque entend se placer au-dessus de la démocratie ouvrière la trahit par là même.

Il convient d'ajouter que, d'un point de vue purement formel, il ne s'agit pas d'une affaire « intérieure » à l'U.R.S.S. Il y a déjà cinq ans que la bureaucratie moscovite m'a mis, ainsi que ma femme et mon fils aîné, hors la nationalité soviétique. Elle a dès lors perdu tout droit à notre égard. Privés de la protection d'une patrie, nous nous mettons sous la protection de l'opinion publique du monde.

L'EXPERTISE DU PROFESSEUR CHARLES BIRD

Dans sa réponse du 19 mars 1937 à M. Novak, secrétaire du Comité d'enquête de New-York, M. Charles Bird motive son refus de participer aux travaux de la Commission internationale d'enquête par des considérations de principe présentant un grand intérêt par elles-mêmes, indépendamment du concours ou du refus de l'éminent historien.

Nous apprenons tout d'abord que M. Bird a « étudié avec attention un grand nombre de documents se rapportant à cette affaire, y compris le

compte rendu officiel ». Le poids d'une déclaration de ce genre faite par un savant qui sait fort bien ce que c'est que l'« étude attentive », n'a pas besoin d'être souligné. Sous une forme très réservée, mais aussi très claire, M. Charles Bird nous livre « certaines conclusions » auxquelles il est arrivé en étudiant la question. Tout d'abord, il constate que l'accusation contre Trotsky repose « exclusivement sur des aveux ». « L'étude prolongée des problèmes historiques m'a appris que les aveux, même quand ils sont volontaires, ne valent pas des preuves positives ». Le mot *même* montre que le libre-arbitre des accusés de Moscou n'est pas indiscutable aux yeux de l'historien. M. Bird cite, à titre d'exemple d'aveux faux, ceux — devenus classiques — des procès de l'Inquisition; les superstitions les plus ténébreuses se manifestaient en même temps. La seule coïncidence de cette remarque avec celles de Frédéric Adler est éloquente. M. Bird considère comme équitable de me faire bénéficier de la règle du droit américain qui veut que l'accusé soit reconnu non-coupable si des preuves objectives, ne laissant pas place à un doute rationnel, n'ont pas été produites contre lui. « Enfin, écrit l'historien, il est presque impossible, sinon tout à fait impossible de démontrer en pareil cas une proposition négative, à savoir que M. Trotsky n'a pas entretenu les relations clandestines dont on l'accuse. Vieux révolutionnaire expérimenté, il n'eût pas conservé de documents compromettants sur ces affaires, s'il s'en était occupé. Personne au monde ne pourrait d'ailleurs prouver qu'il n'y fût point mêlé, puisqu'il ne s'est pas trouvé détenu pendant toute la période à laquelle se rapporte l'accusation. A mon avis, M. Trotsky n'est pas tenu à l'impossible, c'est-à-dire à fournir des preuves positives d'un fait négatif. C'est aux accusateurs d'apporter quelque chose de plus que des aveux, en d'autres

termes des preuves d'actions manifestes et spécifiques confirmant les aveux. »

Ces conclusions sont extrêmement importantes parce qu'elles impliquent une appréciation impitoyable sur la justice moscovite. Si des aveux d'une liberté douteuse, non confirmés par des preuves, sont insuffisants contre moi, ils le sont aussi contre les autres accusés. De l'avis de M. Bird, on a donc fusillé à Moscou des dizaines d'innocents ou d'accusés dont la culpabilité n'a pas été prouvée. MM. les bourreaux doivent se résigner à ce jugement formulé par un observateur consciencieux après « étude attentive » de la question.

Je dois pourtant dire que les arguments de M. Bird ne justifient nullement à mes yeux sa conclusion formelle : le refus de participer à l'enquête. A la vérité, l'opinion se demande avant toute chose si l'accusation est prouvée ou non ? La Commission d'enquête qui s'est instituée à New-York cherche précisément à trancher la question. M. Bird nous dit : je suis arrivé à conclure que l'accusation n'est pas prouvée, c'est pourquoi je refuse de participer aux travaux de la commission. Une conclusion plus juste, me semble-t-il, serait celle-ci : je collaborerai avec la commission pour la convaincre à mon tour. Il est évident que la conclusion collective d'une commission comprenant les représentants de diverses activités sociales et spirituelles aura pour l'opinion une portée plus grande que l'avis d'une seule personne, même jouissant d'une grande autorité.

Les conclusions de M. Bird, quelle que soit leur importance, présentent une lacune matérielle. Il ne s'agit pas de savoir si les accusations dont je suis l'objet sont prouvées ou non. On a fusillé des dizaines d'hommes à Moscou. D'autres attendent le même sort. Des centaines et des milliers d'hommes sont accusés indirectement ou calomniés dans

le monde entier. Et tout ceci se fonde sur les aveux que M. Bird est bien obligé de comparer à ceux des victimes de l'Inquisition. La question capitale doit dès lors être formulée en ces termes : qui organise ces procès inquisiteurs et ces croisades de la calomnie, qui, pour quelles raisons et à quelles fins ? Des centaines de milliers de personnes sont convaincues et des millions pressentent que ces procès reposent sur des falsifications systématiques commandées à des fins politiques définies. C'est cette accusation que j'espère prouver devant la commission. Il n'est donc pas uniquement question d'un fait négatif, la non-participation de Trotsky au complot, mais aussi d'un fait positif qui est l'organisation, par Staline, du plus grand faux de l'Histoire.

Je ne puis pas non plus, sur les « faits négatifs », souscrire au jugement trop catégorique de M. Bird. M. Bird pense que, révolutionnaire expérimenté, je n'aurais pas conservé de documents compromettants. C'est fort juste. Mais je n'aurais pas écrit, par ailleurs, aux conspirateurs les lettres les moins circonspectes et les plus compromettantes. Je n'aurais pas initié de jeunes inconnus à mes desseins les plus secrets ; je ne leur aurais pas confié, dès la première entrevue, les missions terroristes les plus importantes. Du moment que M. Bird m'accorde un certain crédit de conspirateur, il me devient possible de discréditer les aveux qui me font un rôle de conspirateur d'opérette, surtout préoccupé d'assurer au procureur futur le plus grand nombre de témoins contre lui-même. Ce raisonnement s'applique aussi à Zinoviev et Kaménev qui élargissent sans besoin ni raison le cercle des initiés. Leur imprudence flagrante est manifestement préméditée. Et l'accusation ne recueille néanmoins aucune preuve ! Tout se construit sur des conversations ou plus exactement sur des souvenirs

de prétendus entretiens. L'absence de preuves, je ne cesserai pas de le répéter, annule l'accusation et devient accablante pour les accusateurs.

J'ai cependant des preuves plus directes et tout à fait positives du « fait négatif ». Le cas n'est pas si rare en jurisprudence. Il est évidemment malaisé de prouver qu'en huit années de bannissement je n'ai jamais eu, nulle part, d'entretien secret en vue d'un complot contre le pouvoir des Soviets. Mais le problème n'est pas posé en ces termes. Les témoins décisifs de l'accusation sont dans la nécessité de dire où et quand ils ont eu des entretiens avec moi. Les conditions particulières dans lesquelles je suis placé (surveillance policière, présence constante d'amis veillant à ma sécurité, correspondance quotidienne) me permettent de prouver irréfutablement que je ne pouvais pas être à tel endroit, à tel moment... Cette preuve positive d'un fait négatif s'appelle en termes de droit un alibi.

Il va de soi que si je commettais des crimes, je n'en garderais pas la liste dans mes papiers. Ceux-ci présentent de l'intérêt non à cause de ce qu'on n'y trouve pas, mais à cause de ce qu'on y trouve. La connaissance du train quotidien de mon activité pratique et intellectuelle pendant neuf ans suffit tout à fait à démontrer un « fait négatif » : c'est que je n'ai pas pu agir contre mes convictions, mes intérêts, ma nature.

D'UNE EXPERTISE « PUREMENT JURIDIQUE »

Les agents du gouvernement soviétique se rendent parfaitement compte qu'ils ne sauraient se passer d'expertises autorisées confirmant les verdicts de Moscou. L'avocat anglais Pritt fut à cette

fin invité au premier procès; au deuxième, ce fut un autre avocat britannique, Dudley Collard. A Paris, trois avocats obscurs mais profondément dévoués au Guépéou tentèrent de mettre à profit à même fin la firme *Association juridique internationale*. M. Rosenmark rédigea, d'accord avec la légation soviétique, sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme, un rapport aussi favorable à l'accusation que plein d'ignorance. Au Mexique, les « Amis de l'U.R.S.S. » invitèrent non sans arrière-pensée le « Front des avocats socialistes » à étudier sous l'angle du droit les procès de Moscou. Des démarches analogues sont en cours aux Etats-Unis. Le Commissariat de la Justice de Moscou a publié en langues étrangères un compte rendu « sténographique » du deuxième procès de Moscou pour faire attester avec plus de facilité par les juristes compétents que les victimes de l'Inquisition ont été fusillées en parfaite conformité avec les règles édictées par les inquisiteurs.

A la vérité, l'attestation purement formelle de la stricte observance de la procédure et des rites est d'une valeur à peu près nulle. L'important c'est la préparation matérielle du procès et les débats. Il est vrai que même en faisant abstraction des facteurs décisifs situés en dehors de l'enceinte du tribunal, on est bien obligé de reconnaître dans les procès de Moscou une véritable dérision de toute justice. Dans la vingtième année de la révolution, l'instruction est absolument secrète. Toute la vieille génération bolchevique est jugée par un tribunal formé de trois militaires sans visages. Un procureur qui fut toute sa vie — et demeure — l'ennemi politique des accusés, dirige le procès. La défense est écartée et les débats n'ont aucun caractère contradictoire. Les pièces à conviction ne sont pas soumises au tribunal : on en parle, mais il n'y en a pas. Les témoins mentionnés par le procureur ou

par les accusés ne sont pas interrogés. De nombreux accusés dont il a été question à l'instruction font défaut, pour des raisons inconnues, sur le banc des accusés. Deux des principaux accusés, se trouvant à l'étranger, ne sont même pas informés du procès qui leur est intenté et, de même que les témoins résidant à l'étranger, se voient ôter toute possibilité de contribuer à la recherche de la vérité. Le dialogue est exclusivement basé sur un jeu convenu de questions et de réponses. Le procureur s'abstient de poser aux accusés des questions concrètes qui pourraient les embarrasser et faire ressortir l'inconsistance matérielle de leurs aveux. Le président seconde avec respect l'œuvre du procureur. Le compte rendu « sténographique » fait puissamment ressortir les silences du procureur et des juges. Ajoutons que, sous le rapport de l'authenticité, ce compte rendu ne nous inspire pas la moindre confiance.

Mais quelle que soit l'importance de ces considérations en elles-mêmes — et elles ouvrent de vastes horizons à l'analyse juridique, — elles demeurent secondaires, car elles concernent la *forme* de l'imposture et non *le fond*. On peut admettre en théorie que si Staline, Vychinski, Ejev réussissent impunément pendant cinq ou dix ans à monter leurs procès, ils finiront par atteindre à un tel degré de perfection dans la technique de l'imposture judiciaire que tous les éléments de la procédure s'accorderont formellement entre eux et avec les lois. Cette perfection, d'ailleurs, ne les rapprochera pas d'un millimètre de la vérité...

Le juriste ne peut, en présence d'un procès politique d'une importance si exceptionnelle, faire abstraction des conditions politiques qui l'ont fait naître et qui ont été celles de l'instruction, en d'autres termes du joug totalitaire qui pèse à la fois sur les accusés, les témoins, les défenseurs,

les juges et le ministère public. Nous sommes au cœur du débat ! Dans un régime arbitraire et despotique concentrant entre les mêmes mains tous les moyens de la contrainte économique, politique, physique et morale, un procès n'est plus un procès. C'est une mise en scène judiciaire, dans laquelle les rôles sont répartis à l'avance. Les accusés n'entrent en scène qu'après répétitions, quand les régisseurs ont acquis la certitude que les victimes ne sortiront pas de leur rôle. En ce sens comme en tout autre les procès sont des raccourcis du régime politique de l'U.R.S.S. Dans toutes les assemblées, les orateurs disent la même chose, répétant l'orateur principal, tout à fait indépendamment de ce qu'ils ont dit la veille. Tous les articles des journaux commentent la même directive dans les mêmes termes. Les historiens, les économistes et jusqu'aux statisticiens, épient les mouvements de la baguette du chef d'orchestre, transforment le passé et le présent sans tenir le moindre compte des faits, des documents ou de l'avant-dernière édition de leurs propres ouvrages. Dans les jardins d'enfants et les écoles tous les enfants chantent dans les mêmes termes la louange du procureur Vychinski et maudissent les accusés. Le monolithisme d'un procès où l'on voit les accusés reprendre l'un après l'autre les formules du ministère public n'est donc pas un fait d'exception, mais l'expression la plus écœurante d'un régime totalitaire inquisitorial. Nous ne sommes pas au prétoire, mais au spectacle et les acteurs jouent sous la menace du revolver. Le spectacle peut être plus ou moins bien joué, c'est une question de technique inquisitoriale et non de justice. L'expertise purement juridique se réduit en fin de compte à examiner si le faux a été bien ou mal fabriqué.

Prenons pour mieux élucider la question, si tant

est qu'elle en a besoin, un exemple récent dans le domaine du droit politique. Hitler, arrivé au pouvoir, déclara, contrairement à toute attente, qu'il n'avait nullement l'intention de modifier les lois fondamentales de l'Allemagne. Les gens ignorent le plus souvent que la Constitution de Weimar subsiste encore; Hitler s'est borné à insérer dans ce cadre juridique une dictature totalitaire. Supposons un expert étudiant, armé de fortes lunettes et documents en main, l'Etat, le régime politique de l'Allemagne, « d'un point de vue purement juridique ». Il découvrira après quelques heures d'efforts intellectuels que l'Allemagne hitlérienne est la plus démocratique des républiques (suffrage universel, Parlement dont émanent les pouvoirs du Führer, indépendance du pouvoir judiciaire, etc.). Mais l'homme de bon sens ne pourra voir dans cette expertise juridique qu'une manifestation du « crétinisme juridique ».

La démocratie se fonde sur la lutte libre des classes, des partis, des programmes, des idées. Cette lutte étouffée, il ne reste de la démocratie qu'une forme morte parfaitement susceptible de recouvrir la dictature fasciste. La procédure judiciaire moderne est fondée sur le débat entre l'accusation et la défense dans les limites fixées par la loi. Lorsque ce débat est étouffé par une contrainte extérieure, la procédure, quelle qu'elle soit, n'est plus que le camouflage d'une inquisition.

Une enquête véritable sur les procès de Moscou ne peut manquer d'avoir de multiples aspects. Elle considérera naturellement les « comptes rendus sténographiques », non comme chose en soi, mais comme des éléments d'un drame historique grandiose dont les principaux facteurs sont cachés derrière les coulisses.

AUTOBIOGRAPHIE

Vychinski disait dans son réquisitoire du 28 janvier : « Trotsky et les trotskistes furent toujours les agents du capitalisme dans le mouvement ouvrier ». Vychinski démasquait la « face du vrai trotskisme, cet ennemi de toujours des ouvriers, des paysans, du socialisme, ce fidèle serviteur du capitalisme ». Il faisait l'histoire « du trotskisme qui dépensa plus de trente ans de son existence à préparer sa transformation finale en troupe de choc du fascisme, en section de la police fasciste ».

Tandis que les publicistes au service du Guépéou à l'étranger (ceux du *Daily Worker*, de *New Masses*, de *l'Humanité...*) s'emploient à expliquer à l'aide d'analogies historiques et de subtiles conjectures comment un vieux marxiste révolutionnaire a pu, en allant vers la soixantaine, devenir fasciste, Vychinski aborde tout autrement la question : Trotsky, dit-il, fut *toujours* un agent du capital, un ennemi des ouvriers et des paysans : il s'est préparé pendant trente ans à devenir un agent du fascisme. Vychinski dit ce que les publicistes de *New Masses*, etc., diront bientôt. C'est pourquoi je préfère avoir affaire à lui. Aux affirmations catégoriques du procureur de l'U.R.S.S., j'opposerai les faits non moins catégoriques de mon autobiographie.

Vychinski se trompe quand il parle de trente années de préparation au fascisme. Les faits, l'arithmétique, la chronologie — et la logique aussi — manquent plutôt de rigueur dans ses réquisitoires. A la vérité il y a eu le mois dernier quarante ans que je participe sans interruption au mouvement ouvrier, sous l'égide du marxisme.

Dans ma dix-huitième année, j'organisai illégalement à Nicolaïev l'*Union Ouvrière du Midi de la Russie* qui compta deux cents ouvriers. J'éditai une feuille polycopiée, *Naché Diélo* (Notre Cause). Pendant ma première déportation en Sibérie (1900-1902), je pris part à la fondation de l'*Union de combat pour l'Emancipation de la Classe ouvrière*. M'étant évadé et réfugié à l'étranger, j'adhérai à l'organisation social-démocrate de l'*Iskra* (l'Étincelle), dirigée par Plékhanov, Lénine et d'autres militants... En 1905, je me trouvai à la tête du premier Soviet (Conseil) des Députés Ouvriers de Saint-Pétersbourg.

J'ai passé quatre ans et demi dans les prisons, deux ans et demi en Sibérie où l'on me déporta deux fois et d'où je m'évadai deux fois, j'ai vécu douze ans dans l'émigration sous l'ancien régime, j'ai été condamné à la prison en Allemagne, par contumace, pour avoir combattu la guerre, été expulsé de France pour la même raison, été arrêté en Espagne, été interné au Canada. C'est ainsi que j'ai rempli mes fonctions d'agent du capital.

Les historiens staliniens qui me présentent comme ayant été jusqu'en 1917 un menchévik falsifient l'histoire à leur coutume. A partir du moment où le bolchévisme et le menchévisme se définissent dans la politique et l'organisation (1904), je me situe en dehors des deux fractions. Mais, trois révolutions l'ont démontré, ma politique coïncide sur tout l'essentiel, en dépit des conflits et des polémiques, avec celle de Lénine.

La divergence la plus importante que j'eus avec Lénine à cette époque provenait de ce que j'espérais, par la fusion avec les menchéviks, amener la plupart de ces derniers à entrer dans la voie de la révolution. Lénine avait entièrement raison contre moi sur cette question brûlante. Il faut cependant dire qu'en 1917 les tendances « unitaires » furent

très fortes parmi les bolchéviks. Lénine disait le 1^{er} novembre 1917 au Comité du parti de Péetrograd : « Trotsky a constaté depuis longtemps l'impossibilité de la fusion, Trotsky l'a compris et il n'y a pas eu depuis de meilleur bolchévik. »

A partir de la fin de 1904, je soutins que la révolution russe ne pourrait se terminer que par la dictature du prolétariat qui amènerait à son tour la transformation socialiste de la société, si toutefois la révolution mondiale se développait avec succès. Une minorité de mes adversaires actuels considéra cette perspective comme fantaisiste jusqu'en avril 1917 et la qualifia avec hostilité de « trotskiste », en lui opposant le programme de la république démocratique bourgeoise. Quant à la grande majorité de la bureaucratie actuelle, elle ne se rallia au pouvoir des Soviets qu'après la victoire qui mit fin à la guerre civile.

Dans l'émigration, je participai au mouvement ouvrier en Autriche, en Suisse, en France, aux Etats-Unis. Je pense avec gratitude que l'émigration me permit de mieux pénétrer la vie de la classe ouvrière mondiale et de faire, de la notion d'abord abstraite de l'internationalisme, la force motrice de toute ma vie ultérieure.

Pendant la guerre, je militai d'abord en Suisse, puis en France, contre le chauvinisme qui dévorait la II^e Internationale. J'éditai pendant deux ans, à Paris, sous la censure militaire, un quotidien russe d'esprit internationaliste révolutionnaire. J'étais étroitement lié aux internationalistes français et je pris part avec leurs représentants à la conférence de Zimmerwald (1915). Je poursuivis la même action pendant les deux mois que je passai aux Etats-Unis.

Après mon arrivée à Péetrograd (5 mai 1917), d'un camp de concentration du Canada où j'avais fait connaître aux marins allemands prisonniers

les idées de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, je pris une part active à l'organisation de la Révolution d'Octobre, surtout pendant les quatre mois que Lénine, se cachant, dut passer en Finlande. Staline, écrivant en 1918 un article dont l'objet était d'amoinrir mon rôle dans la révolution, se voyait pourtant obligé de dire : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut accompli sous la direction personnelle du président du Soviet de Pétrograd, Trotsky. On peut affirmer en toute assurance que le parti est avant tout et surtout redevable à Trotsky du prompt passage de la garnison du côté du Soviet et de la bonne organisation du travail du Comité Révolutionnaire de la Guerre. » (*Pravda*, n° 241, 6 novembre 1918). Ce qui ne devait pas empêcher Staline d'écrire six ans plus tard : « Trotsky, assez nouveau venu dans notre parti, n'a joué et ne pouvait jouer aucun rôle particulier dans la période d'Octobre. » (I. Staline, *Trotskisme et Léninisme*, p. 68-69).

L'école stalinienne, appliquant les méthodes qui lui sont propres et qu'elle a inculquées au parquet et aux tribunaux, tient aujourd'hui pour démontré que, loin d'organiser la Révolution d'Octobre, je l'ai contrecarrée. Ces falsifications de l'Histoire se rapportent, il est vrai, non à ma biographie, mais à celle de Staline.

Après la Révolution d'Octobre, je demeurai au pouvoir pendant neuf ans, participant à l'édification de l'Etat soviétique, à l'activité diplomatique, à la vie de l'Armée rouge, à l'organisation économique, aux travaux de l'Internationale Communiste. J'avais pendant trois ans dirigé la guerre civile. Au cours de ce dur labeur, il m'était arrivé de prendre des mesures draconiennes. J'en porte l'entière responsabilité devant la classe ouvrière de tous les pays et devant l'Histoire. La justification de ces mesures était dans leur nécessité historique,

dans le fait qu'elles étaient mises au service du progrès et répondaient aux intérêts essentiels de la classe ouvrière. J'appelais par son vrai nom toute répression imposée par la guerre civile et j'en rendais compte aux masses laborieuses. Je n'avais rien à cacher au peuple, de même qu'aujourd'hui je n'ai rien à cacher à l'enquête internationale.

Quand une opposition se forma dans certains milieux du parti contre mes méthodes de conduite de la guerre civile — et ce ne fut pas sans le concours caché de Staline — en juillet 1919, Lénine me remit un jour, de sa propre initiative, une feuille de papier blanc au bas de laquelle étaient écrits ces mots : « Camarades, connaissant la sévérité des ordres du camarade Trotsky, je suis si convaincu de leur justesse, de leur utilité, de leur nécessité pour le bien de notre cause que je soutiens sans réserves cet ordre du camarade Trotsky. *V. Oulianov* (Lénine). »

Ce blanc-seing n'était pas daté. J'avais à le dater moi-même en cas de besoin. La prudence de Lénine dans tout ce qui concerne ses rapports avec les travailleurs est connue. Il croyait pourtant pouvoir signer d'avance tout ordre de moi, bien que de nombreuses vies en dépendissent souvent. Lénine ne craignait pas d'abus de pouvoir de ma part. J'ajoute que je n'usai jamais de sa carte blanche. Elle reste pour moi la preuve d'une confiance exceptionnelle de la part d'un homme que je tiens pour la plus haute incarnation de la moralité révolutionnaire.

Je pris part à la rédaction des thèses et du programme de la III^e Internationale. Les principaux rapports présentés aux congrès sur la situation mondiale étaient partagés entre Lénine et moi. Les manifestes-programmes des cinq premiers congrès furent écrits par moi. Je laisse aux procureurs de Staline le soin d'expliquer quelle place ces travaux

tiennent dans mon évolution vers le fascisme. Quant à moi, je demeure inébranlablement fidèle aux principes sur lesquels, avec Lénine, nous avons fondé la III^e Internationale.

J'entrai en conflit avec la bureaucratie dirigeante à partir du moment où, par suite de causes historiques dont ce n'est pas le lieu de parler, elle devint une caste privilégiée et conservatrice. Les raisons du conflit, à toutes ses étapes, sont consignées dans des documents officiels, des articles et des ouvrages accessibles au public.

Je défendais la démocratie soviétique contre l'absolutisme bureaucratique; l'amélioration de la condition des masses contre les privilèges excessifs des dirigeants; l'industrialisation et la collectivisation systématiques dans l'intérêt des travailleurs; la politique de l'internationalisme révolutionnaire contre le conservatisme national. J'ai tenté d'expliquer théoriquement, dans mon dernier livre, *La Révolution trahie*, pourquoi l'Etat soviétique isolé, fondé sur une base économique arriérée, s'est construit une monstrueuse pyramide bureaucratique qui s'est presque automatiquement couronnée d'un chef absolu et « infailible ».

Ayant étouffé et défait l'opposition à l'aide de l'appareil policier, la coterie dirigeante m'exila au début de 1928 en Asie centrale. Pour avoir refusé d'interrompre en déportation mon activité politique, elle m'expulsa au début de 1929, en Turquie. J'entrepris alors la publication du *Bulletin de l'Opposition*, au service du programme que j'avais défendu en Russie, et j'entrai en relations avec mes amis politiques dispersés de par le monde, fort peu nombreux à cette époque.

Le 20 février 1932, la bureaucratie soviétique me privait, avec tous les membres de ma famille se trouvant à ce moment à l'étranger, de la nationalité soviétique. Ma fille Zénaïde, malade et qui se

soignait en Allemagne, perdit ainsi la possibilité de revenir auprès de son mari et de ses enfants. Elle mit fin à ses jours le 5 janvier 1933.

La liste de mes ouvrages écrits en tout ou partie pendant ma dernière déportation et ma dernière émigration compte, d'après un calcul fait par de jeunes amis dont le dévouement précieux ne m'a jamais fait défaut, environ 5.000 pages imprimées, sans compter les lettres et les menus articles qui formeraient encore quelques milliers de pages. Je me permets d'ajouter que je n'écris pas facilement, raturant et corrigeant beaucoup. Mon œuvre d'écrivain et ma correspondance constituent donc le contenu principal de ma vie dans les neuf dernières années. L'orientation politique de mes livres, articles et lettres se précise elle-même. Les citations qu'en fait Vychinski ne sont, comme je le montrerai, que falsifications grossières, en d'autres termes : éléments nécessaires de l'imposture judiciaire.

De 1923 à 1933, j'ai maintenu à l'égard de l'Etat soviétique, de son parti gouvernant et de l'Internationale Communiste, un point de vue qui s'exprime en deux mots : réforme et non révolution. Cette attitude s'inspirait de l'espoir que, si les événements lui étaient favorables en Europe, l'opposition de gauche pourrait ressusciter pacifiquement le parti bolchévik, assurer la transformation démocratique de l'Etat soviétique et ramener l'Internationale Communiste dans la voie du marxisme. La victoire de Hitler, préparée par la politique criminelle du Kremlin, et l'incapacité complète de l'Internationale Communiste à comprendre les tragiques enseignements de l'expérience allemande, nous convainquirent, mes amis politiques et moi, que le vieux parti bolchévik et la III^e Internationale étaient à jamais perdus pour le socialisme. Ainsi disparaissait la possibilité d'une

paisible réforme démocratique de l'Etat soviétique. A partir de la deuxième moitié de 1933, je me convaincs de plus en plus qu'une révolution politique qui se fera contre la nouvelle caste de parasites, est historiquement nécessaire à la libération des masses laborieuses de l'U.R.S.S.; également nécessaire pour dégager les bases sociales de la Révolution d'Octobre. Il va de soi qu'un problème d'une si grande importance devait susciter et suscita, à l'échelle internationale, des discussions passionnées.

La dégénérescence politique de l'Internationale Communiste, entièrement inféodée à la bureaucratie soviétique, nous a mis en demeure de formuler le mot d'ordre de la IV^e Internationale et d'arrêter les bases du programme de celle-ci. Les livres, les articles, les bulletins de discussion se rapportant à ces sujets sont à la disposition de la Commission d'enquête et prouvent irréfutablement qu'il s'agissait non d'un « camouflage », mais d'une lutte ardente et passionnée, dans la tradition des premiers congrès de l'Internationale Communiste.

Je puis dire avec assurance et fierté, après avoir correspondu avec des centaines d'amis vieux et jeunes dans tous les pays du monde, que notre jeunesse est précisément appelée à fournir pour les combats de demain les plus fermes et les plus sûrs militants.

Renoncer à l'espoir d'une réforme pacifique de l'Etat soviétique ne signifiait pourtant pas renoncer à la défense de l'U.R.S.S. Sur ce point, et le recueil récemment publié à New-York (L. Trotsky, *In Defense of the Soviet Union*) en fait foi, j'ai invariablement et inflexiblement combattu toute hésitation. Plus d'une fois, j'ai dû rompre à ce sujet avec des amis. J'expose dans la *Révolution trahie* que la guerre mettrait en danger, en même temps que la bureaucratie, les nouvelles bases so-

ciales de l'U.R.S.S. qui représentent un immense progrès dans l'histoire de l'humanité. De là pour tout révolutionnaire le devoir absolu de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, en dépit de la bureaucratie soviétique.

Mes ouvrages font ressortir mon attitude envers le fascisme. Dès les premiers moments de ma vie en émigration, je sonnai l'alarme en présence du fascisme montant en Allemagne. L'Internationale Communiste m'accusa de « surestimer » les forces du fascisme et d'être en proie à la « panique ». Je préconisais le front unique de toutes les organisations ouvrières. L'Internationale Communiste lui opposait l'absurde théorie du social-fascisme. J'exigeais l'organisation systématique de milices ouvrières. L'Internationale Communiste répondait en se flattant de ses futures victoires. Je démontrerais que si Hitler prenait le pouvoir, l'U.R.S.S. courrait le plus grand danger. Ossietsky publiait et commentait avec sympathie mes articles. Rien n'y faisait. La bureaucratie soviétique n'usurpait l'autorité de la Révolution d'Octobre que pour en faire un obstacle à la révolution dans les autres pays. Hitler n'eût pas vaincu sans la politique de Staline ! Les procès de Moscou s'expliquent dans une large mesure par le besoin de faire oublier la criminelle politique du Kremlin en Allemagne. S'il est prouvé que Trotsky est un fasciste, qui songera encore au programme et à la tactique de la IV^e Internationale ? Tel a été le calcul de Staline.

On sait que, pendant la guerre, les internationalistes furent considérés comme les agents de l'ennemi. Ce fut le cas de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht, d'Otto Ruhle en Allemagne, de mes amis français (Monatte, Rosmer, Loriot), d'Eugène Debbs aux Etats-Unis, de Lénine et de moi-même en Russie. Le gouvernement britannique m'interna en mars 1917 dans un camp de concentration cana-

dien à l'instigation de la police du tsar qui m'accusait de préparer, avec l'état-major allemand, le renversement du gouvernement provisoire Milioukov-Kérenski. On pourrait croire aujourd'hui à un plagiat des accusations formulées par Staline et Vychinski. En réalité, Staline et Vychinski ont plagié le contre-espionnage du tsar et l'Intelligence Service britannique.

Le 16 avril 1917, alors que j'étais interné avec des marins allemands, Lénine écrivait dans la *Pravda* : « Peut-on admettre un seul instant... que Trotsky, l'ancien président du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui a consacré à la révolution des dizaines d'années de service désintéressé, ait pu seconder un plan du gouvernement allemand ? C'est calomnier manifestement et outrageusement un révolutionnaire ! » (*Pravda*, n° 34).

« Que ces lignes paraissent actuelles, — écrivais-je le 21 octobre 1927 (et je souligne : 1927 !), — à une époque d'infâmes calomnies contre l'opposition, nullement différentes des calomnies dont on abreuvait en 1917 les bolchéviks. »

Il y a donc dix ans, c'est-à-dire longtemps avant la formation du « centre unifié » et du « centre parallèle », longtemps avant le « voyage » de Piatakov à Oslo, Staline lançait déjà contre l'opposition les calomnies et les insinuations dont Vychinski devait plus tard tirer des actes d'accusation. Et si Lénine tenait en 1917 mes vingt années de passé révolutionnaire pour un démenti suffisant, j'ose croire que les vingt années qui se sont écoulées depuis, assez importantes par leur contenu, me donnent le droit de tirer de mon autobiographie un des arguments les plus sérieux contre les actes d'accusation de Moscou.

MA SITUATION JURIDIQUE

La nécessité où je suis de me « justifier » d'une accusation d'intelligences avec Hitler et le Mikado suffit à attester la profondeur de la réaction qui l'emporte en ce moment sur la plus grande partie du globe et plus particulièrement en U.R.S.S. Mais il n'est donné à personne de brûler les étapes de l'Histoire. Je mets avec une entière bonne volonté mon temps et mes forces à la disposition de la Commission d'enquête. Je n'ai et ne puis avoir de secrets devant elle. La commission observera elle-même la circonspection indispensable à l'égard des tiers et tout spécialement des citoyens des pays fascistes et de l'U.R.S.S. Je suis prêt à répondre à toutes les questions et à soumettre à la commission toute ma correspondance, politique et personnelle.

Je tiens cependant à ajouter que je ne me considère nullement, devant l'opinion publique, comme un « accusé ». Les raisons même formelles d'une inculpation font défaut en ce qui me concerne. Les autorités de Moscou ne m'ont inculpé dans aucun procès et c'est fort compréhensible. Elles eussent dû, dans le cas contraire, me convoquer en temps utile ou exiger mon extradition. Elles eussent dû, dès lors, faire connaître les délais d'instruction et l'acte d'accusation plusieurs semaines avant le procès. Moscou n'y pouvait consentir. Son dessein fut de surprendre l'opinion publique en s'assurant le concours des Pritt et des Duranty en qualité d'indicateurs et de commentateurs. Mon extradition ne pouvait être réclamée que devant les tribunaux français, norvégiens ou mexicains, sous le contrôle de la presse. C'était aller à un retentissant

échec. Voilà pourquoi nous n'avons pas été jugés, mon fils et moi, mais uniquement calomniés au cours d'un procès, sans avoir été convoqués, sans avoir été avertis — attaqués en quelque sorte par derrière.

Le verdict du dernier procès précise que Trotsky et Sédov sont « convaincus d'avoir personnellement dirigé une activité de trahison » et doivent être, « au cas où ils seraient découverts (?) sur le territoire de l'U.R.S.S., mis sur-le-champ en état d'arrestation et traduits devant les tribunaux... » Ne nous arrêtons pas sur la technique à l'aide de laquelle Staline espère me « découvrir » avec mon fils sur le territoire de l'U.R.S.S. (probablement la même technique qui permit au Guépéou de « découvrir », dans la nuit du 7 novembre 1936, dans un établissement scientifique de Paris, une partie de mes archives et de la transporter aussitôt à Moscou dans de bonnes valises diplomatiques). On observe tout d'abord qu'après nous avoir déclarés « convaincus » sans avoir été ni jugés ni entendus, le verdict nous renvoie, en cas d'arrestation, devant les tribunaux. Pas encore jugés, mais déjà convaincus. L'objet de cette formule insensée mais non fortuite est de permettre au Guépéou de nous fusiller sans autre procédure au cas où l'on nous « découvrirait » : car, même en U.R.S.S., Staline ne pourrait se permettre de nous juger au grand jour.

Les plus cyniques des agents de Moscou, et de ce nombre le diplomate Troyanovski, émettent cet argument : « Les criminels n'ont pas à choisir leurs juges ». Juste, en général. Il s'agit seulement de savoir de quel côté sont les criminels. Si les organisateurs des procès de Moscou sont les vrais criminels — et telle est l'opinion de cercles de plus en plus larges — peut-on leur permettre de juger ?

LES TROIS CATÉGORIES DE PREUVES

Le domaine embrassé par les procès de Moscou est illimité. Si j'entendais réfuter toutes les affirmations fausses que l'on trouve dans les seuls comptes rendus officiels des deux procès les plus importants, il me faudrait trop de temps; il suffit de rappeler que mon nom est mentionné à chaque page et plus d'une fois. J'espère avoir l'occasion d'y revenir. Force m'est en ce moment de me limiter rigoureusement. Je me vois contraint de négliger diverses questions présentant un intérêt considérable. Sur diverses autres je dois me borner à résumer des argumentations sur lesquelles j'espère revenir. En revanche, je m'efforcerai de faire apparaître en pleine lumière les points cruciaux, que leur caractère soit empirique ou principiel. Ces points cruciaux se disposent sur trois plans.

I. — Les apologistes étrangers répètent avec monotonie que l'on ne saurait admettre de la part de vieux hommes politiques marquants l'aveu de crimes qu'ils n'auraient pas commis. Ces messieurs refusent obstinément d'appliquer le même critère du bon sens non plus aux aveux mais aux crimes mêmes. C'est pourtant dans ce cas qu'il est le plus indiqué.

Je procède de l'idée que les accusés sont normaux et n'ont pu dès lors commettre de crimes manifestement insensés allant à l'encontre de leurs idées, de leur passé, de leurs intérêts actuels.

Chacun d'entre eux, méditant un crime, avait ce qu'on peut appeler du point de vue juridique son libre-arbitre. Il pouvait commettre ou ne point commettre le crime. Il se demandait si le crime serait avantageux, répondrait à ses fins, si les

moyens choisis étaient bien appropriés; il se comportait en un mot en personne libre et douée de raison.

Tout change complètement quand le criminel authentique ou supposé tombe entre les mains du Guépéou qui doit, pour des raisons politiques, en tirer à tout prix certains aveux. Le criminel cesse d'être lui-même. Ce n'est plus lui qui décide; on décide pour lui.

Il faut donc, avant de se demander si les accusés se sont comportés devant le tribunal selon les lois du bon sens, se demander s'ils ont pu commettre les crimes monstrueux dont ils se repentent.

L'assassinat de Kirov présentait-il un intérêt pour l'opposition? Et si c'est non, la bureaucratie n'était-elle pas intéressée à l'imputer à tout prix à l'opposition?

L'opposition avait-elle intérêt à saboter l'industrie, à faire sauter les mines, à faire dérailler les trains? Et si c'est non, la bureaucratie n'était-elle pas intéressée à faire retomber sur l'opposition la responsabilité des erreurs et des catastrophes économiques?

L'opposition était-elle intéressée à s'allier à Hitler et au Mikado? Et si c'est non, n'était-il pas avantageux pour la bureaucratie d'obtenir des opposants l'aveu qu'ils s'étaient alliés à Hitler et au Mikado?

Cui prodest? Il suffit de poser ces questions avec netteté pour que les contours des réponses se dessinent d'eux-mêmes.

II. — Dans les derniers procès comme dans tous les précédents, l'accusation ne repose que sur les monologues standardisés des accusés qui, répétant les idées et les expressions du ministère public, surenchérisent dans le repentir et me désignent invariablement comme le principal organisateur du complot. Comment l'expliquer?

Le procureur Vychinski a tenté de justifier l'absence de preuves en expliquant que les conjurés n'ont ni cartes d'affiliés ni procès-verbaux de réunions, etc. Ce piètre argument est particulièrement nul en Russie où les complots et les procès se sont succédé pendant des dizaines d'années. Les conspirateurs écrivent des lettres à double sens, que l'on saisit et qui deviennent des preuves sérieuses. Ils recourent fréquemment aux encres sympathiques; la police du tsar saisissait par centaines de ces lettres et les produisait devant les tribunaux. Des provocateurs s'introduisent parmi les conjurés, donnant à la police les moyens de s'emparer des documents, des laboratoires ou des terroristes sur les lieux mêmes du crime. Rien de semblable dans les procès Staline-Vychinski. Bien que le plus grandiose des complots ait duré cinq ans et tendu ses filets sur le pays entier et jusqu'au delà des frontières de l'est et de l'ouest, bien qu'on ait fait des perquisitions sans nombre et volé mes archives, le Guépéou ne peut présenter aucune preuve matérielle. Les accusés ne racontent que leurs conversations vraies ou fausses. Les débats du procès se réduisent à une palabre sur des palabres. Le complot n'a pas de consistance matérielle.

D'autre part, l'histoire de la lutte révolutionnaire et contre-révolutionnaire ne connaît pas d'exemples de dizaines de malfaiteurs endurcis qui, après avoir pendant des années commis les crimes les plus effroyables, se seraient mis, aussitôt arrêtés, et en dépit de l'absence de preuves contre eux, à confesser leurs erreurs, à s'entre-dénoncer et à dénoncer frénétiquement leur « chef » absent. Comment se fait-il que des criminels qui, hier, assassinaient les chefs, ruinaient l'économie, préparaient la guerre et le démembrement du pays, se montrent aujourd'hui si parfaitement dociles aux suggestions du ministère public ?

Ces deux traits essentiels des procès de Moscou, l'absence de preuves et l'unanimité des confessions, ne peuvent manquer d'éveiller la suspicion chez tout homme sensé. La vérification objective des aveux acquiert d'autant plus d'importance. Or, le tribunal, au lieu de la rechercher, l'a évitée en toutes circonstances. Nous devons la prendre sur nous. Il est vrai qu'elle n'est pas toujours possible. Mais il nous suffira de montrer pour commencer que les confessions se trouvent, en plusieurs circonstances extrêmement importantes, en contradiction absolue avec les faits. Et plus elles seront standardisées, plus elles se révéleront compromises par la découverte de la fausseté de certaines d'entre elles.

Très nombreux sont les cas dans lesquels les dépositions des accusés, — leurs dénonciations contre eux-mêmes et contre autrui — s'effondrent dès le premier contact avec les faits. L'exemple de Moscou atteste qu'une si vaste imposture est au-dessus des forces du plus puissant appareil de police que le monde connaisse. Trop de gens, de circonstances, de caractères, de dates, d'intérêts, de documents ne cadrent pas avec le libretto établi d'avance. Le calendrier maintient opiniâtrément ses droits; la météorologie norvégienne refuse de se plier aux exigences d'un Vychinski. D'un point de vue artistique, il eût été au-dessus des forces d'un Shakespeare d'établir la concordance de circonstances si nombreuses et d'accorder entre eux des centaines de personnages... Or, le Guépéou n'a pas de Shakespeare à sa disposition. Dans les « événements » situés en U.R.S.S., la concordance apparente est maintenue par la contrainte inquisitoriale : accusés, témoins, experts, maintiennent en chœur des faits matériellement impossibles. La situation change dès qu'il faut tendre les fils à l'étranger, faute de quoi le procès perdrait la plus

grande partie de son importance puisque l'on ne pourrait me joindre, moi, l'ennemi n° 1. Ce qui obligea le Guépéou à se jeter dans des combinaisons risquées et fort malheureuses, avec les Goltzman, Olberg, David, Berman, Romm, Piatakov.

Le choix des objets de notre analyse est donc déterminé par les « données » dont l'accusation dispose contre moi et mon fils. Ainsi la réfutation des déclarations de Goltzman sur la visite qu'il m'aurait faite à Copenhague; la réfutation du témoignage de Romm sur notre prétendu entretien du bois de Boulogne; la réfutation des allégations de Piatakov sur son prétendu voyage à Oslo ne présentent pas seulement un intérêt par elles-mêmes, en renversant les bases de l'accusation contre moi et mon fils, mais nous permettent aussi de jeter un coup d'œil dans les arcanes de la justice moscovite et de pressentir les méthodes dont on y fait usage.

Telles sont les deux premières phases de mon analyse. Si nous réussissons à prouver, d'une part, que les crimes prétendus sont en contradiction avec la psychologie et les intérêts des accusés; de l'autre, que les aveux sont, tout au moins dans plusieurs cas typiques, en contradiction avec des faits exactement établis, nous aurons accompli une tâche considérable dans la réfutation de l'accusation dans son ensemble.

III. — Bien des questions subsisteront ensuite, il est vrai. Voici les principales : Quels sont ces accusés qui après vingt-cinq ou trente ans d'activité révolutionnaire consentent à s'accabler de façon aussi humiliante et monstrueuse ? Comment le Guépéou est-il arrivé à ses fins ? Pourquoi aucun des accusés n'a-t-il dénoncé le faux pendant le procès ? Etc. Je ne suis pas tenu d'y répondre. La Commission d'enquête n'a pu interroger ni Iagoda (interrogé en ce moment par Ejov) ni Vychinski,

ni Staline ni — et c'est le plus important, — leurs victimes, pour la plupart fusillées du reste... Nous ne pouvons donc pas élucider tout à fait la technique inquisitoriale des procès de Moscou. Mais les ressorts principaux nous en sont visibles dès aujourd'hui. Les accusés ne sont pas des trotskistes, des opposants, des résistants, mais des repentis dociles. Des années durant, le Guépéou les a préparés aux futurs procès. Je tiens pour essentiel à l'intelligence du mécanisme des confessions d'exposer la psychologie des capitulards, en tant que groupe politique, et d'esquisser les caractéristiques des principaux accusés des deux procès. Je n'entends pas me livrer après coup, dans l'intérêt de la défense, à des improvisations psychologiques arbitraires, mais tracer des portraits objectifs, en usant de matériaux incontestables se rapportant à divers moments de la période qui nous intéresse. Mes dossiers sont bondés de faits et de textes. Je m'arrête sur l'exemple le plus typique, le plus saisissant : Radek. J'écrivais le 14 juin 1929, sur la puissance des tendances thermidoriennes au sein même de l'opposition : « Nous avons vu maintes fois de vieux bolchéviks, cherchant à maintenir la tradition du parti et à se maintenir eux-mêmes, tendre leurs dernières forces pour suivre l'opposition, les uns jusqu'en 1925, les autres jusqu'en 1927, d'autres encore jusqu'en 1929. Ils finissaient par s'user, leurs nerfs n'y tenant plus. Radek est aujourd'hui l'idéologue pressé et criard de ces éléments-là. » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 1-2, juillet 1929). Radek a exposé au récent procès la « philosophie » de la funeste activité des trotskistes. D'après de nombreux journalistes étrangers, ses déclarations furent les plus dignes de créance par leur éloignement apparent du poncif et de la non-sincérité. Il nous importe d'autant plus de démontrer que le vrai Radek, tel que l'ont fait la nature

et son propre passé, avait fait place sur le banc des accusés à une sorte de robot sorti des ateliers du Guépéou.

Si je réussis à le démontrer de façon assez pertinente, le rôle des autres accusés en sera largement éclairé. Je ne renonce pas pour cela à faire la lumière sur chacun d'entre eux. J'espère, au contraire, avoir la possibilité de le faire ultérieurement. Lié par le temps, je dois maintenant concentrer mon attention sur les circonstances les plus importantes et sur les visages les plus typiques.

LES SÉRIES MATHÉMATIQUES DE L'IMPOSTURE

I. — Il est parfaitement établi par des documents officiels que le Guépéou fut au courant de la préparation de l'assassinat de Kirov. Le chef de la police politique de Léninegrad, Médvied, et onze de ses agents furent condamnés à des peines de prison pour « n'avoir pas pris les mesures nécessaires bien qu'ils fussent informés de la préparation d'un attentat contre Kirov... » Les policiers qui savaient eussent dû, semble-t-il, figurer dans les procès ultérieurs en qualité de témoins. On n'a plus reparlé de Médvied et de ses collaborateurs : ils savaient trop de choses. L'assassinat de Kirov ouvre la série des procès. Or, il repose sur une vaste provocation policière constatée par le verdict du 29 décembre 1934. Provocation qui tendait à inculper l'opposition de terrorisme et plus particulièrement à m'atteindre ainsi (par le truchement du consul de Lettonie à Léninegrad, Bissinex, agent du Guépéou, disparu depuis). Le coup de revolver de Nikolaïev

n'était probablement pas au programme et se classe plutôt sous la rubrique des frais généraux de l'amalgame.

J'ai étudié la question dans ma brochure *L'assassinat de Kirov et la bureaucratie stalinienne*, écrite au début de 1935. Ni du côté soviétique ni du côté des agents de l'U.R.S.S. à l'étranger, aucune réponse n'a été faite à mon argumentation exclusivement fondée sur les documents officiels.

II. — La Commission d'enquête l'a établi, sept procès ont eu lieu en U.R.S.S. à la suite de l'assassinat de Kirov : 1° le procès de Nicolaïev et de ses amis, les 28-29 décembre 1934; 2° le procès Zinoviev-Kaménev des 15-16 janvier 1935; 3° le procès Médvied et autres du 23 janvier 1935; 4° le procès Kaménev et autres, de juillet 1935; 5° le procès Zinoviev-Kaménev et autres, d'août 1936; 6° le procès de Novo-Sibirsk, du 22 novembre 1936; 7° le procès Piatakov-Radek, de janvier 1937. Sept variantes sur un seul thème. Plusieurs de ces variantes se rattachent à peine l'une à l'autre. Elles se contredisent sur l'essentiel et dans les détails. A chaque procès, de nouveaux coupables organisent l'assassinat de Kirov, selon d'autres méthodes et à d'autres fins politiques. La seule confrontation des documents officiels montre que six de ces procès sur sept doivent être forgés. En réalité, ils le sont tous.

III. — Le procès Zinoviev-Kaménev a fait naître toute une littérature et qui produit des données d'une importance exceptionnelle, nous portant à croire que nous sommes en présence d'une imposture sciemment organisée par le Guépéou. Plusieurs ouvrages doivent être mentionnés ici. Ce sont :

Léon Sédov, *Livre Rouge sur le procès de Moscou* ¹;

1. Edit. Populaires, Paris. 15 passage Dubail.

Max Shachtman, *Behind the Moscow trial*¹;
 Francis Heisler, *The first two Moscow trials*;
 Victor Serge, *Seize Fusillés*;
 Victor Serge, *Destin d'une Révolution (U.R.S.S. 1917-1937)*²;

Friedrich Adler, *Un procès en sorcellerie*³.

Pas une de ces études sérieuses et réfléchies n'a rencontré jusqu'ici d'appréciation critique — on ne peut compter les basses injures de la presse de l'Internationale Communiste auxquelles le plus élémentaire souci de dignité interdit de s'arrêter. Les arguments fondamentaux de ces livres sont aussi les miens.

IV. — Le groupe Staline s'efforce depuis 1926 d'inculper certains cercles de l'opposition de propagande « antisoviétique », d'intelligences avec les Blancs, de tendances capitalistes, d'espionnage, d'intentions terroristes et enfin de préparation insurrectionnelle. Toutes ces tentatives, comparables à des brouillons, sont consignées dans des actes officiels, dans des publications, dans les documents de l'opposition. Le classement chronologique de ces essais montre en quelque sorte la progression géométrique du faux, terminée par les actes d'accusation des récents procès. Nous découvrons ainsi la « loi du faux »; le mystère du prétendu complot trotskiste s'évanouit en fumée.

V. — Il en est de même des invraisemblables dépositions des accusés, en contradiction, à première vue, avec toutes les lois de la psychologie. Les abjurations rituelles des opposants commencent en 1924 et redoublent à partir de 1927. Si nous classions chronologiquement les textes de cet ordre, empruntés à la presse soviétique, — et ce

1. Pioneer Publishers, New-York.

2. Ed. Grasset, Paris.

3. Edition de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

seraient souvent les abjurations successives des mêmes personnes, — nous obtiendrions une nouvelle progression géométrique aboutissant au cauchemar des aveux de Zinoviev, Kaménev, Piatakov, Radek. L'analyse politique et psychologique de cette documentation indiscutable, d'ailleurs accessible au premier venu, révèle le mécanisme inquisiteur.

VI. — Aux séries mathématiques des faux et des abjurations correspond une troisième série du même ordre, celle des avertissements et des prédictions. L'auteur de ces lignes et ses amis politiques ont suivi avec attention les menées et les provocations du Guépéou et, procédant de faits et d'indices précis, maintes fois mis en garde leur entourage contre les desseins de Staline et la préparation des amalgames. L'expression même d'« amalgame stalinien », nous l'avons mise en circulation huit ans environ avant l'assassinat de Kirov. Nous soumettons ces documents à la commission. Ils font ressortir sans discussion possible qu'il n'y a pas eu complot trotskiste tout à coup découvert en 1936, mais complot systématique du Guépéou contre l'opposition, tendant à l'inculper de sabotage, d'espionnage, de terrorisme, de préparation insurrectionnelle.

VII. — Toutes les « abjurations » arrachées depuis 1924 à des dizaines de milliers d'opposants, sont obligatoirement dirigées contre moi. Des déportés écrivent au *Bulletin de l'Opposition*, en novembre-décembre 1929 (n° 7) que « l'on demande à tous ceux qui veulent se faire réintégrer dans le parti la tête de Trotsky ». Conformément à la loi des séries mathématiques, les fils de tous les crimes, terrorisme, trahison, sabotage, dans les procès de 1936-1937, conduisent à moi et à mon fils. Or, toute notre activité au cours des huit dernières années s'est déployée à l'étranger. Sous ce rapport

la Commission d'enquête jouit de grands avantages. Le Guépéou n'a pas pu avoir de contact avec moi à l'étranger, car j'ai toujours été entouré d'amis dévoués. Le Guépéou a dérobé le 7 novembre 1936, à Paris, une partie de mes archives, sans pouvoir, jusqu'ici, en tirer aucun parti. La commission dispose de mes archives, des témoignages de mes amis et connaissances et des miens. Il lui est loisible de confronter ma correspondance confidentielle avec mes articles et mes livres et de se rendre ainsi compte s'il y a ou non dans mon activité un élément de duplicité.

VIII. — Ce n'est pas tout. Les directives du complot émaneraient de l'étranger (de France, de Copenhague, de Norvège). Par suite d'un heureux concours de circonstances, la commission a la possibilité de vérifier si les prétendus conjurés Goltzman, Berman-Iourine, Fritz David, Vladimir Romm et Piatakov m'ont vraiment vu aux dates qu'ils donnent. Si le tribunal de Moscou n'a rien fait pour prouver que ces entretiens eurent lieu en réalité (passeports, visas, hôtels), nous pouvons nous acquitter d'une tâche beaucoup plus difficile en démontrant, preuves et témoignages à l'appui, que ces entretiens n'eurent point lieu et ne pouvaient avoir lieu. En termes juridiques, je puis, dans tous les cas importants, lorsque sont données des dates, établir mon alibi.

IX. — Si le criminel n'est pas un psychopathe, mais un homme sensé, et à plus forte raison si c'est un vieux politique expérimenté, le crime, si monstrueux qu'il soit, doit répondre à des fins définies. Or, la correspondance entre la fin et les moyens fait totalement défaut dans les affaires qui nous occupent. L'accusation impute aux mêmes hommes, dans différents procès, des fins différentes (tantôt la seule lutte « pour le pouvoir » au sein du régime soviétique, tantôt la « restauration

du capitalisme »). Les accusés suivent docilement le procureur. Les moyens qu'ils mettent en œuvre sont absurdes quant aux fins poursuivies, mais paraissent choisis exprès pour donner à la bureaucratie l'occasion d'exterminer toute l'opposition.

*
**

Les conclusions suggérées par les premières démarches de l'enquête me paraissent être les suivantes :

1° Bien que la lutte contre l'opposition ait duré de longues années, occasionné des dizaines de milliers de perquisitions, d'emprisonnements, de déportations, la justice soviétique ne dispose d'aucune preuve matérielle appuyant ses accusations. Et c'est là contre Staline la preuve la plus accablante.

2° S'il fallait même admettre hypothétiquement que tous les accusés ou certains d'entre eux aient réellement commis les crimes monstrueux qui leur sont reprochés, leurs affirmations stéréotypées, me concernant, ne feraient nullement preuve : des misérables capables de faire dérailler les trains, d'empoisonner les ouvriers, d'entrer en rapports avec la Gestapo, etc., seraient bien obligés de rechercher l'indulgence de la bureaucratie en calomniant invariablement son principal ennemi.

3° Mais les dépositions des accusés, tout au moins de ceux dont la physionomie politique nous est connue, sont fausses en ce qui concerne leur propre activité criminelle. Nous ne sommes pas en présence de bandits, de dégénérés, de monstres, mais de victimes d'une effroyable inquisition.

4° Les procès sont des comédies judiciaires (si pénible qu'il soit d'user ici du mot « comédie »), dont le texte fut étudié pendant de longues années, après de nombreuses répétitions par les organismes

du Guépéou, sous la direction personnelle de Staline.

5° L'accusation portée contre de vieux révolutionnaires (« trotskistes »), de passer au fascisme, de s'allier à Hitler et au Mikado, etc., est dictée par les mêmes mobiles politiques que les accusations portées autrefois contre Robespierre et les jacobins guillotins avec lui, d'être devenus des « royalistes » et des « agents de Pitt ». Des causes historiques analogues appellent les mêmes effets.

BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION : LE TERRORISME

Si le terrorisme est possible d'un côté, pourquoi le considérer comme exclu de l'autre ? En dépit de sa séduisante symétrie, ce raisonnement pêche par la base. On ne peut en aucun cas mettre sur le même plan le terrorisme de la dictature du prolétariat et le terrorisme contre cette dictature. Pour la coterie dirigeante, la préparation d'un assassinat, par voie judiciaire ou au coin des bois, est une simple question de technique policière; et l'on peut toujours, en cas d'échec, sacrifier des agents subalternes. Du côté de l'opposition, par contre, le terrorisme suppose la concentration de toutes les forces sur la préparation d'attentats, avec la certitude, donnée d'avance, que chaque acte, qu'il échoue ou réussisse, entraînera, en représaille, la perte des meilleurs, par dizaines. Ce gaspillage insensé de forces, l'opposition ne pouvait pas se le permettre. C'est pour cette raison et non pour une autre que l'Internationale Communiste s'abstient de recourir au terrorisme dans les pays de dictature fasciste. L'opposition communiste en U.R.S.S. n'est pas plus qu'elle disposée au suicide.

D'après l'acte d'accusation, rédigé pour les ignorants et les paresseux d'esprit, les « trotskistes » décidèrent d'exterminer le groupe dirigeant pour s'ouvrir ainsi une voie vers le pouvoir. Le philistin moyen, surtout s'il porte l'insigne des « Amis de l'U.R.S.S. » fait à peu près ce raisonnement : les opposants ne pouvaient manquer d'aspirer au pouvoir et détestaient les dirigeants; pourquoi n'eussent-ils pas, dès lors, pensé au terrorisme ? En d'autres termes, pour ce philistin, la question est réglée précisément là où en réalité elle commence à se poser. Les leaders de l'opposition ne sont pas les premiers venus et ne sont pas non plus des néophytes. Il ne s'agit pas de savoir s'ils aspiraient au pouvoir : toute tendance politique sérieuse y aspire. Il s'agit de savoir si les opposants, possédant une immense expérience révolutionnaire, pouvaient croire un seul instant que le terrorisme les rapprocherait du but ? L'histoire de Russie, la théorie marxiste, la psychologie politique répondent : Non.

Le problème du terrorisme nécessite ici une brève digression historique et théorique. Et puisque l'on me représente comme l'initiateur du « terrorisme antisoviétique », il faut bien que ces pages aient un caractère autobiographique. En 1902, à peine arrivé de Sibérie à Londres, après environ cinq années de prison et de déportation, j'énumérais, dans un article consacré au bicentenaire de la forteresse de Schlüsselbourg et de sa maison de force, les révolutionnaires que l'on y avait fait mourir. « Ces ombres douloureuses crient vengeance », écrivais-je, — « mais non vengeance personnelle : vengeance révolutionnaire. Exécution de l'autocratie et non exécution des ministres. » Ces lignes condamnaient le terrorisme individuel. L'auteur avait vingt-trois ans et il était un adversaire du terrorisme individuel depuis les premiers jours de

son activité révolutionnaire. Entre 1902 et 1905, je fis, dans diverses villes de l'Europe, aux étudiants et aux émigrés, de nombreuses conférences contre l'idéologie terroriste qui, au début du siècle, recommençait à se répandre au sein de la jeunesse russe.

A partir des années 80, deux générations de marxistes russes font l'expérience du terrorisme, en recueillent les tragiques leçons, se pénètrent d'une aversion organique envers l'aventurisme héroïque de quelques-uns. Le fondateur du marxisme russe, Plékhanov, le leader du bolchévisme, Lénine, le représentant le plus marquant du menchévisme, Martov, consacrent à la lutte contre le terrorisme des milliers de pages et des centaines de discours. Devant l'alchimie terroriste des cercles fermés d'intellectuels, ma jeunesse s'était nourrie des idées de ces aînés. Le problème du terrorisme était pour nous, révolutionnaires russes, un problème de vie ou de mort au sens politique comme au sens littéral et personnel. Le terroriste n'était pas pour nous un héros de roman, c'était un homme vivant et proche. En déportation, nous passions des années avec les terroristes de la génération précédente. En prison et au cours de transferts, nous rencontrions des terroristes de notre âge. Nous nous entretenions à la forteresse de Pierre-et-Paul, à petits coups frappés contre le mur, avec des terroristes qui attendaient la mort. Que d'heures, que de journées passées en discussions passionnées, que de ruptures à cause de la plus brûlante des questions ! Les publications traduisant et reflétant ces discussions formeraient une riche bibliothèque.

Des explosions de terrorisme sont inévitables quand l'oppression politique dépasse certaines limites. De tels actes ont presque partout un caractère symptomatique. Autre chose est la politique qui canonise le terrorisme et en fait un système.

« Le terrorisme, écrivais-je en 1909, exige une telle concentration d'énergie sur un « instant capital », une telle surévaluation de l'importance de l'héroïsme individuel et enfin, une conspiration si hermétique... qu'il exclut tout à fait l'agitation et le travail d'organisation au sein des masses... En combattant le terrorisme, les intellectuels ont défendu leur droit ou leur devoir de ne point quitter les quartiers ouvriers pour aller creuser des sapes sous les palais du tsar et des grands-ducs ». L'Histoire ne se laisse ni tromper ni jouer. Elle remet à la fin chacun à sa place. Le propre du terrorisme est finalement de détruire l'organisation qui tente de suppléer à l'aide des laboratoires à l'insuffisance de sa propre force politique. Dans certaines conditions historiques, le terrorisme peut désorienter le pouvoir. Mais qui tire, en pareil cas, parti de la situation ? Ce n'est jamais l'organisation terroriste, ni les masses derrière lesquelles se passe le duel. La bourgeoisie libérale fut toujours, en Russie, sympathique au terrorisme. On voit pourquoi. J'écrivais en 1909 : le terrorisme ne peut que faire le jeu des libéraux, dans la mesure où il porte la désorganisation et la démoralisation dans les rangs du pouvoir... au prix de la désorganisation et de la démoralisation des révolutionnaires. Nous retrouvons la même pensée, exprimée en des termes à peu près semblables, un quart de siècle plus tard, à propos de l'assassinat de Kirov.

Les attentats individuels attestent infailliblement l'état politique arriéré du pays et la faiblesse des forces progressives. En révélant la puissance du prolétariat, la révolution de 1905 mit fin au romantisme du combat singulier des petits groupes d'intellectuels contre l'autocratie. « Le terrorisme est mort en Russie », répétais-je dans divers articles. « Le terrorisme s'est déplacé loin vers l'Orient, vers le Pendjab et le Bengale... Peut-être connaîtra-t-il encore de beaux jours dans des pays de l'Orient.

En Russie, il appartient désormais à l'Histoire. »

A partir de 1907, je me retrouvai de nouveau dans l'émigration. La contre-révolution sévissait, de nombreuses colonies russes se formèrent dans les villes de l'Europe occidentale. Toute une phase de mon activité d'émigré fut absorbée par la propagande contre le terrorisme de la vengeance et du désespoir. Il apparut en 1909 qu'un agent provocateur, Azev, se trouvait à la tête de l'organisation terroriste des « socialistes-révolutionnaires ». « La provocation, écrivais-je, est chez elle dans l'impasse du terrorisme » (janvier 1909). Le terrorisme individuel ne fut jamais à mes yeux qu'une impasse.

« L'hostilité irréductible de la social-démocratie russe à l'endroit du terrorisme bureaucraté de la révolution, considéré comme une arme contre le terrorisme bureaucratique de l'autocratie, écrivais-je alors, a été méconnue et blâmée non seulement des libéraux russes, mais même des socialistes d'Occident... » Les uns et les autres nous traitaient de doctrinaires. Marxistes russes, nous expliquions la sympathie des leaders de la social-démocratie d'Occident pour le terrorisme russe par le penchant des opportunistes à reporter leurs espérances des masses sur les dirigeants. « Celui qui recherche un portefeuille ministériel doit... tout autant que celui qui, une machine infernale sous le bras, recherche le ministre, surestimer l'importance du ministre, sa personnalité, sa fonction. Pour tous les deux, le système disparaît ou recule, il ne reste qu'une personne investie de pouvoir. » Cette idée maîtresse qui commanda mon activité pendant des dizaines d'années, nous la retrouvons formulée à l'occasion de l'assassinat de Kirov.

Des états d'esprit terroristes se firent jour vers 1911 dans certains milieux ouvriers autrichiens. Frédéric Adler, qui dirigeait alors la revue théorique du Parti social-démocrate d'Autriche, me

demanda sur ce sujet un article pour *Der Kampf*. Je le lui donnai en novembre 1911. En voici quelques lignes : « L'attentat, même quand il « réussit », porte-t-il le trouble dans les cercles dirigeants ? Cela dépend des circonstances politiques concrètes. En tout cas, il ne saurait être question que d'un trouble de courte durée. L'Etat capitaliste ne repose pas sur des ministres et ne peut pas être détruit en même temps que ses ministres. Les classes qu'il sert trouveront toujours d'autres serviteurs, le mécanisme demeurant intact et continuant à fonctionner. Mais le trouble que les attentats terroristes portent dans la classe ouvrière est autrement profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour atteindre le but, à quoi servent donc les efforts de la lutte des classes ? S'il suffit d'un peu de poudre et de plomb pour trouer la tête de l'ennemi, à quoi sert l'organisation de classe ? Si les grands dignitaires peuvent être intimidés par le fracas d'une explosion, à quoi sert le parti ? Pourquoi des réunions, pourquoi l'agitation, pourquoi les élections, si l'on peut si facilement prendre pour cible, des tribunes du parlement, le banc des ministres ? Le terrorisme individuel est précisément inadmissible à nos yeux parce qu'il *rabaisse les masses devant elles-mêmes*, les réconcilie avec leur impuissance et oriente leurs regards comme leurs espérances vers le grand vengeur, le libérateur qui viendra un jour et accomplira son œuvre. » Cinq ans plus tard, au plus fort de la guerre impérialiste, Frédéric Adler, qui m'avait invité à exposer ces idées, abattait dans un restaurant viennois le ministre-président Sturghk. Sceptique et opportuniste héroïque, son désespoir et son indignation n'avaient pas trouvé d'autre issue. Mes sympathies n'étaient pas, on s'en doute, du côté du fonctionnaire des Habsbourg. J'opposai pourtant à l'acte individuel de Frédéric Adler la façon d'agir de Karl Liebknecht

qui, en pleine guerre, s'était mis à distribuer des tracts révolutionnaires sur une place de Berlin.

Le 28 décembre 1934, quatre semaines après l'assassinat de Kirov, à un moment où la justice de Staline ne savait pas vers qui tourner son glaive, j'écrivais dans le *Bulletin de l'Opposition* (janvier 1935, N° 41) : « ... Les marxistes qui condamnaient résolument le terrorisme individuel... même lorsque ses coups étaient dirigés contre les agents du tsar et de l'exploitation capitaliste, condamneront et repousseront d'autant plus impitoyablement l'aventurisme criminel des attentats dirigés contre les représentants bureaucratiques du premier Etat ouvrier de l'Histoire. Peu nous importent en l'occurrence les mobiles subjectifs de Nikolaïev et de ses amis politiques. L'enfer est pavé des meilleures intentions. Tant que la bureaucratie soviétique n'aura pas été chassée par le prolétariat — et elle le sera, — elle remplira une fonction nécessaire de défense de l'Etat ouvrier. Si les attentats comme celui de Nikolaïev se multipliaient, ils ne pourraient, étant données d'autres conditions défavorables, que seconder la contre-révolution fasciste. »

« Des politiciens véreux qui croient avoir affaire à des imbéciles peuvent seuls tenter de rattacher Nikolaïev à l'opposition de gauche, fût-ce au groupe Zinoviev, tel qu'il fut en 1926-27. Ce n'est pas l'opposition, c'est la bureaucratie qui, par sa décomposition intérieure, engendre des organisations terroristes parmi les jeunes. *Le terrorisme individuel n'est au fond que l'envers du système bureaucratique.* Cette loi, les marxistes ne la connaissent pas d'hier. Le bureaucratisme n'a pas confiance dans les masses auxquelles il s'efforce de se substituer. Le terrorisme se comporte de même, qui entend faire le bonheur des masses sans leur propre concours. La bureaucratie stalinienne a créé le culte écœurant des chefs pourvus des attributs de la divinité.

Le culte des « héros » est aussi celui du terroriste, bien qu'il le marque d'un signe négatif. Les Nikolaïev s'imaginent qu'il suffit de quelques coups de revolver pour modifier le cours de l'Histoire. Les terroristes-communistes, en tant que formation idéologique, sont nés de la bureaucratie, chair de sa chair. » Le lecteur a pu s'en convaincre, ces lignes ne furent pas écrites *ad hoc*. Elles résumaient l'expérience d'une vie nourrie elle-même de l'expérience de deux générations.

Sous l'ancien régime, le passage d'un jeune marxiste au parti terroriste était un fait relativement rare que l'on se montrait du doigt. Mais il y avait tout au moins une lutte ininterrompue des tendances, les publications polémiquaient avec âpreté, les débats ne cessaient pas un jour. On voudrait maintenant nous faire croire que des vieux révolutionnaires, des vieux leaders du marxisme russe, formés par la tradition de trois révolutions se seraient tournés, sans débats, sans explications, vers le terrorisme qu'ils repoussèrent toujours comme une méthode de suicide politique. La seule possibilité de formuler pareille accusation montre jusqu'où la bureaucratie stalinienne a fait choir la pensée officielle, théorique et pratique, pour ne point parler de la justice soviétique. Aux convictions politiques acquises par l'expérience, affermisses par la théorie, trempées au creuset le plus ardent de l'Histoire, les falsificateurs opposent les aveux déçousus, contradictoires et que rien ne confirme, d'anonymes suspects. Oui, disent Staline et ses agents, nous ne pouvons pas nier que Trotsky se soit opposé, en Russie comme ailleurs, à des moments divers de l'évolution politique, aux aventures terroristes. Mais nous avons découvert dans sa vie quelques épisodes qui font exception à cette règle. Dans une lettre secrète qu'il a écrite à un certain Dreitzer (et que personne n'a vue); dans un entretien avec Goltzman,

que lui avait amené son fils, à Copenhague (son fils qui était à ce moment même à Berlin); dans des entretiens avec Berman et David (personnages dont il apprit l'existence par les comptes rendus du procès...), Trotsky a donné à ses partisans (il s'agit en réalité de ses ennemis les plus acharnés !) des instructions terroristes (qu'il n'a ni tenté de justifier ni cherché à relier à l'œuvre de toute sa vie). Trotsky n'a, quarante années durant, fait connaître, oralement et par écrit, ses idées sur le terrorisme, à des centaines de milliers et des millions d'hommes que pour tromper tous ceux qui l'écoutaient; ses idées véritables, il les exposait en grand mystère à des Berman et à des David... Et il a suffi, ô miracle ! de ces « instructions » bafouillées, tout juste à la portée intellectuelle d'un procureur Vychinski, pour que des centaines de vieux marxistes s'engagent automatiquement, sans discussion, sans objections dans la voie du terrorisme... Telle est la base politique des procès de Moscou. En d'autres termes, ces procès manquent de toute base politique !

L'ASSASSINAT DE KIROV

Il est question dans les procès de Moscou, de desseins grandioses, de plans, de préparation de crimes. Tout se passe néanmoins en conversations, plus exactement en évocation de propos que les accusés auraient tenus. Le compte rendu des procès se réduit, nous l'avons déjà dit, à une conversation sur des conversations. L'assassinat de Kirov est le seul crime réel. Or, il a été commis, non par des opposants, non par des capitulars que le Guépéou fait passer pour des opposants, mais par un,

deux ou trois jeunes communistes tombés dans les filets de la provocation. Que le Guépéou ait voulu ou non aller jusqu'au crime, la responsabilité lui en revient; et il ne pouvait pas en si grave occurrence agir sans instructions directes de Staline.

Sur quoi reposent ces affirmations ? On trouve dans les documents publiés à Moscou tous les éléments de la réponse. L'analyse de ces documents est donnée dans ma brochure *L'Assassinat de Kirov et la bureaucratie soviétique*, dans le *Livre Rouge* de L. Sedov et d'autres travaux. Je résume brièvement ici les conclusions de cette analyse.

1. Zinoviev, Kaménev et leurs camarades ne pouvaient pas avoir organisé l'assassinat de Kirov, car cet attentat n'avait aucune justification politique. Kirov n'était qu'une figure de second plan, sans importance personnelle. Qui connaissait son nom, dans le monde, avant sa mort ? En admettant même l'hypothèse absurde que Zinoviev, Kaménev et leurs amis se fussent engagés dans la voie du terrorisme individuel, ils ne pouvaient pas ne pas comprendre que l'assassinat de Kirov, sans leur promettre de bénéfice politique, provoquerait des représailles impitoyables contre les suspects et les douteux et rendrait par la suite malaisée toute activité d'opposition et surtout le terrorisme... De vrais terroristes eussent dû commencer par Staline. Il y avait parmi les accusés des membres du Comité Central et du gouvernement qui entraient librement partout : abattre Staline ne présentait pour eux aucune difficulté. Les capitulars ne l'ont pas fait parce qu'au lieu de combattre Staline et d'attenter à sa vie, ils le servaient.

2. L'assassinat de Kirov plongea les milieux dirigeants dans la panique. Bien que la personnalité de Nikolaïev ait été établie sur-le-champ, le premier communiqué officiel parle d'un attentat commis par des Blancs, illégalement entrés en U.R.S.S.

par les frontières de Roumanie, de Pologne et d'autres Etats limitrophes. Cent quatre « Blancs » — au moins — de cette catégorie furent passés par les armes ! Pendant plus de deux semaines le gouvernement crut devoir détourner l'attention de l'opinion et effacer on ne sait quelles traces en faisant procéder à des exécutions sommaires. La version des Blancs ne fut abandonnée que le seizième jour. Le gouvernement ne nous a donné jusqu'aujourd'hui aucune explication de cette première période de panique, marquée par plus de cent cadavres.

3. La presse soviétique n'a absolument rien dit sur les circonstances dans lesquelles Nikolaïev tua Kirov; elle n'a dit ni quelles fonctions remplissait Nikolaïev, ni quels étaient ses rapports avec Kirov. Les détails de l'attentat sont demeurés dans l'ombre. Le Guépéou ne peut pas relater ce qui s'est passé sans révéler quelles initiatives lui revenaient dans ce crime.

4. Bien que Nikolaïev et ses treize coaccusés aient fait toutes les dépositions que l'on exigeait d'eux (et j'admets qu'ils ont pu être torturés), ils n'ont dit mot d'une participation de Zinoviev, Bakaév, Kaménev ou de quelque « trotskiste » que ce fût à la préparation de l'attentat. Le Guépéou ne semble même pas les avoir interrogés à ce sujet. L'affaire était trop fraîche, la provocation trop évidente et le Guépéou se souciait davantage de dissimuler sa propre culpabilité que de rechercher celle de l'opposition.

5. Alors que le procès Radek-Piatakov, mettant directement en cause des gouvernements étrangers, fut joué au grand jour, le procès du jeune communiste Nikolaïev, meurtrier de Kirov, se déroula les 28-29 décembre 1934 à huis clos. Pourquoi ? Ce n'était évidemment pas pour des raisons diplomatiques. Le Guépéou ne pouvait pas montrer son pro-

pre travail. Il fallait faire disparaître dans les ténèbres les auteurs de l'attentat et leurs proches, se bien laver les mains et s'attaquer ensuite à l'opposition.

6. L'assassinat de Kirov suscita un si grand trouble au sein de la bureaucratie que Staline, qui ne pouvait manquer d'être suspecté dans les milieux informés, fut dans la nécessité de trouver des boucs émissaires. Le procès des douze principaux fonctionnaires du Guépéou de Léninegrad, Médvied en tête, eut lieu le 23 janvier 1935. L'acte d'accusation constate que Médvied et ses collaborateurs « étaient renseignés sur l'attentat qui se préparait ». Le verdict constate qu'ils « ne prirent pas à temps les mesures nécessaires pour découvrir le groupe terroriste et interrompre son activité, bien qu'ils en eussent la pleine possibilité ». On ne saurait exiger plus de franchise. Tous les inculpés furent condamnés à des peines de prison variant entre deux et dix ans. Tout est clair : le Guépéou, agissant par le truchement de ses agents provocateurs, risquait la tête de Kirov pour impliquer l'opposition dans son intrigue. Nikolaïev tira avant d'avoir reçu l'autorisation de Médvied, compromettant ainsi, irrémédiablement, l'amalgame. Staline sacrifia Médvied.

7. Notre analyse trouve une confirmation nouvelle dans le rôle tenu par le consul de Lettonie à Léninegrad, M. Bissinex, agent manifeste du Guépéou. Nikolaïev reconnut avoir été en relations avec ce consul, en avoir reçu cinq mille roubles pour préparer son attentat et avoir été sans raison sollicité par lui d'écrire une lettre à Trotsky. Afin de rattacher au moins obliquement mon nom à l'affaire Kirov, Vychinski mentionne dans son acte d'accusation de décembre 1934 cet épisode stupéfiant qui fait ressortir on ne peut mieux le rôle du consul. Le nom de ce dernier n'a cependant été publié que sur les exigences du corps diplomatique,

après quoi ce singulier agent consulaire disparut de la scène sans plus laisser de traces. Son nom ne devait plus être mentionné dans les procès ultérieurs, bien qu'il ait connu l'assassin et financé l'assassinat ! Tous les « organisateurs » ultérieurs de cet attentat (Bakaév, Kaménev, Zinoviev, Mratchkovski et autres) n'ont pas une seule fois nommé M. Bissinex ! On se figurerait difficilement provocation plus grossière, plus tâtonnante et plus impudente.

8. Ce n'est qu'après l'extermination des terroristes authentiques, de leurs amis et de leurs auxiliaires, y compris certainement les agents du Guépéou mêlés au complot, que Staline croit possible de s'attaquer à fond à l'opposition. Le Guépéou arrête alors les dirigeants de l'ancien groupe Zinoviev et les divise en deux catégories. L'agence Tass publie le 22 décembre¹ un communiqué concernant les sept plus influents, tous anciens membres du Comité central. « Ils ne sauraient être mis en jugement faute de données suffisantes. » Les militants moins influents demeurent, selon la technique traditionnelle du Guépéou, sous l'épée de Damoclès. Menacés de mort, plusieurs d'entre eux compromettent, dans leurs dépositions, Zinoviev, Kaménev, Evdokimov... Ils ne parlent pas, il est vrai, de terrorisme, mais d'« activité contre-révolutionnaire » en général (mécontentement, critiques de la politique de Staline). Cela suffit pour obtenir de Zinoviev, de Kaménev et de plusieurs autres l'aveu d'une responsabilité « morale » dans l'attentat terroriste. A ce prix, Zinoviev et Kaménev évitent momentanément d'être inculpés de complicité directe.

9. J'écrivais le 26 janvier 1935 à mes amis d'Amérique (lettre publiée dans le *Bulletin de l'Opposition*, N° 42, février 35) : « La stratégie déployée

1. 1934.

autour du cadavre de Kirov n'a pas procuré à Staline de brillants lauriers. C'est justement pourquoi il ne peut ni s'arrêter ni reculer. Aux amalgames qu'il n'a pas su organiser, qui ont échoué, il a besoin d'en substituer d'autres, plus vastes et... plus réussis. Préparons-nous à lui faire face ! » Les procès de 1936-37 n'ont que trop confirmé cet avertissement¹.

QUI A FIXÉ LA LISTE DES VICTIMES PROMISES AU TERRORISME ?

Le procès Zinoviev-Kaménev d'août 1936 fut tout entier basé sur le terrorisme. L'objet du prétendu « centre » était de renverser le gouvernement, en supprimant les chefs, afin de s'emparer du pouvoir. La confrontation attentive des comptes rendus des deux procès suffit à nous convaincre que la liste des chefs destinés, paraît-il, à l'extermination fut arrêtée non par les terroristes, mais par leurs victimes supposées et en premier lieu par Staline. Le cas Molotov fait ressortir l'apport personnel de Staline.

D'après l'acte d'accusation du procès Zinoviev, « le centre terroriste unifié trotskiste-zinoviéviste », après avoir supprimé Kirov, ne se borna pas à organiser l'assassinat du seul Staline. Il travaillait simultanément à organiser l'assassinat d'autres dirigeants du parti et notamment de Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Kossior, Ordjonikidzé et Postychev. Cette liste ne comprend pas le nom de Molotov. Elle varia sur les lèvres des accusés à divers

1. *L'assassinat de Kirov et la bureaucratie soviétique*, éd. Librairie du Travail, Paris, 17, rue de Sambre-et-Meuse.

moments de l'instruction et du procès. Sur un point, elle resta invariable : aucun des accusés ne mentionna Molotov. D'après Rheingold, parlant à l'instruction, « la directive essentielle de Zinoviev se réduisait à : frapper Staline, Kaganovitch et Kirov ». A l'audience du soir du 19 août, Rheingold dit : « Dès lors la seule méthode d'action, c'est le terrorisme dirigé contre Staline et ses plus proches collaborateurs, Kirov, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Postychev, Kossior et autres... » Molotov n'est pas mentionné. Mratchkovski dépose : « Nous devons tuer Staline, Vorochilov, Kaganovitch, — Staline en premier lieu. » Molotov est de nouveau ignoré.

Même chose avec mes prétendues directives terroristes. L'acte d'accusation dit que « le groupe Dreitzer reçut directement de Trotsky la directive de tuer Vorochilov ». A en croire Mratchkovski, au cours de l'automne 1932, Trotsky « confirma de nouveau la nécessité de tuer Staline, Vorochilov et Kirov ». En décembre 1934, Mratchkovski reçut par Dreitzer une lettre de Trotsky, exigeant « plus de célérité dans l'exécution des attentats contre Staline et Vorochilov ». Dreitzer le confirme. Berman-Iourine dépose : « Trotsky dit qu'il fallait, outre Staline, supprimer Kaganovitch et Vorochilov ». J'aurais donc pendant près de trois ans répété qu'il fallait tuer Staline, Kaganovitch, Vorochilov, Kirov. Pas un mot sur Molotov. C'est d'autant plus remarquable que, dans les dernières années de mon activité de membre du Bureau politique, Kirov et Kaganovitch n'en faisaient point partie et nul ne les considérait comme des personnages politiques de quelque importance, tandis que Molotov était la seconde figure du groupe dirigeant. Molotov n'est pas seulement membre du Bureau politique, c'est aussi le chef du gouvernement. Sa signature, à côté de celle de Staline, s'étale au bas

des décrets les plus importants. Et pourtant, nous le voyons, les terroristes du « centre unifié » ignorent obstinément son existence. Chose tout à fait étonnante, le procureur Vychinski, loin de s'étonner de cette lacune, la considère comme toute naturelle. A l'audience du matin du 19 août, Vychinski interroge Zinoviev sur les attentats en préparation :

« Contre qui ? »

Zinoviev. — Contre les dirigeants.

Vychinski. — C'est-à-dire contre les camarades Staline, Vorochilov et Kaganovitch ?

Les mots « c'est-à-dire » ne laissent pas place au doute : le procureur exclut officiellement le chef du gouvernement du nombre des dirigeants du parti et de l'Etat. Pour finir, le même procureur, dans son réquisitoire, accable les trotskistes « qui ont levé la main contre les dirigeants du parti, contre les camarades Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior, Postychev, nos dirigeants, les dirigeants de l'Etat soviétique ». (Audience du 22 août). Le mot « dirigeants » est répété trois fois, mais cette fois encore il ne s'applique pas à Molotov.

Des raisons sérieuses nécessitèrent donc, pendant la longue préparation du procès, l'éviction de Molotov de la liste des « dirigeants ». Les non-initiés ne sauraient comprendre pourquoi les terroristes croyaient indispensable de tuer Kirov, Postychev, Jdanov, Kossior, « chefs » provinciaux, et négligeaient Molotov qui dépasse, de l'aveu de chacun, d'une ou de deux têtes tous ces candidats au sacrifice. Sédov, dans son *Livre Rouge*, note déjà cet ostracisme : « Dans la liste des chefs que les terroristes auraient eu l'intention de supprimer, liste arrêtée par Staline, n'entrent pas que des premières grandeurs; on y voit aussi Jdanov, Kossior et Postychev. Mais on n'y trouve pas Molotov. Or il n'y a pas de hasard chez Staline en ces sortes d'affaires. »

Quel est ce secret ? Des rumeurs persistantes ont ébruité les désaccords entre Staline et Molotov relatifs à l'abandon de la politique dite de la « troisième période » ; ces rumeurs ont trouvé une confirmation indirecte mais certaine dans la presse soviétique : Molotov n'était plus ni cité ni loué, ni photographié, et il arrivait même qu'on oubliât de le mentionner. Le *Bulletin de l'Opposition* l'observa plusieurs fois. Le certain en tout cas, c'est qu'en août 1936, le principal compagnon de lutte de Staline dans la lutte contre toutes les oppositions se trouva publiquement et brutalement exclu de la liste des dirigeants. On ne peut manquer, dans ces conditions, de conclure que les aveux des accusés de même que mes « directives », devaient contribuer à résoudre un problème circonstanciel : élever au rang des « chefs » Kaganovitch, Jdanov et quelques autres tout en discréditant l'ex-« chef » Molotov.

Mais peut-être les autorités judiciaires manquaient-elles tout bonnement, pendant le procès Zinoviev, de données sur les attentats visant Molotov ? L'hypothèse ne résiste à aucune critique. De façon générale, ces procès se passent sans « données ». Le verdict du 23 août 1936 parle d'attentats (contre Postychev et Kossior) dont le compte rendu des débats ne dit mot. Malgré son importance en elle-même, cette considération passe au second plan du fait que les accusés et tout d'abord les membres du « centre », dans leurs aveux, parlent moins d'attentats que de projets d'attentats. Il s'agissait presque exclusivement de savoir qui les conjurés croyaient devoir tuer. La liste des victimes était dès lors déterminée non par les matériaux de l'instruction, mais par le rôle politique des personnages les plus influents. Et il est d'autant plus stupéfiant que les « plans » du « centre » embrassent tous les candidats au martyre concevables, à l'exception de Molotov, que personne n'a cependant

jamais considéré comme un figurant décoratif du genre Kalinine. Au contraire, s'il fallait poser la question de la succession de Staline, on devrait bien répondre que Molotov a plus de chances qu'aucun autre.

Peut-être encore les terroristes, informés des désaccords entre les dirigeants, avaient-ils simplement décidé d'épargner Molotov? Cette hypothèse aussi, nous allons le voir, ne résiste pas à l'examen. A la vérité, ce ne sont pas les « terroristes » qui ont épargné Molotov, c'est Staline qui a voulu donner l'impression qu'ils l'avaient fait pour nuire ainsi à son adversaire. Les faits montrent qu'il a pleinement réussi. Dès avant le procès d'août une réconciliation s'esquisse entre Staline et Molotov. Elle se traduit tout de suite dans la presse qui, obéissant à un signal, commence à réintégrer Molotov dans ses droits d'autrefois. On pourrait, en citant la *Pravda*, tracer un tableau saisissant et convaincant de la réhabilitation progressive de Molotov en 1936. Le *Bulletin de l'Opposition* écrivait à ce propos (n° 50, mai 1936) : « Depuis la liquidation de la « troisième période », Molotov était, comme on sait, dans une demi-disgrâce... Mais il a fini par « s'aligner ». Au cours des dernières semaines, il a fait plusieurs fois le panégyrique de Staline... En récompense... voici que l'on mentionne son nom à la deuxième place en le qualifiant de plus proche compagnon de lutte. » En cette occurrence comme en beaucoup d'autres, la confrontation des organes de la bureaucratie soviétique avec le *Bulletin de l'Opposition* permet de déchiffrer bien des énigmes.

Le montage du procès Zinoviev-Kaménev est antérieur à cette réconciliation : on ne pouvait tout de même pas remanier à la hâte tous les matériaux de l'instruction! Staline, d'ailleurs, ne se pressait pas d'amnistier complètement le président du

Conseil des Commissaires du Peuple, à qui il fallait donner une bonne leçon. Vychinski dut donc s'en tenir en août à la directive de naguère. La préparation du procès Piatakov-Radek a lieu après la réconciliation. La liste des victimes désignées change comme il convient et non seulement pour le futur, mais aussi pour le passé ! Dans sa déposition du 24 janvier, Radek, se référant à un entretien avec Mratchkovski, en 1932, dit : « Je n'eus pas le moindre doute à ce sujet : les actes terroristes devaient être dirigés contre Staline et ses plus proches camarades : Kirov, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch. » Déposition du témoin Loguinov, à la séance du matin du 25 janvier : « Piatakov dit (début de l'été 1935) que le centre parallèle trotskiste... préparait des actes terroristes contre Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch... » Piatakov s'empressa, bien entendu, de confirmer la déposition de Loguinov. Les accusés du deuxième procès, contrairement aux membres du « centre unifié », nomment Molotov parmi les futures victimes et lui attribuent même la deuxième place, après Staline.

Qui donc établit, dans ces conditions, la liste des victimes désignées ? Les terroristes ou le Guépéou ? Staline, par le truchement du Guépéou. L'hypothèse mentionnée plus haut, selon laquelle les « trotskistes », informés des dissentiments existant entre Molotov et Staline, auraient épargné le premier pour des raisons politiques, ne pourrait prétendre à la vraisemblance que si les « trotskistes » n'avaient commencé la préparation d'un attentat contre Molotov qu'après sa réconciliation avec Staline. Mais il apparaît qu'ils pensaient à tuer Molotov dès 1932 : ils « oublièrent » seulement de le dire en août 1935 et le procureur « oublia » de le leur rappeler. Mais dès que Molotov eut obtenu de Staline l'amnistie politique, la mémoire du procureur

et des accusés s'éclaircit. Et nous voici témoins d'un miracle : bien que Mratchkovski n'ait parlé dans ses dépositions que de la préparation d'attentats contre Staline, Kirov, Vorochilov et Kaganovitch, l'accusé Radek, se reportant à un entretien qu'il aurait eu avec Mratchkovski en 1932, ajoute après coup à cette liste le nom de Molotov. Piatakov, d'autre part, aurait parlé à Loguinov d'un attentat contre Molotov au début de l'année 1935, plus d'un an avant le procès Zinoviev. Enfin, les accusés Mouralov, Chestov et Arnold parlent d'un attentat « effectif » contre Molotov, qui aurait été commis, en 1934, plus de deux ans avant le procès du « centre unifié » ! Une conclusion s'impose : c'est que les accusés avaient tout aussi peu de liberté dans le choix de leurs « victimes » qu'en tout autre domaine. La liste des personnes visées par le terrorisme était en réalité celle des chefs officiellement recommandés aux masses. Elle s'est modifiée avec les regroupements du noyau dirigeant. Il ne restait aux accusés comme au procureur Vychinski qu'à se conformer à des instructions totalitaires.

L'objection suivante est encore possible : Toute cette machination n'est-elle pas vraiment trop grossière ? Force nous est de répondre qu'elle ne l'est pas plus que bien d'autres dans ces abominables procès. Le régisseur ne fait appel ni à la raison ni à la critique. Il entend écraser les droits de la raison sous un faux massif scellé par des fusillades.

BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION :

LE SABOTAGE

L'accusation de sabotage, portée contre les « troskistes », constitue bien, dans le dessein et l'exécution, l'élément le plus grossier de l'imposture

judiciaire. D'une importance capitale dans l'amalgame, elle n'a convaincu personne (exception faite de M. Duranty et de ses pareils). L'acte d'accusation a fait savoir au monde que toute l'industrie soviétique était aux mains d'une poignée de « trotskistes ». Il n'en allait pas mieux des transports. Quels furent les actes de sabotage commis? Les aveux de Piatakov, confirmés par ceux de ses plus proches collaborateurs accusés comme lui, nous révèlent que : a) les plans des nouvelles usines étaient élaborés avec trop de lenteur et maintes fois remaniés; b) la construction des usines durait trop longtemps, immobilisant ainsi des capitaux très considérables; c) les entreprises entraient en exploitation avant d'être achevées, de sorte qu'elles se détérioraient vite; d) les diverses parties des entreprises étant disproportionnées, la capacité générale de production en était amoindrie; e) les usines accumulaient des réserves inutiles de matériaux, transformant ainsi le capital productif en capital improductif; f) les matériaux étaient dilapidés, etc., etc. Tous ces faits, connus depuis longtemps comme les maux chroniques de l'économie soviétique, s'expliquent désormais par un complot que dirigea Piatakov, sur mes directives, cela va de soi.

Ce qui reste tout à fait incompréhensible, c'est le rôle, en tout ceci, des organismes de l'Etat appelés à diriger l'industrie, les finances et le contrôle, sans parler du parti qui a dans toutes les entreprises et dans toutes les institutions ses cellules. A en croire l'acte d'accusation, la direction de l'économie appartenait, non à un « chef génial et infailible », non à ses collaborateurs les plus proches, membres du Bureau politique et du gouvernement, mais à un homme isolé, banni et exilé depuis neuf ans. Comment le comprendre? Une dépêche de Moscou publiée par le *New York Times* (du 25 mars 1937)

nous apprend que le nouveau chef de l'industrie lourde, Mejlaouk, a dénoncé devant ses subordonnés le rôle criminel des saboteurs dans la confection de faux plans. Seulement, Mejlaouk resta lui-même jusqu'à la mort d'Ordjonikidzé (18 février 1937) à la tête de la Commission du Plan, dont la tâche principale est justement de contrôler les plans et devis de l'économie. Le gouvernement soviétique, à la poursuite du faux, se délivre ainsi lui-même les plus humiliantes attestations d'incapacité. Le *Temps*, organe officieux d'un « pays ami », écrivait avec raison qu'il eût été plus sage de ne point livrer à la publicité cette partie du procès.

Ce que nous venons de dire de l'industrie se rapporte intégralement aux transports. Les spécialistes considéraient que la capacité de transport des réseaux avait des limites techniques précises. Depuis que Kaganovitch fut mis à la tête des voies et communications, la « théorie des limites » a été officiellement proclamée préjugé bourgeois, pis même, invention de saboteurs. Des centaines d'ingénieurs et de techniciens ont payé leur attachement direct ou indirect à cette « théorie ». Sans doute de nombreux spécialistes, formés à l'école du capitalisme, sous-estimaient-ils les possibilités du plan et étaient-ils enclins à fixer des normes d'activité trop basses. Mais il n'en résulte pas que le rythme de l'exploitation ne soit commandé que par l'énergie et l'allant de la bureaucratie. L'outillage du pays, l'interdépendance des diverses branches de l'industrie, des transports et de l'agriculture, le degré de qualification du personnel, le pourcentage des ingénieurs expérimentés, le niveau général de culture et la condition matérielle de la population, tels sont les facteurs fondamentaux qui décident en dernier lieu des limites de l'exploitation des voies ferrées. En s'efforçant de les forcer à coups de commandements, de répressions et de primes (le stakha-

novisme), la bureaucratie provoque inévitablement de coûteuses réactions : désorganisation des usines, bris, avaries de machines, gros pourcentages de malfaçons, d'accidents, de catastrophes. Point n'est besoin de faire appel au « complot » trotskiste.

La tâche de l'accusation se complique fortement du fait qu'à partir de février 1930, j'ai systématiquement dénoncé dans la presse, d'année en année, de mois en mois, les vices mêmes de l'économie bureaucratique que l'on impute aujourd'hui à l'organisation fantastique des « trotskistes ». J'ai démontré que l'industrie soviétique a besoin d'une cadence plutôt optimum que maximum, c'est-à-dire assurant, compte tenu de la correspondance des parties d'une entreprise, la croissance ininterrompue de l'économie. « L'industrie court vers une crise, écrivais-je dans le *Bulletin de l'Opposition*, le 13 février 1930, — d'abord en raison des méthodes monstrueusement bureaucratiques qui président à l'élaboration du plan. Le plan quinquennal ne peut être bâti, en observant les proportions et les garanties nécessaires, que si l'on peut discuter librement la cadence du travail et les délais, si toutes les forces intéressées de l'industrie et de la classe ouvrière, toutes les organisations et d'abord le parti, prennent part au débat en contrôlant librement l'expérience acquise par l'économie soviétique au cours de la dernière période et aussi les énormes erreurs commises par les dirigeants... Le plan de l'édification socialiste ne saurait être donné comme une directive à priori émanant des bureaux. »

Les trotskistes, nous l'entendons dire à chaque instant, ne constituent qu'un groupuscule insignifiant, isolé des masses qui les exècrent. C'est justement pourquoi ils auraient eu recours aux méthodes du terrorisme individuel. Mais le tableau change complètement dès que nous passons au sabotage. Il est vrai qu'un homme seul peut jeter

une pierre dans une machine ou faire sauter un pont. Mais nous entendons parler aux procès de méthodes de sabotage qui ne sont possibles que lorsque tout l'appareil de direction est aux mains des saboteurs. L'accusé Chestov, agent provocateur manifeste, dépose à l'audience du 25 janvier : « Dans toutes les mines, à Prokofievsk, à Anjerka, à Léninsk, était organisé le sabotage du stakhanovisme. Des instructions enjoignaient d'exaspérer les ouvriers. Avant d'arriver au lieu de son travail, il fallait que l'ouvrier engueulât deux cents fois l'administration. Des conditions de travail insupportables lui étaient faites. Il n'était pas possible de travailler selon les méthodes Stakhanov et même sans elles. » Tout cela, les trotskistes l'avaient fait ! Toute l'administration était évidemment trotskiste !

Pas satisfaite encore, l'accusation indique des modes de sabotage qui ne peuvent être appliqués sans participation active ou passive des ouvriers ! Le président du tribunal cite la déposition suivante de l'accusé Mouralov, qui se reporte à son tour à celle de l'accusé Bogouslavski : « Sur les voies ferrées, les trotskistes provoquaient l'usure prématurée des locomotives, sabotaient les horaires, organisaient l'encombrement des stations, ralentissant ainsi le mouvement des marchandises. » Les chemins de fer étaient donc aux mains des trotskistes ! Et le président de demander à l'accusé : « Bogouslavski sabotait-il tout dernièrement la construction de la ligne Eiche-Sokol ? »

Mouralov. — Oui.

Le président. — Et vous êtes arrivé à faire échouer les travaux ?

Mouralov. — Oui.

C'est tout. Comment Bogouslavski et deux ou trois autres « trotskistes » ont-ils pu faire échouer les travaux de construction d'une ligne de chemins de fer sans être soutenus par des ouvriers et

des employés des chantiers, voilà ce qui demeure tout à fait incompréhensible.

Les dates auxquelles se rapportent les actes de sabotage sont contradictoires au possible. D'après les dépositions les plus importantes, le sabotage est en 1934 un « dernier mot ». Mais Chestov en reporte le début à fin 1931. Au cours des débats, les dates tantôt avancent, tantôt reculent. Chaque accusation concrète de sabotage ou de « diversion » repose de coutume sur un échec, une erreur, une catastrophe dans l'industrie ou les transports. A partir du premier plan quinquennal, il y eut des échecs et des accidents en grand nombre. L'accusation choisit ce qu'elle peut imputer à tel ou tel accusé. De là les sautes dans la chronologie du sabotage. En tout cas, la directive générale de sabotage pour autant que l'on peut s'y retrouver, je ne l'aurais donnée qu'en 1934.

Les manifestations les plus funestes du « sabotage » sont aujourd'hui découvertes dans l'industrie chimique au sein de laquelle les proportions intérieures ont été particulièrement malmenées. Or j'écrivais, il y a sept ans, quand les Soviets commençaient à créer cette branche d'industrie : « Dans la question de savoir, par exemple, quelle part devra revenir au cours des prochaines années à l'industrie chimique, la décision ne peut être préparée que par la concurrence des groupements économiques et des diverses branches d'industrie pour la part de la chimie dans l'économie du pays. La démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite et moins encore une revendication morale. Elle est devenue une nécessité économique. » Que se passait-il en réalité ? « L'industrialisation, écrivais-je dans le même article, dépend de plus en plus du knout administratif. On force l'outillage et la main-d'œuvre. » Connaissant trop bien les méthodes de défense de Staline, j'ajoutais : « L'écho que notre

analyse trouvera dans les milieux officiels n'est pas difficile à prévoir. Les fonctionnaires vont dire que nous spéculons sur la crise. Des gredins ajouteront que nous souhaitons la perte des Soviets... Tout cela ne nous arrêtera pas. Les racontars passent, les faits restent. »

Je ne puis abuser ici des citations. Mais il me serait facile de prouver, — en main la collection de mes publications, — que j'ai inlassablement prodigué pendant sept ans, en m'inspirant de la presse soviétique, les avertissements contre les conséquences néfastes de l'omission des travaux de laboratoire préliminaires, de la mise en activité d'usines inachevées, de la substitution des mesures de répression acharnées et insensées (et quelquefois de primes tout aussi insensées) à l'apprentissage et à la bonne organisation. Tous les « crimes » économiques dont il a été question au dernier procès de Moscou, je les ai analysés maintes fois, à partir de février 1930 jusque dans mon livre, *La Révolution trahie*, comme les conséquences inévitables du système bureaucratique. Et je n'ai pas la moindre raison de tirer fierté de ma perspicacité. Je me bornais à suivre attentivement les comptes rendus officiels et à déduire de faits incontestables les conséquences élémentaires.

Si le « sabotage » de Piatakov et d'autres commença pratiquement, d'après l'acte d'accusation, vers 1934, comment expliquer que j'exigeai obstinément pendant les quatre années antérieures, que l'on portât radicalement remède aux maux de l'industrie soviétique représentés à présent comme résultant de la pernicieuse activité des trotskistes? Peut-être mon œuvre de théoricien n'était-elle que camouflage? Le camouflage eût dû, par définition, dissimuler des crimes. Or, ma critique les révélait. Il apparaît qu'organisant en secret le sabotage, je consacrais toutes mes forces à attirer l'attention du

gouvernement sur les « actes de sabotage » et par là même sur les coupables. C'eût peut-être été très malin si ce n'avait été tout à fait absurde.

La machinerie de Staline et de ses agents, juges et policiers, est des plus simples. Les accidents graves dans les usines, et plus encore les déraillements des trains entraînaient de coutume l'exécution de membres du personnel, souvent même de travailleurs récompensés peu de temps auparavant pour avoir accéléré le rythme de l'exploitation... Un manque d'assurance général, comme le mécontentement, en résulta. Le procès Piatakov eut pour objet d'incarner en Trotsky la cause des accidents et des catastrophes. A l'esprit du bien, Ormuzd, on opposait l'esprit du mal, Ahriman. Conformément aux invariables usages de la justice soviétique actuelle, tous les accusés se sont, cela va de soi, reconnus coupables. Faut-il s'en étonner ? Le Guépéou n'éprouve aucune difficulté à imposer à ses victimes le choix entre une exécution immédiate ou une faible chance de salut, à la condition de consentir à figurer au procès en qualité de « trotskistes » sabotant consciemment l'industrie et les transports. Le reste n'a pas besoin d'explication.

L'attitude du procureur pendant les débats constitue par elle-même l'argument le plus décisif contre les véritables conjurés. Vychinski se borne à poser des questions élémentaires : Vous reconnaissez-vous coupable de sabotage ? coupable d'avoir organisé des avaries et des accidents ? Reconnaissez-vous que les directives émanaient de Trotsky ? Jamais il ne demande comment les crimes étaient accomplis, par quels procédés les plans de sabotage obtenaient l'approbation des instances supérieures de l'Etat, comment l'on réussit à cacher le sabotage aux supérieurs et aux subalternes de longues années durant, comment l'on s'assura du silence des autorités locales, des spécialistes, des ouvriers, etc., etc.

Une foi de plus, Vychinski est ici le principal complice du Guépéou.

Jusqu'où va, ce faisant, l'impudence des inquireurs? On le voit du fait que les accusés déclarent, — non sans quelque résistance, il est vrai, — avoir consciemment cherché à multiplier le nombre des accidentés, afin de susciter ainsi le mécontentement des ouvriers. On ne s'arrête pas là. Un télégramme de Moscou, daté du 24 mai, nous apprend que trois « trotskistes » ont été passés par les armes à Novosibirsk pour avoir incendié une école et causé la mort d'un grand nombre d'enfants. Je me permettrai de rappeler ici que mon fils cadet, Serge Sédov, est inculpé de « tentative d'empoisonnement en masse d'ouvriers ». Supposons un instant qu'après la catastrophe récemment survenue dans une école du Texas et qui a ému le monde entier, le gouvernement des Etats-Unis ait déclenché une violente campagne contre l'Internationale Communiste, en l'accusant d'exterminer les enfants... Nous aurons ainsi une idée approximative de la politique actuelle de Staline. Des allégations aussi monstrueuses, concevables uniquement dans l'atmosphère empoisonnée d'une dictature totalitaire, se réfutent elles-mêmes.

*
**

La vérification de tout ce qui vient d'être dit ne présente aucune difficulté. Mon résumé repose sur des matériaux accessibles au public : journaux soviétiques et publications de l'opposition, le *Bulletin* en premier lieu. La confrontation chronologique de ces deux sources suffit à épuiser la question du sabotage. Les données complémentaires ne nous manquent pas.

1. On pourra consulter utilement la brochure de Kléber Legay : *Un mineur français chez les Russes*. — N. d. t.

BASE POLITIQUE DE L'ACCUSATION : L'ALLIANCE AVEC HITLER ET LE MIKADO

Pour mieux soutenir la thèse, vraiment trop invraisemblable, de l'alliance des trotskistes avec l'Allemagne et le Japon, les avocats du Guépéou à l'étranger mettent en circulation les versions suivantes :

1. Pendant la guerre, Lénine se rendit en Russie, pour y poursuivre ses desseins révolutionnaires, en traversant l'Allemagne, avec l'assentiment de Ludendorff;

2. Le gouvernement bolchévik n'a pas hésité à céder autrefois à l'Allemagne de vastes territoires et à lui payer une contribution afin de maintenir le régime soviétique.

Pourquoi, dès lors, ne pas admettre que Trotsky ait passé un accord avec l'état-major allemand pour obtenir, par des cessions de territoire, etc., la possibilité de poursuivre ses desseins dans le reste de l'U.R.S.S. ?

Ce seul parallèle constitue une monstrueuse calomnie contre Lénine et le parti bolchévik.

I. Lénine se rendit en effet en Russie par l'Allemagne, mettant à profit les espérances que Ludendorff fondait à tort sur la dislocation de la Russie par les luttes intestines.

Seulement,

a) Lénine ne dissimula à aucun moment son programme et les buts de son voyage;

b) avant de partir, il convoqua en Suisse un certain nombre d'internationalistes de divers pays qui approuvèrent sans réserves son plan de passage à travers l'Allemagne;

c) il ne conclut aucun pacte politique avec les autorités allemandes et posa comme condition que

personne n'entrerait dans son wagon pendant le parcours en territoire allemand;

d) dès son arrivée à Pétersbourg, il exposa au Soviet et aux masses ouvrières le but et le caractère de son voyage.

La hardiesse dans la décision et la prudence dans la préparation caractérisèrent Lénine dans cet épisode, — non moins que son honnêteté absolue vis-à-vis de la classe ouvrière à laquelle il était à tout moment prêt à rendre compte de ses démarches politiques.

II. Le gouvernement bolchévik céda en effet à l'Allemagne, par le traité de Brest-Litovsk, de vastes territoires, ceci afin de maintenir le régime des Soviets dans le reste du pays. Seulement,

a) le gouvernement des Soviets n'avait pas le choix;

b) la décision ne fut point prise à l'insu du peuple, mais à la suite de débats publics;

c) le gouvernement bolchévik ne cacha pas un instant aux masses populaires que le traité de Brest-Litovsk était une capitulation temporaire et partielle de la révolution prolétarienne devant le capitalisme.

La concordance était donc complète entre la fin et le moyen; l'honnêteté des dirigeants à l'égard des masses laborieuses était absolue.

Voyons maintenant ce que signifie l'accusation qui m'est adressée.

J'aurais passé un accord avec le militarisme et le fascisme sur les bases suivantes :

a) j'abandonnerais le socialisme au bénéfice du capitalisme;

b) je donnerais le signal de la destruction de l'économie soviétique et de l'extermination des ouvriers et des soldats rouges;

c) je cacherais au monde entier mes desseins et mes méthodes véritables;

d) toute mon activité politique ouverte ne viserait qu'à tromper les masses laborieuses sur mes plans réels, connus de Hitler, du Mikado et de leurs agents.

Les actes que l'on m'impute n'ont rien de commun, on le voit, avec l'action de Lénine; ils se situeraient au contraire diamétralement à leur opposé.

La paix de Brest-Litovsk fut une retraite temporaire, un compromis forcé dont le but était de sauver le régime des Soviets et de réaliser le programme révolutionnaire. L'alliance secrète avec Hitler et le Mikado signifierait la trahison des intérêts de la classe ouvrière par amour du pouvoir personnel, plus exactement pour un mirage de pouvoir, — ce serait en d'autres termes la plus vile trahison.

Des avocats du Guépéou sont, il est vrai, enclins à mettre de l'eau dans le vin trop fort de Staline; peut-être, disent-ils, Trotsky n'a-t-il consenti que du bout des lèvres à restaurer le capitalisme, songeant en réalité à faire sur les territoires qui lui resteraient une politique inspirée de son propre programme. Cette variante est tout d'abord en contradiction avec les dépositions de Piatakov, de Radek et autres. Sans cela même, elle est aussi insensée que la version officielle de l'accusation. Le programme de l'opposition est celui du socialisme international. Comment un adulte tant soit peu éclairé s'imaginerait-il que Hitler et le Mikado, connaissant les trahisons et les crimes abominables de cette opposition, lui permettraient d'appliquer un programme révolutionnaire? Comment pourrait-on espérer parvenir au pouvoir en multipliant les agissements criminels au service d'états-majors étrangers? N'est-il pas évident que Hitler et le Mikado, après avoir tiré de leurs agents le maximum de profit, s'en débarrasseraient? Les

conspirateurs, à la tête desquels se trouvaient six membres du Bureau politique de Lénine, pouvaient-ils ne pas le comprendre ? Dans ses deux variantes, l'accusation est absurde, qu'il s'agisse — thèse officielle — de restaurer le capitalisme ou — thèse officieuse — de tromper Hitler et le Mikado, comme les conjurés pourraient en avoir eu l'arrière-pensée.

Il convient d'ajouter que ces conjurés devaient se rendre parfaitement compte de l'impossibilité d'éviter la divulgation de leurs menées. Au procès Zinoviev-Kaménev, Olberg et d'autres déclarent que la collaboration des « trotskistes » avec la Gestapo n'était pas fait d'exception, mais « système ». Des dizaines, voire des centaines d'hommes devaient donc être initiés. Le terrorisme, et le sabotage plus encore exigeaient à leur tour des centaines, voire des milliers d'agents. Des pertes étaient dès lors tout à fait inévitables et avec elles la divulgation de l'alliance des trotskistes avec les espions fascistes et japonais. Qui pourrait, sans être fou, espérer arriver par ce chemin au pouvoir ?

Et ce n'est pas encore tout. Les actes de sabotage, de même que les attentats terroristes, supposent de la part des exécutants la capacité du sacrifice. Le fasciste allemand, l'agent japonais risquant leur tête en U.R.S.S. sont mus par leur patriotisme, leur sentiment national, leur chauvinisme, stimulants puissants. Quels stimulants pourraient être ceux des trotskistes ? Admettons que les « chefs », toute raison perdue, puissent encore espérer s'emparer ainsi du pouvoir. Quels pourraient être les mobiles des Berman, David, Olberg, Arnold et autres qui se seraient voués à une perte inévitable ? L'homme ne consent au sacrifice de sa vie que pour un grand but, ce but fût-il illusoire. Quel était celui des « trotskistes » ? Le démembrement de l'U.R.S.S. ? Le désir de porter Trotsky au pouvoir pour rétablir le capitalisme ?

Le désir de seconder le fascisme allemand ? Le désir de fournir du pétrole au Japon pour la guerre contre les Etats-Unis ? Ni la version officielle ni la version officieuse ne nous expliquent pourquoi des centaines d'« exécutants » eussent consenti à donner leurs têtes. Tout l'édifice de l'accusation repose sur une conception mécanique, ignorant la psychologie des hommes vivants. En ce sens l'accusation est le produit naturel d'un régime totalitaire qui méprise et néglige les hommes — tant qu'ils ne sont pas des « chefs ».

*
**

Une autre théorie fantaisiste, mise en circulation par les amis du Guépéou, affirme que je suis, de par mon attitude générale, politiquement intéressé à hâter la guerre. Raisonnement : Trotsky est partisan de la révolution internationale; la guerre provoque fréquemment des révolutions; Trotsky ne peut donc pas ne pas être intéressé à hâter la guerre.

Ceux qui me prêtent de telles idées n'en ont eux-mêmes que de pauvres et confuses sur la révolution, la guerre, l'interdépendance des guerres et des révolutions.

La guerre, en effet, a souvent hâté la révolution. C'est justement pourquoi elle a souvent abouti à des révolutions avortées. La guerre aggrave les contradictions sociales et le mécontentement des masses, ce qui ne suffit pas à la victoire de la révolution prolétarienne. Sans parti révolutionnaire soutenu par les masses, les situations révolutionnaires amènent les plus cruelles défaites. Il ne s'agit pas de « hâter » la guerre, ce dont s'occupent — non sans succès, par malheur, — les impérialistes de tous les pays. Il s'agit de mettre à profit le temps que les impérialistes laissent encore

aux masses ouvrières pour créer le parti et les syndicats révolutionnaires.

L'intérêt vital de la révolution prolétarienne est de reculer autant que possible la guerre, de gagner le plus possible de temps pour se préparer. Plus l'attitude des travailleurs sera ferme, courageuse, révolutionnaire et plus longtemps hésiteront les impérialistes; plus on réussira à différer la guerre, et plus il y aura de chances que la révolution, s'accomplissant avant la guerre, la rende *impossible*.

La IV^e Internationale, justement parce qu'elle travaille pour la révolution internationale, est un des facteurs agissant contre la guerre, car la peur que la révolution inspire aux classes possédantes est aujourd'hui le seul obstacle à la guerre.

*
**

La guerre, nous dit-on, crée des situations révolutionnaires. Avons-nous donc manqué de ces situations depuis 1917 ?

1918-1919, situation révolutionnaire en Allemagne.

Situation révolutionnaire en Autriche et Hongrie.

1923, situation révolutionnaire en Allemagne (occupation de la Ruhr).

1925-1927, situation révolutionnaire en Chine, la guerre ne l'ayant pas précédée directement.

1926, convulsions sociales en Pologne.

1931-1933, situation révolutionnaire en Allemagne.

1931-1937, révolution en Espagne.

A partir de 1934, situation pré-révolutionnaire en France.

Situation pré-révolutionnaire en Belgique.

En dépit de nombreuses situations révolution-

naires, les travailleurs n'ont pas remporté de victoires. Que leur a-t-il manqué ? Un parti capable de mettre les circonstances à profit.

La social-démocratie a suffisamment montré en Allemagne qu'elle est hostile à la révolution. Elle le montre de nouveau en France (Léon Blum). L'Internationale Communiste, usurpant l'autorité de la Révolution d'Octobre, désorganise à son tour le mouvement révolutionnaire. Indépendamment de ses interventions, l'I. C. est devenue en fait le meilleur auxiliaire du fascisme et de la réaction en général.

C'est justement pourquoi s'impose au prolétariat la rigoureuse nécessité de bâtir de nouveaux partis et une nouvelle Internationale répondant aux caractéristiques de notre époque qui est celle de grandioses bouleversements sociaux, la menace de guerre ne cessant jamais.

S'il ne se trouve pas à la tête des masses, en cas de conflagration, un parti révolutionnaire courageux, pourvu d'esprit de suite, ayant fait ses preuves, inspirant confiance aux masses, la situation révolutionnaire fera rétrograder la société. La guerre peut se terminer non par une révolution victorieuse, mais par l'effondrement de la civilisation. Il faut être pitoyablement aveugle pour ne pas le voir.

Guerres et révolutions sont les phénomènes les plus graves et les plus tragiques de l'Histoire. On ne joue pas avec elles. Elles ne tolèrent pas de dilettantisme. Leurs rapports mutuels doivent être clairement conçus. Et aussi les rapports d'interdépendance existant entre les facteurs objectifs de la révolution, que l'on ne peut susciter à son gré, et les facteurs subjectifs ressortissant à l'avant-garde consciente du prolétariat, à son parti. Ce parti, nous devons consacrer toutes nos forces à le préparer.

Admettra-t-on une seconde que les prétendus trotskistes, extrême-gauche traquée et combattue par toutes les autres tendances, puissent consacrer leurs forces à de méprisables aventures, au sabotage, à la provocation de la guerre, — au lieu de bâtir le parti capable de faire face, bien armé, à une situation révolutionnaire ? Le cynique mépris de Staline et de son école pour l'opinion publique, joint à sa primitive duplicité policière, pouvait seul imaginer chose aussi absurde et monstrueuse !

*
**

Je me suis attaché à démontrer dans des centaines de lettres et d'articles que la défaite militaire de l'U.R.S.S. entraînerait inévitablement la restauration du capitalisme sous une forme semi-coloniale, avec un régime politique fasciste, après le démembrement du pays et le naufrage de la Révolution d'Octobre. Nombre d'entre mes amis politiques de naguère, indignés par les méfaits de la bureaucratie stalinienne, sont arrivés à conclure que nous ne pouvons pas prendre l'engagement inconditionnel de « défendre l'U.R.S.S. ». Je leur ai répondu que l'U.R.S.S. ne peut pas être identifiée à la bureaucratie. Les nouvelles assises sociales de l'U.R.S.S. doivent être inconditionnellement défendues contre l'impérialisme. Le bonapartisme bureaucratique ne sera renversé par les masses laborieuses que si l'on réussit à maintenir les bases du nouveau régime économique. J'ai nettement, hautement rompu sur cette question avec des dizaines et des centaines d'amis jeunes et vieux. Mes archives contiennent une abondante correspondance sur la défense de l'U.R.S.S. Mon livre récent, *La Révolution trahie*, donne une analyse détaillée de la diplomatie et de la politique militaire de l'U.R.S.S., considérées sous cet angle. Il se

trouve maintenant, par la grâce du Guépéou, qu'au moment où je rompais avec de bons amis parce qu'ils se refusaient à admettre la nécessité *absolue* de la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, je m'alliais en réalité avec les impérialistes et recommandais de détruire les bases économiques de l'U.R.S.S. !

On ne voit d'ailleurs pas du tout ce qu'auraient pu apporter à cette alliance l'Allemagne et le Japon. Les trotskistes auraient vendu leur tête à Hitler et au Mikado. Qu'auraient-ils reçu en échange ? L'argent est le nerf de la guerre. Les trotskistes en ont-ils reçu de l'Allemagne ? On ne l'a pas dit aux procès. Le procureur ne pose même pas la question. Il résulte cependant d'allusions faites à d'autres sources financières que ni le Japon ni l'Allemagne ne donnaient d'argent. Que donnaient donc ces puissances aux trotskistes ? Les comptes rendus des procès ne nous apportent pas l'ombre d'une réponse. L'alliance avec l'Allemagne et le Japon garde un caractère purement métaphysique. Qu'il me soit permis d'ajouter que c'est bien la plus vile des métaphysiques que l'Histoire connaisse !

COPENHAGUE

De tous les chapitres du procès des Seize, celui qui concerne l'épisode de Copenhague est, quant à l'accumulation des non-sens et des contradictions, le plus énorme. Les faits ont été établis et analysés par Léon Sédov et d'autres auteurs. J'ai présenté à la Commission d'enquête les documents et les témoignages les plus importants, je me réserve le droit de les compléter. Sur la « semaine du terrorisme » de Copenhague, je serai donc aussi bref que possible.

J'acceptai en 1932 l'invitation des étudiants danois et vins donner une conférence à Copenhague dans l'espoir de rester au Danemark ou dans un autre pays d'Europe. J'échouai par suite des pressions du gouvernement soviétique sur le gouvernement danois (qu'il menaça d'un boycottage commercial). Pour empêcher maintenant les autres pays de m'accorder l'hospitalité, le Guépéou a décidé de transformer mon séjour d'une semaine à Copenhague en une « semaine de complot terroriste ». J'aurais reçu dans la capitale danoise les visites de Goltzmann, de Berman-Iourine et de David. Tous les trois seraient arrivés séparément et je leur aurais donné séparément des instructions sur le terrorisme. Olberg, se trouvant à Berlin, aurait reçu de moi les mêmes instructions écrites.

Goltzman, vieux membre du parti, est le témoin le plus important contre moi et mon fils, Léon Sédov. Nous le connaissons de longue date. Contrairement à ceux des autres accusés, ses aveux à l'instruction et au procès sont extrêmement avares; il suffit d'indiquer que malgré l'insistance du procureur, Goltzman a nié avoir pris quelque part que ce soit à l'action terroriste. On peut considérer ses dépositions comme le coefficient général de toutes les autres : il n'a consenti à admettre que les desseins terroristes de Trotsky et la complicité de Léon Sédov. La modération de ses aveux leur confère à première vue un certain poids. Or, le témoignage de Goltzman est justement celui qui s'effondre dès qu'il touche aux faits. Les documents et les témoignages que je crois superflu d'énumérer établissent d'une manière irréfutable que, contrairement à la déposition Goltzman, Sédov n'a pas été à Copenhague et n'a pas pu, dès lors, m'y amener Goltzman. A plus forte raison n'aurait-il pas pu me l'amener à l'Hôtel Bristol, démoli en 1917. Au surplus, les dépositions des trois autres

« terroristes », Berman, David et Olberg, incroyables en elles-mêmes, se détruisent l'une l'autre et ne laissent rien subsister de celle de Goltzman.

Goltzman, Berman et David furent, à les en croire, dirigés sur Copenhague par Léon Sédov. Ni Berman ni David ne mentionnent la présence de Sédov à Copenhague. Ils me trouvèrent seuls. Goltzman rencontra Sédov dans le vestibule d'un hôtel inexistant.

Berman et David, qui, d'après leurs propres déclarations, me sont tout à fait inconnus, m'auraient été recommandés pour la première fois par mon fils, alors étudiant de vingt-quatre ans. Il apparaît que, dissimulant mes opinions terroristes aux yeux de ceux qui me sont les plus proches, je donnais des missions terroristes aux premiers venus. Ce fait énigmatique ne s'explique que d'une façon : les « premiers venus » pour moi ne l'étaient pas pour le Guépéou.

Le quatrième terroriste, Olberg, déclarait à l'audience du soir du 20 août 1936 : « Dès avant mon départ pour l'U.R.S.S., je me préparais à me rendre avec Sédov à Copenhague, chez Trotsky. Notre projet de voyage n'aboutit pas. La femme de Sédov, Suzanne, se rendit à Copenhague d'où elle rapporta une lettre de Trotsky, adressée à Sédov, lettre par laquelle Trotsky donnait son consentement à mon départ pour l'U.R.S.S... »

Mes amis berlinois, les époux Pfemfert, considéraient à cette époque Olberg comme un agent du Guépéou, ou tout au moins comme destiné à le devenir ; leurs lettres d'avril 1930 en font foi. J'avais repoussé ses offres de service quand il avait pensé venir à Prinkipo, travailler avec moi en qualité de secrétaire. Je pouvais d'autant moins lui donner deux ans plus tard des instructions sur le « terrorisme ». Mais à la différence de Berman et de David, Olberg fut pendant un temps en correspon-

dance avec moi, fit à Berlin la connaissance de Sédov, le rencontra plusieurs fois, connut plusieurs de ses amis, fut en un mot, jusqu'à un certain point, de son entourage. Olberg pouvait savoir, et sa déposition montre qu'il le sut en effet, que mon fils ne réussit pas à se rendre à Copenhague et que sa femme, pourvue d'un passeport français, y alla.

Les quatre « terroristes » déclarent que Sédov les mit en relations avec moi. Leurs dépositions divergent ensuite. D'après Goltzman, Sédov se trouvait à Copenhague. Olberg affirme que Sédov ne put se rendre à Copenhague. Le stupéfiant en tout ceci, c'est que le procureur n'attribue pas la moindre importance à ces contradictions.

J'ai indiqué que nous avons établi, preuves à l'appui, que Sédov n'a pas été à Copenhague. Les dépositions Olberg le confirment, de même que les silences de Berman et de David. Le témoignage le plus impressionnant contre moi et Sédov, celui de Goltzman, s'effondre dès lors. Rien d'étonnant ensuite à ce que les amis du Guépéou se soient efforcés de repêcher à tout prix la déposition Goltzman, clef de voûte de leur thèse. D'où l'hypothèse que Sédov put se rendre au Danemark illégalement, à l'insu d'Olberg et d'autres personnes. Pour ne laisser aucune échappatoire à l'adversaire, je m'y arrêterai un moment.

A quelle fin Sédov pouvait-il risquer un voyage illégal ? Tout ce que nous savons de son prétendu séjour à Copenhague, c'est qu'il « rencontra Goltzman à l'Hôtel Bristol », me l'amena et, pendant mon entretien avec lui, « entra dans la pièce et en sortit à plusieurs reprises ». C'est tout. Fallait-il pour cela venir illégalement de Berlin ?

Berman et David, qui disent ne m'avoir jamais vu auparavant, me trouvèrent là sans Sédov qui leur aurait, de Berlin, donné les indications nécessaires. Goltzman, qui me connaissait, aurait pu me

trouver d'autant plus facilement. Nul ne croira que Sédov ait fait le voyage avec un passeport d'emprunt pour m'amener Goltzman et ait en même temps négligé Berman et David qu'il m'envoyait de Berlin et que je ne connaissais pas.

Serait-il enfin venu, illégalement, voir ses parents ? Ceci paraîtrait à première vue plus vraisemblable si Sédov ne s'était, quelques jours plus tard, rendu en France, tout à fait légalement, et précisément pour nous voir.

Mais, vont insister les amis du Guépéou, Sédov a pu faire un deuxième voyage, légal celui-là, pour cacher le premier, illégal... Matérialisons un moment cette combinaison de voyages. Sédov fait ouvertement des démarches pour aller à Copenhague. Il ne cache à personne son intention de nous voir. Tous nos amis, à Copenhague, savent que nous attendons notre fils. Sa femme et son avocat arrivent, nous faisant part de l'insuccès de ses démarches. Et l'on nous invite maintenant à croire que, n'ayant pas obtenu les visas, Sédov serait clandestinement venu à Copenhague, avec un passeport d'occasion, sans voir aucun de nos amis, pour rencontrer Goltzman dans le vestibule d'un hôtel inexistant, me l'amener en déjouant la vigilance de ceux qui me gardent, « entrer dans la pièce et en sortir » pendant notre entretien; il serait ensuite disparu tout aussi mystérieusement. De retour à Berlin, il prend à la hâte le visa français et, le 5 décembre, nous rencontre à la gare du Nord, à Paris. Pourquoi toutes ces complications ?

D'une part nous avons la déposition de Goltzman, qui ne dit pas avec quel passeport il arriva à Copenhague (et le procureur s'abstient naturellement de le lui demander) et qui, par surcroît de malchance, indique un hôtel inexistant comme le lieu de sa rencontre avec Sédov absent. De l'autre, nous avons : le silence de Berman et David sur

Sédov; la déposition tout à fait exacte sur ce point d'Olberg, disant que Sédov était demeuré à Berlin; enfin, deux douzaines de témoignages confirmant les déclarations de Sédov, de sa mère, les miennes; et pour finir le bon sens auquel on ne saurait dénier tout droit.

Conclusions : Sédov n'a pas été à Copenhague, la déposition Goltzman est fausse. Goltzman est pourtant le témoin principal de l'accusation. Il ne reste rien de la « semaine de Copenhague ».

*
**

Je suis à même de fournir des arguments complémentaires susceptibles de dissiper tous les doutes, si les doutes sont possibles en cette occurrence.

1° Aucun de mes prétendus visiteurs ne désigne ni mon adresse ni le lieu du rendez-vous.

2° La petite villa que nous occupions appartenait à une danseuse momentanément absente. L'aménagement y correspondait à la profession de l'hôtesse et ne pouvait manquer de retenir l'attention des visiteurs. Si Goltzman, Berman, David étaient venus chez moi, ils eussent nécessairement rappelé le style caractéristique de l'intérieur.

3° Pendant notre séjour à Copenhague, la presse de tous les pays annonça la mort de Zinoviev. Fausse nouvelle qui nous fit d'abord une forte impression. Peut-on s'imaginer que mes visiteurs, venus chercher des instructions sur le « terrorisme », ne nous aient pas entendus parler de la mort de Zinoviev ou l'aient oublié ?

4° Aucun de mes prétendus visiteurs ne dit mot de mes secrétaires, des mesures de sécurité dont j'étais l'objet, etc.

5° Berman et David ne disent pas avec quels

passesports ils arrivèrent, comment ils me trouvèrent, où ils s'arrêtèrent, etc.

Les juges et le procureur, craignant de détruire, d'un faux mouvement, tout ce fragile édifice, se gardent bien de poser la moindre question précise.

*
**

Dès le lendemain du procès Kaménev et Zinoviev, le *Socialdemokraten*, organe du parti qui exerce le pouvoir au Danemark, établissait, dans son numéro du 1^{er} septembre 1936, que l'Hôtel Bristol, où Goltzman et Sédov se seraient rencontrés, fut démoli en 1917. Cette révélation d'importance, la justice moscovite l'accueillit avec un silence concentré. Un des avocats du Guépéou, l'irremplaçable M. Pritt, si je ne me trompe, émit la supposition que le nom de l'hôtel Bristol était une erreur de... sténographe. Les débats ayant été sténographiés en russe, il serait tout à fait incompréhensible que la sténographe ait pu se tromper sur un nom aussi étranger. Les comptes rendus attentivement corrigés étaient d'ailleurs lus par les juges et par le public. Des journalistes étrangers assistaient au procès. Personne ne remarqua cette erreur jusqu'à l'article du *Socialdemokraten*. Cet épisode a naturellement fait beaucoup de bruit. Les staliniens se sont tus pendant cinq mois. En février dernier, ils font enfin une découverte : il est vrai qu'il n'y a pas d'Hôtel Bristol à Copenhague, mais il y a une confiserie Bristol et qui touche à un hôtel, le Grand Hôtel de Copenhague, sans doute, mais un hôtel tout de même. La confiserie n'est pas un hôtel, certes, mais elle s'appelle Bristol. D'après Goltzman, le rendez-vous eut lieu dans le vestibule de l'hôtel. La confiserie n'a pas de vestibule. Mais l'hôtel voisin, qui ne s'appelle pas Bristol, a un vestibule. Il convient d'ajouter que,

selon les plans publiés par la presse même de l'Internationale Communiste, les entrées de la confiserie et de l'hôtel donnent sur des rues différentes. Où la rencontre eut-elle donc lieu ? Dans le vestibule sans Bristol ou dans le Bristol sans vestibule ?

Admettons pourtant un moment que Goltzman, assignant à Berlin un rendez-vous à Sédov, ait confondu la confiserie avec l'hôtel. Comment Sédov a-t-il pu arriver au rendez-vous ? Montrons-nous plus complaisants encore et admettons que Sédov, faisant preuve d'une extrême ingéniosité, ait gagné une autre rue, trouvé l'entrée d'un hôtel portant un autre nom et rencontré là Goltzman. Ce dernier ne pouvait se tromper sur le nom de l'hôtel qu'avant la rencontre ; pendant l'entretien, son erreur devait ressortir et se fixer de quelque façon dans la mémoire des deux intéressés. Après l'entretien, Goltzman ne pouvait plus parler, en tout cas, d'un rendez-vous dans le vestibule de la... confiserie Bristol. L'hypothèse s'écroule dès le premier contact.

Pour mieux embrouiller la question, la presse communiste affirme que la confiserie Bristol servait depuis longtemps de lieu de rendez-vous aux trotskistes danois et étrangers. L'anachronisme est manifeste. Nous ne trouvâmes au Danemark, en 1932, pas un seul « trotskiste ». Il n'arriva des « trotskistes » allemands à Copenhague qu'après l'avènement du nazisme, en 1933. Même, s'il faut admettre cependant que les trotskistes existaient à Copenhague dès 1932 et occupaient la confiserie Bristol, la nouvelle hypothèse apparaît vite dénuée de sens. Reportons-nous à la déposition Goltzman, dans le compte rendu officiel.

« Sédov me dit : « Comme vous vous préparez à vous rendre en U.R.S.S., il serait bon que vous m'accompagniez à Copenhague où se trouve mon

père... » J'y consentis, mais lui dis que je ne pouvais pas voyager avec lui pour des raisons de conspiration. Je convins avec lui que j'arriverais dans deux ou trois jours à Copenhague et m'arrêteraï à l'hôtel Bristol... »

Il va de soi qu'un vieux révolutionnaire, se refusant à voyager avec Sédov, car la visite à Copenhague pouvait lui coûter la vie en cas de divulgation, ne pouvait pas donner un rendez-vous dans un local devenu, depuis des années, le lieu de rencontre des trotskistes danois et étrangers ! Les agents trop zélés du Komintern accumulent les invraisemblances. Si la confiserie avait été bien connue des trotskistes danois et étrangers, et particulièrement de Goltzman, ce dernier n'aurait pas pu la confondre avec le Grand Hôtel de Copenhague et l'aurait évitée avec soin, précisément à cause de ceux que l'on y rencontrait. Et voilà comment on rectifie une erreur de sténographe !

On sait que Sédov ne pouvait se trouver à Copenhague, même dans l'établissement le plus connu des trotskistes, parce qu'il n'était pas dans la ville. Le *Livre Rouge* de Sédov note l'épisode de l'Hôtel Bristol comme un trait caractérisant la négligence du Guépéou. Il s'attache à prouver que Sédov était à Berlin en novembre 1932; de nombreux documents et témoignages ne laissent pas subsister de doutes à cet égard. On voudrait donc nous faire accroire que le fantôme de Sédov trouva l'entrée du vestibule spectral d'une confiserie, transformée après coup, par l'imagination des agents du Guépéou, en hôtel !

Goltzman fit son prétendu voyage seul, avec un faux passeport, cela va de soi, pour ne pas laisser de traces. L'arrivée des étrangers est enregistrée dans la plupart des pays. Il aurait été facile de vérifier en quelques heures la déposition de Goltzman, si l'on avait su avec quel passeport il

s'était rendu de Berlin à Copenhague. Conçoit-on un tribunal, devant lequel, en pareil cas, le ministère public s'abstiendrait de poser à l'accusé la question du passeport ? On sait que Goltzman a catégoriquement nié avoir été en relations avec la Gestapo. Le procureur n'en avait que plus de raisons de lui demander d'où il tenait son faux passeport. Vychinski s'est abstenu pour ne pas saboter sa propre besogne. Goltzman a dû passer la nuit à Copenhague. Où ? A la confiserie peut-être. Vychinski ne se le demande pas. Le procureur Vychinski a pour tâche de défendre les accusés contre toute vérification de leurs propos.

L'erreur sur l'hôtel compromet évidemment l'accusation. L'erreur sur le rendez-vous avec Sédov absent compromet doublement le procès. Mais rien ne compromet plus le procès que les silences du procureur.

RADEK

Le procureur dit, le 29 janvier, dans son réquisitoire : « Radek est l'un des plus remarquables et, il faut lui rendre cette justice, des plus doués et des plus opiniâtres d'entre les trotskistes... Il est incorrigible... C'est l'un des plus proches et des plus intimes amis du chef principal de cette bande, Trotsky... » Tous les éléments de cette caractéristique sont faux, à l'exception, sans doute, de l'allusion au talent de Radek ; encore faut-il ajouter : un talent de journaliste, uniquement. Parler de Radek « opiniâtre » et « incorrigible » dans l'opposition, me le dire proche, c'est se livrer à une douteuse plaisanterie.

Radek est en réalité caractérisé par son impulsivité, son instabilité, son manque d'assise, son

penchant à la panique au premier danger, son extrême prolixité quand tout va bien. Ces qualités font de lui un Figaro de gazette, hautement qualifié, informateur inappréciable pour les journalistes étrangers et les touristes, tout à fait inapte au rôle de conspirateur. Entre initiés, il est tout bonnement impossible de présenter Radek comme l'instigateur d'attentats, l'organisateur d'un complot international.

Ce n'est pourtant pas par hasard que le procureur attribue à Radek des qualités diamétralement opposées à son caractère réel : pas moyen de créer autrement l'apparence même d'une base psychologique pour l'accusation. Si, en effet, j'ai choisi Radek pour diriger le « centre purement trotskiste », si c'est lui que j'ai mis d'abord dans la confiance de mes pourparlers avec l'Allemagne et le Japon, il est bien évident qu'il doit être « opiniâtre », « incorrigible », et aussi l'un de mes plus « proches et intimes » amis. La caractéristique de Radek donnée dans l'acte d'accusation est un élément nécessaire de l'imposture judiciaire.

Radek est, d'après le procureur, « dans le centre trotskiste, le détenteur du portefeuille des Affaires étrangères ». Radek s'est beaucoup occupé des questions de politique étrangère, mais exclusivement en qualité de journaliste. Il appartient, dans les premières années de la Révolution d'Octobre, au collège du Commissariat du peuple aux affaires étrangères. Les diplomates soviétiques se plaignirent alors au Bureau politique que la ville entière connût dès le lendemain tout ce qui se disait devant lui; on l'écarta.

Radek appartient pendant un certain temps au Comité central et eut ainsi le droit d'assister aux séances du Bureau politique. Sur l'initiative de Lénine, les questions secrètes furent toujours discutées en son absence. Lénine appréciait le jour-

naliste, mais ne supportait pas son manque de retenue, son manque de sérieux, son cynisme.

Je ne puis m'abstenir de citer l'appréciation formulée par Lénine sur Radek au VII^e Congrès du parti, en 1918, pendant les discussions sur la paix de Brest-Litovsk. Radek ayant dit : « Lénine cède de l'espace pour gagner du temps », Lénine observa : « Je veux noter ici qu'il est arrivé au camarade Radek de dire involontairement une phrase sérieuse... » Et plus loin : « Il est advenu, cette fois, à Radek de prononcer une phrase tout à fait sérieuse. » Cette remarque deux fois répétée exprime bien l'attitude de Lénine et des plus proches collaborateurs de Lénine envers Radek. Six ans plus tard, en janvier 1924, à une conférence du parti qui se tint quelques jours avant la mort de Lénine, Staline disait : « Chez la plupart des hommes, la tête gouverne la langue; mais chez Radek, la langue gouverne la tête. » En dépit de leur grossièreté, ces mots ne manquent pas de justesse. Ils n'étonnèrent en tout cas personne et Radek moins que personne, habitué qu'il était à des jugements de ce genre. Va-t-on croire que j'aie pu placer à la tête d'une vaste conspiration un homme dont la langue gouverne la tête et qui ne dit que fortuitement quelque chose de sérieux ?

L'attitude de Radek envers moi a passé par deux phases : il écrivit en 1923 un panégyrique dont le ton exalté me frappa : *Léon Trotsky, l'Organisateur de la Victoire*, dans la *Pravda* du 14 mars 1923. Pendant le procès Zinoviev, le 21 août 1936, il a écrit contre moi l'un de ses articles les plus cyniquement calomnieux. La période qui s'étend entre ces deux articles est partagée par la capitulation de Radek : l'année 1929 fut son année cruciale en politique et marque le tournant de ses rapports avec moi. L'historique de ces rapports avant et après 1929 pourrait être sans peine rétabli d'an-

née en année à l'aide des articles publiés et des lettres échangées. En énumérer les faits principaux, c'est réfuter sur ce point l'accusation.

*
**

De 1923 à 1926, Radek hésita entre l'opposition de gauche en Russie et l'opposition de droite en Allemagne (Brandler, Talheimer). Lors de la rupture entre Staline et Zinoviev, au début de 1926, Radek s'efforça en vain d'entraîner l'opposition de gauche à faire bloc avec Staline. Il appartint ensuite pendant près de trois ans (délai exceptionnellement long pour lui !) à l'opposition de gauche, au sein de laquelle il se jeta sans cesse tantôt à gauche, tantôt à droite.

Développant en août 1927 le thème de la menace thermidorienne, Radek écrivait dans ses thèses-programme : « La tendance à la dégénérescence thermidorienne du parti et de ses organismes dirigeants s'exprime par les points suivants : ... c) une politique tendant à accroître l'importance des bureaux par rapport à celle des organisations de base ; ... elle a trouvé son expression classique dans la déclaration de Staline au plénum du C.C. (août 1927) : « Ces cadres ne pourraient être révoqués que par la guerre civile », déclaration qui constitue la formule classique d'un coup de force bonapartiste... Elle s'exprime aussi par la politique étrangère esquissée par Sokolnikov. Ces tendances, il faut les qualifier hautement de thermidoriennes... et dire clairement qu'elles trouvent leur expression complète au C.C. dans la droite (Rykov, Kalinine, Vorochilov, Sokolnikov) et partielle dans le centre (Staline). Nous devons dire tout haut que les tendances thermidoriennes sont en voie de croissance. »

Ce texte est important à deux égards :

1° Il montre que dès 1927 Staline avait proclamé la bureaucratie (« les cadres ») inamovible et mettait d'avance toute opposition contre elle sur le plan de la guerre civile (avec l'opposition, Radek qualifiait cette déclaration de bonapartiste).

2° Il situe nettement Sokolnikov non parmi les amis politiques de l'opposition, mais parmi les représentants de la droite thermidorienne. Or, Sokolnikov a été jugé en qualité de membre d'un « centre trotskiste ».

Fin 1927, Radek est exclu du parti et envoyé en Sibérie en même temps que des centaines d'opposants. Zinoviev, Kaménev, et peu après Piatakov abjurent leurs convictions de la veille. Dès le printemps de 1928, Radek hésite; pendant une année, il s'évertue à tenir.

Le 10 mai, il écrit de Tobolsk, à Préobrajenski : « Le zinoviévisme et le piatakovisme, je les repousse comme du pire Dostoïewski. Ils se repentent malgré ce qu'ils pensent. On ne peut pas servir la classe ouvrière en mentant. Ceux qui restent doivent dire la vérité. »

Le 24 juin, Radek m'écrit, réfutant mes appréhensions : « Nul ne pense à abjurer nos idées. Une abjuration de ce genre serait d'autant plus ridicule que, l'Histoire l'a démontré, nous sommes dans le vrai. »

Pour Radek, cela ne fait donc aucun doute : les opposants ne peuvent se repentir que pour rentrer en grâce auprès de la bureaucratie. L'idée ne lui vient même pas que les abjurations peuvent dissimuler quelque dessein infernal.

Il écrit le 3 juillet au capitulard Vardine : « Zinoviev et Kaménev ont abjuré pour, à les entendre, venir en aide au parti; en réalité ils n'ont osé écrire que contre l'opposition. Telle est la logique de leur situation : le repentir doit prouver son repentir. » Ces lignes projettent la plus cruelle lumière sur

les futurs procès au cours desquels Zinoviev, Kaménev et aussi Radek auront à démontrer « la sincérité de leurs abjurations antérieures ».

Pendant l'été de 1928, Radek rédige avec Smilga des thèses dans lesquelles il est notamment dit : « Ceux qui, comme Piatakov et quelques autres, se hâtent d'enterrer leur passé sous la trahison se trompent profondément. » Ainsi s'exprime Radek sur le compte de son futur collaborateur du « centre parallèle » mythique. Radek lui-même hésitait déjà à cette époque. Mais, psychologiquement, il ne pouvait considérer la capitulation de Piatakov que comme une trahison.

Son désir de réconciliation avec la bureaucratie transparaît si fortement dans ses lettres que Fédor Dingelstedt, un des déportés les plus remarquables de la jeune génération, dénonce sans ménagements la tendance de Radek à la capitulation. Le 8 août, Radek lui répond : « Faire circuler des lettres sur la capitulation, c'est faire preuve de légèreté, semer la panique, se comporter d'une manière indigne d'un vieux révolutionnaire... Quand vous aurez réfléchi, quand vos nerfs auront recouvré leur équilibre (et nous avons besoin de nerfs solides, car cette déportation n'est rien en comparaison de ce qui nous attend), vous rougirez, vous qui êtes un vieux du parti, d'avoir ainsi perdu la tête. Salut communiste, K. R. » Remarquables, ces lignes : « la déportation n'est rien en comparaison avec ce qui nous attend » ; Radek semble prévoir les futurs procès.

Il écrit le 16 septembre aux déportés du village de Kolpachevo : « Exigeant que nous reconnaissons nos « erreurs » et oublions les siennes, Staline réclame notre capitulation en tant que tendance et notre soumission au centre. A cette condition, il est prêt à nous faire grâce... Nous ne pouvons l'accepter. » (*Bulletin de l'Opposition*, n° 3-4,

septembre 1929). Il écrit le même jour à Vratchev, à propos des attaques dont il est l'objet de la part des plus fermes opposants : « Les clameurs ne m'empêcheront pas de remplir mon devoir. Et qui invoquera cette critique (celle de Radek) pour jaser sur la préparation d'une capitulation à la Piatakov se délivrera lui-même un certificat d'indigence mentale. » Piatakov est encore pour lui l'exemple de la plus triste déchéance politique. Ces seules citations, donnant idée de la différenciation réelle de l'opposition et du passage de ses éléments instables et opportunistes à la bureaucratie, détruisent la version policière des capitulations qui n'auraient été que conspiration contre le parti.

En octobre 1928, Radek invite le Comité Central à cesser ou tout au moins à atténuer la répression contre l'opposition. « Négligeant que les plus âgés d'entre nous ont combattu pour le communisme pendant un quart de siècle, — écrit-il, — vous nous avez exclus et exilés en Sibérie comme des contre-révolutionnaires... en usant d'une inculpation qui, si elle ne nous déshonore pas, déshonore ceux qui s'en servent. » (L'art. 58 du code pénal). Radek énumère les sévices dont les opposants Sibiriakov, Alsky, Khoretko ont été les victimes et continue : « ...mais la maladie de Trotsky fait déborder la coupe. Nous ne pouvons pas nous taire et demeurer indifférents quand le paludisme dévore les forces d'un militant qui servit toute sa vie la classe ouvrière et fut le glaive de la Révolution d'Octobre. »

C'est là l'un des derniers documents signés par l'opposant Radek; c'est la dernière appréciation positive qu'il porte sur moi. Au début de 1929, il renonce à dissimuler ses hésitations et, à la mi-juin, après négociations avec les bureaux du parti et le Guépéou, l'opposant Radek revient à Moscou, encore sous escorte, il est vrai. Dans une station

du transsibérien, il s'explique avec des déportés dont l'un enverra sur cet entretien une lettre au *Bulletin de l'Opposition* (n° 6, octobre 1929). « Question : Quelle est votre attitude envers L. D. (Trotsky) ? — Radek : Rupture définitive. Nous sommes désormais des ennemis politiques... Je n'ai rien de commun avec un collaborateur de lord Beaverbrook. — Question : Exigerez-vous l'abandon de l'article 58 ? — Radek : En aucun cas. Ceux qui nous suivront en obtiendront la levée, cela va de soi. Mais nous ne lèverons pas l'art. 58 pour ceux qui continuent à faire dans le parti un travail de sape et à organiser le mécontentement des masses. — Les agents du Guépéou ne nous laissèrent pas achever. Ils repoussèrent Karl (Radek) dans le wagon en l'accusant de faire de l'agitation contre le bannissement de Trotsky. Du wagon, Radek criait encore : « Moi, faire de l'agitation contre le bannissement de Trotsky ! Ha, ha... J'en fais pour ramener ces camarades au parti ! » Les agents du Guépéou le repoussaient en silence vers le fond du wagon. L'express s'ébranla... »

Je fis suivre ce récit frappant, où l'on voit un Radek vivant, d'une note de la rédaction ainsi conçue : « Notre correspondant pense que la « lâcheté » explique les capitulations. Cette formule peut paraître simpliste. Elle est vraie au fond. Il va de soi qu'il s'agit bien d'une lâcheté politique, — la lâcheté personnelle n'y étant pas nécessaire, bien que les deux coïncident souvent avec bonheur. » Et ceci répond bien à l'opinion que j'ai de Radek.

Un peu plus tôt, le 14 juin (1929), dès que le télégraphe nous eut annoncé le « sincère repentir » de Radek, j'avais écrit : « En capitulant, Radek se biffe simplement de la liste des vivants. Il tombe dans la catégorie, présidée par Zinoviev, des demi-pendus, demi-pardonnés. Ces hommes ont peur de

dire un mot à haute voix, peur d'avoir une opinion, et vivent en se retournant sans cesse sur leur ombre. » (*Bulletin de l'Opposition*, 1-2, juillet 1929).

Moins d'un mois plus tard, j'écrivais encore : « Personne en général n'a jusqu'ici accusé Radek d'opiniâtreté et d'esprit de suite... » (Même numéro du *Bulletin*). On croirait une réplique adressée au procureur Vychinski sept ans plus tard.

A la fin de juillet 1929, je reviens sur le même sujet, cette fois sous un angle plus large : « La capitulation de Radek, Smilga, Préobrajenski est à sa façon un fait politique d'importance. Elle montre avant tout combien s'est usée la grande génération héroïque des révolutionnaires, à laquelle il échet de marcher à travers la guerre vers la Révolution d'Octobre. Trois vieux révolutionnaires d'élite se biffent eux-mêmes du livre des vivants. Ils se privent de l'essentiel : du droit à la confiance. Personne ne le leur rendra. »

Le nom de Radek devient, vers le milieu de 1929, dans les rangs de l'opposition, le symbole de la capitulation humiliante et de la perfidie envers les camarades de la veille. Pour mieux souligner les difficultés de Staline, Dingelstedt demande : « Le renégat Radek saura-t-il lui venir en aide ? » Et pour bien exprimer son mépris pour le papier d'un nouveau capitulard, Dingelstedt ajoute : « Ça t'ouvre un chemin vers Radek. » (22 septembre 1929.)

Un autre opposant déporté écrit le 27 octobre de Sibérie, au *Bulletin de l'Opposition* (n° 7, novembre-décembre 1929) : « L'acte de Radek a revêtu un caractère particulièrement ignoble — on ne saurait trouver d'autre terme. Il vit de racontars, de commérages et s'acharne à cracher sur ce qu'il était la veille. »

Au cours de l'automne 1929, Rakovski décrit

comment Préobrajenski et Radek étaient entrés dans la voie de la capitulation : « Le premier avec quelque esprit de suite, le second en louvoyant à sa façon et en passant par bonds de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, puis vice versa. » (*Bulletin*, n° 7, novembre-décembre 1929). Rakovski note d'un ton sarcastique que tout capitulard abandonnant l'opposition est tenu « d'envoyer à Trotsky sa petite ruade ». On les ferre avec « les clous de Radek » ! Eloquentes citations ! On le voit, les capitulations ne furent pas des ruses de guerre du « trotskisme ».

Au cours de l'été 1929, je reçus à Constantinople la visite d'un ancien collaborateur de mon secrétariat, Blumkine, qui se trouvait alors en Turquie. De retour à Moscou, Blumkine fit part de cette entrevue à Radek qui le trahit aussitôt. Le Guépéou n'en était pas encore aux accusations de terrorisme. Blumkine n'en fut pas moins fusillé en secret, sans procès... Voilà ce que j'écrivis alors dans le *Bulletin*, d'après des lettres de Moscou du 25 décembre 1929 : « La prolixité nerveuse de Radek est bien connue. Il est tout à fait démoralisé en ce moment comme la plupart des capitulards... Ayant perdu les derniers vestiges d'un équilibre moral, il ne s'arrête devant aucune ignominie. » Radek est plus loin qualifié d'« hystérique vidé ». Mon correspondant de Moscou relatait que « Blumkine, après sa conversation avec Radek, s'était senti trahi ». A partir de ce moment, Radek devient odieux aux « trotskistes » ; ce n'est pas seulement un capitulard, c'est aussi un traître.

Sept ans plus tard — car je suis obligé d'anticiper sur les faits, — Radek écrira, dans un article demandant la peine de mort pour Zinoviev et ses coaccusés (*Izvestia*, 21 août 1936) que j'avais chargé, en 1929, Blumkine « d'organiser des agressions contre les représentations commerciales so-

viétiques à l'étranger, afin de trouver les fonds nécessaires à mon action antisoviétique ». Je ne m'arrêterai pas sur la puérité de cette allégation : les représentations commerciales de l'U.R.S.S. déposent vraisemblablement leurs fonds dans des banques ! Autre chose nous intéresse : en août 1936, Radek était encore, s'il faut l'en croire, membre du centre trotskiste. Pendant quatre mois, après son arrestation, il nia, d'après ses propres déclarations au tribunal, avoir pris part au complot, se montrant ainsi, selon le procureur, un trotskiste opiniâtre et endurci. Pourquoi donc m'imputait-il, le 21 août 1936, à moi, « chef » du complot, des crimes aussi monstrueux qu'insensés ? Que l'on trouve à sa conduite une explication cadrant avec le schéma de Vychinski. Quant à moi, j'y renonce.

L'hostilité irréductible entre Radek et l'opposition peut être suivie d'année en année. Force m'est de me limiter dans le choix de mes exemples.

Treize opposants déportés à Kansk (Sibérie) adressent en juin 1930 une protestation au Bureau du XVI^e congrès du P. C. On y lit notamment que « le collègue du Guépéou, utilisant les perfides informations du renégat Karl Radek a condamné à la peine capitale le camarade Blumkine, membre du parti jusqu'à ses derniers jours ».

Un opposant déporté décrivant dans le *Bulletin* (n° 19, mai 1931) le désarroi politique et moral des capitulards, n'oublie pas d'ajouter : « Radek pourrit plus vite que quiconque. Les capitulards des autres groupes, et pas seulement ceux du rang, les chefs mêmes, cherchent à se désolidariser de lui jusque dans la vie privée. Les plus francs disent : Radek a accepté un sale rôle de trahison... Je me bornerai à citer un fait peu important, mais qui caractérise son cynisme. Invité à secourir un vieux bolchévique déporté, tombé malade, Radek a

refusé en disant : Il n'en reviendra que plus vite... Radek mesure les autres à son aune courte et sale. »

On écrit le 15 novembre 1931 de Moscou au *Bulletin* : « Rien de neuf au front des capitulards. Zinoviev pond un livre sur la II^e Internationale. Politiquement, ni lui ni Kaménev n'existent. Rien à dire des autres. Radek fait exception. Celui-là commence à jouer un « rôle ». De fait, il dirige les *Izvestia*. Il s'est fait connaître dans son nouvel emploi d'« ami personnel de Staline ». Ça n'est pas une plaisanterie ! Il laisse entendre en toute occasion qu'il est à tu et à toi avec Staline. — Hier, dit-il, comme je prenais le thé chez Staline, etc. » (*Bulletin*, n° 25-26, novembre-décembre 1931). Si Radek, à la différence des autres opposants, avait « commencé à jouer un certain rôle », c'est parce que sa conduite lui rendait la confiance des dirigeants. Je note que la correspondance citée paraissait juste au moment où, selon l'accusation, je prenais mes dispositions pour faire entrer Radek dans la voie du terrorisme. Je m'essayais visiblement à ruiner de la main gauche ce que je faisais de la droite.

La discussion concernant Radek devint internationale. Le Leninbund, groupement de l'opposition en Allemagne, publia les déclarations de Radek, Smilga et Préobrajenski et se proposa de publier la mienne « au même titre ». Je répondis en octobre 1929 à la direction de ce groupe. « N'est-ce pas excessif ? Je défends le point de vue de l'opposition russe. Radek, Smilga et Préobrajenski sont des renégats, des ennemis avérés de l'opposition russe et Radek ne recule contre elle devant aucune calomnie. » On trouvera, au cours de ces années, dans la presse de l'opposition de gauche, en tous pays, bon nombre de manifestations d'indignation ou de mépris à l'adresse de Radek.

Max Shachtman, journaliste américain et qui est de mes amis politiques, bien informé des questions intérieures de l'opposition russe, m'envoyait de New-York, le 13 mars 1932, plusieurs textes de Radek me concernant qu'il faisait suivre de la remarque suivante : « Ne serait-il pas édifiant, puisque Radek est désormais du chœur stalinien, de rappeler aux ouvriers communistes qu'il chantait d'autres chansons il y a douze ans, avant que la lutte contre le « trotskisme » fût devenue une occupation de rapport ? »

« Le 22 février 1932, déclare Radek devant les juges, je reçus une lettre de Trotsky... Trotsky écrivait que, me connaissant comme un homme actif, il était convaincu que je reprendrais la lutte. » Trois mois après avoir envoyé cette prétendue lettre, j'écrivais à New-York, à Weisbrod : « ...la corruption idéologique et morale de Radek atteste à la fois qu'il n'est pas fait de bonne étoffe et que le régime stalinien peut s'appuyer tantôt sur des fonctionnaires sans visages, tantôt sur des pourris. » Voilà ce que je pensais en réalité de « l'homme actif » !

En mai 1932, le *Berliner Tageblatt*, journal libéral allemand, publia, dans un numéro spécial, consacré à l'édification économique de l'U.R.S.S., un article de Radek qui, pour la première fois, condamnait mon incroyance en la construction du socialisme dans un seul pays. « Cette thèse, écrivait Radek, contestée par les ennemis avérés de l'Union Soviétique, l'est aussi par Léon Trotsky. » Je lui répondis dans le *Bulletin* (n° 28, juillet 1932), par un entrefilet intitulé : *Quand un homme léger traite une question sérieuse*. Je rappellerai que c'est justement au printemps de cette année que Radek arriva à Genève où il reçut, paraît-il, par Romm, une lettre de moi, lui recommandant d'exterminer au plus tôt les dirigeants soviétiques. Je

donnais donc à un « homme léger » des missions extrêmement sérieuses !

Au cours des années 1933-1936, mes relations avec Radek deviennent, s'il faut en croire ses déclarations, extrêmement étroites. Ce qui ne l'empêche pas de reviser avec passion l'histoire dans l'intérêt personnel de Staline. Le 21 novembre 1935, trois semaines avant le « vol » de Piatakov vers Oslo, Radek exposait dans la *Pravda* ce qu'il avait dit à un étranger : « Je lui racontai comment le plus proche des compagnons de lutte de Lénine, Staline, avait dirigé l'organisation des fronts et l'élaboration des plans stratégiques qui nous assurèrent la victoire. » J'étais ainsi banni de l'histoire de la guerre civile. Le même Radek avait su, pourtant, écrire tout autrement. Me voici obligé de citer quelques lignes de son article de la *Pravda* du 14 mars 1923, *Léon Trotsky, l'Organisateur de la Victoire* : « Il fallait un homme qui incarnât l'appel à la lutte, qui, se soumettant lui-même entièrement à la nécessité du combat, se fit la voix appelant aux armes et la volonté exigeant de tous soumission absolue à la sanglante nécessité. Seul un aussi grand travailleur que Trotsky, seul un homme se ménageant aussi peu que Trotsky, seul un homme sachant parler au soldat comme lui parlait Trotsky, seul un tel homme pouvait devenir le porte-étendard du peuple travailleur en armes. Il était tout en un seul homme. » En 1923, j'étais « tout ». En 1935, je n'étais plus « rien » pour Radek. Dans le long article de 1923, Staline n'est pas une seule fois nommé. En 1935, c'est lui « l'organisateur de la victoire ».

Radek dispose donc de deux histoires tout à fait différentes de la guerre civile : une pour 1923, une pour 1935. Les deux variantes, — et peu importe ici de savoir laquelle est la vraie, — caractérisent le degré de véracité de Radek en même temps que

son attitude envers moi et Staline à divers moments. S'étant, paraît-il, lié à moi par les liens du complot, Radek s'emploie inlassablement à me salir et noircir. Au contraire, décidé à tuer Staline, il lui cire les bottes pendant sept ans !

Et ce n'est pas tout. En janvier 1935, Zinoviev, Kaménev et leurs coaccusés sont condamnés à la suite de l'assassinat de Kirov, à des années de prison. Devant les juges, ils se sont repentis d'avoir aspiré à la « restauration du capitalisme ». Je qualifie, dans le *Bulletin de l'Opposition*, cette accusation d'imposture grossière et dénuée de sens. Qui prend la défense de Vychinski ? Radek ! Il écrit dans la *Pravda* : « Il ne s'agit pas de savoir si le capitalisme est l'idéal de MM. Trotsky, Zinoviev et autres, mais si la construction du socialisme est impossible dans notre pays... », etc. Je réponds dans le *Bulletin* : « Radek nous vend la mèche et convient que Zinoviev et Kaménev n'ont tramé aucun complot afin de rétablir le capitalisme, — contrairement à ce qu'affirme sans vergogne le communiqué officiel, — mais se sont bornés à repousser la théorie du socialisme dans un seul pays. »

L'article de janvier 1935 est un chaînon naturel dans la chaîne des calomnies de Radek contre l'opposition; il prépare sa copie d'août 1936, *La bande zinoviéviste-trostkiste et son hetman Trotsky*, qui, à son tour, prélude aux dépositions de Radek au procès de janvier 1937. Chaque phase découle logiquement de la précédente. C'est justement pourquoi, si Radek n'avait figuré au procès qu'en qualité de témoin, personne n'aurait ajouté foi à ses propos. Il fallut en faire un accusé et suspendre sur sa tête l'épée de Damoclès de la peine de mort pour que ses témoignages contre moi acquissent du poids. Comment arriva-t-on à en faire un accusé ? Autre question qui se rapporte

en réalité à la technique de l'Inquisition. Il nous suffit de constater que Radek prit place sur le banc des accusés non comme mon compagnon de lutte de la veille, collaborateur et ami, mais comme un ancien capitulard de l'opposition, comme le traître qui avait livré Blumkine, comme l'agent démoralisé de Staline, comme le plus perfide de mes ennemis.

*
**

Attendons-nous ici à voir poser la question : Comment le gouvernement soviétique, sachant que tous ces documents existent et connaissant ces faits, s'est-il décidé à présenter Radek comme un des chefs du complot trotskiste ?

La question se rapporte moins à Radek qu'au procès tout entier. On a fait de Radek un trotskiste comme on a fait de moi un allié du Mikado, pour les mêmes motifs politiques.

1. Les capitulards qui avaient passé par les longues écoles des abjurations, des humiliations, des calomnies dirigées contre eux-mêmes pouvaient seuls permettre la mise en œuvre du « système des confessions » ;

2. Les organisateurs du procès n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir de candidat plus approprié au rôle qui fut celui de Radek ;

3. Tout le calcul de ces organisateurs repose sur l'effet sommaire des confessions publiques et des exécutions, les deux devant étouffer la voix de la critique. C'est la méthode de Staline. C'est le système politique de l'U.R.S.S. actuelle. L'exemple de Radek ne fait que nous en donner une illustration frappante.

LE « TÉMOIN » VLADIMIR ROMM

La trame entière du procès est pourrie. Nous l'allons voir par les dépositions de Romm, témoin de première importance, qui fut d'ailleurs amené de prison sous escorte. Abstraction faite du voyage de Piatakov à Oslo à bord d'un avion mythique, Romm est, d'après l'accusation, le principal agent de liaison entre moi et le « centre parallèle » (Piatakov-Radek-Sokolnikov-Sérébriakov). Par Romm passaient les lettres que j'envoyais à Radek et celles que Radek m'envoyait, — paraît-il. Romm eut des entretiens personnels avec Léon Sédov et avec moi. Quel est donc ce témoin ? Qu'a-t-il fait ? Qu'a-t-il vu ? Pour quelles raisons était-il du complot ? Écoutons-le avec attention.

Romm est bien entendu trotskiste : sans trotskistes nommés par le Guépéou, pas de complot trotskiste. Nous voudrions pourtant savoir quand Romm donna son adhésion au trotskisme, si seulement il la donna jamais ? Mais à cette question préliminaire et non dénuée d'importance, nous l'entendons donner une réponse extrêmement suspecte.

Vychinski. — Qu'est-ce qui vous rattachait à Radek par le passé ?

Romm. — Je le connus d'abord par des affaires littéraires, puis, en 1926-27, me trouvai lié à lui par l'action trotskiste contre le parti.

Et c'est toute la réponse à la suggestive question de Vychinski ! Le mode d'expression retient l'attention : le témoin ne parle pas de son action d'opposant ; il n'en indique pas le contenu ; non, il la qualifie tout de suite selon le code pénal d'« action trotskiste contre le parti », — et se borne à cela.

Romm apporte toute faite au tribunal la formule indispensable au compte rendu des débats... C'est ce que fait aux procès Staline-Vychinski tout accusé ou témoin discipliné (les indisciplinés étant fusillés avant). Le procureur, reconnaissant du service rendu, se garde d'embarrasser le témoin en lui demandant dans quelles circonstances il joignit l'opposition et en quoi consista son « action contre le parti ». Vychinski a pour règle de conduite de ne jamais embarrasser les accusés et les témoins. Mais nous n'avons pas besoin du procureur pour comprendre que dès cette phrase, Romm ment. L'activité de l'opposition fut particulièrement large en 1926-27 : une plate-forme fut élaborée et publiée, le parti discutait avec passion, l'opposition tenait de nombreuses réunions, auxquelles, rien qu'à Moscou et Léninegrad, assistèrent des dizaines de milliers d'ouvriers; enfin, l'opposition se rendit à la manifestation de novembre avec ses propres pancartes. Si Romm avait réellement appartenu au mouvement à cette époque, il aurait dû connaître bien du monde. Mais il ne nomme avec prudence que Radek. M. Troyanovski a, il est vrai, prodigué à New-York l'assurance que Romm fut bien un trotskiste. Mais le compte rendu sténographique du procès donne au faux témoignage du diplomate un démenti définitif. Radek dit : « Je connais Romm depuis 1925... Ce n'était pas un militant au sens général du mot... mais il était de notre avis sur la question chinoise. » C'est dire que sur toutes les autres questions, Romm se séparait de nous. Et c'est cet homme qui, même d'après Radek, ne fut épisodiquement de notre avis que « sur la question chinoise » (1927) que l'on exhibe en qualité de... terroriste !

Pourquoi lui est-il échu de se faire passer pour agent de liaison ? Parce qu'en qualité de correspondant à l'étranger, il avait été à Genève, à Paris,

aux Etats-Unis et avait eu par conséquent la possibilité de s'acquitter des missions que le Guépéou lui imputait après coup. Et comme, après les multiples épurations des représentations de l'U.R.S.S. à l'étranger faites depuis la fin de 1927, il était tout à fait impossible d'y trouver — même avec une lanterne — un « trotskiste », fût-il capitulard, Ejoy dut attribuer cet emploi à Romm et Vychinski se contenter silencieusement de ses réponses...

Que fit Romm depuis 1927 ? Rompit-il avec l'opposition ou lui resta-t-il fidèle ? Abjura-t-il ? N'avait-il rien à abjurer ? On ne nous en dit mot. Le procureur s'intéresse non à la psychologie politique, mais à la géographie.

Vychinski. — Vous avez été à Genève ?

Romm. — Oui, j'ai été correspondant de l'agence Tass à Genève et à Paris. A Genève de 1930 à 1934.

Pendant les années qu'il passa à l'étranger, Romm lut-il le *Bulletin de l'Opposition* ? Cotisait-il au *Bulletin* ? Fit-il la moindre tentative pour prendre contact avec moi ? Pas un mot là-dessus. Il n'était pourtant pas difficile de m'écrire de Paris ou de Genève. Il suffisait de s'intéresser à l'opposition et plus particulièrement à mon travail. Romm ne dit pas qu'il s'y intéressa et le procureur ne le lui demande pas, bien entendu. Il résulte de là que son action « contre le parti », connue du seul Radek, Romm la termina en 1927, s'il est permis d'admettre qu'il la commença jamais.

« Que l'on n'oublie pas que l'agence Tass n'envoie pas à Genève et Paris les premiers venus. Le Guépéou sélectionne attentivement le personnel de l'agence et ne manque pas de s'assurer de sa bonne volonté à l'informer. Rien d'étonnant ensuite à ce qu'habitant à l'étranger, Romm n'ait témoigné d'aucun intérêt pour moi et mon action.

Mais il faut à Vychinski un agent de liaison entre Radek et moi. On n'a pas de meilleur candi-

dat. Aussi arrive-t-il tout à coup que, passant par Berlin, au cours de l'été 1931, Romm y rencontre Putna, qui lui propose un rendez-vous avec Sédov. Qui est Putna ? Un remarquable officier d'état-major, combattant de la guerre civile, puis attaché militaire à Londres. Pendant un certain temps, je l'avais appris dès avant ma déportation en Asie Centrale (1928), Putna avait réellement sympathisé avec l'opposition; il se peut même qu'il ait milité dans ses rangs. Personnellement, je ne l'ai rencontré que très rarement et nous n'avons eu d'entretiens que sur des questions militaires, jamais sur l'opposition. Abjura-t-il plus tard officiellement ? Je n'en sais rien. Quand je lus à Prinkipo qu'il était nommé attaché militaire à Londres, je pensai qu'il avait recouvré toute la confiance du pouvoir. Dans ces conditions, nous ne pouvions, mon fils et moi, avoir avec lui aucune relation. Le compte rendu du procès m'apprend pourtant, entre autres choses surprenantes, que Putna proposa à Romm de le « mettre en contact » avec Sédov. A quelle fin ? Romm ne s'en informa même pas. Il accepta, sans plus, l'invitation de Putna, avec lequel il n'avait eu aucun lien politique par le passé; du moins n'en parle-t-il pas. C'est ainsi qu'après une interruption de quatre années, Romm consent à reprendre le « travail trotskiste contre le parti ». Fidèle à son système, il ne fait pas la moindre allusion à ses mobiles politiques : souhaitait-il la prise du pouvoir, la restauration du capitalisme, haïssait-il Staline, se sentait-il attiré vers le fascisme, était-il mû par sa vieille amitié pour Radek qui, d'ailleurs, depuis plus de deux ans, ayant abjuré, maudissait l'opposition à tous les carrefours ? Le procureur s'abstient de poser au témoin ces questions gênantes. Romm n'est pas tenu d'avoir une psychologie politique. Sa tâche est d'assurer la liaison entre Radek et Trotsky, tout en

compromettant incidemment Putna qui entre temps, dans la prison du Guépéou, est « préparé » à de futurs « aveux ».

Romm relate : « Je rencontrai Sédov et, quand il me demanda d'assurer en cas de besoin (!) la liaison avec Radek, j'y consentis... » Romm consent toujours, sans expliquer pourquoi. Il ne pouvait pourtant pas ignorer que, pour m'avoir rencontré à Constantinople en 1929 et pour avoir tenté de transmettre une lettre de moi à mes amis de Russie, Blumkine avait été fusillé. La lettre qu'il apportait est encore dans les archives du Guépéou, mais elle répond si peu aux fins de Vychinski et de Staline qu'ils n'ont même pas pensé à la publier. Il fallait en tout cas que Romm fût, pour accepter après l'exécution de Blumkine, la mission d'agent de liaison, un opposant absolument dévoué, teinté même d'héroïsme. Pourquoi s'était-il tu auparavant pendant quatre années ? Pourquoi avait-il attendu une rencontre fortuite avec Putna ? Comment suffit-il de cette seule rencontre pour l'amener à accepter sans présenter d'objections une tâche aussi dangereuse ? Pas de psychologie dans cette affaire ! Les témoins comme les accusés ne racontent que les « actions » dont le procureur a besoin. Et ces prétendues « actions » ne sont rattachées les unes aux autres ni par des idées ni par des sentiments d'hommes vivants ; le schéma préconçu de l'accusation est leur seul lien.

Au printemps de l'année suivante, Radek arrivant à Genève, Romm lui « transmet une lettre de Trotsky qu'il aurait reçue peu avant à Paris, de Sédov. En été 1931, Sédov parlait donc de la liaison avec Radek en termes hypothétiques : « S'il y a lieu ». Sédov prévoyait-il le voyage de Radek à Genève ? Certes, non, puisque Radek ne le prévoyait pas lui-même. Quoi qu'il en soit, neuf mois après l'entretien de Berlin, Sédov a l'occasion de mettre à

profit la promesse de concours de Romm. Que s'était-il passé dans la tête de Romm, entre le moment de l'été 1931 où il s'était décidé en principe à s'engager dans la voie de la « conspiration » et le printemps de 1932, moment où il agit pour la première fois ? Avait-il tenté d'entrer en relations avec moi ? S'était-il intéressé à mes livres, à mes publications, à mes amis ? Avait-il eu des relations politiques avec Sédov ? Rien de semblable. Il se borne à s'acquitter d'une commission subalterne qui pouvait lui coûter la vie. Le reste ne l'intéressait pas. Ressemble-t-il à un trotskiste convaincu ? On en doute. En revanche, il ressemblerait au plus haut point à un agent provocateur si... s'il avait réellement fait ce qu'il raconte. Mais en réalité l'action qu'il avoue a été inventée après coup. Nous aurons l'entière possibilité de nous en convaincre.

Dans quelles circonstances Sédov transmet-il au printemps 1932, à Romm, une lettre pour Radek ? La réponse à cette question est vraiment remarquable. « Peu de jours avant mon départ pour Genève, étant à Paris, je reçus par la poste de la ville un pli renfermant un billet de Sédov qui me priait de transmettre la lettre jointe à Radek. » Dix mois après une rencontre unique avec Romm — et que de trahisons, de provocations, de repentirs pendant ces dix mois ! — Sédov, sans avoir vérifié l'état d'esprit de son correspondant, lui envoie un message clandestin. Pour ajouter une légèreté à l'autre, il le fait « par la poste de la ville ». Pourquoi ne fait-il pas remettre son pli de la main à la main ? Vychinski se garde bien de le demander. Nous proposerons, quant à nous, une explication. Ni le Guépéou ni Vychinski, ni par conséquent Romm ne savent exactement où se trouvait Sédov au printemps 1932 : à Berlin ou à Paris ? Parler d'un rendez-vous au Tiergarten ? A Montparnasse ? Mieux vaut éviter tous ces récifs.

La « poste de la ville » semble indiquer que Sédov se trouvait à Paris. Mais on pourra toujours dire en cas de besoin que Sédov a, de Berlin, fait suivre son message à l'un de ses agents de Paris qui l'a mis à la poste. Qu'ils sont imprudents et maladroits, ces conspirateurs trotskistes ! Mais peut-être Trotsky a-t-il chiffré sa lettre ou l'a-t-il écrite avec une encre sympathique ? Écoutons à ce sujet le témoin :

Romm. — J'emportai cette lettre à Genève et la remis à Radek lors de ma première rencontre avec lui.

Vychinski. — Radek la lut-il devant vous ou en votre absence ?

Romm. — Il la parcourut rapidement devant moi et la mit dans sa poche.

Détail précieux ! Radek ne dévore pas ce message, ne le jette pas sur le trottoir, ne le communique pas au secrétariat de la S.D.N., il le met simplement dans sa poche. Toutes les confessions sont pleines de ces sortes de détails-clichés à faire honte au plus médiocre des fabricants de romans policiers. Nous apprenons en tout cas que Radek « parcourut » la lettre devant Romm. Arrivée par la poste, cette missive était donc écrite tout comme l'on écrit les félicitations pour les anniversaires. Peut-être ne contenait-elle pas de secrets, cette première missive ? Écoutons la suite.

Vychinski. — Que vous dit Radek du contenu de la lettre ?

Romm. — Qu'elle renfermait une directive d'union avec les zinoviévistes et de passage à l'action terroriste contre les dirigeants du P. C., et en premier lieu contre Staline et Vorochilov.

Ce n'était pas un message inoffensif ! Directive « de tuer pour commencer Staline et Vorochilov, ensuite tous les autres ». Et c'est cette petite lettre-là que Sédov met à la poste, adressée à Romm

qu'il connaît à peine, dix mois après avoir eu avec lui un unique entretien ! Nos étonnements, pourtant, ne sont pas près de finir. Vychinski, nous venons de le voir, demande à Romm : « Que vous dit Radek du contenu de cette lettre ? » Comme si Radek devait communiquer le contenu d'un message archi-secret à un simple agent de liaison ! La règle la plus élémentaire de la conspiration dit que tout participant d'une action clandestine ne doit savoir que ce qui se rapporte à ses obligations personnelles. Romm, demeurant à l'étranger et ne se préparant pas dès lors à attenter à la vie de Staline, de Vorochilov et de tous les autres (en tout cas, il ne dit pas avoir eu de semblables intentions), Radek, s'il avait toute sa raison, n'était à aucun titre tenu de lui communiquer le contenu du message. Cela, du point de vue de l'opposant, du conspirateur, du terroriste. Sous l'angle du Guépéou, la question se pose tout autrement. Si Radek n'avait rien dit à Romm, ce dernier n'eût pas pu révéler la directive terroriste de Trotsky et toutes ses dépositions sur ce point n'eussent présenté aucun intérêt. Or, nous le savons déjà : les témoins et les accusés disent non ce qui découle de leur activité ou de leur mentalité, mais ce que le citoyen procureur, auquel la nature a attribué une intelligence fort paresseuse, a besoin de leur faire dire. Les accusés et les témoins doivent en outre veiller que le compte rendu du procès soit bien convaincant.

Qu'est-il arrivé, se demandera le lecteur, au correspondant de l'agence Tass quand il a tout à coup appris la directive, envoyée par Trotsky, d'exterminer au plus tôt tous les « chefs » de l'U.R.S.S. ? En a-t-il été épouvanté ? bouleversé ? indigné ? enthousiasmé ? Il ne nous en dit rien. Romm transmet « incidemment » la lettre à Radek, Radek communique « incidemment » la directive terroriste à Romm. « Radek partit ensuite pour Moscou

et je ne le revis plus jusqu'à l'automne 1932. » C'est tout. On passe à l'ordre du jour.

Mais ici, Radek, troublé par la vivacité du dialogue, corrige imprudemment Romm : « Dans la première lettre de Trotsky, dit-il, les noms de Staline et de Vorochilov ne figuraient pas, car nous ne donnions jamais de noms dans nos lettres. » Radek n'avait pas encore de chiffre pour correspondre avec moi... « Trotsky, insiste-t-il, ne pouvait en aucun cas nommer Staline et Vorochilov. » D'où donc Romm a-t-il pris ces deux noms ? Et s'il invente un « détail » de cette force, peut-être invente-t-il toute l'histoire de la lettre ? Le procureur n'y songe pas.

A l'automne 1932, Romm se rend à Moscou pour des raisons de service et rencontre Radek qui l'informe aussitôt que « selon la directive de Trotsky, le bloc trotskiste-zinoviéviste est constitué, Piatakov et Radek n'étant pas entrés dans le centre dirigeant ». Nous voyons de nouveau Radek saisir l'occasion de révéler à Romm les secrets les plus importants, non par légèreté ou par cette prolixité désintéressée qui lui est propre, mais pour une raison supérieure : il faut permettre au procureur Vychinski de boucher plus tard les trous des dépositions Zinoviev, Kaménev et autres. A la vérité, personne ne comprend encore comment et pourquoi, Radek et Piatakov, déjà démasqués comme des « complices » par les accusés du procès des Seize et à l'instruction, n'avaient pas été mis dès lors en cause. Personne n'a compris comment Zinoviev, Kaménev, Smirnov et Mratchkovski purent ignorer les desseins internationaux de Radek et de Piatakov (hâter la guerre, démembrer l'U.R.S.S., etc.). Des hommes doués de quelque perspicacité estiment que ces plans grandioses et l'idée même du « centre parallèle » naquirent au Guépéou après l'exécution des Seize, afin de confirmer un

faux par un autre. Il apparaît qu'il n'en est rien. Radek informa Romm en temps utile, dès 1932, de la formation du centre trotskiste-zinoviéviste et du fait qu'il n'y était pas entré, lui, Radek, de même que Piatakov, se réservant tous les deux à un « centre parallèle » à « prédominance trotskiste ». La prolixité de Radek devient de la sorte providentielle. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait réellement parlé à Romm, au cours de l'automne 1932, du centre parallèle, comme s'il prévoyait les futures préoccupations de Vychinski. Les choses sont plus simples : Radek et Romm, sous la direction du Guépéou, fabriquent rétrospectivement en 1937 un schéma d'événements se rapportant à 1932. Et disons ce qui est : ils le fabriquent mal.

Ayant dit à Romm l'essentiel sur le centre parallèle, Radek ne manque pas l'occasion d'ajouter qu'il « entend obtenir sur cette question une directive de Trotsky ». Encore une fois, sans cela, les dépositions de Romm eussent été sans valeur. Il faut maintenant une directive de Trotsky pour former le centre parallèle. On ne peut pas faire un pas sans Trotsky. Plus exactement, on s'efforce de tout mettre en œuvre pour apprendre à l'univers que tous les méfaits s'accomplissent sur directives de Trotsky et pas autrement.

Mettant à profit le voyage de Romm, Radek écrit, cela va de soi, une lettre à Trotsky.

Vychinski. — Qu'y avait-il dans cette lettre? Le saviez-vous?

Romm. — Oui, parce que cette lettre me fut remise, puis (!) elle fut placée dans la reliure d'un livre allemand, à la veille de mon départ de Genève...

Le procureur ne doutait pas que Romm connût le contenu de la lettre : le malheureux correspondant de l'agence Tass n'est devenu un témoin que pour cela. Sa réponse a pourtant plus de docilité que de sens : la lettre lui est remise; puis elle est

cachée dans une reliure. Que veut dire « remettre » en ce cas? Et qui la cacha dans un livre? Si Radek avait lui-même dissimulé une lettre dans une reliure et prié Romm de transmettre le livre, — ainsi procédèrent toujours les révolutionnaires connaissant l'*a b c* de la conspiration, — Romm n'aurait rien pu dire, sinon qu'il avait remis à telle adresse un livre allemand. C'eût été peu pour Vychinski. La lettre fut donc « remise » tout d'abord à Romm — pour qu'il la lût? — puis dissimulée dans une reliure pour que le procureur n'ait pas à s'infliger des migraines par la suite. Et le genre humain apprend aisément de cette façon que Radek traitait, dans sa lettre à Trotsky, non des analyses spectrales, mais du centre terroriste.

Passant par Berlin, Romm posta ce livre à la gare, sous bande, à destination d'une adresse que lui avait donnée Sédov, « poste restante, dans un des bureaux de Berlin ». S'étant brûlé les doigts au procès des Seize, ces messieurs font preuve de circonspection. Romm ne voit ni Sédov ni un tiers désigné par Sédov car il eût fallu donner une adresse, nommer quelqu'un, choses risquées. Romm n'envoie pas le livre à quelque Allemand connaissant Sédov, ce qui eût été tout à fait conforme aux usages de la conspiration, car il eût fallu connaître le nom et l'adresse d'un Allemand. Le plus prudent (non du point de vue de la conspiration, mais de celui de la falsification) était d'envoyer le livre « poste restante dans un bureau de Berlin ».

La rencontre suivante de Romm avec Sédov eut lieu « en juillet 1933 ». Notons cette date. Nous arrivons au point central de la déposition. C'est ici que je suis appelé à intervenir.

Vychinski. — A quel propos, où et quand eut lieu cette nouvelle rencontre?

Romm. — J'arrivais de Genève, Sédov me téléphona au bout de quelques jours.

On ignore comment Sédov apprit l'arrivée de Romm. Cette remarque peut paraître tatillonne; en réalité, elle nous révèle à nouveau le système des silences peureux. Pour informer Sédov de son arrivée, Romm devait connaître son adresse ou son téléphone. Il n'avait ni l'un ni l'autre. Mieux valait laisser l'initiative à Sédov : sa propre adresse, Romm la connaît en tout cas. Sédov lui donna donc rendez-vous dans un café, boulevard Montparnasse, et lui dit vouloir lui « ménager une rencontre avec Trotsky ». Nous savons que Romm, risquant gratuitement sa tête en qualité d'agent de liaison, n'avait jusqu'alors fait montre d'aucun désir de me rencontrer ou d'entrer en correspondance avec moi. Mais la proposition de Sédov, il l'accepta immédiatement. De même que deux ans auparavant, il s'était rendu, sur la proposition de Putna, à un rendez-vous avec Sédov. De même que, dès les premières paroles de Sédov, il avait consenti à transmettre une lettre à Radek. La fonction de Romm est de consentir à tout sans faire preuve d'aucune initiative. Il s'est manifestement entendu avec le Guépéou sur ce minimum d'activité criminelle, dans l'espoir de sauver sa tête à ce prix. Y réussira-t-il? Autre question...

Quelques jours après le coup de téléphone de Sédov, Sédov rencontre donc Romm « dans le même café ». Le café n'est pas nommé par prudence. Figurez-vous qu'il ait brûlé juste à la veille du prétendu rendez-vous! On a bien retenu l'histoire de l'hôtel Bristol à Copenhague. « De là (du café inconnu), nous allâmes au bois de Boulogne où nous rencontrâmes Trotsky ».

Vychinski. — Quand était-ce?

Romm. — Fin juillet 1933.

En vérité, Vychinski ne pouvait poser question plus inopportune! Romm avait, il est vrai, noté auparavant que cet épisode se rapportait à juillet

1933. Mais il pouvait s'être trompé, avoir commis un lapsus. On pouvait le fusiller et charger un autre M. Pritt de rectifier cette erreur. Mais le procureur, en insistant, oblige Romm à préciser que cette rencontre eut lieu en « fin juillet 1933 ». Vychinski perd toute prudence. Et Romm indique une date fatale qui enterre à la fois toute sa déposition et tout le procès. Nous demanderons pourtant au lecteur un peu de patience. Nous reviendrons sur cette funeste erreur chronologique et sur ses causes. Suivons encore un moment le dialogue ou plutôt le duo Vychinski-Romm.

La rencontre de Romm avec moi au bois de Boulogne, — sa première rencontre avec moi, de son propre aveu, — aurait dû marquer dans sa mémoire. Il ne nous dit cependant rien ni du premier contact ni de l'impression extérieure, ni du cours de l'entretien. Nous promenions-nous? Nous étions-nous assis? Est-ce que je fumais? cigare, cigarette, pipe? Quelle mine avais-je? Pas un trait pris sur le vif, pas une impression subjective, pas une impression visuelle! Trotsky n'est pour Romm, dans une allée du bois de Boulogne, qu'un fantôme, une abstraction, une ombre tirée des dossiers du Guépéou. Romm note seulement que la conversation dura « de 20 à 25 minutes ».

Vychinski. — Pourquoi donc Trotsky vous avait-il donné rendez-vous?

Romm. — Comme je crus le comprendre (!), c'était pour confirmer verbalement l'indication que je portais par écrit à Moscou.

Remarquables paroles : « Comme je crus le comprendre ». L'objet de la rencontre avait été tellement vague que Romm ne pouvait que le deviner et encore après coup! Le fait est qu'ayant écrit à Radek pour lui donner les instructions rituelles sur l'extermination des chefs, le sabotage, etc., je n'avais aucune raison de m'entretenir avec un agent de

liaison qui m'était inconnu. Il arrive que l'on confirme par lettre des directives orales. Il arrive que l'on confirme par une personne autorisée des directives confiées à une personne moins autorisée. Mais on ne saurait comprendre pourquoi je devais confirmer, par le truchement d'un Romm dépourvu de toute autorité, les directives que je donnais par écrit à Radek. Si cette façon de faire est incompréhensible de la part d'un conspirateur, tout change aussitôt que l'on tient compte des intérêts du procureur. Sans avoir eu d'entretien avec moi, Romm pouvait seulement dire qu'il avait apporté à Radek une lettre cachée dans une reliure. Cette lettre, naturellement, ni Radek ni Romm, ni le procureur ne l'ont. La lire, puisqu'elle était cachée, Romm ne le pouvait pas. Peut-être n'était-elle pas de moi? Peut-être même n'y avait-il pas de lettre du tout? Pour tirer Romm d'embarras, au lieu de faire remettre par quelque insaisissable intermédiaire, un Français, par exemple, à l'agent de liaison un livre destiné à Radek — ce qu'aurait fait tout conspirateur de plus de seize ans — je fais exactement le contraire, à plus de cinquante ans : je mêle mon fils à tout ceci, ce qui est déjà la plus lourde faute, puis j'interviens moi-même pour m'employer pendant vingt à vingt-cinq minutes à faire entrer dans la tête de Romm sa future déposition du procès. Cette méthodologie de l'imposture n'a vraiment rien de subtil!

Je déclarai naturellement pendant cette conversation que j'étais d'accord « sur l'idée du centre parallèle, à la condition absolue du maintien du bloc avec les zinoviévistes et ensuite que ce centre parallèle ne fût pas inactif, mais agit et rassemblât les cadres les plus fermes ». Que voilà des idées profondes et fécondes! Je ne pouvais pas ne pas exiger le « maintien du bloc avec les zinoviévistes » ou Staline n'aurait pas eu l'occasion de fusiller

Zinoviev, Kaménev, Smirnov... Mais j'approuvais la formation du centre parallèle pour que Staline eût la possibilité de fusiller par la suite Piatakov, Sérébriakov et Mouralov. Passant à la nécessité de recourir, en même temps qu'au terrorisme, au sabotage, je recommandais de ne pas compter avec les victimes. Sur quoi, Romm exprima son étonnement : mais ce serait « saper la défense du pays » ! C'est ainsi qu'au bois de Boulogne, j'ouvrais mon âme à un jeune inconnu qui ne partageait pas mes idées sur le « défaitisme » ! Et tout ceci parce qu'en 1927, Romm avait, paraît-il, été d'accord avec Radek « sur la question chinoise » !

L'officieux Romm transmet donc à destination une lettre qui ne fut jamais écrite et raconta à Radek sa conversation imaginaire avec moi — pour donner à Vychinski la possibilité d'invoquer au moins deux témoignages. Fin septembre 1933, Radek remit sa réponse à Romm. Du contenu de ce message, Romm, cette fois, ne nous dit rien. Nous n'avons d'ailleurs pas besoin qu'on nous en parle, car les lettres, dans cette affaire, se ressemblent toutes, comme les invocations des sorciers de l'Asie. Le livre contenant la lettre, Romm le remit à Sédov « à Paris, en novembre 1933 ». La rencontre suivante eut lieu en avril 1934, de nouveau au bois de Boulogne. Romm vint annoncer qu'il serait sous peu nommé en Amérique. Sédov dit qu'il « le déplorait » et pria son interlocuteur de « demander à Radek un rapport détaillé sur la situation ».

Vychinski. — Vous vous êtes acquitté de ce message ?

Romm. — Oui.

Comment ne l'eût-il pas fait ? En mai 1934, il remit donc à Sédov, à Paris, un dictionnaire technique anglo-russe (quelle précision !) contenant « des rapports détaillés sur l'activité du centre

unifié et du centre parallèle ». Notons cette circonstance extrêmement intéressante ! Aucun des accusés du procès des Seize, à commencer par Zinoviev pour finir par Rheingold, qui savait tout et dénonçait tout le monde, ne connaissait en août 1936, l'existence du centre parallèle. En revanche, dès l'automne 1932, Romm était parfaitement au courant des idées et des réalisations dudit centre. Non moins remarquable le fait que Romm, n'appartenant à aucun centre, transmettait néanmoins des « rapports détaillés sur l'activité du centre agissant et du centre parallèle ». Du contenu de ces rapports, il ne dit rien et Vychinski ne l'ennuie pas, bien entendu. Car, que pourrait dire Romm ? En mai 1934, Kirov n'avait pas encore été tué par Nikolaév, avec le concours du Guépéou et de son agent, M. Bissinex, consul de Lettonie. Romm a dû constater que l'activité des « centres agissant et parallèle » consistait à me demander des « directives » et à les recevoir. Ce que nous savons déjà. Laissons donc les rapports détaillés de Radek dormir dans les profondeurs d'un dictionnaire technique !

Vychinski demande ensuite quels furent les propos de Sédov et de Romm sur la désignation de ce dernier en Amérique ? Romm répond aussitôt que Sédov lui fit part du désir de Trotsky « d'être informé s'il y avait quelque chose d'intéressant à connaître sur les rapports entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ». Désir innocent à première vue ; je ne pouvais, en tant qu'écrivain et qu'homme politique, ne pas m'intéresser aux relations soviéto-américaines, d'autant plus qu'il m'était arrivé maintes fois au cours des années précédentes de donner à la presse américaine des articles et des interviews préconisant la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis. Mais Romm, qui ne s'étonnait pas de transmettre des instructions sur le terrorisme, crut devoir s'étonner cette fois. « Ayant demandé pour-

quoi c'était si intéressant (!), Sédov me dit : « A cause de l'orientation défaitiste de Trotsky. » Nouveau point sur un i. Il est vrai que mes articles préconisaient invariablement la défense de l'U.R.S.S. et que je rompais publiquement avec ceux de mes prétendus camarades qui doutaient que le devoir de tout révolutionnaire fût de défendre l'U.R.S.S., en dépit du régime stalinien. Il ne reste qu'à supposer que mon « défaitisme », absolument en contradiction avec mon activité de publiciste, était un secret réservé à un petit cercle d'initiés. Inutile de montrer combien cette hypothèse est politiquement et psychologiquement déraisonnable. En tout cas, l'accusation n'a pas d'autre base, et elle tient debout ou tombe avec elle. Mais Vychinski, « prudent » quant aux détails (dates, adresses), est tout à fait obtus devant les problèmes essentiels du procès. Quand Romm demande à Sédov pourquoi les rapports soviéto-américains m'intéressent (question par elle-même dénuée de sens), Sédov, au lieu de s'en référer à mon activité d'écrivain, se hâte de parler de mon « défaitisme ». Je n'en faisais donc pas un secret ? A quoi servait dès lors mon travail de théoricien et de publiciste ? MM. les accusateurs n'y pensent point. Incapables d'y penser, leur faux se déroule sur un plan de beaucoup inférieur à celui-là. Ils se passent de toute psychologie. La technique de l'inquisition leur suffit.

A la question suivante de Vychinski, Romm répond : « Oui, je consentis à fournir l'information qui intéressait Trotsky ». Mais en mai 1934, Romm s'acquitta de sa « dernière mission ». Il avait décidé de « cesser son activité » après l'assassinat de Kirov. C'est pourquoi il ne m'envoya rien des Etats-Unis. J'avoue que je ne m'en aperçus pas. Il y a parmi mes amis américains des hommes d'une haute culture scientifique et politique, tout disposés à m'informer sur les questions qui m'intéressent.

Je n'avais donc pas de raisons de demander des renseignements à Romm... à ne point compter, cela va de soi, le besoin de lui faire connaître mon programme « défaitiste ».

Tout cet épisode semble avoir été introduit dans les dépositions de Romm après que l'on sut que je me rendais en Amérique. Peut-être même, Romm fut-il joint au procès à ce moment. L'imagination du Guépéou cherchait à rejoindre le pétrolier qui me transportait d'Oslo à Tampico. Le gouvernement des Etats-Unis était ainsi averti qu'un agent trotskiste, Romm, qui consentait à m'« informer », avait travaillé à Washington. De quelle information s'agissait-il? De celle, évidemment, qui menace les intérêts vitaux des Etats-Unis. Radek aggrava l'avertissement en disant que mon programme prévoyait, en cas de guerre entre les Etats-Unis et le Japon, le « ravitaillement du Japon en pétrole ». (Audience du 23 janvier.) C'est sans doute pourquoi j'avais fait choix, me rendant d'Oslo à Tampico, d'un pétrolier, indispensable à mes opérations futures. Au prochain procès, Romm se souviendra probablement d'avoir été chargé par moi de rendre le canal de Panama impraticable et de détourner le Niagara vers New-York, tout ceci aux heures de loisir que lui laissaient ses travaux de correspondant des *Izvestia*... Tout ce joli monde est-il donc si bête? Non pas, mais démoralisé à fond par l'irresponsabilité totalitaire.

A une lecture tant soit peu attentive, chaque question de Vychinski compromet à l'avance la réponse de Romm. Chaque réponse de Romm accuse Vychinski. Leur dialogue ruine le procès. Ces procès déshonorent irrémédiablement le système de Staline. Et nous n'avons pas encore dit l'essentiel. Que le témoignage de Romm soit faux, voilà qui est évident pour quiconque n'est ni aveugle ni sourd; nous avons encore pourtant des

documents susceptibles de convaincre jusqu'à des aveugles et des sourds. Je n'ai pas été au bois de Boulogne à la fin de juillet 1933. Je ne pouvais pas y être. J'étais à ce moment à 500 kilomètres de Paris, au bord de l'Atlantique, malade, par surcroît. Je l'ai brièvement écrit au *New York Times* (17 février 1937). Je reviens sur cet épisode avec plus de précision; il en vaut la peine.

Le 24 juillet 1933, le vapeur italien *Bulgaria*, à bord duquel nous nous trouvions, ma femme, moi et quatre collaborateurs (deux Américains, Sarah Weber et Max Shachtman; un Français, van Heijenoort; un émigré allemand, Adolphe) devait faire escale à Marseille. Nous arrivions en Occident après plus de quatre ans de séjour en Turquie. De longues démarches avaient précédé notre arrivée en France. Elles avaient surtout été motivées par mon état de santé. En nous accordant un visa, le gouvernement Daladier avait fait preuve de circonspection : il craignait des attentats, des manifestations, des incidents, surtout à Paris. Le 29 juin 1933, le ministre de l'Intérieur, M. Chautemps, écrivait à M. Henri Guernut, député, qu'une autorisation de séjour m'était accordée « pour raison de santé, dans un des départements du Midi »; je pourrais ensuite me fixer en Corse. J'avais moi-même désigné hypothétiquement la Corse dans une lettre antérieure. Il fut donc question, dès le début, non de la capitale, mais d'un département éloigné. Je ne pouvais avoir la moindre velléité d'enfreindre cette condition, étant profondément intéressé à éviter les complications. L'idée que je pouvais, dès mon arrivée, échapper à la surveillance de la police française et me rendre clandestinement à Paris — pour un inutile rendez-vous avec Romm! — pourrait donc être écartée d'avance comme fantaisiste. Les choses se passèrent tout autrement...

Encouragée par la victoire de Hitler en Alle-

magne, la réaction relevait la tête en France. *Le Matin*, le *Journal*, la *Liberté*, l'*Echo de Paris* poursuivaient une campagne acharnée contre moi, en relation avec mon autorisation de séjour. La voix de l'*Humanité* était la plus perçante, dans ce chœur. Les staliniens français n'avaient pas encore reçu l'ordre de reconnaître en les socialistes et les radicaux « des frères », loin de là. L'Internationale Communiste traitait Daladier de radical-fasciste. Léon Blum, qui soutenait Daladier, était un « social-fasciste ». Moscou m'imputait les fonctions d'agent de l'impérialisme américain, britannique et français. Courte est la mémoire des hommes ! L'incognito sous lequel nous avons tenté de nous dissimuler à bord, se trouva dévoilé en cours de route. On pouvait craindre des manifestations à Marseille, lors de notre débarquement, de la part des fascistes et, plus encore, des staliniens. Nos amis de France avaient toutes les raisons d'éviter des incidents qui eussent pu rendre malaisé notre séjour en France. Pour tromper la vigilance des malveillants, nos amis et mon fils qui, dans l'intervalle, avait réussi à quitter l'Allemagne hitlérienne pour venir à Paris, imaginèrent un stratagème compliqué qui, le dernier procès de Moscou l'a démontré, réussit brillamment. Un radiotélégramme fit stopper le *Bulgaria* à quelques kilomètres du port de Marseille ; une vedette, dans laquelle se trouvaient mon fils, Raymond Molinier, un Commissaire de la Sûreté Générale et deux marins vint à notre rencontre. Je crois me souvenir que les trois minutes d'arrêt du vapeur furent payées un millier de francs. Le journal de bord mentionne certainement cet épisode ; la presse le fit d'ailleurs connaître. Mon fils monta à bord et remit à l'un de mes compagnons de route, van Heijenoort, des instructions écrites. Nous descendîmes seuls dans la vedette, ma femme et moi, et tandis que nos

quatre amis continuaient leur voyage vers Marseille, avec nos bagages, nous débarquâmes à Cassis où nous attendaient deux autos et deux amis français, Leprince et Lastey. Sans nous arrêter un moment, nous fîmes route vers la Gironde où une maison de campagne avait été louée pour nous, au nom de Molinier, à Saint-Palais, non loin de Royan. En route, nous passâmes la nuit à l'hôtel. Des extraits des registres de voyageurs ont été retrouvés et je les ai communiqués à la commission d'enquête.

Tout notre bagage avait été embarqué en Turquie au nom de Max Shachtman. Les initiales M. S. subsistent sur les caisses qui ont servi au transport de mes livres et papiers au Mexique. Mais notre incognito étant tombé, le Guépéou de Marseille ne pouvait plus ignorer que ces bagages étaient les miens et, comme ils furent dirigés sur Paris, ses agents crurent sans doute que nous étions partis, nous aussi, par la route ou l'avion, vers Paris. N'oublions pas que les relations entre la France et l'U.R.S.S. étaient encore très tendues. La presse de l'Internationale Communiste affirmait même que je venais en France pour aider M. Daladier, alors président du Conseil, aujourd'hui ministre de la Défense nationale, à préparer une... invasion de l'U.R.S.S. Courte est la mémoire des hommes! Il ne pouvait donc y avoir entre le Guépéou et la police de rapports étroits. Le Guépéou ne savait de moi que ce qui paraissait dans les journaux. Romm ne pouvait savoir que ce que savait le Guépéou. Et la presse perdit nos traces dès notre débarquement.

Le *New York Times* écrivait le 17 février dernier, après avoir fait faire des recherches dans les télégrammes de ses correspondants spéciaux à cette époque : « Le vapeur qui conduisit M. Trotsky de Turquie à Marseille en 1933 accosta après que

M. Trotsky eut secrètement quitté le bord, ce que relate un télégramme de Marseille à notre journal, le 25 juillet 1933. M. Trotsky passa dans une vedette à trois milles du port et débarqua à Cassis où une auto l'attendait... On recevait cependant des nouvelles contradictoires selon lesquelles M. Trotsky était parti pour la Corse, pour Royat, pour le centre de la France, pour les environs de Vichy, enfin pour Vichy. » Cet entrefilet qui fait honneur à l'exactitude du correspondant, confirme point par point ce que nous avons exposé. Dès le 24 juillet, la presse se perdait en conjectures à notre sujet. La situation du Guépéou était extrêmement difficile, il faut en convenir.

Les organisateurs du faux raisonnaient à peu près ainsi : Trotsky n'a pu manquer de passer au moins quelques jours à Paris pour régler sa situation et trouver une résidence en province. Le Guépéou ne savait pas que tout avait été réglé d'avance. Staline, Ejoy et Vychinski craignaient par ailleurs de reculer jusqu'en août, voire plus tard, la date du rendez-vous avec Romm : il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Ces personnages circonspects et prévoyants fixèrent donc le prétendu rendez-vous aux derniers jours de juillet, tout les portant à croire que je ne pouvais pas ne pas avoir été à Paris à ce moment-là. Et c'est justement sur ce point qu'ils se trompèrent. Nous n'étions pas à Paris. Nous arrivions le 25 juillet, avec notre fils et trois amis français, à Saint-Palais, près Royan. Précisément, comme pour embarrasser davantage le Guépéou, le jour de notre arrivée fut signalé par un incendie à la villa que nous devions occuper : une partie de la clôture et un kiosque brûlèrent, des arbres furent touchés. Une étincelle crachée par une locomotive avait mis le feu. Les journaux locaux du 26 relatèrent cet incident. La nièce du propriétaire vint, quelques heures plus tard, se

rendre compte des dégâts. De nombreuses personnes me virent pendant l'incendie. Leprince et Molinier qui nous avaient servi de chauffeurs pendant le voyage, et Lastey qui nous accompagnait, décrivent le trajet avec force détails. Un certificat délivré par le service des pompiers fixe la date de l'incendie. Le reporter local, Albert Bardon, qui en parla dans les journaux, m'a vu dans une auto et en a témoigné. La nièce de notre hôte a donné un témoignage analogue. Nous étions attendus par Véra Lanis, qui s'était chargée des fonctions de maîtresse de maison, et par Ségal, qui devait aider à notre installation. Toutes ces personnes passèrent avec nous les derniers jours de juillet; elles virent qu'arrivé fiévreux et souffrant d'un lumbago, je ne quittai presque pas le lit.

Le préfet de la Charente-Inférieure informa tout de suite Paris, par dépêche confidentielle, de notre arrivée. Comme partout en France, nous vécûmes là incognito. Nos papiers n'étaient visés qu'à la Sûreté Générale à Paris, où l'on pourra à coup sûr retrouver nos itinéraires.

Je passai à Saint-Palais plus de deux mois, malade, traité par un médecin. J'ai écrit au *Times* qu'une bonne trentaine d'amis sont venus me voir là. Des recherches plus attentives dans ma mémoire et mes papiers montrent que j'eus environ une cinquantaine de visiteurs : plus de trente Français, surtout des Parisiens, sept Hollandais, deux Belges, deux Allemands, deux Italiens, trois Anglais, un Suisse... Parmi ces visiteurs certains sont connus comme André Malraux, Parijanine, écrivain et traducteur de mes livres, le député hollandais Sneevliet, les journalistes hollandais Schmidt et De Kadt, l'ancien secrétaire de l'Independent Labour Party, Paton, l'émigré allemand W., l'écrivain allemand G. (que je ne nomme pas ici pour des raisons bien compréhensibles, mais qui peuvent

témoigner). Si j'avais passé à Paris les derniers jours de juillet, la plupart de ces visiteurs n'eussent eu aucune raison de se déplacer. Ils savaient tous que je n'avais pas été à Paris et ne pouvais pas y aller... Trois des quatre collaborateurs qui m'avaient accompagné étaient venus de Paris à Royan. Max Shachtman s'embarqua au Havre pour New-York sans avoir pris congé de nous. J'ai montré à la Commission d'enquête sa lettre du 8 août 1933, dans laquelle il exprime le regret de nous avoir brusquement quittés en chemin. Les preuves ne nous font pas défaut.

Au début d'octobre, mon état s'améliora et mes amis me transportèrent en automobile à Bagnères-de-Bigorre, dans les Pyrénées, plus loin encore de Paris; nous passâmes là, ma femme et moi, le reste du mois. Notre séjour à Royan et dans les Pyrénées n'ayant donné lieu à aucun incident, le gouvernement nous autorisa à nous rapprocher de la capitale, tout en nous recommandant de ne pas nous fixer dans le département de la Seine. Dans les premiers jours de novembre, nous arrivâmes à Barbizon, où une villa avait été louée pour nous. De Barbizon, je vins plusieurs fois à Paris, toujours accompagné de deux ou trois amis, toujours avec un emploi du temps fixé à l'avance; on pourrait connaître sans peine le petit nombre de lieux que j'ai visités et aussi le nombre de mes visiteurs. Mais tout ceci se rapporte à l'hiver 1933; or, le Guépéou a fixé le rendez-vous avec Romm au mois de juillet 1933, à un moment où il ne pouvait avoir lieu. Il n'a pas eu lieu. Si la notion d'alibi a quelque valeur, elle trouve en la circonstance son expression la plus achevée. Le pauvre Romm a menti. Le Guépéou l'a contraint à mentir. Vychinski a entériné son mensonge. C'est précisément pour mentir ainsi que Romm avait été arrêté et porté sur la liste des témoins!

LE VOYAGE DE PIATAKOV A OSLO

Dès le 24 janvier, le second jour du deuxième procès, lors de la première déposition de Piatakov, n'étant encore renseigné que par de brèves dépêches d'agence, j'écrivais dans un communiqué à la presse : « Si Piatakov était venu à Oslo sous son nom, toute la presse norvégienne en aurait parlé. Il est donc venu sous un nom d'emprunt. Lequel ? Les personnalités soviétiques en voyage à l'étranger sont en relations constantes, par téléphone et télégraphe, avec les légations soviétiques ou les représentations commerciales et n'échappent à aucun moment à la surveillance du Guépéou. Comment Piatakov aurait-il pu faire ce voyage sans que les représentants soviétiques en Norvège et en Allemagne s'en doutassent ? Qu'il décrive donc l'aménagement intérieur de ma demeure ! A-t-il vu ma femme ? Portais-je la barbe ou non ? Comment étais-je vêtu ? Il fallait, pour entrer dans mon cabinet de travail, passer par l'appartement des Knudsen et tous mes visiteurs, sans exception, voyaient la famille de mon hôte. Piatakov l'a-t-il vue ? Les Knudsen ont-ils vu Piatakov ? Voilà quelques-unes des questions qui, devant un tribunal tant soit peu honnête, démontreraient aisément que Piatakov se borne à répéter ce que le Guépéou invente. »

Le 27 janvier, à la veille du réquisitoire, je posai, par l'organe des agences d'information, au tribunal de Moscou, treize questions sur la prétendue visite que m'aurait faite Piatakov en Norvège. Je soulignai en ces termes l'importance de ces questions : « Piatakov dit m'avoir rendu visite en Norvège en décembre 1935, à des fins de négociation secrète. Il se serait rendu de Berlin à Oslo en avion.

L'énorme importance de cette déposition est évidente. J'ai maintes fois déclaré et je déclare encore que Piatakov, de même que Radek, n'a pas été, au cours des neuf dernières années, mon ami, mais un de mes pires ennemis, un de mes plus perfides adversaires et qu'il ne pouvait être question de négociations et d'entrevues entre nous. S'il est prouvé que Piatakov m'a réellement rendu visite, je suis irrémédiablement compromis. Si je démontre, au contraire, que le récit de sa visite est mensonger du commencement à la fin, le système des « aveux volontaires » est compromis. En admettant même que le tribunal de Moscou soit au-dessus du soupçon, l'accusé Piatakov demeure suspect. Ses dépositions doivent être vérifiées. Ce n'est pas difficile. Il suffit de lui soumettre immédiatement, — tant qu'il n'a pas été fusillé! — les questions suivantes... » Je note de nouveau que ces questions se fondaient sur les premières informations télégraphiques; elles étaient inexactement posées quant à certains détails secondaires. Elles conservent néanmoins, dans l'ensemble, toute leur importance.

Mes premières questions sur Piatakov ont été à la disposition du tribunal dès le 25 janvier. Le tribunal était en possession des treize dernières. Le 26 janvier au plus tard, le procureur connut par dépêches que la presse norvégienne démentait catégoriquement Piatakov sur son arrivée à Oslo par avion. Le réquisitoire fait une allusion indirecte à ce démenti. Mais aucune de mes treize questions ne fut posée à l'accusé dont le procureur réclamait la mort. Le procureur n'a pas fait l'effort obligatoire pour vérifier la principale déposition du principal accusé et par là la tentative de confirmer de manière irréfutable les accusations formulées contre moi et les autres inculpés. Sans les télégrammes d'Oslo et les miens, on pourrait parler de négligence, d'omission, d'incapacité du procureur et des

juges. Dans les circonstances présentes, l'erreur judiciaire ne peut pas être invoquée. C'est consciemment que le procureur et le président du tribunal se sont refusés à poser les questions inexorablement commandées par la déposition Piatakov. Ils se sont opposés à la vérification non parce qu'elle était impossible — elle était au contraire fort simple! — mais parce que leur rôle était de ne pas tolérer une vérification. Ils se sont hâtés de faire fusiller Piatakov. Et la contre-épreuve s'est faite sans eux. Elle a démontré la fausseté des aveux du principal accusé sur la question principale et renversé ainsi tout l'acte d'accusation.

Nous avons sous la main le compte rendu dit « sténographique » du procès Piatakov. L'étude attentive de l'interrogatoire de Piatakov et du témoin à charge Boukhartsev montre que l'objet du procureur dans ce débat tout à fait conventionnel, faux et mensonger, était uniquement de faciliter à Piatakov l'exposé de la thèse du Guépéou, en évitant d'y introduire trop d'invraisemblances manifestes. Nous procéderons de deux façons dans notre analyse : nous montrerons d'abord, d'après le compte rendu officiel, dans quel esprit de falsification Vychinski interroge Piatakov; nous produirons ensuite les preuves de l'impossibilité matérielle du voyage de Piatakov à Oslo. Nous établirons ainsi que le principal témoignage du principal accusé est mensonger et que le procureur Vychinski et les juges participent à l'imposture.



C'est « dans la première moitié de décembre » 1935 que Piatakov fait son mythique voyage à Oslo, par Berlin. Boukhartsev, correspondant des *Izvestia* à Berlin, sert d'intermédiaire dans l'orga-

nisation de ce voyage, tout comme V. Romm, correspondant des *Izvestia* à Washington, avait servi d'intermédiaire entre moi et Radek. L'organe officiel de l'Etat désignait, chose étrange, en qualité de correspondants dans les capitales les plus importantes, des agents de liaison « trotskistes ». N'est-il pas plus raisonnable de supposer qu'il y désignait des agents du Guépéou? L'affirmation de Piatakov, selon laquelle « Boukhartsev était en relations avec Trotsky » est pure invention. De Boukhartsev comme de Romm, je n'ai pas la moindre idée personnelle ou même littéraire. Je ne vois presque jamais les *Izvestia* et m'abstiens de lire dans la presse soviétique les correspondances de l'étranger.

Il n'y a pas lieu de douter que Piatakov soit réellement arrivé à Berlin le 10 décembre 1935, pour raison d'affaires. Le fait serait facile à vérifier par la presse soviétique et allemande qui a dû noter la date de l'arrivée de Piatakov dans la capitale allemande et celle de son retour à Moscou. Le faux voyage de Piatakov à Oslo devait être, après coup, rattaché au voyage effectif de Piatakov à Berlin : de là le choix d'un mois aussi malencontreux que celui de décembre.

A Berlin, Piatakov rencontra aussitôt (« le même jour ou le suivant », c'est-à-dire le 11 ou le 12) Boukhartsev qui m'aurait averti dès auparavant de sa prochaine arrivée. Comment? Par lettre? Par télégramme? Quel texte? A quelle adresse? Nul n'embarrasse Bourkhartsev avec des questions de ce genre. Dans cette enceinte, on évite les adresses comme la peste. Donc, informé par Boukhartsev, j'avais envoyé à Berlin un homme de confiance porteur d'un billet ainsi conçu : « J. L., le porteur de ceci, mérite *toute* confiance... » Le mot *toute* était souligné... Ce détail de peu d'originalité doit, comme nous l'allons voir, compenser l'absence de rensei-

gnements plus essentiels. Mon émissaire, qui s'appelle Heinrich ou Gustave (déposition Piatakov) se chargea d'organiser le voyage à Oslo. Piatakov rencontra « Heinrich-ou-Gustave » au Tiergarten le 11 ou le 12 et ne le vit qu'« une minute et demie ou deux ». Deuxième détail précieux ! Piatakov consentit à se rendre à Oslo, bien que, il le répète deux fois, « les plus grands risques pussent en résulter » pour lui « d'être découvert et démasqué ». Ces derniers mots ont été supprimés dans le compte rendu russe du procès et ce n'est pas par omission fortuite. La surveillance des hauts fonctionnaires soviétiques à l'étranger est extrêmement rigoureuse. Piatakov n'avait aucune possibilité de disparaître de Berlin pour deux jours sans indiquer où il se rendait et comment communiquer avec lui : il pouvait, en sa qualité de membre du Comité Central et du gouvernement, recevoir à tout instant des questions ou messages de Moscou. Les règles appliquées à cet égard sont bien connues du procureur et des juges. Je demandai d'ailleurs le 24 janvier, au tribunal, par dépêche : « Comment Piatakov pouvait-il voyager à l'insu des représentants soviétiques en Allemagne et en Norvège ? Comment expliqua-t-il sa disparition quand il fut revenu ? » Je répétai ma question le 27 janvier : « Comment Piatakov réussit-il à se dérober aux représentations soviétiques de Berlin et d'Oslo ? Comment expliqua-t-il ensuite sa disparition ? »

Piatakov convint donc, avec « Heinrich-ou-Gustave » de le rencontrer le jour suivant (le 12 ou le 13), à l'aérodrome de Tempelhof. Le procureur qui exige quelquefois, sur des points invérifiables et dépourvus d'importance, une précision affectée, ne s'intéresse pas à la précision d'une date de la plus haute importance. Il serait pourtant facile d'établir, d'après le journal de travail de la représentation commerciale des Soviets à Berlin,

l'emploi du temps de Piatakov. Mais il s'agit justement d'éviter qu'on ne l'établisse...

« Le lendemain, de bon matin, je me rendis directement à l'entrée de l'aérodrome... » De bon matin? Nous voudrions savoir à quelle heure. En pareil cas, l'heure est fixée d'avance. Mais les souffleurs de Piatakov craignent de commettre une bévue par rapport au calendrier météorologique. A l'aérodrome, Piatakov rencontra Heinrich-ou-Gustave : « Il était là et m'invita à le suivre. Au préalable, il me montra le passeport qui avait été préparé à mon intention. C'était un passeport allemand. Il s'acquitta de toutes les formalités de douane, de sorte que je n'eus qu'à donner des signatures. Je pris place dans l'avion et nous partîmes... » Personne, même à ce moment, n'interrompt l'accusé. Si invraisemblable que ce soit, le procureur ne s'intéresse pas au passeport; il lui suffit de connaître que c'était une pièce allemande. Mais allemands ou autres, les passeports portent le nom du titulaire. Quel nom? *Nomina sunt odiosa*. Le procureur est tout soucieux de donner à Piatakov la possibilité de glisser au plus vite sur ce point délicat. Les formalités de la douane? Heinrich-ou-Gustave les règle. Piatakov signe seulement. Il semble que le procureur ne puisse éviter ici de lui demander de quel nom il signe? C'est probablement du nom porté sur le passeport allemand. Le procureur ne tient pas à le savoir. Le président se tait aussi. Les juges gardent le silence. Oubli collectif explicable par le surmenage? J'ai pourtant pris en temps utile des mesures pour rafraîchir la mémoire de ces messieurs. J'ai demandé le 24 janvier sous quel nom Piatakov arriva à Oslo. Trois jours plus tard, j'y revenais. La quatrième de mes treize questions est ainsi libellée : « Avec quel passeport Piatakov prit-il l'avion à Berlin? Avait-il le visa norvégien? » La presse du monde entier avait

publié mes questions (1). Si après cela Vychinski se tait encore, c'est qu'il doit se taire. Et ce silence nous suffit déjà pour conclure que nous sommes en présence d'un faux.

Continuons à suivre Piatakov : « Nous prîmes place dans l'avion qui démarra. Notre vol fut direct et nous atterrîmes vers trois heures à l'aérodrome d'Oslo. Une automobile nous y attendait... En trente minutes environ, nous étions rendus dans une localité de villégiature. Nous entrions dans une petite maison assez bien meublée et je voyais Trotsky que je n'avais pas vu depuis 1928. » Ce récit ne trahit-il pas l'homme qui n'a rien à dire ? Pas un trait pris sur le vif ! « Nous prenons place et démarrons... » Piatakov n'a rien vu, il n'a parlé à personne. Il ne peut même rien dire sur Heinrich ou-Gustave qui l'accompagna de Berlin jusqu'à ma porte.

Comment se fit l'atterrissage ? Les autorités norvégiennes ne peuvent pas ignorer un avion étranger. Elles ne peuvent pas ne pas contrôler les passeports de Piatakov et de son compagnon de route. Pas un mot là-dessus. Le voyage semble s'être fait dans un royaume de rêve où les hommes glissent sans bruit, ignorés des fonctionnaires de la police et de la douane.

Piatakov voit Trotsky « dans une petite maison assez bien meublée ». Il ne l'avait pas vu depuis 1928 (depuis 1927 en réalité). Après ces clichés inertes suit le résumé, non moins cliché, d'un entretien qui paraît avoir été dicté d'avance pour un procès-verbal de police. D'après la thèse de l'amalgame, Piatakov vient me voir comme un ami politique, comme un ami personnel, après de longues années de séparation. Pendant plusieurs années, en effet, de 1923 à 1928, nous avons été assez proches,

1. Sauf la presse soviétique bien entendu. N. du trad.

il a connu ma famille, ma femme l'a toujours accueilli avec sympathie. Il fallait qu'il eût conservé pour moi une confiance tout à fait exceptionnelle pour devenir, au reçu d'une lettre de moi, un terroriste, un saboteur, un défaitiste, et, risquant sa tête, prendre, au premier signal, l'avion afin de venir me voir. Il semble que Piatakov n'ait pu, en de pareilles conditions, après huit années de séparation, manquer de faire preuve de quelque intérêt élémentaire pour mes conditions d'existence. Mais on n'en voit rien. Où eut lieu notre rencontre? Chez moi ou ailleurs? On l'ignore. Où était ma femme? On l'ignore. A une question du procureur, Piatakov répond que personne n'assista à l'entretien : « Heinrich-ou-Gustave » était resté derrière la porte. C'est tout. Or l'aspect extérieur de la pièce, la présence ou l'absence de livres et de journaux russes sur la table, devaient permettre à Piatakov de se rendre immédiatement compte s'il était ou n'était pas chez moi. Je ne pouvais avoir aucune raison de cacher une chose aussi peu importante à un visiteur auquel je confiais mes desseins les plus secrets. Piatakov ne pouvait pas ne pas s'enquérir de ma femme. Je lui demandai le 24 janvier s'il l'avait vue. Je répétai ma question le 27 : « Avait-il vu ma femme? Était-elle à la maison ce jour-là? » Car les visites de ma femme au médecin à Oslo sont faciles à contrôler. Seulement, les inspireurs de Piatakov, soucieux d'éviter toute vérification, lui ont appris les formules élastiques qui ne disent rien de précis. C'est prudent. Mais cet excès de prudence trahit autrement l'imposture.

L'avion atterrit à 3 heures de l'après-midi, le 12 ou le 13 décembre. Piatakov dut arriver chez moi vers 3 h. 30. L'entretien aurait duré deux heures environ. Mon hôte devait avoir faim. Lui ai-je offert une collation? L'hospitalité élémentaire et honnête le commandait, semble-t-il. Je ne pouvais cependant

pas le faire sans être aidé par ma femme ou par la maîtresse de cette demeure « assez bien meublée ». Pas un mot là-dessus, Piatakov me quitta vers 5 h. 30. Où alla-t-il, dans cette banlieue, avec son passeport allemand ? Le procureur ne le lui demande pas. Où passa-t-il cette nuit de décembre ? Ce n'est probablement pas à la belle étoile. On peut encore moins admettre que ce soit à la légation des Soviets ou à la légation d'Allemagne. Donc à l'hôtel. Quel hôtel ? La question suivante est du nombre de celles que je posai au tribunal : « Piatakov a dû, inévitablement, passer la nuit en Norvège. Dans quel hôtel ? » Le procureur ne l'a pas demandé à l'accusé. Le président s'est abstenu.

Recevant un vieil ami, conjuré d'ailleurs avec moi, j'eusse dû faire, comme tout autre à ma place, l'impossible pour lui épargner les risques superflus et les surprises désagréables. J'eusse dû, après deux heures d'entretien, le nourrir et le loger. Tout cela ne pouvait m'être difficile du moment que j'avais pu envoyer à Berlin « un homme de confiance » et à l'aérodrome une auto. Piatakov était intéressé à passer la nuit chez moi pour ne pas se montrer à l'hôtel ou dans les rues d'Oslo. Nous avions de quoi parler, après des années de séparation ! Mais le Guépéou craignait cette variante, car Piatakov eût été amené à parler de mes conditions d'existence. Mieux valait passer sur la prose quotidienne... En réalité, je n'habitais pas, comme on sait, dans la banlieue d'Oslo, mais dans un village perdu ; pas à trente minutes d'auto de l'aérodrome, mais à deux heures au moins, surtout l'hiver, quand il faut recouvrir les pneus de chaînes. Non, mieux valait, en vérité, négliger la nourriture, la nuit de décembre, le danger de rencontrer quelque membre du personnel de la légation soviétique. Mieux valait se taire. Piatakov en Norvège, de même que Piatakov en voyage, ressemble à un

fantôme. Que les imbéciles prennent ce fantôme pour un être de chair !

Nous apprenons par l'interrogatoire du témoin Boukhartsev des détails complémentaires non dépourvus d'importance, sur le voyage de Piatakov. « Heinrich-ou-Gustave », s'appelait, paraît-il, Gustave Stirner. Ce nom ne me dit rien, bien que ce Stirner ait été, à en croire Boukhartsev, mon homme de confiance. En tout cas, mon mystérieux émissaire crut devoir se bien faire connaître au témoin à charge. Retrouverons-nous un Stirner en chair et en os dans quelque prochain procès ? N'est-il qu'un pur produit de l'imagination ? Je n'en sais rien. Le nom allemand fait naître en tout cas certaines réflexions...

Piatakov a par moments tenté de représenter son rendez-vous avec moi comme une triste nécessité : l'instinct de conservation se faisait timidement jour à travers les aveux des accusés. D'après Boukhartsev, au contraire, Piatakov, en apprenant que je l'invitais, se dit enchanté, ajouta que cela répondait bien à ses intentions et qu'il ferait très volontiers le voyage. Quelle expansivité superflue de la part d'un conspirateur ! Mais l'accusation en a besoin. La tâche du témoin consiste à aggraver le cas de l'accusé ; la tâche de l'accusé consiste à reporter sur moi le plus lourd de sa charge. La tâche du procureur consiste à exploiter le mensonge des deux.

Sous l'angle du complot et même du seul voyage à Oslo, Boukhartsev n'est d'aucune utilité ; Vy-chinski lui-même, nous l'allons voir, doit en convenir. Mais Gustave Stirner, s'il existe, semble être inaccessible au procureur. Pas de Stirner, pas de témoin. Le récit de l'entrée de Piatakov dans l'avion et de sa sortie de l'avion ne se fonde dès lors que sur les affirmations du seul Piatakov. C'est peu. Si Boukhartsev, appelé à la barre par

le procureur, ne participe pas à l'action, il remplit en revanche les fonctions du « messenger » de la tragédie antique : il annonce ce qui se passe derrière la scène. Ainsi, à la veille de son retour à Moscou (à quelle date ?), Piatakov saisit l'occasion d'informer le messenger « qu'il a été là-bas et a vu Trotsky ». Au fond, cela n'intéressait Boukhartsev en rien. En donnant une information si importante à un tiers, Piatakov faisait preuve d'une légèreté criminelle. Mais il ne pouvait pas se comporter autrement sans ôter, à Boukhartsev la possibilité de servir utilement de témoin à charge.

Arrivé là, le procureur se souvient d'une omission. « Avez-vous donné votre photo ? » demande-t-il tout à coup à Piatakov, interrompant l'interrogatoire de Boukhartsev. Vychinski fait penser à un écolier qui a sauté un vers appris par cœur. Piatakov répond laconiquement : « Oui ». Il s'agit évidemment des photos destinées aux passeports. La photo du titulaire est de règle sur tout passeport, sans exclure les passeports allemands. Le procureur, en faisant montre de cette minutie, ne risque absolument rien. Sur le nom et le visa, il continue de se taire. Puis, ce gardien de la loi s'en prend de nouveau à Boukhartsev. « Savez-vous d'où Stirner se procura ce passeport ? Comment il se procura un avion ? Est-ce si facile en Allemagne ? » Boukhartsev répond que Stirner ne lui donna pas de détails et se borna à le prier de ne s'inquiéter de rien ; c'est une des rares réponses qui paraissent naturelles et raisonnables. Le procureur ne se tient pas pour satisfait.

Vychinski. — Et vous ne vous y êtes pas intéressé ?

Boukhartsev. — Il ne m'a rien dit, il ne voulait pas entrer dans les détails.

Vychinski. — Et pourtant, cela vous intéressait ?

Boukhartsev. — Mais il ne me répondait pas.

Vychinski. — Vous avez tenté de l'interroger ?
Boukhartsev. — Oui, mais il n'a pas voulu me répondre.

Et cœtera. Laissons ce dialogue édifiant et interrogeons le procureur : « Vous venez, citoyen procureur, de vous intéresser à la photo du passeport. Mais le passeport ? Le juge d'instruction n'a-t-il pas interrogé Piatakov sur le passeport ? Vous avez deux fois oublié de remplir votre devoir, ce que je vous ai rappelé deux fois par dépêche. Pourquoi n'avez-vous accordé aucune attention à mes questions ? Pourquoi ne vous êtes-vous intéressé ni à mon adresse ni à mes conditions d'existence ? Pourquoi n'avez-vous pas demandé à Piatakov où il a passé la nuit ? Qui lui a recommandé un hôtel ? Comment il s'y est inscrit ? Faut-il croire que ces diverses circonstances ne méritaient pas votre attention ? Boukhartsev pouvait au moins arguer du refus de Gustave Stirner de l'initier à ses secrets. Vous êtes, citoyen représentant de la justice, privé de cet argument, car Piatakov n'a pas de secrets pour vous. Il ne se tait que lorsqu'il a l'ordre de se taire. Mais vous citoyen procureur, vous avez éludé votre devoir essentiel, qui était de faire passer Piatakov de la quatrième dimension sur la terre périssable, avec ses douaniers, ses restaurants, ses hôtels et tant d'autres encombrantes menues choses. Vous avez gardé le silence là-dessus parce que vous êtes l'un des principaux organisateurs de l'imposture ! »

Vychinski, cependant, persévère : « Et l'avion ? »

Boukhartsev. — Je demandai (à Stirner) comment Piatakov pourrait faire le voyage ; il me répondit qu'un avion spécial le transporterait à Oslo et l'en ramènerait.

Stirner n'est donc pas si réservé. Il eût pu répondre simplement à l'importun Boukhartsev que « ce n'était pas son affaire et que Piatakov savait lui-

même ce qu'il faisait ». Mais sans doute se rappelait-il qu'il était en présence du messenger de la tragédie, et c'est pourquoi il lui parla d'un avion spécial, laissant ainsi entendre que cet avion serait mis à la disposition du voyageur par le gouvernement allemand. Vychinski met aussitôt à profit cette indiscretion préméditée de Stirner-Boukhartsev : « Ce n'est pourtant pas Trotsky qui organisait le passage de la frontière en avion ? » Et Boukhartsev, avec une modestie significative : « Je n'en sais rien. »

Vychinski. — Et l'avion ? Vous êtes un journaliste expérimenté, vous savez qu'il n'est pas si simple de passer des frontières en avion. (Hélas ! Hélas ! Le procureur lui-même l'oublie dès qu'il s'agit de la descente d'avion, du passeport, des visas, de l'hôtel, etc.). Et Boukhartsev de faire un nouveau pas au-devant du procureur : « Je crus comprendre que Stirner pouvait arranger les choses avec le concours de personnalités officielles allemandes. » Ce qu'il fallait démontrer !

Sur ce, Vychinski paraît se ressaisir tout à coup : « On ne pouvait donc pas se passer de vous en cette affaire ? Pour quelles raisons y avez-vous pris part ? » Cette question risquée n'est posée que pour donner à Boukhartsev l'occasion de raconter au tribunal que Radek « l'avertit en temps utile » (quand ?) qu'il aurait, en qualité de « trotskiste », à s'acquitter de diverses missions, et l'informa que « Piatakov appartenait au centre ». On voit que Radek avait tout prévu et fourni en tout cas au futur témoin les renseignements les plus indispensables.

Ainsi ou autrement, mais grâce à Boukhartsev, nous apprenons enfin que Piatakov, s'étant rendu à Oslo dans un « avion spécial », revint de même à Berlin. Cette précision, d'une extrême importance, signifie que l'avion ne fit pas qu'atterrir à Oslo, mais y passa le reste du jour et la nuit, soit quinze

heures au moins. Il y refit sans doute sa provision d'essence. Nous allons voir que cette indication de Boukhartsev nous est plus utile qu'au procureur. Nous arrivons au point crucial de la déposition Piatakov et du procès.

L'*Aftenposten*, journal conservateur norvégien, fit, dès la première déposition Piatakov, une enquête à l'aérodrome et publia le 25 janvier, dans son édition du soir, qu'en décembre 1935 aucun avion étranger n'était arrivé à Oslo. Information naturellement reprise par la presse du monde entier. Vychinski dut réagir. Il le fit à sa manière. A l'audience du 27 janvier, le procureur demande à Piatakov s'il confirme avoir atterri dans un aérodrome norvégien et dans lequel ? Piatakov répond : « Près d'Oslo ». Le nom du lieu, il l'ignore. N'y eut-il pas de difficultés à l'atterrissage ? Piatakov, trop ému, ne remarqua rien.

Vychinski. — Vous confirmez être descendu dans un aérodrome voisin d'Oslo ?

Piatakov. — Près d'Oslo, je m'en souviens bien.

Ce serait un peu fort qu'il ne s'en souvînt pas ! Le procureur donne ensuite lecture d'un document que de nombreux journaux ont qualifié d'« inattendu », à savoir d'un communiqué de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Oslo, disant que « l'aérodrome de Kjeller, près Oslo, reçoit toute l'année, conformément aux usages internationaux, les avions étrangers; l'arrivée et le départ des avions y sont possibles pendant les mois d'hiver ». C'est tout ! Le procureur prie le tribunal de joindre ce précieux papier aux matériaux du procès. La question est vidée.

Non, la question est à peine posée. Les informations venues de Norvège n'affirmaient nullement que la circulation par la voie des airs est impossible dans ce pays pendant l'hiver. Entre-t-il dans les obligations des tribunaux moscovites de fournir aux

aviateurs des renseignements météorologiques ? La question est beaucoup plus concrète : un avion étranger est-il, oui ou non, arrivé à Oslo en décembre 1935 ? Konrad Knudsen, membre du Storting, envoyait à Moscou, le 29 janvier, le télégramme suivant : « *Procureur Vychinski. Tribunal Suprême, Moscou. Je vous informe qu'il est officiellement confirmé aujourd'hui que pas un avion étranger ou privé n'a atterri en décembre 1935 à Oslo. En qualité d'hôte de Léon Trotsky, je confirme également qu'en décembre 1935, en Norvège, il n'a pu y avoir aucun entretien entre Piatakov et Trotsky.* »

KONRAD KNUDSEN, député. »

Le même jour, l'*Arbeiderbladet*, organe du parti au pouvoir, faisait une nouvelle enquête sur l'« avion spécial ». Peut-être ne sera-t-il pas superflu d'ajouter que ce journal ne s'était pas contenté d'approuver mon internement, mais avait employé à mon égard un ton des plus hostiles. Voici le texte de l'*Arbeiderbladet* :

Le merveilleux voyage de Piatakov à Kjeller

Piatakov a confirmé qu'il s'est rendu en décembre 1935, en avion, en Norvège et y a atterri à l'aérodrome de Kjeller. Le Commissariat des Affaires étrangères de l'U.R.S.S a entrepris des recherches tendant à confirmer cette déposition.

L'aérodrome de Kjeller avait auparavant démenti l'arrivée d'un appareil étranger en décembre 1935 et le député Konrad Knudsen, hôte de Trotsky, avait de son côté publié que Trotsky ne reçut pas de visiteurs à cette époque.

L'Arbeiderbladet s'est de nouveau adressé aujourd'hui à l'aérodrome de Kjeller et le directeur Gulliksen, avec lequel nous avons eu un entretien, nous a confirmé que pas un avion étranger n'avait atterri là en décembre 1935. Un seul appareil descendit à Kjeller au cours de ce mois et c'était un appareil norvégien arrivé de Linkepping, sans passagers.

Le directeur Gulliksen a examiné, avant de nous informer, le registre de la douane; répondant à une

de nos questions, il ajoute qu'il est tout à fait exclu qu'un appareil puisse atterrir sans être remarqué. Des patrouilles circulent toute la nuit.

— A quelle date le dernier avion étranger a-t-il atterri à Kjeller avant décembre 1935 ? s'est enquis notre collaborateur.

— Le 19 septembre. C'était un avion anglais H.A.Z.S.F., arrivé de Copenhague et piloté par l'aviateur britannique Robertson, que je connais fort bien.

— Et postérieurement à décembre 1935, quand arriva un autre appareil étranger ?

— Le 1^{er} mai 1936.

— En d'autres termes, il résulte des registres de l'aérodrome qu'aucun avion étranger n'atterrit à Kjeller entre le 19 septembre 1935 et le 1^{er} mai 1936 ?

— Oui.

Pour ne laisser subsister aucun doute, donnons encore une confirmation officielle de ces déclarations. Interrogé par mon avocat norvégien, M. Gulliksen lui répondit :

AÉRODROME DE KJELLER

Direction

Kjeller, le 14-II-1937.

Maitre Andréas Steillen,
E. Slotgate, 8,
Oslo.

En réponse à votre honorée du 10 courant, je vous confirme l'exactitude de ma déclaration publiée par l'Arbeiderbladet...

Votre dévoué,

GULLIKSEN.

En d'autres termes, si nous ouvrons au Guépéou un crédit non de 31 jours (décembre), mais de 224 jours (du 19 septembre au 1^{er} mai) pour organiser le voyage en avion de Piatakov à Oslo, Staline serait encore dans l'impossibilité de sauver la situation ! On peut bien, après cela, considérer la question comme à jamais vidée.

La sentence n'était pas encore prononcée le 29 janvier. Les communications de Knudsen et de

l'*Arbeiderbladet* exigeaient une enquête complémentaire. Mais la Thémis moscovite n'est pas de celles qui se laissent arrêter par les faits. Il est fort possible, il est même presque certain que Piatakov ait reçu, comme Radek, au cours des négociations préliminaires, une promesse de vie. Tenir cette promesse à l'égard du prétendu « organisateur » du prétendu « sabotage » n'était pas facile. Mais si Staline hésitait encore à cet égard, les dépêches d'Oslo durent faire cesser ses hésitations. Je déclarai le 29 janvier à la presse : « ...Je crains fort que le Guépéou ne se hâte désormais de fusiller Piatakov pour qu'il devienne impossible de lui poser à l'avenir des questions gênantes et mettre la future commission d'enquête internationale dans l'impossibilité de lui demander des explications précises. » Piatakov fut condamné à mort le lendemain 30 janvier et passé par les armes le 1^{er} février...

*
**

Les amis norvégiens du Guépéou ont tenté, par l'organe du *Tijdes-Tijne*, journal apparenté aux publications Hearst, de trouver une nouvelle version du voyage de Piatakov. Peut-être l'avion allemand, au lieu d'atterrir à l'aérodrome, vint-il se poser sur la glace, dans un fjord ? Peut-être Piatakov vint-il voir Trotsky, non dans une banlieue, mais dans un bois ? Non dans une « maisonnette assez bien meublée », mais dans une cabane ? Non à trente minutes, mais à trois heures d'Oslo ? Peut-être Piatakov arriva-t-il là non en auto, mais en traîneau, — ou vint-il sur des skis ? Peut-être l'entretien eut-il lieu non les 12-13 décembre, mais les 21-22 ? Ces efforts d'imagination ne sont ni au-dessus ni au-dessous de ceux que l'on fit pour faire passer la confiserie Bristol pour un hôtel. Les hypothèses du *Tidjes-Tijne* ont le désavantage de ne

rien laisser subsister de la déposition Piatakov elle-même et de s'effondrer au contact de la réalité. La presse norvégienne, et notamment le journal libéral *Dagbladet*, a depuis longtemps démenti ces fantaisies, non sans vérification des données essentielles de temps et de lieu, Konrad Knudsen a réduit à néant ces tardives élucubrations dans les colonnes mêmes du journal le plus douteux, devenu entre temps l'oracle de l'Internationale Communiste.

Au début de mars arrivait à Oslo l'écrivain danois Andersen Nexø, qui, par un heureux hasard, s'était trouvé à Moscou pendant un procès (comme Pritt, comme Duranty et quelques autres !) et avait « entendu de ses oreilles » les aveux de Piatakov. Nexø connaît-il le russe ? Cela n'a pas d'importance ; le principal est que ce défenseur scandinave de la vérité « n'a point de doute » sur la véracité des confessions de Piatakov. Si Romain Rolland accepte d'humiliantes besognes attestant qu'il a perdu toute intuition psychologique et morale, pourquoi M. Nexø n'en ferait-il pas autant ? La démoralisation introduite par le Guépéou dans certains milieux littéraires et politiques revêt en vérité des formes redoutables... Je n'examinerai pas ici les procédés mis en œuvre dans les divers cas. On sait suffisamment qu'ils ne sont pas toujours de nature purement « idéologique » (l'écrivain irlandais O'Flaherty l'a raconté il y a beau temps avec le cynisme qui le caractérise). L'une des causes de ma rupture avec Staline et ses gens réside précisément dans les méthodes de corruption dont ils firent usage à l'égard des militants du mouvement ouvrier d'Europe, à partir de 1924. L'un des résultats indirects mais extrêmement importants du travail des commissions d'enquête internationales sur les procès de Moscou doit être, je l'espère, parmi les intellectuels avancés, l'élimi-

nation des sycophantes de « gauche », des parasites politiques, des courtisans « révolutionnaires », des « amis de l'U.R.S.S. » qui ne sont en réalité que ceux du *Gosisdats*¹ — à moins qu'ils ne soient pensionnés par le Guépéou.

CE QUI A ÉTÉ RÉFUTÉ AU PROCÈS PIATAKOV

Les agents de Moscou ont récemment fourni cet argument : « Depuis son arrivée au Mexique, Trotsky n'a pas donné de preuves de son innocence. Il n'y a pas lieu de croire qu'il en fournira par la suite. La Commission d'enquête est dès lors vouée à l'échec. » Comment pourrait-on, sans étude des faits et des documents, réfuter un faux préparé pendant des années ? Je ne dispose pas, j'en conviens, des « aveux spontanés » de Staline, Iagoda, Ejov, Vychinski. Mais s'il est vrai que je n'ai pas encore trouvé la formule magique embrassant toutes les preuves, il est inexact que je n'aie fourni aucune preuve. Pendant le procès Piatakov, j'ai donné des communiqués quotidiens à la presse, contenant des démentis tout à fait précis. Les journaux n'en ont publié qu'une partie et souvent en les déformant. Bien que ne disposant même pas d'un hebdomadaire dans lequel j'eusse pu m'exprimer avec une entière liberté, j'ai réfuté à fond les données du procès Piatakov dirigées contre moi personnellement, ruinant par là même tout l'amalgame.

1. La Librairie d'Etat de Moscou qui fait, sous le rapport des droits d'auteur, un traitement de faveur aux écrivains bien-pensants... (N. D. T.).

Dans sa dernière réponse aux injures du procureur Vychinski qui avait défini les accusés comme des escrocs et des bandits (quelle incarnation du régime, ce Vychinski, arriviste cynique sorti du menchévisme de droite !), Radek dépassa manifestement les bornes du plaidoyer convenu et dit quelques mots de plus qu'il n'eût voulu. C'est dans sa nature. Et il dit cette fois des choses d'une importance exceptionnelle. A l'en croire, l'activité terroriste et la liaison des « trotskistes » avec les organisations de la contre-révolution et du sabotage seraient pleinement démontrées. « ...Mais, continue-t-il, le procès a deux pôles, et il a aussi une autre signification capitale. Il a révélé où se forge la guerre et montré que le trotskisme s'est mis au service des forces qui la préparent. Est-ce prouvé ? Oui, par les dépositions de deux hommes : par les miennes, puisque je recevais les directives et les lettres de Trotsky (lettres que j'ai malheureusement brûlées), et par celles de Piatakov qui a vu Trotsky. Les dépositions des autres accusés reposent sur les nôtres. Si vous avez affaire à des criminels de droit commun, à des mouchards, sur quoi pouvez-vous fonder votre conviction qu'ils ont dit la vérité, l'inébranlable vérité ? » On n'en croit pas ses yeux, à lire ces lignes d'une cynique franchise. Ni le procureur ni le président ne tentent de rectifier : ce serait trop risqué. Or, cette déclaration démolit tout l'échafaudage du procès. Oui, toutes les accusations formulées contre moi ne reposent que sur les propos de Radek et de Piatakov. Pas trace de preuves matérielles. Les lettres que Radek aurait reçues de moi, il les a, par malheur, « brûlées » (le compte rendu du procès, en russe, est pourtant imprimé de manière à laisser croire au lecteur que Radek cite mon propre texte). Le procureur traite Radek et Piatakov comme des menteurs finis dont le seul objet serait

de tromper le pouvoir. Radek lui répond : Si nos dépositions sont fausses (et il est tout aussi fixé là-dessus que le procureur !) que vous reste-t-il pour prouver que Trotsky s'est allié au Japon et à l'Allemagne pour hâter la guerre et le démembrement de l'U.R.S.S. ? Le procureur se tait. Le président se tait. Les « amis » étrangers se taisent. Silence accablant ! Et voilà la véritable physionomie du procès. Elle est scandaleuse.

LE PROCUREUR EST UN FAUSSAIRE

Mon activité « terroriste » et « défaitiste » constituait, comme on sait, un secret rigoureux auquel je n'initiais que ceux qui m'inspiraient la plus grande confiance. Au contraire, mon activité publique, contraire au terrorisme et au défaitisme, n'était qu'un « camouflage ». Ne réussissant pas à s'en tenir à ces affirmations, le procureur est plusieurs fois tenté de rechercher dans mon activité publique la propagande du terrorisme et du défaitisme. Nous allons montrer que les falsifications du procureur Vychinski en matière de propagande écrite ne sont que des moyens auxiliaires de ses impostures judiciaires.

I

Par décret du 20 février 1932, le Comité Exécutif Central des Soviets nous déclarait, ma famille et moi, déchus de la nationalité soviétique. Ce décret, je le note en passant, créait un amalgame. J'étais appelé par le nom de mon père, Bronstein, outre le

mien, bien que ce nom n'ait jamais figuré dans des documents soviétiques. Des menchéviks portant le même nom de Bronstein étaient par la même occasion mis hors la nationalité soviétique. Style politique de Staline.

Je répondis par une lettre ouverte au Présidium de l'Exécutif Central de l'U.R.S.S., datée du 1^{er} mars 1932 (*Bulletin de l'Opposition*, n° 27). J'y rappelais les diverses falsifications de textes commises par ordre par la presse soviétique afin de me compromettre aux yeux des masses laborieuses. Récapitulant les erreurs les plus graves de la politique intérieure et extérieure de Staline, je flétrissais ses tendances bonapartistes. « ...Sous l'aiguillon de la clique stalinienne, écrivais-je, le C. C. du P. C. allemand désorienté, intimidé, troublé, désaxé, aide de toutes ses forces — ne pouvant autrement — les chefs de la social-démocratie à livrer la classe ouvrière à Hitler, venu pour la crucifier. » Moins d'un an plus tard, cette prédiction se vérifiait malheureusement. Ma lettre ouverte contenait aussi les lignes suivantes : « *Staline vous a amené dans une impasse. Il ne reste plus d'issue hors la liquidation du stalinisme. Il faut faire confiance à la classe ouvrière, donner à l'avant-garde ouvrière la possibilité de réviser tout le système soviétique, nettoyer impitoyablement ce système des scories qui s'y sont accumulées. Il faut enfin se conformer au dernier conseil pressant de Lénine : éliminer Staline.* » Cette dernière recommandation, je la motivais ainsi : « *Vous le connaissez aussi bien que moi... Sa force ne fut jamais en lui, elle est dans les bureaux ou n'est en lui que dans la mesure où il incarne le mieux l'automatisme bureaucratique. Détaché de l'appareil, opposé à l'appareil, Staline n'est rien, il est vidé... Il est temps d'en finir avec le mythe stalinien.* » On voit qu'il ne s'agit pas de la suppression physique de l'homme,

mais de la liquidation de sa puissance bureaucratique.

Si invraisemblable que ce soit, c'est précisément cette lettre ouverte qui allait servir de base aux faux de Staline-Vychinski.

A l'audience du 20 août 1936, l'accusé Olberg déclare : « ...Sédov me parla pour la première fois de mon voyage en U.R.S.S., après le document publié par Trotsky à la suite de sa déchéance de la nationalité soviétique. Trotsky soutenait dans ce message la nécessité de supprimer Staline. Idée exprimée en ces termes : « Il faut éliminer Staline. » Sédov me montra ce texte dactylographié en disant : « Vous le voyez, on ne peut pas s'exprimer plus clairement. C'est là une formule diplomatique. » Sédov me proposa sur-le-champ de partir pour la Russie... »

Olberg a la circonspection de qualifier « appel » la « lettre ouverte ». Il ne donne pas de citation complète. Le procureur n'exige pas de précisions. Les mots « éliminer Staline » sont interprétés comme s'il s'agissait de *tuer Staline*.

Le 21 août, d'après le compte rendu, « l'accusé Goltzman dépose que Trotsky, au cours de l'entretien qu'il eut avec lui, dit qu'il fallait *éliminer Staline* »...

Vychinski. — Que signifient ces mots ?

Goltzman les explique naturellement comme le souhaite le procureur.

Et comme s'il entendait écarter tous les doutes sur les sources de son propre faux, le procureur Vychinski déclare le 22 août dans son réquisitoire : « ...C'est pourquoi, en mars 1932, Trotsky, pris de frénésie contre-révolutionnaire, écrivit une lettre ouverte préconisant *l'élimination de Staline* (lettre qui fut trouvée dans la paroi de la valise de Goltzman et jointe au dossier à titre de pièce à conviction). »

Il est possible que, rentrant de l'étranger, Goltzman ait caché dans sa valise un numéro du *Bulletin* contenant ma lettre ouverte : c'est chez les révolutionnaires russes une vieille habitude. Il est en tout cas hors de doute qu'il s'agit bien de ma lettre ouverte à l'Exécutif central.

Vychinski y revient dans le réquisitoire du procès Piatakov-Radek (28 janvier 1937), comme à la principale directive terroriste... « Nous sommes en possession de documents établissant que Trotsky donna, par deux fois tout au moins, sous une forme assez franche, assez directe, une directive de terrorisme ; cela dans des documents publiés par leur auteur *urbi et orbi*. Je pense d'abord à la lettre de 1932, dans laquelle Trotsky lança le mot de la trahison et du déshonneur : *éliminer Staline*¹. »

Situation claire. Pour les deux procès les plus importants faits aux zinoviévistes et aux « trotskistes », l'accusation prend son point de départ dans l'interprétation manifestement fautive d'un article que j'ai publié en plusieurs langues et dont n'importe qui peut, à la condition de savoir lire, vérifier le sens. Ce sont les méthodes de Vychinski. Ce sont celles de Staline.

II

Le procureur continue (28 janvier 1937) : « ...Je pense en second lieu à un document postérieur, au numéro 36-37 du *Bulletin de l'Opposition*, pour octobre 1934 (non, 1933 !) où nous trouvons des allusions nettes au terrorisme considéré comme une arme contre les Soviets. » Suit une citation du

1. Le texte anglais dit : « remove Staline », éloigner ; le texte français : « supprimer Staline ». La grande imposture embrasse quantité de petits faux, jusqu'à des falsifications de textes traduits.

Bulletin : « Il serait puéril de croire que la bureaucratie stalinienne pourrait être révoquée par un congrès du parti ou des Soviets. Il ne reste plus de voies normales constitutionnelles pour écarter la coterie dirigeante... La force seule l'obligera à transmettre le pouvoir à l'avant-garde prolétarienne. » (*Bulletin*, n° 36-37). « Qu'est-ce, conclut le procureur, si ce n'est un appel direct au terrorisme ? Je ne puis pas trouver d'autre qualification. » Afin de préparer cette conclusion, il avait dit auparavant : « Un adversaire du terrorisme, de la violence, eût dû dire : Oui, la transformation (de l'Etat) est possible par la voie pacifique, disons, sur le terrain de la Constitution. » Justement : « sur le terrain de la Constitution » !

Ce raisonnement repose sur l'identification de la violence révolutionnaire et du terrorisme individuel. Les procureurs de l'ancien régime en arrivaient rarement à pareils moyens ! Je ne me suis jamais présenté comme un pacifiste, un tolstoïen, un disciple de Gandhi. Les vrais révolutionnaires ne jouent pas avec la violence. Mais ils ne refusent pas d'y recourir si l'Histoire leur ferme les autres chemins. De 1923 à 1933, j'ai préconisé la réforme de l'Etat soviétique. C'est précisément pourquoi en mars 1932 je recommandais à l'Exécutif central d'« éliminer Staline ». Peu à peu, sous l'empire des faits irréfutables, je suis arrivé à conclure que les masses populaires ne secoueront le joug de la bureaucratie que par la violence révolutionnaire. Par principe, car c'est pour moi un principe essentiel, je l'ai hautement affirmé aussitôt. Oui, le bonapartisme stalinien ne sera liquidé que par une nouvelle révolution politique. Mais les révolutions ne se font pas sur commande. Elles mûrissent avec le développement social. On ne les suscite pas artificiellement. On peut moins encore leur substituer l'aventurisme des attentats. Quand

Vychinski au lieu d'opposer ces deux méthodes — le terrorisme individuel et le soulèvement des masses, — les confond, il annule toute l'histoire de la révolution russe, toute la philosophie marxiste. Que leur substitue-t-il ? Le faux.

III

C'est exactement ce qu'a fait après lui l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aux Etats-Unis, M. Troyanovski, en découvrant, pendant le procès Piatakov, que j'avais, dans un communiqué, reconnu moi-même mes idées terroristes ! La découverte de M. Troyanovski ayant été publiée et discutée, il faut bien la réfuter. N'est-ce pas humiliant pour la raison ? Il apparaît que tout en démentant catégoriquement l'accusation de terrorisme, dans mes livres, mes articles, mes propos et tout en appuyant mes démentis d'arguments de fait, théoriques et pratiques, je donnais par ailleurs à une feuille de M. Hearst un communiqué réfutant toute mon activité et reconnaissant ouvertement, en présence du diplomate soviétique, mes crimes de terroriste... Où sont donc les limites du non-sens ? Si un Troyanovski se permet sous les yeux du monde civilisé des faux aussi grossiers et cyniques, on imagine ce que peut faire le Guépéou dans ses *in pace* !

IV

Vychinski n'a pas la main plus heureuse avec mon défaitisme. Les avocats étrangers du Guépéou continuent à se demander « comment l'ex-chef de l'Armée rouge a pu devenir un défaitiste ». Cette question a depuis longtemps cessé de se poser à un Vychinski et aux falsificateurs moscovites. Trotsky, affirment-ils, a toujours été un défaitiste ;

et même pendant la guerre civile... Toute une littérature existe sur ce sujet. Formé à ces lectures, le procureur dit dans son réquisitoire : « ...Rappelons-nous que dix ans auparavant, Trotsky justifiait déjà son défaitisme en invoquant la fameuse thèse (?) Clemenceau. Trotsky écrivait : Nous devons revenir à la tactique de Clemenceau qui s'insurgea, comme on sait (! !), contre le gouvernement français quand les Allemands étaient à 80 kilomètres de Paris...¹ Ce n'est pas par hasard que Trotsky et ses amis formulèrent la thèse Clemenceau. Ils y sont revenus, mais cette fois non comme à une théorie mais comme à la préparation pratique de la défaite militaire de l'U.R.S.S., de connivence avec des services d'espionnage de l'étranger. »

On a peine à croire que ce discours ait été publié en plusieurs langues et notamment en français. Les lecteurs français auront appris avec quelque étonnement que Clemenceau, pendant la guerre, s'insurgea contre le gouvernement de son pays. Jamais ils ne le soupçonnèrent de « défaitisme en intelligence avec l'espionnage étranger ». Les Français ont, au contraire, appelé Clemenceau le Père la Victoire. Que signifie donc ce galimatias de procureur ? Dès 1926, la bureaucratie stalinienne, cherchant à justifier le joug qu'elle imposait aux soviets et au parti, invoquait le danger de guerre : procédé classique du bonapartisme ! Lui répondant, je soutins invariablement que la liberté de critique nous était nécessaire en temps de guerre comme en temps de paix. Je disais que,

1. Dans l'édition anglaise du compte rendu du procès, ces mots sont donnés entre guillemets, ce qui a permis aux membres de la commission d'y voir une citation. En réalité, la phrase tout entière est inventée par le procureur. Les « citations » faites par Vychinski devant les juges sont de la même qualité que celles de Staline dans ses œuvres. Cette école-là n'a qu'un style. Unité de style.

même dans les pays bourgeois et, plus particulièrement en France, la classe dirigeante n'avait pas osé, pendant la guerre, supprimer radicalement toute critique, en dépit de la crainte que lui inspiraient les masses. Je donnais l'exemple de Clemenceau qui, bien que la ligne du front passât non loin de Paris, — et même précisément pour cette raison, — dénonça dans son journal l'inconsistance de la politique de guerre du gouvernement français. On sait qu'il finit par convaincre le Parlement, devint le chef du gouvernement et assura la victoire. Où serait l'« insurrection » ? Où, le défaitisme ? Où, l'intelligence avec l'ennemi ? Et je rappelle une fois de plus que j'invoquais l'exemple de Clemenceau à une époque où je croyais possible la transformation du système gouvernemental de l'U.R.S.S. par les voies pacifiques. Je ne pourrais plus, aujourd'hui, invoquer ce même exemple, le bonapartisme de Staline ayant coupé les voies de la réforme légale. Mais je demeure partisan sans réserve de la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de ses bases sociales, tant contre l'impérialisme étranger que contre le bonapartisme à l'intérieur.

A propos du « défaitisme », le procureur s'en réfère d'abord à Zinoviev, puis à Radek, témoins capitaux contre moi. Je fais appel à Zinoviev et Radek contre l'accusation. Je cite leurs opinions librement exprimées.

Sur l'écoeuvante campagne menée contre l'opposition, Zinoviev écrivait au Comité central, le 6 décembre 1927 : « Il suffit de mentionner l'article d'un certain Kouzmine dans la *Komsomolskaïa Pravda*, article dans lequel ce magister imposé à la jeunesse militaire... interprète l'allusion de Trotsky à Clemenceau comme tendant à faire fusiller les paysans au front en temps de guerre... Qu'est-ce si ce n'est une agitation manifestement thermidorienne, pour ne pas dire digne des Cent-Noirs ? »

Radek écrivait au même moment dans ses thèses-programmes : « ...Il faut, sur la question de la guerre, répéter et rassembler dans notre plate-forme ce que nous avons dit en maintes circonstances, à savoir : que notre Etat est un Etat ouvrier, bien que de puissantes tendances travaillent à en modifier le caractère prolétarien. La défense de cet Etat est celle de la dictature du prolétariat... Nous ne devons pas éluder la question soulevée par le groupe Staline quand elle déforme l'allusion de Trotsky à Clemenceau, mais y répondre en termes clairs : nous défendrons la dictature du prolétariat, même sous la direction erronée de la majorité actuelle, ainsi que nous l'avons déjà dit; mais le gage de la victoire est dans le redressement des erreurs de cette direction et dans l'acceptation de notre plate-forme par le parti. »

Les témoignages de Zinoviev et de Radek sont doublement précieux; d'une part, ils établissent l'attitude de l'opposition envers la défense de l'U.R.S.S.; de l'autre, ils attestent que dès 1927, le groupe Staline déformait de diverses façons mon allusion à Clemenceau, afin d'attribuer à l'opposition des tendances défaitistes. Chose remarquable, Zinoviev allait plus tard introduire docilement dans ses abjurations la falsification officielle de la thèse Clemenceau. Il écrivait le 8 mai 1933 : « Tout le parti se battra comme un seul homme sous le drapeau de Lénine et de Staline... Seuls, peut-être, de méprisables renégats tenteront de rappeler la fameuse thèse Clemenceau. » On trouverait à coup sûr des lignes analogues dans les écrits de Radek.

Le procureur n'a donc rien inventé, cette fois encore. Il n'a fait que mettre à profit, au sens pénal, une campagne thermidorienne poursuivie contre l'opposition. Toute l'accusation repose sur des arguments de cette bassesse ! Faux et mensonge ! Mensonge et faux ! Au bout, les exécutions.

LA THÉORIE DU « CAMOUFLAGE »

Des « juristes » de la variété de ceux qui avalent les couleuvres sont enclins à objecter que ma correspondance ne saurait faire preuve « en droit », car on peut supposer qu'elle fut entretenue avec l'idée préconçue de dissimuler ma véritable façon de penser et d'agir. Cet argument, emprunté à la banale pratique criminelle, ne s'applique nullement à un procès politique d'une immense ampleur. On peut, à des fins de camouflage, écrire cinq, dix, cent lettres. Mais il est impossible d'entretenir, pendant de longues années, une correspondance assidue sur les questions les plus diverses, avec les gens les plus différents, proches et éloignés, dans la seule intention de tromper tout le monde. Aux lettres, il faut ajouter les articles et les livres. On peut consacrer au « camouflage » le temps demeuré disponible après accomplissement du travail essentiel. Mais une vaste correspondance ne peut être suivie que si l'on s'intéresse à son contenu et à ses résultats. C'est pourquoi, des lettres innombrables, toutes pénétrées d'un esprit de prosélytisme, doivent nécessairement révéler le véritable visage de l'auteur et non le masque d'un moment.

Empruntons un exemple au domaine de l'art. Supposons que le peintre Diego Rivera soit accusé d'être un agent secret de l'Eglise catholique. Si j'avais à enquêter sur une calomnie de ce genre, j'inviterais tout d'abord les intéressés à considérer les fresques du peintre — doutant que l'on puisse trouver des œuvres exprimant une haine plus ardente de l'Eglise. Qu'un juriste vienne ensuite nous dire que Rivera peignait peut-être ses fresques afin de dissimuler son vrai rôle!

On peut, pour masquer des crimes (je parle en ce moment des crimes du Guépéou), faire fabriquer par des salariés des actes d'accusation, obtenir des dépositions monotones et publier aux frais de l'Etat des comptes rendus dits « sténographiques ». Les contradictions intérieures et la grossièreté de cette basse fabrication révèlent assez la « commande » de la bureaucratie. Mais on ne saurait sans conviction ni passion intellectuelle peindre de vastes fresques condamnant, par les moyens de l'art, l'exploitation de l'homme par l'homme; on ne saurait non plus servir des années durant, sous les coups d'adversaires sans nombre, l'idée de la révolution internationale. On ne saurait, à des fins de « camouflage », mettre « tout le sang de son cœur, toutes les forces de ses nerfs » (Bœrne) dans des œuvres scientifiques, artistiques ou politiques. Les hommes qui savent ce que c'est que le travail créateur, et de façon générale les hommes de bon sens et de tact ne pourront que sourire devant les arguties des casuistes de la bureaucratie et du droit; et ils passeront outre.

Faisons enfin appel à une arithmétique impartiale. Il ressort des deux procès de Moscou que mon activité criminelle se réduit à deux entretiens à Copenhague, deux lettres à Mratchkovski et autres, trois lettres à Radek, une lettre à Piatakov, une lettre à Mouralov, une conversation de 20 à 25 minutes avec Romm, une entrevue de deux heures avec Piatakov. C'est tout. Au total les conversations et la correspondance avec les conjurés n'ont pu me prendre, d'après leurs propres déclarations, que 12 à 13 heures. C'est tout. J'ignore le temps attribué à mes « entretiens » avec Hess et les diplomates japonais. Ajoutons encore 12 heures. Nous obtenons un total maximum de trois jours de travail. Or, les huit dernières années de mon exil comptent environ 2.920 jours de travail.

Les livres, les articles que j'ai publiés et mes lettres qui, par leur longueur et leur caractère, se rapprochent des articles, montrent que je n'ai pas perdu ce temps. Nous arrivons ainsi à une conclusion paradoxale : j'aurais employé 2.917 journées de travail à écrire des livres, des articles et des lettres, consacrés à la défense du socialisme, de la révolution prolétarienne, au combat contre le fascisme et toute espèce de réaction; j'aurais eu quantité d'entretiens sur les mêmes sujets. Et j'aurais par contre consacré trois jours — trois jours entiers ! — à conspirer dans l'intérêt du fascisme. Mes adversaires mêmes n'ont pas refusé une certaine estime à mes ouvrages conçus dans l'esprit de la révolution communiste. Au contraire, à en juger par les comptes rendus de Moscou, mes lettres, mes directives orales au service du fascisme sont d'une rare bêtise. Les deux domaines de mon activité, le public et le secret, sont donc extrêmement disproportionnés. Mon activité publique, c'est-à-dire hypocrite et destinée au seul camouflage de l'autre, aurait été quantitativement et, j'ose le croire, qualitativement mille fois plus grande que mon activité secrète, c'est-à-dire « véritable ». J'aurais construit un gratte-ciel pour cacher un rat crevé. Ce n'est guère convaincant.

*
**

Tout ceci se rapporte également aux dépositions des témoins. Il va de soi que j'ai vécu au milieu d'amis politiques bien que j'aie aussi d'autres relations. Il n'est donc pas difficile de récuser mes témoins comme liés à l'une des parties (*ex parte*). Il existe en ce moment dans une trentaine de pays des organisations plus ou moins grandes, qui se sont formées et développées au cours des huit dernières années, en relation étroite avec mes travaux

théoriques ou mes écrits politiques. Des centaines de membres de ces organisations sont entrés en relations épistolaires avec moi, ont discuté avec moi, m'ont rendu visite à la première possibilité. Chacun d'eux a fait part ensuite de ses impressions à des dizaines, voire à des centaines d'autres. Il ne s'agit donc pas d'un groupement fermé, lié par des intérêts familiaux ou matériels, mais d'un large mouvement international dont les sources sont exclusivement idéologiques. Ajoutons que les trente organisations ont été le lieu d'âpres luttes d'idées, qui ont souvent amené des scissions ou des exclusions. La vie intérieure de chaque organisation s'est exprimée dans des bulletins, des circulaires, des polémiques. J'ai pris une part active à tous ces travaux. L'organisation « trotskiste » internationale connaissait-elle mes « véritables » desseins et plans (terrorisme, guerre, défaitisme en U.R.S.S., fascisme) ? Si elle les connaissait, il est tout à fait inconcevable que l'imprudance ou la malveillance n'aient pas ébruité ce secret, surtout après de nombreux conflits et des scissions. Si elle ne les connaissait pas, c'est que j'ai réussi à susciter un mouvement international grandissant sur des idées qui n'étaient pas en réalité les miennes et qui ne me servaient qu'à camoufler mes idées tout à fait opposées ! Mais ceci dépasse les bornes de l'absurde. J'invoque ici le témoignage des dizaines de personnes qui ont rompu avec l'organisation trotskiste ou en ont été exclues, devenant dès lors mes adversaires politiques et parfois des adversaires irréductibles. Appliquer à cette échelle — car la quantité devient ici qualité — l'étroite notion *ex parte*, c'est perdre, pour une ombre, la réalité.

LE POURQUOI DE CES PROCÈS

Un écrivain américain me disait : « J'ai peine à croire que vous vous soyez allié aux fascistes; mais j'ai également peine à croire que Staline ait commis un faux aussi monstrueux. » Je n'ai pu que plaindre mon interlocuteur. Il est, en effet, malaisé de résoudre ce problème en l'abordant du seul point de vue de la psychologie individuelle, abstraction faite de son aspect politique. Je n'entends pas nier le rôle du facteur individuel dans l'Histoire. Ce n'est pas par hasard que nous nous trouvons, Staline et moi, à nos postes respectifs actuels. Mais ces postes, nous ne les avons pas créés. Nous avons été jetés dans ce drame l'un et l'autre, comme les représentants de certaines idées, de certains principes qui ont, à leur tour, de profondes racines. Il ne faut donc pas considérer l'abstraction psychologique Staline, — « l'homme », — mais le personnage historique réel du chef de la bureaucratie soviétique. Les actes de Staline ne sont intelligibles que si l'on part des conditions d'existence de la nouvelle couche sociale privilégiée, avide de pouvoir et de jouissance, qui lutte pour ses positions, craint les masses et voue une haine mortelle à toute opposition.

La situation de cette bureaucratie privilégiée dans une société qu'elle appelle d'elle-même socialiste, n'est pas seulement contradictoire, elle est aussi fausse. Plus le décalage est brutal, entre la Révolution d'Octobre qui mit à nu tout le mensonge social et la situation actuelle, et plus la caste des parvenus doit masquer les plaies sociales, plus le mensonge thermidorien devient grossier. Il ne s'agit donc pas de la culpabilité individuelle, mais

de la situation vicieuse de tout un groupe social pour lequel le mensonge est devenu une fonction politique vitale. Cette caste a fait elle-même sa rééducation dans le combat pour ses nouvelles positions; et elle a parallèlement rééduqué, c'est-à-dire démoralisé, ses chefs. Elle a porté au pavois ceux qui le mieux, le plus résolument, le plus impitoyablement, expriment ses intérêts. Et c'est ainsi que Staline, qui fut naguère un révolutionnaire, est devenu le chef d'une caste thermidorienne.

Les formules marxistes, exprimant les intérêts des masses, gênaient d'autant plus la bureaucratie qu'elles la lésaient inévitablement. Depuis que je me suis dressé contre la bureaucratie, les théoriciens serviles de celle-ci se sont mis à qualifier trotskisme l'essence révolutionnaire du marxisme. La doctrine officielle du léninisme se modifiait cependant d'année en année, de mieux en mieux adaptée aux besoins de la caste dirigeante. Les ouvrages consacrés à l'histoire du parti, à la Révolution d'Octobre, à Lénine, ont été remaniés chaque année. J'ai donné par ailleurs des exemples de remaniements empruntés aux ouvrages de Staline. Des centaines de jeunes savants, des milliers de journalistes se pénétraient d'un esprit de falsification. Quiconque résistait était étranglé. Et ceci se rapporte plus encore aux propagandistes, aux fonctionnaires, aux juges, pour ne point parler des juges d'instruction du Guépéou. Les incessantes épurations du parti tendirent surtout à éliminer le trotskisme; on appelait trotskistes, en même temps que les ouvriers mécontents, les écrivains qui rapportaient honnêtement les faits ou les textes historiques en contradiction avec les derniers standards officiels. Les littérateurs et les fonctionnaires étaient soumis au même régime. L'atmosphère spirituelle du pays fut tout empoisonnée de faux et d'imposture.

On épuisa bientôt les possibilités. Les falsifications théoriques et historiques n'atteignaient plus leur but : on s'y était trop habitué. Les répressions bureaucratiques nécessitaient une justification plus massive. Les accusations criminelles vinrent étayer les falsifications littéraires.

Mon bannissement de l'U.R.S.S. fut officiellement motivé par je ne sais quelle « préparation d'insurrection » à laquelle j'aurais pris part. Mais on s'abstint même de publier cette inculpation. Cela peut paraître aujourd'hui invraisemblable, mais dès 1929, nous trouvons dans la presse soviétique les accusations de « sabotage », d'« espionnage », d'« organisation de déraillements », formulées contre les trotskistes. Il n'y eut cependant pas un procès. On se borna à la calomnie imprimée; elle avait son importance dans la préparation des futurs faux judiciaires. Il fallait, pour justifier les répressions, des accusations mensongères. Il fallut, pour donner plus de poids au mensonge, l'étayer de répressions plus sévères encore. Cette logique du combat poussait Staline dans la voie de sanglants amalgames judiciaires.

Ils allaient lui devenir indispensables pour des raisons d'ordre international. La bureaucratie soviétique ne voulant pas de révolutions et les craignant, ne peut cependant renoncer ouvertement aux traditions révolutionnaires, sans ruiner à jamais son crédit en U.R.S.S. Or, la banqueroute manifeste de l'Internationale Communiste laisse la place à une nouvelle Internationale. A partir de 1933, l'idée de nouveaux partis révolutionnaires fait de grands progrès dans le vieux et le nouveau monde, sous l'égide de la Quatrième Internationale. L'observateur non initié se rend malaisément compte de ces succès. On ne saurait les mesurer à la seule statistique des cartes d'adhérents. La tendance générale du développement a beaucoup

plus d'importance. Toutes les sections de l'Internationale Communiste sont travaillées par de profonds malaises qui, à la première secousse historique, amèneront des effondrements et des scissions. Si Staline redoute le petit *Bulletin de l'Opposition* au point de punir de mort quiconque l'introduit en U.R.S.S., on conçoit quelle crainte est celle de la bureaucratie à l'idée que l'action de la Quatrième Internationale au service de la classe ouvrière pourrait se faire connaître en U.R.S.S.

L'autorité morale des chefs de la bureaucratie, et celle de Staline tout d'abord, repose sur un prodigieux édifice de mensonges et de falsifications édifié en treize ans. L'autorité morale de l'Internationale Communiste repose tout entière sur celle de la bureaucratie moscovite. A son tour, l'autorité du Komintern et son appui sont nécessaires à Staline devant les ouvriers russes. Cette tour babylonienne, dont la vue terrifie ses propres constructeurs, s'érige en U.R.S.S. sur un système de coercition de plus en plus impitoyable; et en dehors de l'U.R.S.S. sur un vaste appareil qui emploie les ressources des ouvriers et des paysans soviétiques à empoisonner l'opinion internationale au moyen du mensonge, de la falsification et du chantage. Des millions d'hommes, dans le monde, identifient la Révolution d'Octobre à la bureaucratie thermidorienne, l'U.R.S.S. à la camarilla de Staline, les travailleurs révolutionnaires au Komintern complètement démoralisé.

A la première attaque sérieuse, cette tour de Babel s'effondrera, ensevelissant sous ses ruines l'autorité des chefs thermidoriens. Etouffer la Quatrième Internationale dans l'œuf est pour Staline une question de vie ou de mort ! Pendant que nous étudions à Mexico le procès de Moscou, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siège dans la capitale de l'U.R.S.S., — à en croire

les journaux. Il prépare la lutte contre le trotskisme mondial. Cette session de l'Exécutif, s'intégrant à la longue série des impostures moscovites, les reflète à l'échelle mondiale. Nous apprendrons demain de nouveaux méfaits imputés aux trotskistes d'Espagne; on ne manquera pas de les accuser de soutenir directement ou indirectement les fascistes. Des échos de cette basse calomnie nous sont déjà parvenus. Nous apprendrons demain que les trotskistes des Etats-Unis préparent des catastrophes de chemin de fer et l'embouteillage du canal de Panama dans l'intérêt du Japon. Nous apprendrons après-demain que les trotskistes mexicains méditent la restauration de Porfirio Diaz. Il y a beau temps, me direz-vous, que l'on a enterré Diaz? Les fabricants d'amalgames de Moscou ne s'embarrassent pas pour si peu. Rien ne les arrête. Au sens politique comme au sens moral, il s'agit pour eux de vie ou de mort. Les émissaires du Guépéou sont en chasse dans tous les pays du vieux et du nouveau monde. L'argent ne leur manque pas. Qu'est-ce, pour la coterie dirigeante, qu'une dépense de vingt ou vingt-cinq millions de dollars quand il est question de son autorité, de son pouvoir? Les consciences, elle les achète comme les pommes de terre. Nous le verrons maintes fois.

Par bonheur, les hommes ne sont pas tous à vendre ou l'humanité serait pourrie depuis longtemps. La Commission d'enquête internationale est un précieux élément d'incorruptible conscience sociale. Tous ceux qui aspirent à un renouvellement d'atmosphère se tournent vers elle. En dépit des intrigues, de la corruption et de la calomnie, elle acquerra promptement la sympathie des masses.

LA DÉCAPITATION DE L'ARMÉE ROUGE

Est-il besoin d'analyser de nouveau les détails, de vérifier la lettre des comptes rendus, de recueillir les démentis, de disséquer l'imposture au microscope ? Staline se donne à lui-même des démentis autrement massifs. Chaque jour nous apporte des nouvelles sensationnelles attestant la dernière crise du régime, une crise que l'on pourrait appeler une agonie si la comparaison avec les organismes mourants ne faisait penser à des délais trop courts.

La « vieille garde », au nom de laquelle s'ouvrit en 1923 la lutte contre le « trotskisme » était politiquement liquidée depuis longtemps. Son extermination physique s'achève aujourd'hui à la manière stalinienne, qui joint une férocité sadique à une minutie bureaucratique. Mais il serait trop superficiel d'expliquer les procédures d'assassinat et de suicide de Staline par le seul amour du pouvoir, la cruauté, l'humeur vindicative ou tout autre défaut de l'homme. Il y a beau temps que Staline a perdu le contrôle de sa politique. La bureaucratie, dans son ensemble, a perdu le contrôle de ses réflexes défensifs. Les nouvelles mesures de répression, qui dépassent toutes les limites concevables, lui sont imposées par la progression des précédentes. Un régime obligé de monter sous les yeux du monde une imposture après l'autre, en élargissant automatiquement le cercle de ses victimes, est un régime condamné.

Les récentes expériences ont amené Staline à renoncer aux procès « publics ». L'explication officielle de ce fait, c'est que le pays a des « tâches plus importantes ». C'est l'argument des « amis » étrangers de l'U.R.S.S. qui s'opposent aux contre-procès. On continue cependant à découvrir en tous

lieux, dans l'U.R.S.S., des foyers de « trotskisme, sabotage, espionnage ». Depuis le début de mai jusqu'au moment où j'écris ceci, en juin, quatre-vingt-trois « trotskistes » ont été passés par les armes en Extrême-Orient¹. Cela continue. Des procès, la presse ne dit rien; elle ne mentionne pas même les noms des fusillés. Qui sont-ils ? Sans doute y a-t-il parmi eux un certain pourcentage d'espions; ces derniers ne manquent pas en Extrême-Orient. Les autres sont des opposants, des mécontents, des gêneurs. Les troisièmes enfin, des provocateurs qui ont assuré la liaison entre les prétendus « trotskistes » et les espions, devenant ainsi des témoins indésirables. Quatrième catégorie grandissante : les parents, les amis, les subordonnés, les connaissances des fusillés, tous gens éclairés sur l'imposture et capables, sinon de protester, du moins de raconter ce qu'il savent.

Que se passe-t-il dans le pays, surtout dans les régions éloignées où l'assassinat légal revêt un caractère anonyme ? On peut se le figurer en considérant ce qui se passe dans les milieux dirigeants. Staline n'a pas réussi à monter un procès public contre Rykov et Boukharine, les deux accusés ayant refusé de « confesser leurs crimes ». Il a fallu se mettre à leur donner une éducation complémentaire. D'après certains renseignements, Rykov et Boukharine, l'ancien chef du gouvernement et l'ancien chef de l'Internationale Communiste, ont été condamnés à des peines de huit ans de réclusion, à huis clos, comme l'avait été Kaménev en juillet 1935, entre deux procès à grand spectacle. Ce seul rapprochement nous induit à considérer la condamnation infligée à Rykov et Boukharine comme n'étant pas définitive. La presse, dirigée par un nommé Mekhlis, personnage arrogant et

1. A ce jour, ce chiffre est au moins décuplé. (N. d. t.)

ignorant qui fut le secrétaire personnel de Staline, exige « l'extermination » des ennemis du peuple. Le plus étonnant — si l'on s'offre le luxe de l'étonnement — c'est que Rykov et Boukharine sont qualifiés de « trotskistes », alors que l'opposition de gauche n'a jamais cessé de diriger principalement son feu contre la droite du parti, droite dont Rykov et Boukharine étaient les leaders. Dans la lutte contre le trotskisme, Boukharine seul fournit un semblant de doctrine qui servit à Staline, — dans la mesure où la doctrine lui sert, — pendant plusieurs années. Il apparaît maintenant que les nombreux ouvrages consacrés par Boukharine à combattre le trotskisme, et qui firent l'éducation des fonctionnaires de l'Internationale Communiste, servaient en réalité à dissimuler la collaboration cachée de Boukharine avec les trotskistes, pour le terrorisme, de même que l'archevêque de Cantorbéry n'exercerait ses fonctions que pour mieux camoufler sa propagande athée. Mais qui se soucie aujourd'hui de semblables détails? Ceux qui connaissent le passé sont supprimés ou réduits au silence par une menace de suppression. Les salariés de l'Internationale Communiste, qui rampaient devant Boukharine il y a peu d'années, exigent maintenant qu'on le crucifie comme un « trotskiste ennemi du peuple ».

Les époques révolutionnaires donnent de la cohésion aux masses populaires. Les forces centrifuges l'emportent, au contraire, dans les périodes de réaction. Depuis quatorze ans pas une lézarde n'a pu être comblée dans le parti bolchévik, pas une blessure ne s'est cicatrisée, pas un conflit ne s'est terminé par une réconciliation. Les capitulations et les humiliations n'ont servi à rien. Les forces centrifuges ont élargi la moindre faille jusqu'à en faire une brèche irréparable. Quiconque y mettait le doigt était perdu sans recours.

La « vieille garde », c'est-à-dire la génération bolchévique formée dans l'illégalité sous l'ancien régime, est en somme liquidée. Le mauser du Guépéou est désormais braqué sur la génération suivante qui commença sa carrière pendant la guerre civile. Il est vrai que l'on a vu figurer dans les procès, à côté des vieux bolchéviks, de plus jeunes accusés, personnages secondaires nécessaires à l'amalgame. L'épuration des quarante ans, c'est-à-dire de la génération qui aida Staline à se débarrasser de la vieille garde, est devenue systématique. Il n'est plus question de personnages occasionnels, mais d'étoiles de deuxième grandeur.

Postychev parvint aux fonctions de secrétaire du Comité Central par son zèle à combattre le trotskisme. C'est lui qui, en Ukraine, en 1933, épura le parti et les administrations des « nationalistes » et réduisit au suicide, à force de le pourchasser, le commissaire du peuple Skrypnik « accusé d'avoir protégé » ces nationalistes. Ce suicide frappa d'autant plus le parti qu'on avait fêté à Moscou et Kharkov, l'année précédente, le soixantième anniversaire de Skrypnik, vieux bolchévik, membre du Comité Central et stalinien sans défaut. J'écrivais à ce propos en octobre 1933 : « ... Que le système stalinien ait besoin de semblables sacrifices, nous révèle l'âpreté des contradictions qui déchirent ses milieux dirigeants mêmes. » (*Bulletin de l'Opposition*, N° 36-37.) Quatre ans plus tard, on apprend que Postychev, devenu après ces exploits le dictateur de l'Ukraine, a lui-même protégé les nationalistes; on le voit partir, haut fonctionnaire en disgrâce, vers la Volga. Il y a lieu de croire qu'il n'y restera pas longtemps. Les égratignures mêmes ne se cicatrisent plus. Postychev se suicidera-t-il? Avouera-t-il des crimes qu'il n'a pas commis? Plus de salut pour lui.

Le président de l'Exécutif central de Russie blan-

che, Tcherviakov, s'est suicidé. Il avait été lié aux droitiers, mais s'était joint depuis longtemps, publiquement, aux persécuteurs de ses anciens amis politiques. Le communiqué officiel nous apprend pudiquement que Tcherviakov, à qui la Constitution attribue les mêmes droits qu'à Kalinine, a mis fin à ses jours « pour raisons de famille ». Staline ne s'est pas décidé à proclamer « agent de l'Allemagne » un des chefs de l'Etat. Mais les commissaires du peuple qui ont été les amis de Tcherviakov sont arrêtés à Minsk. Est-ce aussi « pour raisons de famille » ? S'il faut considérer la bureaucratie comme une famille, on est bien obligé de convenir que cette famille est entrée dans une phase de profonde décomposition.

Infiniment plus étonnante (encore une fois, si l'on se permet l'étonnement !), la carrière de Iagoda, qui fut depuis dix ans l'homme le plus proche de Staline. Staline ne confiait à aucun des membres du Bureau politique les secrets qu'il confiait au chef du Guépéou. Que ce dernier fût un gremlin, tout le monde le savait. Mais, d'abord, il ne différait pas sensiblement de ses collègues. Ensuite, il fallait justement à Staline une canaille finie pour s'acquitter des plus ténébreuses missions. Toute la lutte contre l'opposition, cette chaîne ininterrompue d'impostures et de faux croissants, fut l'œuvre de Iagoda, sous la direction personnelle de Staline. Et ce gardien de l'Etat, qui extermina le vieux parti, se révèle un gangster et un traître. On l'emprisonne. Avoue-t-il, n'avoue-t-il pas, selon le rite qu'il a lui-même établi ? Sa destinée n'en sera pas modifiée. La presse mondiale discute cependant avec sérieux la question de savoir s'il eut ou non des intelligences avec les... trotskistes. Pourquoi pas ? Du moment que Boukharine ne pourfendait le trotskisme que pour mieux cacher ses intelligences avec lui, Iagoda ne pouvait-il pas, dans la même

intention, exterminer physiquement les trotskistes?

Mais les choses les plus déconcertantes se passent dans l'armée, à commencer par le haut commandement. Après avoir décapité le parti et les cadres de l'Etat, Staline décapite l'armée.

Le maréchal Toukhatchevski, couvert de gloire jusqu'ici, est le 11 mai relevé des fonctions de commissaire du peuple adjoint à la défense de l'U.R.S.S. et désigné à un poste de commandement secondaire en province. Les commandants des régions militaires et d'autres généraux réputés sont déplacés les jours suivants. Ceci n'annonçait rien de bon. Le 16 mai, un décret rétablit des Conseils à la tête des régions, des armées, des flottes. Il devient évident que les cercles dirigeants sont entrés en conflit avec le commandement. J'avais créé les Conseils révolutionnaires de l'armée pendant la guerre civile. Ils étaient formés du commandant d'armée et de deux ou trois commissaires politiques. Bien que le chef militaire détint formellement toute l'autorité, ses ordres ne devenaient exécutoires que contresignés par les commissaires politiques. La nécessité de ces précautions, que nous considérons comme un mal inévitable, nous était dictée par l'insuffisance numérique du commandement sûr et par la méfiance des soldats à l'égard des chefs les meilleurs. La formation des officiers rouges devait nous permettre de liquider avec le temps ces Conseils et de rétablir l'autorité sans partage des chefs, indispensable à l'armée. Frounzé, qui me succéda en 1925, à la tête de l'organisation de la défense, hâta le rétablissement de l'unité du commandement. Vorochilov persévéra dans la même voie. Il semble que l'U.R.S.S. ait eu assez de temps pour former des officiers et remédier à la pénible nécessité de les faire contrôler par des commissaires.

Il n'en est pourtant pas ainsi. A la veille du vingtième anniversaire de la Révolution d'Octobre, l'oli-

garchie moscovite, préparant la décapitation du haut commandement, croit devoir rétablir le commandement collectif. Les nouveaux conseils ne s'appellent déjà plus révolutionnaires. Le fait est qu'ils n'ont rien de commun avec ceux d'autrefois. Ceux du temps de la guerre civile assuraient le contrôle de la classe révolutionnaire sur les techniciens militaires sortis des rangs de l'ennemi. Ceux de 1937 ont pour mission d'aider l'oligarchie qui a imposé son pouvoir à la classe révolutionnaire, à défendre l'autorité qu'elle usurpe contre les attentats de ses propres maréchaux et généraux.

Dès la révocation de Toukhatchevski, les initiés se demandent qui va diriger les services de la défense ? Le maréchal Egorov appelé à prendre la succession de Toukhatchevski, est un lieutenant-colonel du temps de guerre d'une vague médiocrité. Le nouveau chef d'état-major, Chapochnikov, est un officier instruit et appliqué de l'ancienne armée, sans dons stratégiques toutefois et dépourvu d'initiative. Vorochilov ? Ceci n'est pas un secret : le « vieux bolchévik » Vorochilov est une personnalité purement décorative. Personne n'eut jamais, du vivant de Lénine, l'idée de l'introduire au Comité Central. Pendant la guerre civile, il fit preuve, en même temps que d'un indéniable courage personnel, d'une incapacité militaire et administrative totale, complétée par une étroitesse de jugement bien provinciale. Ses seuls droits aux fonctions du Bureau politique et du commissariat du peuple à la défense proviennent du fait qu'à Tsaritsyne, en 1918-1919, à l'époque de la guerre contre les Cosaques, il soutint Staline — ce dernier s'opposant à la politique de guerre qui nous assura la victoire. Ni Staline ni les autres membres du Bureau politique ne se font du reste des illusions sur les talents militaires de Vorochilov. Ils se sont efforcés de l'entourer de collaborateurs qualifiés. Toukhatchevski

et Gamarnik ont été les vrais dirigeants de l'armée au cours des dernières années.

Ni l'un ni l'autre n'appartenaient à la vieille garde bolchévique. Tous les deux avaient commencé leur carrière pendant la guerre civile non sans que l'auteur de ces lignes y fût pour quelque chose... Toukhatchevski fit incontestablement preuve d'un beau talent stratégique. La capacité d'apprécier une situation sous ses multiples aspects lui faisait cependant défaut. Sa stratégie fut toujours quelque peu aventureuse. Nous eûmes pour cette raison plusieurs désaccords d'ailleurs amicaux. J'eus également à critiquer sa tentative de créer une « nouvelle doctrine de la guerre » imprégnée d'un marxisme hâtif. N'oublions pas que Toukhatchevski était très jeune et venait de passer, d'un saut, du milieu des officiers de la garde au bolchévisme. Il semble avoir fait depuis des études consciencieuses, sinon marxistes (des études marxistes, personne n'en fait en U.R.S.S.) du moins militaires. Il avait appris à comprendre la technique moderne et tenait, non sans succès, le rôle de « mécanisateur » de l'armée. Avait-il réussi à acquérir l'équilibre intérieur sans lequel il ne saurait y avoir de grand capitaine ? La guerre, dans laquelle on lui réservait d'avance le commandement suprême, nous eût éclairés sur ce point.

Gamarnik sortait d'une famille juive ukrainienne; il s'était fait remarquer dans son pays pendant la guerre civile par des qualités de politique et d'administrateur, provincial il est vrai. J'entendis parler de lui en 1924 comme d'un « trotskiste » ukrainien. Déjà, je n'avais plus de contact personnel avec lui. Le triumvirat qui dirigeait alors le parti (Zinoviev, Staline, Kaménev) s'efforçait d'arracher les trotskistes les plus capables à leur entourage coutumier, de les envoyer dans des contrées où ils étaient nouveaux et de les séduire, autant

que possible, en leur laissant entrevoir de belles carrières. De Kiev, Gamarnik partit pour l'Extrême-Orient où il eut un avancement rapide, ayant résolument rompu avec le « trotskisme » dès 1925, c'est-à-dire deux ou trois ans avant les capitulations des accusés les plus marquants des derniers procès. Sa rééducation achevée, on le rappela à Moscou pour le mettre à la tête du Service Politique de l'Armée et de la Flotte. Pendant dix ans, Gamarnik occupa les postes les plus importants, au cœur même du parti, collaborant tous les jours avec le Guépéou. Était-il concevable qu'il fût dans ces conditions deux politiques, l'une pour l'extérieur, l'autre pour lui-même ? Membre du Comité Central, l'un des représentants les plus haut placés du parti dans l'armée, Gamarnik, comme Toukhatchevski, appartenait jusqu'à la moelle des os à la caste gouvernante.

Pourquoi ces deux chefs de l'armée sont-ils donc tombés sous les coups de la répression ? Zinoviev et Kaménev périrent parce que leur passé paraissait les rendre dangereux et, plus encore, parce qu'en les fusillant Staline espérait porter un coup mortel au « trotskisme ». Piatakov et Radek, extrotskistes connus, se sont trouvés les seuls personnages propres à figurer dans un deuxième procès destiné à réparer le mauvais effet du premier, trop grossièrement monté. Ni Toukhatchevski, ni Gamarnik n'eussent convenu à ces besognes. Le premier n'avait jamais été trotskiste, le second avait touché au trotskisme à une époque où il était lui-même un inconnu. Pourquoi Radek reçut-il l'ordre de mentionner Toukhatchevski à l'audience ? Pourquoi Gamarnik devint-il, dès sa fin mystérieuse, un « ennemi du peuple » ?

Toukhatchevski, éducateur des cadres de l'armée et futur généralissime devait tenir aux chefs militaires qu'il savait doués. Putna était un des offi-

ciers les plus réputés de l'état-major. Toukhatchevski l'envoya-t-il réellement prendre des renseignements chez Radek ? Radek faisait à titre officieux la politique étrangère. Putna était attaché militaire en Grande-Bretagne. Par Putna, Toukhatchevski pouvait recevoir des informations de Radek. Staline se servit ainsi maintes fois, pour la rédaction de ses discours et de ses interviews, des renseignements fournis par Radek. Il reste possible que tout cet épisode soit imaginaire comme beaucoup d'autres. Cela ne change rien. Toukhatchevski prit sans doute la défense de Putna et d'autres officiers supérieurs que le Guépéou sacrifiait à ses amalgames. Il fallait lui donner une leçon. Quel fut ici le rôle de Vorochilov ? Jusqu'ici sa politique a été déterminée dans une plus large mesure par ses rapports avec Staline que par ses rapports avec l'armée. Borné, du reste, et assez instable, Vorochilov devait éprouver quelque antipathie à l'égard de son suppléant trop capable. Telles sont les données possibles du conflit à ses débuts.

Gamarnik avait pris une part influente à toutes les épurations de l'armée, faisant en ces circonstances tout ce que l'on exigeait de lui. Il s'agissait, il est vrai, d'opposants, de mécontents, de suspects et par conséquent des intérêts de l'« Etat ». Au cours de la dernière année il fallut, par contre, chasser de l'armée des hommes entièrement innocents, en raison des relations qui leur avaient permis l'accès de certaines fonctions ou parce que le hasard les rendait utilisables pour les mises en scène judiciaires en préparation. Gamarnik et Toukhatchevski étaient liés à nombre de ces officiers supérieurs par des liens d'amitié ou de camaraderie. Gamarnik, chef du Service Politique, devait livrer ses collaborateurs à Vychinski et participer ensuite à la fabrication d'accusations fausses contre eux. Le probable c'est qu'il résista au Gué-

péou et se plaignit de Ejov... à Staline. Ce qui devait suffire à le perdre.

Mûs par les intérêts de la défense, les commandants des régions militaires et plus généralement les chefs de l'armée ont pu intervenir en faveur de Toukhatchevski. Le chassé-croisé des mutations et des arrestations de mai et du début de juin ne s'explique que par la panique des dirigeants. Gamar-nik se suicide ou est tué le 31 mai. Les commandants des régions sont à peine arrivés à leurs nouveaux postes qu'on les arrête et qu'on les juge. Sont arrêtés : Toukhatchevski, qui vient d'être nommé à Samara; Iakir, nommé à Léninegrad; Ouborévitch, qui commande la circonscription militaire de Russie blanche; le chef de l'Académie militaire, Kork; le chef du service des cadres de l'armée, Feldman; le chef de l'*Ossoaviakim*¹, Eydeman; Putna, l'ancien attaché militaire au Japon et en Angleterre, ainsi que le général de cavalerie Primakov ont été arrêtés auparavant. Tous les huit sont condamnés à la peine capitale et passés par les armes.

L'armée dut en être bouleversée jusqu'à la moelle. Comment et pourquoi avaient péri les chefs, devenus légendaires, de la guerre civile, les plus doués des capitaines et des organisateurs, les chefs d'une armée qui, la veille encore, était l'espoir et le soutien du régime ? Rappelons en deux mots chacun d'eux. Si Toukhatchevski, jeune officier de l'armée impériale, était devenu un bolchévik, Iakir, jeune étudiant tuberculeux, était devenu un chef dans l'Armée rouge. Dès ses premiers pas, Iakir avait révélé l'imagination et l'initiative d'un stratège : les vieux officiers considérèrent plus d'une fois avec étonnement ce commissaire chétif

1. Organisation populaire militarisée, très importante, ayant pour but la défense du pays par l'aviation et la chimie militaire. (N. d. t.)

qui, d'une pointe d'allumette, effleurait la carte. Iakir avait eu l'occasion de prouver son dévouement à la révolution et au parti d'une façon bien plus directe que Toukhatchevski. La guerre civile terminée, il avait fait des études sérieuses. L'autorité dont il jouissait était grande et méritée. — A côté de lui, on peut nommer un des chefs moins brillants, mais éprouvé et sûr, des années difficiles, Ouborévitch. Iakir et Ouborévitch étaient chargés de la défense des frontières occidentales; depuis des années, ils se préparaient à la future grande guerre. — Kork, sorti de l'Académie de Guerre de l'ancien régime, avait commandé une armée, avec succès, sur les champs de bataille; puis, après avoir commandé une région militaire, il avait pris la succession d'Eydeman, à la tête de l'Académie de guerre. — Eydeman avait appartenu à l'entourage de Frounzé. Il dirigeait depuis des années l'*Osoaviakhim*, l'organisation qui assure la liaison active entre l'armée et la population. — Putna, jeune général instruit, savait concevoir les choses à l'échelle internationale. — Feldman était chargé de la surveillance du commandement, ce qui donne la mesure de la confiance dont il jouissait. — Après Boudienny, Primakov était certainement le plus remarquable des chefs de la cavalerie rouge. On peut dire sans craindre d'exagérer qu'il ne reste plus dans l'Armée rouge, — exception faite de Boudienny, — un seul homme que l'on puisse, sous les rapports de la popularité, — pour ne point parler des talents et des connaissances, — comparer aux huit chefs tout à coup décrétés criminels. Le haut commandement de l'armée rouge a été décapité avec une adresse touchant à la perfection !

L'organisation du procès mérite une grande attention : présidé par un bas fonctionnaire, Ullrich, des généraux, Boudienny en tête, se sont vus contraints de prononcer contre leurs compa-

gnons d'armes, le verdict dicté par le secrétariat de Staline. Diabolique épreuve de fidélité ! Les survivants sont désormais asservis à Staline par la honte qu'il leur a sciemment infligée. Mais l'intrigue va plus loin. Staline craint aussi Vorochilov. La nomination de Boudienny au commandement de la région de Moscou nous le prouve. Vieux sous-officier de cavalerie, Boudienny méprisa toujours le dilettantisme militaire de Vorochilov. Au temps de leur collaboration à Tsaritsyne, il leur arriva plus d'une fois de se menacer de leurs revolvers. Les hautes carrières ont atténué l'expression de leur hostilité sans y remédier. Boudienny reçoit le pouvoir militaire dans la capitale pour faire pièce à Vorochilov. L'avenir montrera lequel des deux est inscrit sur la liste des condamnés.

L'accusation d'intelligences avec l'Allemagne, portée contre Toukhatchevski, Iakir et les autres fusillés, est tellement sottise et indigne qu'elle ne mérite pas de réfutation. Staline n'espérait d'ailleurs pas trouver créance, à l'étranger, pour ses abominables calomnies. Il lui fallait, cette fois encore, justifier devant les ouvriers et les paysans par des arguments susceptibles de faire impression, l'assassinat d'hommes d'initiative et de talent. Il compte sur l'effet hypnotique d'une presse et d'une T.S.F. totalitaires.

Quelles ont été les causes réelles de l'exécution des meilleurs généraux soviétiques ? On ne peut que se livrer à ce sujet à des conjectures justifiées par des indices directs et indirects. La menace de la guerre se rapprochant, les plus autorisés des chefs militaires ne pouvaient voir sans inquiétude Vorochilov demeurer à la tête des forces armées. Il n'y a pas lieu de douter que ces milieux se proposaient de remplacer Vorochilov par Toukhatchevski. Le « complot » des généraux dut, dans sa première phase, rechercher l'appui de Staline

qui jouait depuis longtemps son double jeu coutumier, exploitant la rivalité Toukhatchevski-Vorochilov. Toukhatchevski et ses partisans surestimèrent visiblement leurs forces. Mis en demeure de choisir, Staline préféra Vorochilov qui ne fut jusqu'ici, pour lui, qu'un instrument docile, et se débarrassa de Toukhatchevski, capable de devenir un rival. Trompés dans leurs espérances et contrariés par la « trahison » de Staline, les généraux ont pu envisager de soustraire l'armée à la tutelle du Bureau politique. De là à un vrai complot il y avait loin. Mais en régime totalitaire, c'était le premier pas vers un complot.

A bien considérer le passé des fusillés et leur caractère, il devient difficile d'admettre qu'ils aient été liés par un programme politique. Plusieurs d'entre eux, par contre, et d'abord Toukhatchevski, pouvaient avoir leur programme de défense du pays. N'oublions pas qu'après l'avènement de Hitler, Staline fit tout ce qu'il put pour maintenir avec l'Allemagne des relations amicales. Les diplomates soviétiques ne ménagèrent pas au fascisme les déclarations aimables qui aujourd'hui, acquièrent une résonance scandaleuse. Staline formulait ainsi la philosophie de sa politique : « D'abord sauvegarder la construction du socialisme dans notre pays. Le fascisme et la démocratie sont des jumeaux et non des contraires. La France ne nous attaquera pas; la menace de l'Allemagne, on peut y parer en collaborant avec ce pays. » Sur un signe, les chefs de l'armée agissaient, s'efforçant de maintenir des relations cordiales avec les attachés militaires allemands, les ingénieurs, les industriels, leur suggérant l'idée d'une collaboration possible. Certains généraux acceptaient d'autant plus volontiers cette politique que la technique et la « discipline » de l'Allemagne leur en imposaient davantage.

Staline dut compléter les relations « amicales » avec l'Allemagne par un accord défensif avec la France. Hitler n'y pouvait consentir. Il faut qu'il ait les mains libres ici ou là. Au rapprochement Moscou-Paris, il répondit en repoussant démonstrativement Staline. Mussolini en fit autant un peu plus tard. Contrairement à ses intentions premières, Staline dut renoncer à sa conception philosophique des jumeaux Fascisme et Démocratie, et s'orienter vers les « démocraties occidentales ». Des mutations symboliques eurent lieu au commissariat des affaires étrangères : Krestinski, ancien ambassadeur à Berlin, suppléant de Litvinov, fut écarté; Potemkine, ancien ambassadeur à Paris, lui succéda. Au sein du haut commandement, les choses ne pouvaient se faire aussi simplement, de par le caractère de la caste militaire, beaucoup plus nombreuse et moins mobile que les cercles diplomatiques.

Si l'on admet que Toukhatchevski resta jusqu'à son dernier moment fidèle à l'orientation allemande (et je n'en suis pas du tout convaincu), ce ne fut certes pas comme un agent de l'Allemagne de Hitler, mais comme un patriote soviétique inspiré de considérations économiques et stratégiques qui étaient récemment encore celles de Staline. Des généraux devaient se sentir personnellement engagés par les déclarations amicales qu'ils avaient dû faire à l'adresse de l'Allemagne. Staline ayant longtemps louvoyé, gardant les deux portes ouvertes, s'était gardé de leur donner le signal de la retraite. Comptant sur son appui, il est possible que plusieurs aient dépassé la limite assignée d'avance aux négociations. Il est aussi possible que Vorochilov qui, membre du Bureau politique, connut dès la première heure le changement d'orientation de la politique soviétique, ait sciemment laissé Toukhatchevski sortir des limites de la discipline politique

et militaire, pour exiger ensuite, avec la brutalité qui lui est propre, un brusque revirement. La question de savoir avec qui marcher de l'Allemagne ou de la France se serait ainsi transformée en cette autre : qui commande l'armée, de Vorochilov membre du Bureau politique ou de Toukhatchevski, soutenu par l'élite du commandement ? Or, il n'y a ni opinion politique ni parti ni soviets, le régime a perdu toute trace d'élasticité ; toute question grave est tranchée à coups de mauser. Staline se serait d'autant moins opposé à ce dénouement qu'il lui fallait, pour donner à ses nouveaux alliés de l'étranger des gages de fidélité, des boucs émissaires sur lesquels décharger la responsabilité de sa politique d'hier.

Quelle était l'attitude des généraux fusillés envers l'opposition de gauche ? Les journaux de Moscou ont qualifié Gamarnik de « trotskiste » — après sa mort. Quelques mois auparavant, Putna avait été ainsi mentionné au cours des procès Zinoviev et Radek. Aucun des autres ne reçut ce terrible qualificatif ni avant le procès ni sans doute au procès même, car ni les juges ni les accusés n'étaient obligés de jouer la comédie à huis clos¹. Ce qui empêcha de transformer Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch, Eydeman en trotskistes, ce fut l'absence des moindres prétextes et la crainte de donner trop d'importance au trotskisme dans l'armée. Le communiqué de Vorochilov, publié au lendemain de l'exécution qualifie pourtant les massacrés de trotskistes. On voit que l'imposture a sa logique : si les généraux, comme les trotskistes, ont servi l'Allemagne, afin de restaurer le capitalisme, l'Allemagne n'a pas manqué d'unifier leurs efforts dans

1. Il est d'ailleurs douteux qu'il y ait eu un procès ; il est fort possible que l'on se soit borné, après des exécutions sans jugement, à fabriquer le communiqué. (N. d. t.).

son intérêt. Le « trotskisme » est du reste devenu une notion générale embrassant tous ceux qui doivent disparaître.

Nos réflexions sur les causes de la décapitation de l'armée comportent un élément conjectural. Le détail réel des faits, que l'on ne connaîtra pas de sitôt, a pu être différent. Mais le sens politique du massacre est net dès aujourd'hui. Si Staline avait voulu sauver les généraux, il avait maintes possibilités de leur offrir des sorties acceptables. Il ne l'a pas voulu. Il a peur de se montrer faible. Il a peur de l'armée. Il a peur de sa propre bureaucratie. Et ce n'est pas à tort. Des milliers et des milliers d'officiers et de fonctionnaires, sortis du bolchévisme ou venus au bolchévisme, ont soutenu Staline jusqu'à ces derniers temps, non par crainte mais par conviction. Les événements récents ont éveillé chez eux une double anxiété : pour la révolution et pour eux-mêmes. Ceux qui ont aidé Staline à s'élever se révèlent de moins en moins susceptibles de le maintenir à la hauteur vertigineuse où il se hisse. Staline en est réduit à renouveler de plus en plus souvent les instruments de sa domination. Et il redoute que ces instruments renouvelés ne se donnent un autre chef.

Ce danger est surtout considérable dans l'armée. Quand la bureaucratie échappe au contrôle du peuple, la caste militaire cherche inévitablement à se soustraire au contrôle de la bureaucratie civile. Le bonapartisme tend à la dictature du sabre. Indépendamment des ambitions réelles ou prétendues de Toukhatchevski, le corps des officiers doit se pénétrer du sentiment de sa supériorité vis-à-vis des dictateurs en veston. Staline doit d'autre part comprendre que le régime policier qu'il impose à l'aide de sa hiérarchie de secrétaires pourrait être plus simplement, plus directement appliqué par un « maréchal » au moyen de la

hiérarchie militaire. Le danger est évident. Il est vrai qu'il n'y a pas encore eu de complot. Mais le complot est à l'ordre du jour. Nous venons d'assister à un massacre préventif. Staline a mis à profit une circonstance « heureuse » pour donner aux officiers un sanglant avertissement.

Et l'on peut affirmer à l'avance que cet avertissement n'arrêtera personne, n'empêchera rien. Staline n'a réussi à jouer son rôle de fossoyeur du bolchévisme que parce qu'il est lui-même un vieux bolchévik. Il fallait cet extérieur à la bureaucratie pour étouffer les masses et briser la coque d'une tradition spartiate. Mais les thermidoriens ne sont pas homogènes. La couche supérieure des privilégiés est formée d'hommes encore attachés eux-mêmes aux traditions du bolchévisme. Le régime ne pouvait se fonder sur cette formation intermédiaire des Postychev, des Tcherviakov, des Toukhatchévski, des Iakir, — pour ne point parler des Iagoda. La couche suivante est celle des administrateurs indifférents à la politique, quand ce ne sont pas des coquins et des arrivistes. Mieux que nul autre, Staline comprend cette structure de ses milieux dirigeants. Ce qui l'amène à conclure qu'après l'asphyxie des masses et l'extermination de la vieille garde le salut du socialisme n'est plus qu'en lui seul.

Ce n'est pas simple ambition personnelle ou cruauté de caractère. Staline ne peut pas ne pas aspirer à la consécration juridique de son pouvoir personnel en qualité de « chef » à vie, de président muni de pleins pouvoirs, voire d'empereur couronné. Il ne peut pas ne pas craindre en même temps la résistance possible de la bureaucratie et plus encore de l'armée à ses desseins de césarisme. Avant de rouler aux abîmes — avec ou sans couronne — il tentera donc d'exterminer les meilleurs serviteurs de l'Etat.

Quoi qu'il en soit, il a porté à l'Armée rouge un coup terrible. La nouvelle imposture judiciaire a rabaissé cette armée de plusieurs têtes. Au moral elle est ébranlée jusque dans ses fondements. Les intérêts de la défense du pays ont été sacrifiés à la conservation de la coterie dirigeante. Après les procès Zinoviev-Kaménev et Radek-Piatakov, le procès Toukhatchevski-Iakir marque le commencement de la fin de la dictature stalinienne.

STALINE SUR SES PROPRES FAUX

Hitler nous livre, avec le cynisme fanfaron qui le caractérise, le secret de sa stratégie politique : « Il appartient au génie d'un grand chef, écrit-il, de représenter jusqu'à des adversaires très éloignés les uns des autres comme appartenant à la même catégorie, car la connaissance des différences existant entre nos ennemis devient trop facilement chez les faibles le commencement du doute. » (*Mein Kampf*.) Ce principe est à l'opposé de la politique marxiste et de la connaissance scientifique en général, qui commence par l'analyse, la confrontation, la recherche des différences fondamentales et aussi des nuances intermédiaires. Le marxisme n'a jamais consenti à traiter ses adversaires comme « une seule masse réactionnaire ». La différence entre l'agitation fasciste et l'agitation marxiste est celle de l'éducation scientifique et de l'hypnose démagogique. La méthode stalinienne, qui a trouvé son expression la plus achevée dans les impostures judiciaires, s'accorde pleinement avec la recette d'Hitler, qu'elle dépasse de loin en

ampleur. Tous ceux qui ne s'inclinent pas devant la coterie dirigeante de Moscou forment désormais « une seule masse fasciste ».

Pendant les procès de Moscou, Staline se tint démonstrativement à l'écart. On a même écrit qu'il était parti pour le Caucase. Ce serait bien dans sa manière. Vychinski et la *Pravda* recevaient dans la coulisse des instructions. L'échec des procès devant l'opinion internationale, le doute et l'anxiété grandissant en U.R.S.S. obligèrent pourtant Staline à se manifester ouvertement. Il prononça, le 3 mars, au Comité central, un discours publié dans la *Pravda* après revision attentive. Impossible de parler de sa valeur théorique : ce discours se situe en deça de toute théorie et même de toute politique au sens réel du mot : ce n'est qu'une instruction sur la manière de tirer parti des faux antérieurs et d'en préparer de nouveaux.

Staline commence par définir le « trotskisme » : « C'était il y a sept ou huit ans une tendance politique du mouvement ouvrier, c'est aujourd'hui une bande enragée de saboteurs, de destructeurs au service de l'ennemi, d'espions et d'assassins... » L'auteur de cette définition oublie qu'il adressait au trotskisme, « il y a sept ou huit ans », les mêmes accusations, sous une forme un peu plus prudente. Dès la seconde moitié de 1927, le Guépéou tente de lier les trotskistes, des camarades peu connus, il est vrai, aux Blancs et aux agents de l'étranger. Mon expulsion de l'U.R.S.S. fut officiellement motivée par l'accusation de préparer un soulèvement. Staline n'osa pas, d'ailleurs, publier cette assertion fantaisiste du Guépéou. La *Pravda*, pour justifier l'exécution de Blumkine, de Silov et de Rabino-vitch, imputait en 1929 aux trotskistes, l'organisation des catastrophes de chemin de fer. Des opposants déportés furent en 1930 accusés d'espionnage pour avoir correspondu avec moi. En 1930-32,

le Guépéou tenta d'obtenir d'opposants peu connus des « aveux » sur la préparation d'attentats. J'ai soumis à la Commission d'enquête de New-York les documents sur ces premières ébauches des futurs amalgames. Staline n'avait pas encore brisé, à cette époque, la résistance du parti et même des milieux dirigeants de la bureaucratie; il en était réduit à l'intrigue, à la calomnie empoisonnée, aux arrestations, aux déportations, à des exécutions occasionnelles, expérimentales en quelque sorte. Il formait peu à peu ses agents et se formait lui-même. Car on aurait tort de croire qu'il est né avec ce parfait visage de Caïn.

« La principale méthode d'action des trotskistes, — continue Staline, ce n'est plus la propagande honnête et publique de leurs idées au sein de la classe ouvrière, mais le camouflage de ces idées... l'hypocrite piétinement dans la boue de leurs propres idées. » Il y a dix ans, les assistants évitaient de se regarder dans les yeux quand Staline reprochait à ses adversaires de manquer de « sincérité » ou d'« honnêteté »! Iagoda inculquait alors les grands principes de la morale... Staline ne nous dit pas comment la « propagande publique » serait possible dans un pays où toute critique du Chef est punie beaucoup plus sévèrement qu'en Allemagne fasciste. La nécessité de se dérober au Guépéou et de poursuivre une propagande clandestine discrédite le régime bonapartiste et non les révolutionnaires.

Staline ne nous explique pas non plus comment l'on peut « piétiner dans la boue ses propres idées » et inciter des milliers de personnes à sacrifier leurs vies à ces mêmes idées. Le discours et l'orateur sont bien à la hauteur de la presse réactionnaire qui affirma toujours que la lutte de Staline contre le « trotskisme » est purement fictive, que nous sommes en réalité tous conjurés contre l'ordre capi-

taliste et que mon bannissement n'a servi qu'à masquer notre collaboration. Ne serait-ce pas pour mieux dissimuler sa solidarité avec eux que Staline extermine les trotskistes et « piétine leurs idées dans la boue » ?

L'orateur nous livre le plus grossièrement sa pensée véritable en parlant du programme de l'opposition. « Au procès de 1935, dit-il, Kaménev et Zinoviev nièrent catégoriquement avoir eu une plate-forme politique... Ils mentaient à n'en pas douter; ils avaient en réalité une plate-forme de restauration du capitalisme. » Le mot cynique a quelque chose d'ingénu et de patriarcal appliqué à ce moraliste qui a imposé à ses victimes de faux aveux, les a fait massacrer sur une accusation manifestement mensongère et les accuse encore de mensonge, — au lieu de penser à lui-même, à Iagoda, à Vychinski. Mais c'est ici que le maître faussaire se fait prendre la main dans le sac.

En janvier 1935, au premier procès, Zinoviev, Kaménev et leurs camarades reconnurent, d'après le compte rendu officiel, que leur activité était inspirée par « le dessein secret de restaurer le régime capitaliste ». L'acte d'accusation formulait ainsi les fins des prétendus « trotskistes ». Les accusés disaient donc vrai? Par malheur, personne ne voulut croire cette vérité officielle. Il fut donc décidé, au cours de la préparation du deuxième procès Zinoviev-Kaménev (celui d'août 1936) de ne plus parler du programme de restauration capitaliste, comme étant par trop absurde, et de tout ramener à la « soif du pouvoir » : le profane y croirait mieux. Le nouvel acte d'accusation nous apprend alors qu'« il est incontestablement établi que le seul mobile de l'organisation trotskiste-zinoviéviste était la prise du pouvoir à tout prix ». Le procureur niait l'existence d'une plate-forme trotskiste : et c'était même là ce qui rendait les

accusés doublement criminels. Peu importe qu'ils aient menti ou non : la justice stalinienne établit « incontestablement » que « leur seul mobile » était de « s'emparer du pouvoir ». A cette fin ils auraient eu recours au terrorisme.

Mais cette nouvelle version, qui servit à fusiller Kaménev et Zinoviev, ne donna pas les résultats escomptés. Ni les ouvriers ni les paysans n'eurent de raisons de s'indigner contre les prétendus « trotskistes » désireux de s'emparer du pouvoir et qui ne sauraient être pires que la coterie dirigeante. Il fallut, pour effrayer les gens, ajouter que les trotskystes entendaient rendre la terre aux propriétaires fonciers et les usines aux capitalistes. La seule accusation de terrorisme, en l'absence d'attentats, ne permettait pas de continuer l'extermination des adversaires. Il fallait, pour élargir le cercle des accusés, parler de sabotage et d'espionnage. Mais on ne pouvait prêter une apparence de raison à l'un et à l'autre qu'en établissant les intelligences des trotskistes avec les ennemis de l'U.R.S.S. Or, ni l'Allemagne ni le Japon n'eussent soutenu les « trotskistes » mus par la seule « soif du pouvoir ». Il ne restait qu'à ordonner aux nouveaux accusés de revenir au programme de la « restauration du capitalisme ».

Ce faux complémentaire est si instructif qu'il mérite de retenir l'attention. Quiconque sait lire pourra, en consultant une collection de journaux de l'Internationale Communiste, suivre les trois phases du développement de l'accusation, triade hégélienne du faux : thèse, antithèse, synthèse. Au lendemain du procès de janvier 1935, les journalistes payés de Moscou, dans le monde entier, imputent à l'ex-président de l'Internationale, au futur fusillé Zinoviev, d'après ses propres « aveux », le dessein de restaurer le capitalisme. La *Pravda*, organe personnel de Staline, donne le ton. Sur son

ordre, la presse communiste saute ensuite de la thèse à l'antithèse et, pendant le procès des Seize, en août 1936, flétrit les assassins trotskistes dépourvus de tout programme. La *Pravda* et l'I. C. ne s'en tiennent à cette version que pendant un mois : jusqu'au 12 septembre. Les zigzags du Komintern correspondent à ceux de Vychinski, lequel obéit à son tour aux directives de Staline.

Radek fournit sans le vouloir le schéma de l'accusation synthétique. Son article sur *La Bande fasciste trotskiste-zinoviéviste* paraît le 21 août 1936. L'objet de l'infortuné publiciste est de creuser entre lui et les accusés un fossé aussi profond que possible. Cherchant à tirer des prétendus « crimes » les plus effroyables conséquences en politique intérieure et internationale, Radek écrit : « Ils (les accusés et Trotsky le premier...) savent... qu'en ruinant la confiance en la direction stalinienne... ils portent de l'eau au moulin des fascismes allemand, japonais, polonais et autres. Ils savent d'autant mieux qu'assassiner le Chef génial des peuples soviétiques, Staline, ce serait travailler pour la guerre... » Et Radek de faire aussitôt un pas de plus : « Il ne s'agit pas d'anéantir des ambitieux coupables du plus grand crime, mais de détruire les agents du fascisme, prêts à allumer la guerre et à faciliter la victoire du fascisme pour obtenir de ses mains un pouvoir fantôme tout au moins. » Ce n'est pas une accusation juridique, ce n'est que rhétorique politique; Radek, accumulant les abominations, ne s'imagine pas qu'il aura bientôt à les payer. Piatakov et Rakovski écrivaient dans le même esprit et devaient subir les mêmes conséquences.

Staline s'empara de ces articles de capitulars épouvantés pour commander la préparation d'un nouveau procès. Le 12 septembre, trois semaines après l'article de Radek, la *Pravda* publie tout à

coup que « les accusés se sont efforcés de dissimuler les buts véritables de leur action. Ils ont répandu qu'ils n'avaient aucun programme. Ils en avaient pourtant un : celui de la destruction du socialisme et du rétablissement du capitalisme ». La *Pravda* ne donnait naturellement aucune preuve à l'appui. Pouvait-il être question de preuves?!

Le nouveau programme des accusés ne fut donc pas établi sur des documents, des faits, des aveux ou des présomptions logiques; il fut énoncé par Staline; par-dessus la tête de Vychinski, après l'exécution des condamnés. Des preuves? Le Guépéou fut chargé de les fournir après coup, sous la seule forme qui lui soit possible, celle des « aveux spontanés ». Vychinski entreprit sur-le-champ de transformer l'affirmation hystérique de Radek en thèse juridique, le pathétique en criminel. Le nouveau schéma, Vychinski l'attribua non plus à seize accusés (Zinoviev était déjà fusillé), mais à dix-sept, et de ce nombre à Radek, — qui ne l'avait à coup sûr pas prévu! Cauchemar? Non, réalité. Les principaux accusés du nouveau procès furent pareils à ces pieux collaborateurs de l'Inquisition qui creusaient avec zèle des tombes, clouaient des cercueils, préparaient des épitaphes — pour d'autres, — et qu'un inquisiteur invitait ensuite à mettre leur nom sur l'épitaphe et à s'assurer que le cercueil était bien à leur taille. Ceci fait, Staline sortit de l'ombre pour dire, en juge infallible, de Zinoviev et de Kaménev que « tous les deux avaient menti ». La fantaisie humaine n'avait rien inventé jusqu'ici de plus épouvantable.

Les éclaircissements de Staline sur le sabotage sont de la même valeur que le reste. « Pourquoi nos camarades n'ont-ils rien remarqué? » demande-t-il, car cette question ne peut être éludée. « Parce qu'ils ont été, au cours des dernières années, absorbés par leur travail administratif... et ont oublié

tout le reste ». A son habitude, Staline revient une dizaine de fois, avec des variantes, sans preuve, sur cette idée. « Séduits par les succès économiques, nos administrateurs négligeaient le sabotage ». Ils ne le remarquaient pas. Ne s'y intéressaient pas. Mais quel travail les « absorbait » au point de les empêcher de remarquer la ruine de l'économie? Qui devait « remarquer » le sabotage, du moment que les organisateurs mêmes de la production en étaient coupables? Staline ne tente pas de lier les deux termes de son raisonnement. Sa pensée authentique, la voici : trop absorbés par leur travail pratique, les administrateurs communistes « perdaient de vue » les intérêts supérieurs de la coterie dirigeante qui a besoin de fausses accusations, même forgées au détriment de l'industrie.

« Au cours des années antérieures, continue-t-il, les techniciens bourgeois se sont livrés au sabotage... Mais nous avons formé des dizaines et des centaines de milliers de cadres bolchéviks bien préparés, techniquement calés. » (Des centaines de milliers de « cadres »?) « Les organisateurs du sabotage sont aujourd'hui non des techniciens sans parti, mais des saboteurs qui ont réussi à se procurer la carte du parti. » Renversement complet! Afin de nous expliquer pourquoi les ingénieurs bien rétribués s'accommodent volontiers du « socialisme » tandis que les bolchéviks se dressent contre lui, Staline ne trouve rien de mieux que de qualifier de « saboteurs ayant réussi à se procurer la carte du parti » toute la vieille garde du bolchévisme, — sans doute embusquée dans le parti depuis des dizaines d'années.

Le succès du sabotage exige une ambiance sociale propice. Où la prendre au sein du socialisme triomphant? Staline nous répond : « Plus nous progresserons... et plus s'exaspéreront les restes des classes d'exploiteurs vaincues. » Mais, tout d'abord, l'im-

puissante « exaspération » des « restes » de ces classes, isolés du peuple, ne saurait ébranler l'économie soviétique. Ensuite, depuis quand Zinoviev, Kaménev, Rykov, Boukharine, Tomski, Smirnov, Evdokimov, Piatakov, Radek, Rakovski, Mratchkovski, Sokolnikov, Sérébriakov, Mouralov, Sosnovski, Béloborodov, Eltsine, Mdivani, Okoudjava, Gamarnik, Toukhatchevski, Iakir — et des centaines d'autres, moins connus, — tous anciens dirigeants du parti, de l'Etat, de l'Armée rouge, sont-ils devenus « les restes des classes d'exploiteurs vaincues » ? En accumulant les faux, Staline est entré dans une telle impasse qu'on a peine désormais à trouver dans ses explications l'ombre d'un sens raisonnable. Le but, par contre, en est clair : calomnier et détruire tout ce qui s'oppose à sa dictature bonapartiste.

« On aurait tort de croire, continue l'orateur, que la sphère de la lutte des classes est limitée par les victoires de l'U.R.S.S. Si à l'un de ses bouts la lutte des classes exerce son action en U.R.S.S., son autre bout s'étend au delà dans les limites des Etats bourgeois qui nous environnent »¹. Nous apprenons que l'affermissement du socialisme dans un pays isolé entraîne l'aggravation et non l'atténuation de la lutte des classes et que la cause principale de ce phénomène antinaturel est dans l'existence des Etats bourgeois. Staline arrive incidemment, sans s'en rendre compte, à reconnaître l'impossibilité de bâtir une société sans classes dans un pays isolé. Mais les généralisations scientifiques le préoccupent peu. Son raisonnement n'est pas théorique, il est policier. Staline a besoin de faire

1. Tout le discours est dans ce style. Des « cadres par centaines de mille ». La lutte des classes a « un bout » qui... « exerce une action ». Les rédacteurs pleins de respect n'osent pas faire observer au Chef qu'il est analphabète. Le style c'est l'homme; c'est aussi le régime.

passer à l'étranger le « bout » de son imposture. Il reprend :

« Considérons par exemple la IV^e Internationale trotskiste contre-révolutionnaire, formée pour les deux tiers d'espions et d'agents actifs de l'ennemi... N'est-il pas évident que cette internationale d'espions formera les cadres de l'action d'espionnage et de sabotage des trotskistes ? » Le syllogisme stalinien n'est de coutume que tautologie : l'internationale des espions formera des espions ! « N'est-il pas évident?... » Non, pas tout à fait et même pas du tout. Pour s'en convaincre, il suffit de revenir à l'affirmation connue de Staline : « Le trotskisme a cessé d'être un courant dans la classe ouvrière » pour devenir « un petit groupe de conspirateurs ». Leur plate-forme est telle que l'on ne peut jamais la faire connaître à personne ; ils ne l'exposent qu'à l'oreille de Iagoda et de Ejov. Écoutons encore Staline : « On comprend que cette plate-forme, les trotskistes devaient la cacher au peuple, à la classe ouvrière... à la masse trotskiste et pas seulement à la masse trotskiste, mais aussi aux dirigeants trotskistes qui constituent un petit groupe de trente à quarante personnes. Quand Radek et Piatakov demandèrent à Trotsky la permission (?) de réunir une petite conférence de trente à quarante trotskistes pour les informer sur cette plate-forme, Trotsky le leur défendit (!) ». Laissons l'étonnante description des rapports entre militants au sein de l'opposition : de vieux révolutionnaires n'oseraient pas se réunir en U.R.S.S. sans la « permission » du lointain émigré Trotsky ! Cette caricature totalitaire et policière, correspondant à l'esprit du régime, n'est pas ce qui nous intéresse en ce moment. Autre chose nous importe davantage, c'est de savoir comment rattacher la caractéristique du trotskisme à celle de la IV^e Internationale ? Trotsky aurait interdit de mettre les trente ou quarante trotskistes

éprouvés de l'U.R.S.S. au courant du sabotage et de l'espionnage; mais la IV^e Internationale qui compte des milliers de jeunes membres est « pour les deux tiers formée d'espions et d'agents actifs de l'ennemi ». Dissimulant son programme à quelques dizaines d'hommes, Trotsky en aurait informé des milliers d'autres ? En vérité, la haine et la ruse ne font pas preuve d'intelligence. Mais la pesante sottise de la calomnie couvre un dessein pratique bien déterminé, tendant à l'extermination physique de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

Ce dessein, avant même de recevoir en Espagne un commencement d'exécution, avait été divulgué sans la moindre gêne dans l'hebdomadaire de l'Internationale communiste (et du Guépéou), *La Correspondance internationale*, le 20 mars 1937, — presque simultanément avec la publication du discours de Staline. L'article, dirigé contre Otto Bauer, qui, bien qu'il tende à se rapprocher de la bureaucratie soviétique, ne parvient pas à croire Vychinski, renferme notamment les lignes suivantes :

« Si quelqu'un est en mesure d'avoir dès aujourd'hui des informations très « authentiques » sur les pourparlers de Trotsky avec Hess, c'est bien Bauer. Les états-majors français et anglais sont fort au courant de la chose. Grâce aux bons rapports qu'il entretient avec Léon Blum et Citrine (qui est lui-même l'ami tant de Baldwin que de Sir Samuel Hoare), il lui suffirait de s'adresser à eux. Ils ne lui refuseraient pas quelques informations confidentielles pour son usage personnel.

Quelle main tenait cette plume ? Comment le publiciste anonyme du Komintern est-il dans les secrets des états-majors britannique et français ? De deux choses l'une : ou ces états-majors ont ouvert leurs dossiers devant le journaliste stalinien ou, au contraire, ce journaliste a complété ces

dossiers en y introduisant le produit de son imagination. La première hypothèse n'est guère vraisemblable, les états-majors n'ayant nul besoin de recourir au concours des journalistes du Komintern pour dévoiler le « trotskisme ». L'autre hypothèse demeure : le Guépéou a fabriqué je ne sais quels « documents » à l'usage des états-majors étrangers. Au procès Piatakov, il n'a été parlé de mon « entrevue » avec le ministre allemand Hess qu'incidemment. Piatakov, malgré son amitié (prétendue) avec moi n'aurait pas tenté, lors de la visite (prétendue) qu'il m'aurait faite, de connaître les détails de mes entrevues (prétendues) avec Hess. Comme de coutume, Vychinski passe outre. Il fut sans doute décidé par la suite d'approfondir le sujet. Les états-majors français et britannique durent recevoir des « documents » ; l'état-major du Komintern le sait de source sûre. Ni à Paris ni à Londres, ces précieuses pièces n'ont servi à rien. Pourquoi ? Se serait-on méfié ? Léon Blum et M. Daladier n'ont peut-être pas consenti à devenir les partenaires des bourreaux de Moscou. Peut-être enfin MM. les généraux réservent-ils ces « documents » pour un moment mieux choisi ? Quoi qu'il en soit, Staline s'impatiente. Il a besoin d'une confirmation de ses faux par des tiers « impartiaux ». Les états-majors se taisant, un journaliste du Guépéou s'essaie à les faire parler. Telle est, à n'en pas douter, l'origine de l'article inspiré par Staline et qui complète son discours. M. Daladier ne nous donnera-t-il pas sur ce point des éclaircissements plus autorisés ?

La résolution du Comité central sur le rapport Staline dit : « Les trotskistes ont été habituellement démasqués par les organes du Commissariat de l'Intérieur (le Guépéou) et par l'initiative des membres du parti. Les organismes de l'industrie et, dans une certaine mesure, ceux des transports, n'ont fait preuve en l'occurrence ni d'activité ni

d'initiative. Au contraire, des organismes de l'industrie ont contrecarré cette action ». (*Pravda*, 21 avril 1937). En d'autres termes, les dirigeants de la production et des transports, bien que talonnés par le fer rouge, ne sont pas parvenus à découvrir chez eux du « sabotage ». Ordjonikidzé, membre du Bureau politique, n'avait pas démasqué son adjoint Piatakov. Kaganovitch, membre du Bureau politique, ne s'était pas aperçu de l'œuvre de destruction de son adjoint Livschitz. Les agents de Iagoda se trouvèrent seuls à la hauteur de leur tâche, aidés de gens d'initiative, c'est-à-dire d'agents provocateurs. Iagoda fut, il est vrai, bientôt démasqué lui-même comme un « ennemi du peuple, un gangster et un traître ». Mais cette révélation fortuite ne devait pas ressusciter les hommes qu'il avait fait fusiller...

Comme pour souligner la portée de ces textes révélateurs, le président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., Molotov, relate dans un rapport public que le gouvernement, ayant tenté d'établir des faits de sabotage, non grâce au concours des provocateurs du Guépéou, mais en faisant appel au contrôle public de l'économie, a abouti à un échec. Je cite : « En février 1937, le Commissariat de l'Industrie lourde envoya une commission autorisée enquêter sur le sabotage à l'*Oural-wagonstroy* (ateliers de construction de wagons de l'Oural). Des hommes aussi compétents que les camarades Guinsbourg, chef du *Glavstroy-prom* (direction des constructions industrielles), et Pavlounovski, membre suppléant du Comité central, en firent partie... Cette commission formula ainsi ses conclusions générales : *Nous avons acquis la ferme conviction que le sabotage de Piatakov et de Moriassine n'a pas eu une grande portée dans les chantiers...* » Molotov s'indigne. « La myopie politique de la commission, dit-il, est bien évi-

dente... Il me suffira de constater que *la commission n'a pas cité un seul fait de sabotage dans les chantiers*. Il en résulterait que Moriassine, saboteur avéré, et cet autre saboteur, Okoudjava, *se seraient calomniés eux-mêmes!* » (*Pravda*, 21 avril 1937; c'est nous qui soulignons.) On n'en croit pas ses yeux. Les Molotov ont perdu avec la honte la prudence.

Pourquoi d'ailleurs ont-il éprouvé le besoin d'envoyer sur place une commission d'enquête après l'exécution des prétendus coupables? L'enquête posthume sur les « faits de sabotage » fut probablement nécessaire parce que l'opinion ne croyait ni aux accusations du Guépéou ni aux aveux extorqués. Et la commission, dirigée par Pavlounovski, vieux collaborateur du Guépéou, ne découvrit pas un acte de sabotage! « Myopie politique évidente »! Il faut savoir découvrir le sabotage, même quand il revêt l'aspect des succès économiques! Continuons à lire Molotov: « L'industrie chimique, placée sous le contrôle du Commissariat à l'Industrie lourde et dirigée par Rataytchak, dépassa son plan de production en 1935 et en 1936. Est-ce à dire (le chef du gouvernement plaisante ici, le sourire aux lèvres) que Rataytchak, saboteur et trotskiste, n'ait été ni Rataytchak, ni saboteur, ni trotskiste? » Le sabotage de Rataytchak, un des fusillés du procès Piatakov-Radek, consistait, nous le voyons, à faire mieux que ne le prévoyait le plan. On ne s'étonne pas de voir la commission la plus sévère demeurer interdite devant des faits et des chiffres qui refusent de coïncider avec les « aveux spontanés » des Rataytchak. Et l'on est amené à conclure, selon le mot même de Molotov, que les saboteurs « se sont calomniés eux-mêmes ». Il apparaît même que l'Inquisition a contraint bon nombre d'honnêtes travailleurs à se couvrir de boue pour faciliter à Staline la lutte avec le trotskisme. C'est ce qui

résulte du rapport Staline, complété par le rapport Molotov. Et ces deux personnages sont les plus autorisés de l'U.R.S.S.!

LE COMMENCEMENT DE LA FIN

Dans tous les domaines de la vie sociale et politique, la bureaucratie est devenue pour le pays une cause d'affaiblissement, de démoralisation et d'humiliation. Tout d'abord, dans l'économie. Les accusations de sabotage prodiguées en tous sens ont désorganisé les administrations. Toute difficulté réelle est interprétée comme une faute personnelle. Toute faute devient, dès que l'on y trouve intérêt, sabotage. Chaque région, chaque rayon a fusillé son Piatakov local. Les ingénieurs des services du plan, les directeurs des trusts et des entreprises, les maîtres ouvriers tremblent pour leur vie. Personne ne consent à accepter une responsabilité quelconque. Mais on peut aussi se faire fusiller pour manque d'initiative. L'hypertension du despotisme conduit à l'anarchie. L'économie soviétique a besoin de démocratie non moins que de bonnes matières premières ou d'huiles de graissage. Le système stalinien n'est qu'un sabotage universel de l'économie.

Il est pire encore, si c'est possible, dans le domaine de la culture. La dictature de l'ignorance et du mensonge étouffe la vie spirituelle d'un peuple de 170 millions d'habitants. Les récents procès ont, avec les épurations, malhonnêtes dans leurs fins et leur méthodes, définitivement instauré le règne du commérage, de la délation, de la lâcheté, de la vilenie. L'école soviétique ne vicie pas moins l'esprit de

l'enfant que le séminaire catholique, dont elle ne diffère que par une moindre stabilité. Les écrivains, les pédagogues, les savants tant soit peu doués et indépendants sont intimidés, persécutés, arrêtés, déportés — quand ce n'est pas fusillés. Le cancre doublé d'un gremlin triomphe sur toute la ligne. Il trace son itinéraire à la science et dicte aux arts les règles de la création. La presse soviétique répand une oppressante odeur de déliquescence.

Que pourrait-il y avoir de plus déshonorant que l'indifférence de la bureaucratie à l'égard du prestige international du pays? Les hommes de la grande bourgeoisie internationale et les états-majors de toutes les puissances connaissent beaucoup mieux que la plupart des organisations ouvrières, trompées par leurs dirigeants, les dessous des impostures judiciaires et des épurations de Moscou. Comment les augures du capitalisme doivent-ils considérer un gouvernement « socialiste » qui s'embarque dans d'aussi malpropres aventures? A Berlin et à Tokio, en tout cas, on ne peut pas ignorer que les accusations de trahison élevées contre les trotskistes et les généraux rouges, sont pur galimatias. Nous n'avons pas, évidemment, à nous faire des illusions sur la moralité des gouvernements allemand, japonais et autres. Il s'agit, non de rivaliser dans l'application des dix commandements, mais d'apprécier la stabilité du régime soviétique. Le gouvernement de Moscou sort entièrement déshonoré des procès qu'il organise. Ses ennemis, de même que ses alliés possibles, estiment sa puissance bien au-dessous de ce qu'elle était avant la dernière épuration. Et leur évaluation devient à son tour un facteur essentiel des regroupements internationaux. Le gouvernement de l'U.R.S.S. recule cependant pas à pas devant son adversaire le plus faible, le Japon. Les articles et les discours criards qui font suite aux capitulations

ne trompent personne. L'oligarchie moscovite, faisant la guerre à l'intérieur, n'est pas en état de la faire à l'extérieur. L'abandon des îles de l'Amour a délié les mains au Japon à l'égard de la Chine. Il est assez probable que Litvinov avait été chargé de dire aux diplomates japonais : « Faites ce qu'il vous plaira en Chine, mais laissez-nous tranquilles; nous n'interviendrons pas. » La coterie dirigeante se moque de tout ce qui n'est pas sa propre conservation.

Non moins funeste, l'action diplomatique poursuivie par les bureaux de l'Internationale Communiste. Jamais l'Angleterre et la France n'eussent réussi à imposer à l'Espagne révolutionnaire un gouvernement de contre-révolution bourgeoise comme le cabinet Négrin. Les diplomates de Londres et de Paris ont dû mettre cette fois à profit le mécanisme de transmission de l'Internationale dite communiste. Le principal objet de Staline, qui cherche à mériter la confiance des bourgeoisies anglaise et française, est d'empêcher les travailleurs d'Espagne d'entrer dans la voie de la révolution socialiste. L'aide donnée par Moscou au gouvernement de Front populaire de la péninsule a été conditionnée par l'exigence d'une répression plus énergique du mouvement révolutionnaire. Comme il fallait s'y attendre, la lutte contre les ouvriers et les paysans à l'arrière amène inévitablement la défaite au front. Contre Franco, la camarilla moscovite est tout aussi impuissante que contre le Mikado. Et de même qu'en U.R.S.S., Staline a besoin de boucs émissaires pour se décharger sur eux de ses propres péchés, les défaites provoquées en Espagne par une politique réactionnaire à l'arrière l'ont obligé à chercher le salut dans l'extermination de l'avant-garde révolutionnaire.

Les méthodes de l'amalgame et du faux, élaborées à Moscou ont été transportées toutes faites à

Barcelone et Madrid. Les leaders du P.O.U.M., que l'on ne pourrait accuser que d'opportunisme et d'irrésolution à l'égard de la réaction stalinienne, ont été tout à coup déclarés « trotskistes » et, bien entendu, alliés au fascisme. Les agents du Guépéou en Espagne ont « découvert » des lettres écrites à l'encre sympathique qu'ils avaient eux-mêmes fabriquées, établissant, conformément aux règles de l'imposture moscovite, la liaison des révolutionnaires avec Franco. On ne manque pas de misérables pour s'acquitter des sanglantes besognes. L'ex-révolutionnaire Antonov-Ovséenko, qui se repentit en 1927 de ses péchés d'opposition et fut pris en 1936 d'une mortelle angoisse à l'idée d'échouer lui-même sur le banc des accusés, avait publié dans la *Pravda* qu'il était prêt à fusiller les trotskistes « de ses propres mains ». On l'envoya donc à Barcelone, en qualité de consul, en lui disant à qui s'en prendre. L'arrestation de Nin, sur une accusation manifestement fausse, l'enlèvement de Nin et son mystérieux assassinat sont l'œuvre d'Antonov-Ovséenko. Mais l'initiative ne lui appartient certainement pas : des entreprises aussi importantes ne sont décidées que par ordre du secrétaire général du Comité Central...

Staline a besoin d'amalgames en Europe pour détourner l'attention de sa politique internationale essentiellement réactionnaire et pour confirmer les amalgames trop grossièrement confectionnés en U.R.S.S. Le cadavre défiguré de Nin doit servir à prouver... que Piatakov se rendit bien à Oslo. Ces sortes d'affaires ne se bornent pas à l'Espagne. On en prépare depuis longtemps d'analogues en d'autres pays. L'émigré allemand Anton Grilewicz, vieux révolutionnaire irréprochable, a été arrêté en Tchécoslovaquie comme suspect... d'intelligences avec la Gestapo. Le dossier de l'accusation, sans nul doute fabriqué par le Guépéou, fut remis tout

prêt à la police tchèque toute prête au service¹. Les trotskistes, vrais ou prétendus, sont surtout persécutés dans les pays qui ont eu le malheur de tomber sous la dépendance de Moscou : Espagne, Tchécoslovaquie. Ce n'est qu'un commencement. A la faveur des complications internationales, Staline, se servant du personnel à tout faire de l'Internationale communiste et des ressources d'une production de l'or accrue, compte bien arriver à imposer ses méthodes dans d'autres pays. En tous lieux, la réaction ne demande qu'à se débarrasser des révolutionnaires, surtout si c'est un gouvernement étranger, d'apparence révolutionnaire lui-même, qui se charge de commettre les faux et les assassinats, avec le concours d'« amis » étrangers payés sur son budget.

Le stalinisme est le fléau de l'U.R.S.S. et la lèpre du mouvement ouvrier international. Il n'est rien dans le domaine des idées. Cette formidable machine exploite encore le dynamisme de la plus grande révolution sociale et la tradition de son héroïsme victorieux. Du rôle créateur de la violence révolutionnaire à un certain moment de l'Histoire, Staline, avec la médiocrité qui le caractérise, a déduit la toute-puissance de la violence en

1. Cette certitude exprimée par l'auteur a été entièrement confirmée par Ignace Reiss. Ignace Reiss, communiste polonais, chargé de missions confidentielles à l'étranger par le gouvernement soviétique, avait, en juillet 1937, rompu avec Moscou et passé à l'Opposition de Gauche; il publia dans la presse une protestation indignée contre le massacre des vieux bolchéviks.

Ignace Reiss fut, le 4 septembre 1937, assassiné près de Lausanne par des agents du Guépéou, dont trois ont été arrêtés. Reiss en savait trop long sur les dessous des procès de Moscou! Dans les notes d'un grand intérêt qu'il a laissées, il spécifie entre autres que l'affaire Grylewicz avait été entièrement montée par le Guépéou, et que Staline avait manifesté un très grand intérêt pour faire aboutir cette machination, téléphonant personnellement dans ce but, à plusieurs reprises, au chef du Guépéou, Iejov. (N. d. t.)

général. Sans s'en rendre compte lui-même, il est passé de la violence révolutionnaire exercée contre les exploités à la violence contre-révolutionnaire exercée contre les travailleurs. Ainsi s'accomplit, sous les anciennes formules, la liquidation de la Révolution d'Octobre.

Personne — et je ne fais pas d'exception pour Hitler, — n'a porté au socialisme de coups aussi mortels. Hitler attaquait les organisations ouvrières de l'extérieur. Staline les attaque de l'intérieur. Hitler détruit le marxisme. Staline le prostitue. Pas un principe ne demeure intact; pas une idée qui ne soit souillée. Les mots mêmes de socialisme et de communisme sont gravement compromis depuis que des gendarmes que nul ne contrôle, brevetés « communistes », appellent socialisme le régime qu'ils imposent. Ecœurante profanation !

— La caserne du Guépéou n'est pas l'idéal de la classe ouvrière militante. Le socialisme signifie un régime d'une transparence parfaite au sein duquel les travailleurs s'administrent eux-mêmes. Le régime stalinien se fonde sur le complot des gouvernants contre les gouvernés. Le socialisme signifie l'acheminement incessant vers l'égalité. Staline a érigé un système de privilèges scandaleux. Le socialisme a pour objet le développement complet de la personne. Où et quand la personne fut-elle outragée comme en U.R.S.S. ? Le socialisme ne vaudrait rien sans des rapports désintéressés, honnêtes, humains entre les hommes. Le régime stalinien a pénétré les rapports sociaux et individuels de mensonge, d'arrivisme et de trahison. Staline ne détermine par les chemins de l'Histoire; nous connaissons les causes objectives qui ont préparé la réaction en U.R.S.S. Mais ce n'est pas sans raison que Staline s'est trouvé au sommet de la vague thermidorienne. Il a su donner aux appétits voraces d'une caste nouvelle la plus funeste

expression. Il n'est pas responsable de l'Histoire. Mais il est responsable de ce qu'il fait et de son rôle dans l'Histoire. C'est le rôle d'un criminel dont les crimes sont d'une ampleur telle que le dégoût en est mutiplié par l'horreur. —

Les codes les plus sévères n'offrent pas de châtiments suffisants pour les dirigeants de Moscou et tout d'abord pour leur chef. Si nous avons néanmoins mis maintes fois la jeunesse soviétique en garde contre le terrorisme individuel qui naît si facilement de la terre russe, pétrie d'arbitraire et de violence, ce n'a pas été pour des raisons morales, mais en vertu de considérations politiques. Les actes de désespoir ne changent rien au système et ne font que faciliter aux usurpateurs de sanglantes répressions. Jugés même sous l'angle de la « vengeance », les attentats ne sauraient nous donner satisfaction. Qu'importerait la perte d'une dizaine de hauts bureaucrates en présence des crimes de la bureaucratie ? Il s'agit de mettre à nu les criminels devant la conscience de l'humanité et de les jeter ensuite aux poubelles de l'Histoire. Nous ne saurions nous contenter de moins.

La bureaucratie soviétique, comme la bureaucratie nazie, compte, il est vrai, sur un règne de mille ans. Les régimes ne succombent, pense-t-elle, que s'ils manquent d'énergie dans la répression. La recette est simple : en faisant tomber à temps toute tête douée de pensée critique, on assure la pérennité du régime. Pendant une certaine période, la bureaucratie soviétique remplissant des fonctions relativement progressives, — analogues, dans une large mesure, à celles que la bureaucratie capitaliste remplit autrefois en Occident, — Staline obtint des succès vertigineux. Cette période a été courte. Au moment précis où Staline arrivait à se convaincre de l'invincibilité de sa « méthode », la bureaucratie soviétique achevait sa mission et

commençait à pourrir, dès sa première génération. De là les nouveaux procès, les nouvelles accusations contre ses adversaires, tout ce qui paraît au philistin moyen choir d'un ciel pourtant clair.

La sanglante épuration a-t-elle affermi ou affaibli le pouvoir de Staline ? La presse mondiale donne sur ce point des appréciations équivoques et doubles. Les impostures moscovites amenèrent d'abord tout le monde à penser qu'un régime obligé de recourir à de pareilles mises en scène ne pourrait être de longue durée. La presse la plus conservatrice, dont les sympathies furent toujours acquises à la caste dirigeante soviétique dans sa lutte contre la révolution, ne tarda pas à évoluer. Staline avait liquidé l'opposition, rajeuni le Guépéou, supprimé les généraux indociles — et le peuple gardait le silence : il affermissait donc son pouvoir. Ces deux appréciations paraissent à première vue judicieuses. Ce n'est qu'à première vue.

La signification sociale et politique des épurations est évidente : les milieux dirigeants éliminent quiconque leur rappelle le passé révolutionnaire, les principes du socialisme, la liberté, l'égalité, la fraternité, les tâches pendantes de la révolution mondiale. La férocité des répressions atteste la haine de la caste privilégiée pour les révolutionnaires. En ce sens, l'épuration augmente l'homogénéité des milieux dirigeants et semble bien affermir le pouvoir de Staline.

Affermissement apparent. Staline lui-même demeure le produit de la révolution. Son entourage immédiat, le Bureau politique, est formé d'hommes assez insignifiants, mais liés pour la plupart, par leur passé, au bolchévisme. L'aristocratie soviétique, qui s'est servie avec succès de la coterie stalinienne pour se débarrasser des révolutionnaires, n'a pour les chefs actuels ni sympathie ni respect. Elle entend se libérer entièrement des contraintes

du bolchévisme, même défiguré, dont Staline a encore besoin pour discipliner ses gens. Staline sera demain, pour la caste dirigeante, un fardeau.

Ce qui est plus grave, et de beaucoup, c'est que l'épuration de la bureaucratie des éléments hétérogènes est payée d'une rupture de plus en plus profonde avec le peuple. Il n'est pas exagéré de dire que l'atmosphère de la société soviétique est saturée de haine contre les privilégiés. Staline se convaincra de plus en plus qu'il ne suffit pas de la seule décision de fusiller n'importe qui pour sauver un régime qui se survit. La haine croissante du peuple pour la bureaucratie et la sourde haine de la majorité de celle-ci pour Staline ébranlent inéluctablement l'appareil même de la répression, créant ainsi une des conditions de la chute du régime.

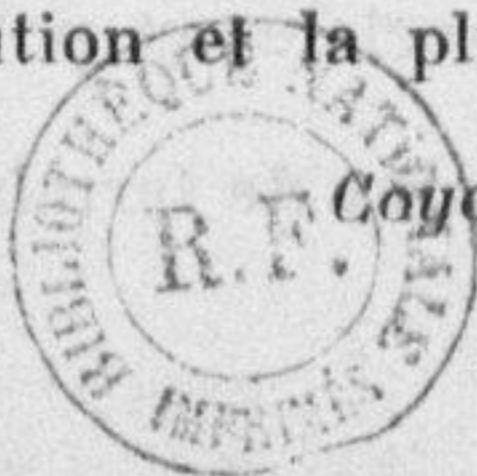
Le bonapartisme soviétique est né de l'antagonisme fondamental entre la bureaucratie et le peuple et de l'antagonisme complémentaire entre les révolutionnaires et les thermidoriens au sein de la bureaucratie. Staline s'est élevé au pouvoir en s'appuyant sur la bureaucratie contre le peuple, sur les thermidoriens contre les révolutionnaires. A des moments critiques, il a pourtant été contraint de rechercher l'appui des révolutionnaires et, avec leur concours, l'appui du peuple contre les privilégiés trop impatients. Mais on ne peut pas s'appuyer sur un antagonisme social qui conduit aux abîmes. De là le passage obligé au « monolithisme » thermidorien, par l'anéantissement des derniers vestiges de l'esprit révolutionnaire et la répression des moindres initiatives politiques des masses. Tout en sauvant momentanément le pouvoir de Staline, la sanglante épuration ruine à jamais les bases sociales et politiques du bonapartisme.

Staline semble près de terminer sa tragique mis-

sion. Plus il croit n'avoir besoin de personne et plus l'heure se rapproche où personne n'aura besoin de lui. Si la bureaucratie réussit, après avoir transformé les formes de la propriété, à dégager d'elle-même une nouvelle classe possédante, celle-ci se donnera de nouveaux chefs sans passé révolutionnaire — et plus instruits. Staline ne recevra probablement pas de remerciements pour la besogne accomplie. La contre-révolution sans masque se débarrassera de lui en l'accusant, par exemple, de... trotskisme. Staline tomberait, en ce cas, victime d'un amalgame du modèle courant. Mais l'humanité entre de nouveau dans une phase de guerres et de révolutions. Les régimes politiques et aussi les régimes sociaux vont s'écrouler comme châteaux de cartes. Il est fort possible que les séismes révolutionnaires de l'Europe et de l'Asie, devançant la subversion du stalinisme par la contre-révolution capitaliste, facilitent son renversement par les masses laborieuses. En ce cas, Staline aurait encore moins à compter sur de la reconnaissance.

La mémoire des hommes est généreuse quand les mesures draconiennes sont mises au service de grands buts historiques. Par contre, l'Histoire ne pardonnera pas une goutte du sang offert au nouveau Moloch de l'arbitraire et du privilège. Notre sens moral trouve sa plus haute satisfaction dans l'inébranlable conviction que le châtement historique sera proportionné au crime. La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, revisera tous les procès, réhabilitera les calomniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux. Staline disparaîtra de la scène sous le poids de ses crimes, comme le fossoyeur de la révolution et la plus sinistre figure de l'Histoire.

Coyoacan, été 1937.



TABLE

<i>Préface</i>	7
En Norvège « socialiste »	15
A huis clos	36
<i>Autour de l'internement</i>	37
<i>Le procès de Moscou</i>	56
L'Atlantique.	77
<i>Episode significatif</i>	82
<i>Zinoviev et Kaménev</i>	88
<i>Pourquoi ils ont avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis</i>	98
« <i>La soif du pouvoir</i> »	108
« <i>La haine de Staline</i> »	113
<i>L'envoi de terroristes en U.R.S.S.</i>	123
Au Mexique	128
A la veille du deuxième procès	134
Discours au meeting de l'hippodrome de New- York	144
L'enquête préliminaire à Coyoacan	160
Nécessité d'une enquête	173
L'enquête est-elle possible au point de vue politique ?	177
L'expertise du professeur Charles Bird	179
D'une expertise « purement juridique »	183
Autobiographie.	188
Ma situation juridique	198
Les trois catégories de preuves	200

Les séries mathématiques de l'imposture....	206
Base politique de l'accusation : Le terrorisme.	212
L'assassinat de Kirov.....	220
Qui a fixé la liste des victimes promises au terrorisme?	225
Base politique de l'accusation : le sabotage..	231
Base politique de l'accusation : l'alliance avec Hitler et le Mikado.....	240
Copenhague.	248
Radek.	257
Le « témoin » Vladimir Romm.....	273
Le voyage de Piatakov à Oslo.....	297
Ce qui a été réfuté au procès Piatakov.....	315
Le procureur est un faussaire.....	317
La théorie du « camouflage ».....	326
Le pourquoi de ces procès.....	330
La décapitation de l'Armée rouge.....	335
Staline sur ses propres faux.....	353
Le commencement de la fin.....	367



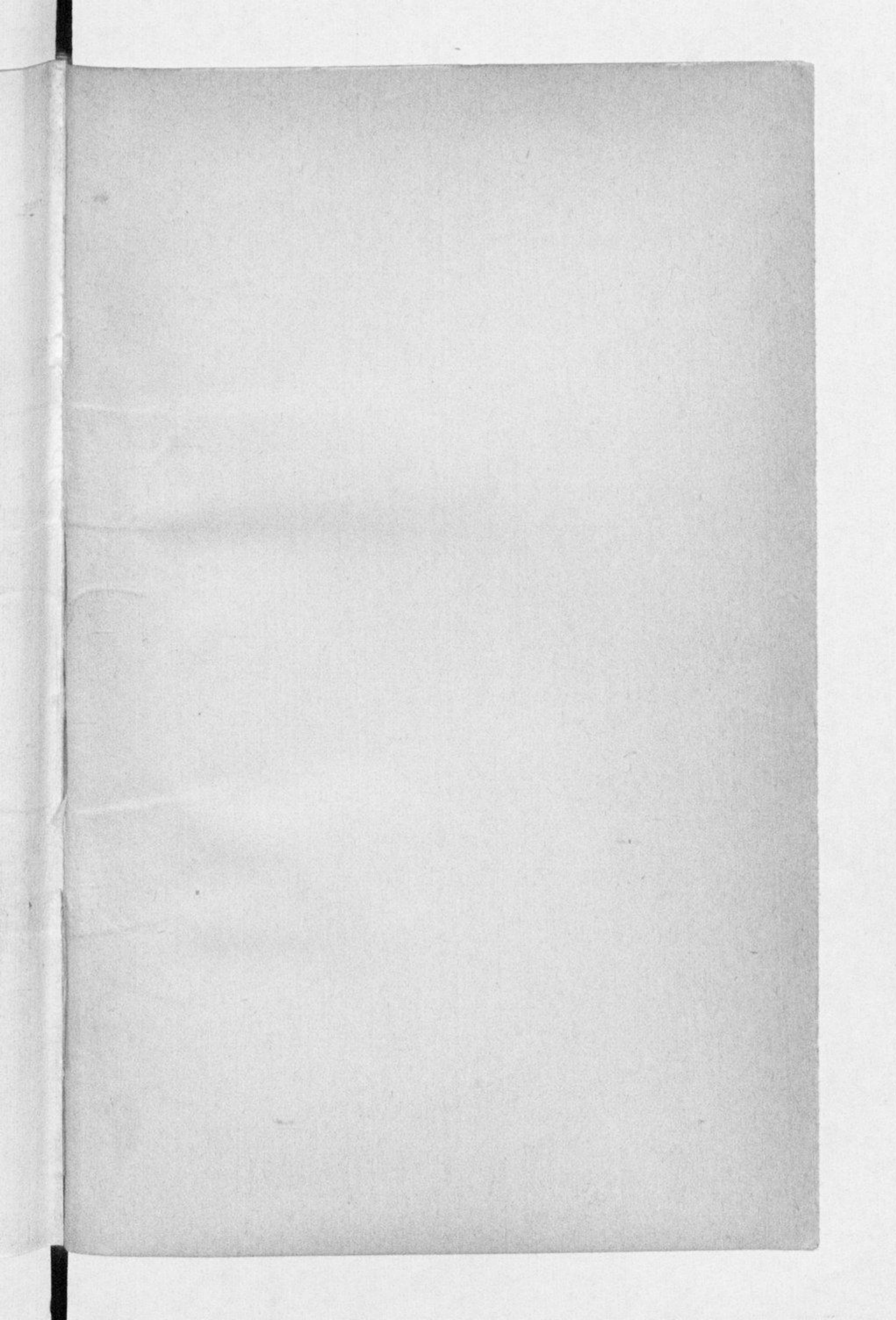
ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE MODERNE, 177, ROUTE DE
CHATILLON, A MONTROUGE (SEINE), LE
SEIZE NOVEMBRE MIL NEUF CENT TRENTE-
SEPT.

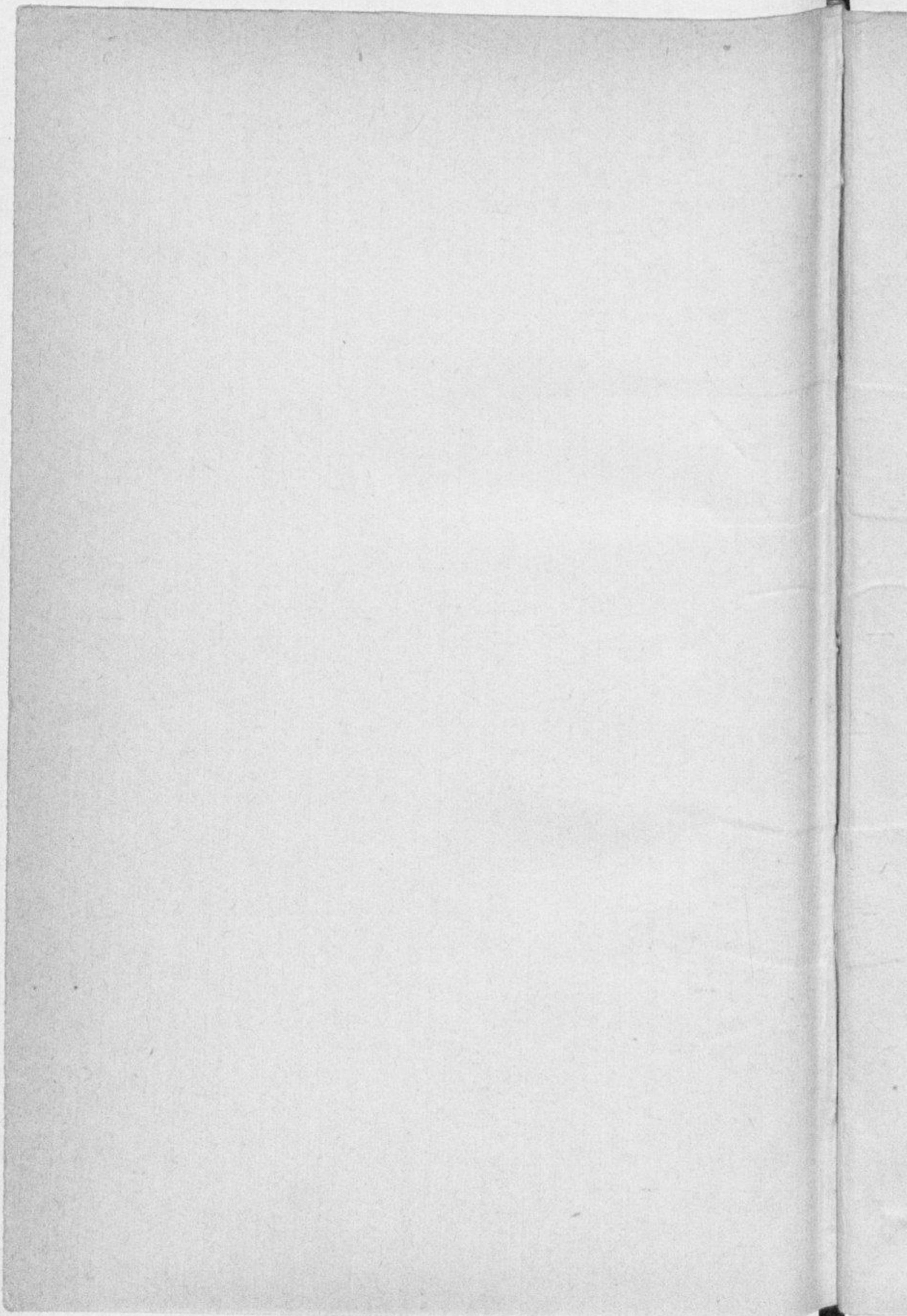
THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

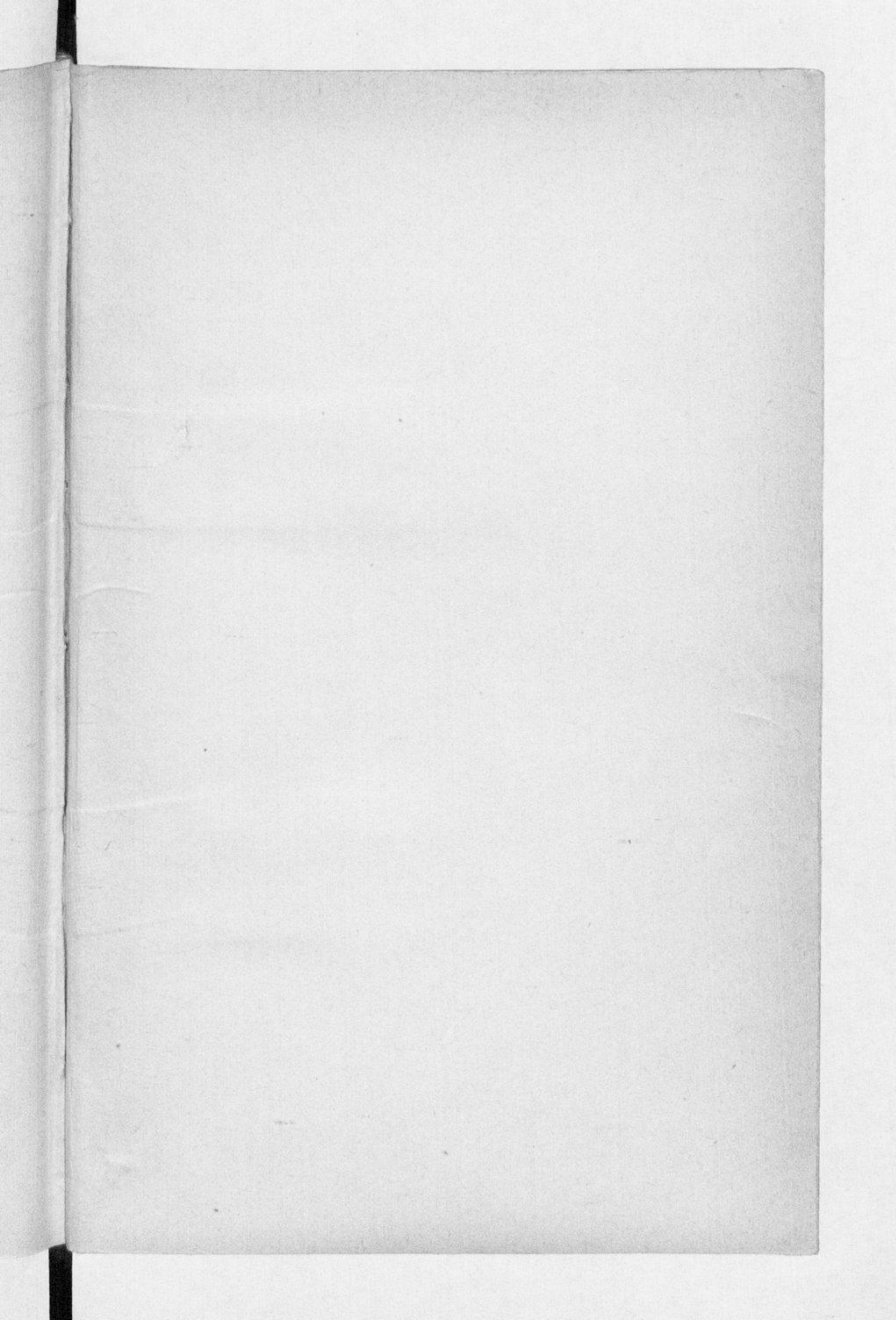
EXTRAIT DU CATALOGUE

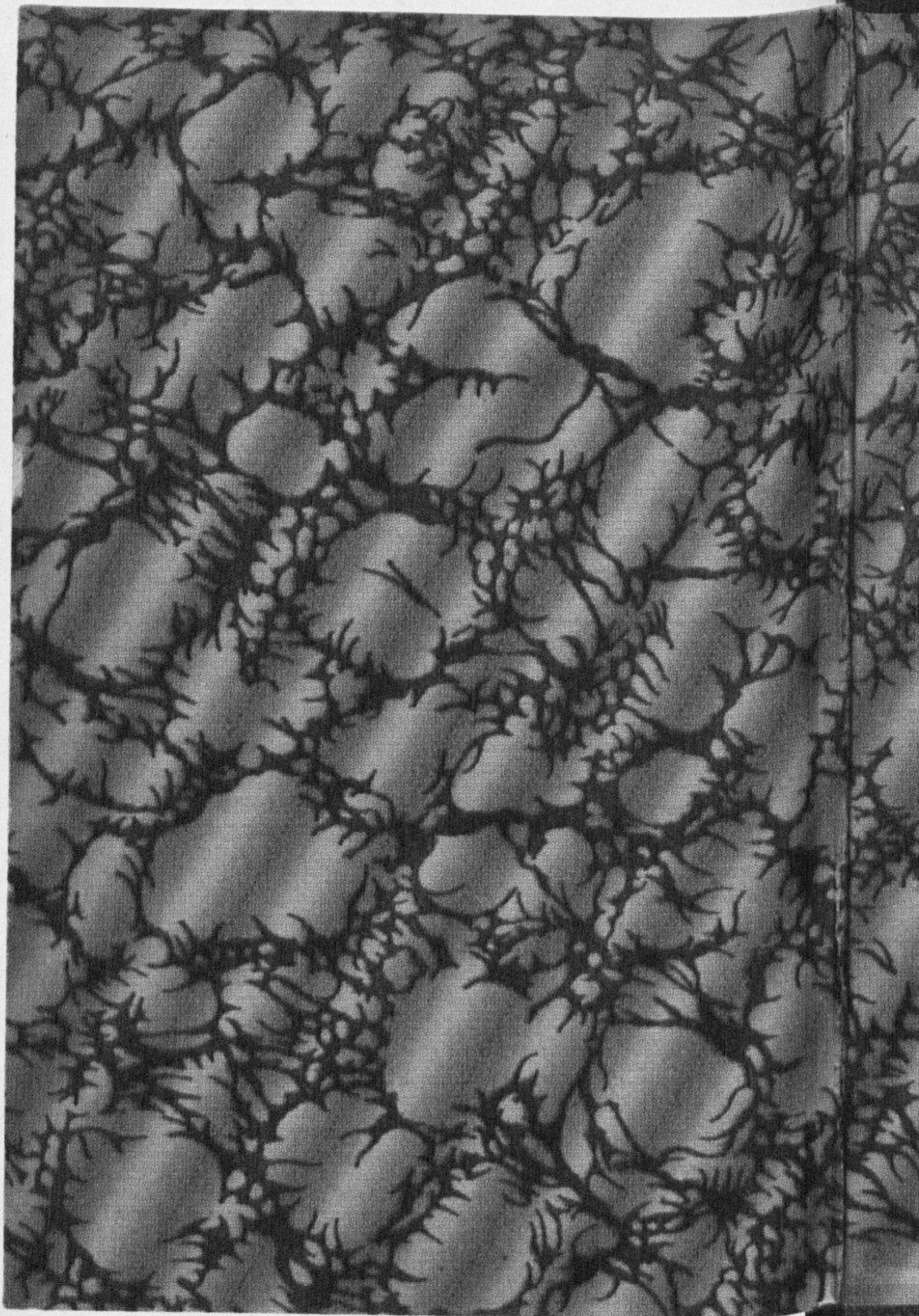
La Révolution trahie, par Léon TROTSKI, traduit par Victor Serge	20 frs
Retour d'Espagne. Rien qu'un témoignage, par André CHAMSON.	12 frs
Où va le Communisme, par Georges IZARD.	9 frs
La Révolution nécessaire, par R. ARON et A. DANDIEU.	15 frs
Dictature de la Liberté, par Robert ARON .	15 frs
Demain la France, par Thierry MAULNIER, J.-P. MAXENCE et Robert FRANCIS	18 frs
Albert Thomas et la création du B.I.T., par E.-J. PHELAN	18 frs
La Réforme gouvernementale, par Léon BLUM.	12 frs
La République de la Province, par Jacques FOURCADE (Préface de Lucien Romier) . . .	15 frs
Les Modérés (<i>Le Drame du Présent</i>), par Abel BONNARD, <i>de l'Académie Française</i> . . .	15 frs
De l'Alliance des Rois à la Ligue des Peuples, par Robert de TRAZ	15 frs
Histoire du Bolchevisme, par A. ROSENBERG	15 frs
La Vérité sur les Marchands de Canons, par Paul ALLARD	12 frs
L'Idée Socialiste, par Henri de MAN	20 frs
Karl Marx, par Otto RULHE	18 frs
Standards, par Hyacinthe DUBREUIL. . . .	18 frs
Nouveaux Standards, p ^r Hyacinthe DUBREUIL	15 frs
A chacun sa chance, p ^r Hyacinthe DUBREUIL	18 frs
Les Codes de Roosevelt et les perspectives de la vie sociale, par Hyacinthe DUBREUIL .	15 frs
L'Exemple de Bat'A, par Hyacinthe DUBREUIL	18 frs
Destin d'une Révolution, par Victor SERGE.	18 frs

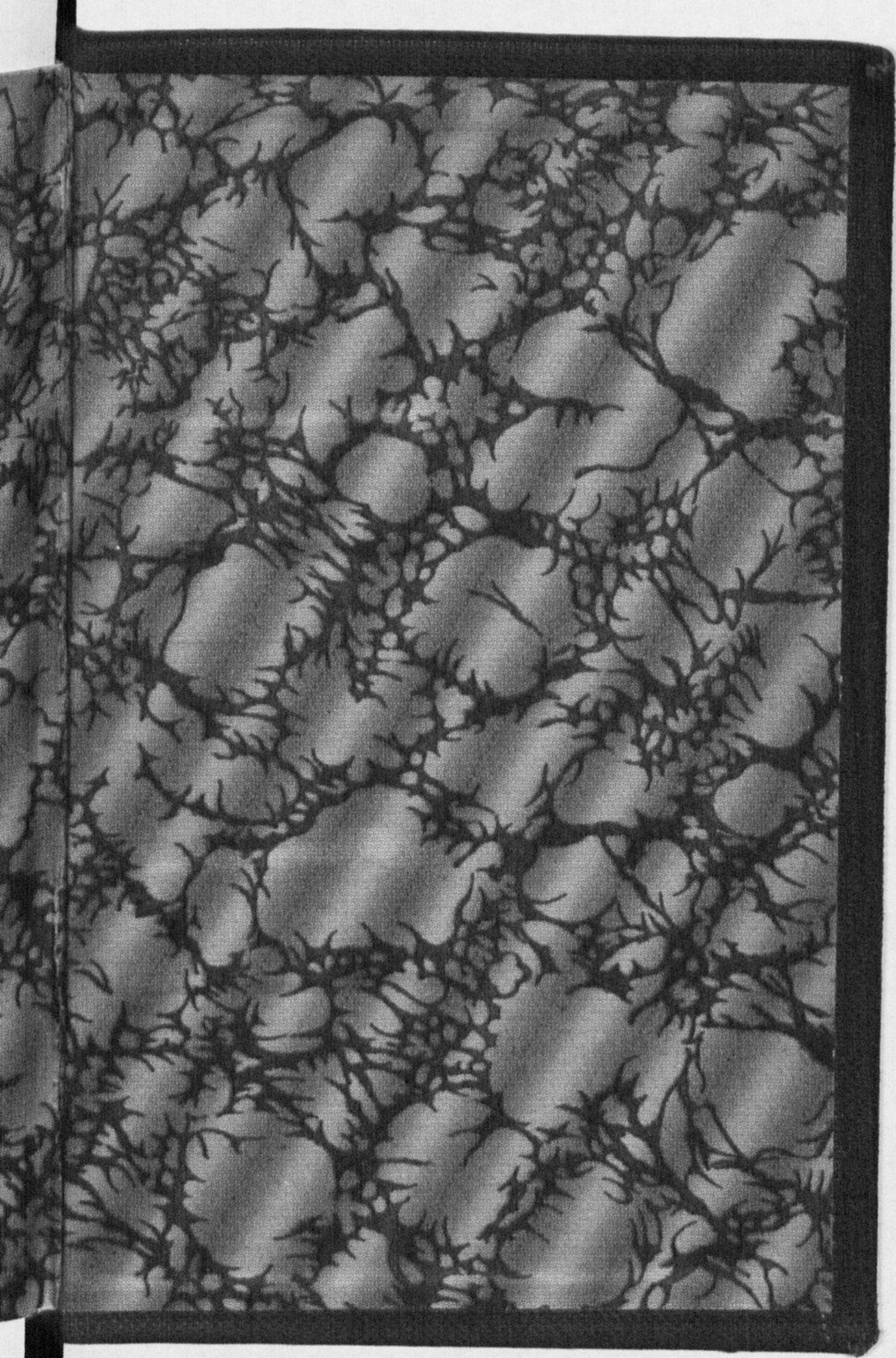
BERNARD GRASSET EDITEUR











BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 00632919 9